

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°193	
--	--------------	--

AVRIL 2001		
-------------------	--	--

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64

Fax : 01-48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **ISTANBUL : LOURD BILAN DES GRÈVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS TURQUES**
- **NON-LIEU POUR L'ECRIVAIN KURDE MEHMET UZUN**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR "VIOLATION DU DROIT À LA VIE" APRÈS LE DÉCÈS D'UN JEUNE KURDE**
- **TÉHÉRAN: LES CONSERVATEURS IRANIENS LANCENT UNE VASTE OFFENSIVE CONTRE LA SEULE OPPOSITION JUSQU'ALORS TOLÉRÉE**
- **ANKARA : MANIFESTATIONS DE MASSE CONTRE L'INCAPACITÉ DU GOUVERNEMENT À SORTIR LE PAYS DE LA CRISE**
- **LE MINISTÈRE TURC DE L'INTÉRIEUR DICTE AUX MEDIA LA TERMINOLOGIE À UTILISER DANS DES REPORTAGES SUR LA QUESTION KURDE**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

ISTANBUL : LOURD BILAN DES GRÈVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS TURQUES

BANDER Canyildiz, 41 ans, est décédé le 18 avril à Ankara au terme d'une grève de la faim intermittente de 180 jours, malgré les efforts des médecins pour tenter de le ranimer. La grève de la faim des prisonniers turcs et leurs proches se poursuit dans le silence assourdissant des autorités turques et de l'Union européenne.

Déjà, la Turquie a battu son propre record de victimes dans ce type de mouvement : en 1996, 12 détenus étaient décédés d'une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention, dépassant à l'époque

les 10 Irlandais du nord morts dans un mouvement comparable en 1981.

Les organisations de défense des droits de l'Homme turques et étrangères pressent le gouvernement turc d'ouvrir un dialogue et en appellent à l'Europe. Mais près d'un mois après le premier décès, le 21 mars, le bras de fer mortel continue.

Des représentants des ministères de la Justice, de la Santé et de l'Intérieur se sont réunis, le 16 avril, à Ankara pour évoquer la question, sans résultat concret. La presse turque s'intéresse peu à l'affaire, obnubilée par la grave crise économique que traverse le pays.

Cette crise ôte toute chance de soutien populaire aux grévistes, généralement membres d'organisations d'extrême gauche, les Turcs pensant davantage à lutter pour survivre qu'à se préoccuper de la survie de détenus dont la plupart ont été condamnés pour "terrorisme".

Le quotidien libéral *Radikal* titrait toutefois en Une le 17 avril : "Arrêtez ce cauchemar! 13 morts de la grève de la faim". Et le ministre du Tourisme Erkan Mumcu a fait part à ses collègues, lors de la réunion du cabinet, de son souci que la grève n'affecte les revenus du tourisme, sur lesquels la Turquie compte pour contrebalancer les effets de la crise, marquée par une forte dévaluation de la livre turque face au dollar.

Des Turcs manifestent à l'étranger pour dénoncer la mort lente des grévistes, notamment en France et en Suisse. Le 17 avril, une vingtaine de Turcs ont occupé à Düsseldorf la chambre de commerce de la Suède, qui exerce la présidence tournante de l'UE. À Genève, une quarantaine de Kurdes et de Turcs d'extrême-gauche ont fait irruption dans le bâtiment où se tient la commission des droits de l'homme de l'ONU. Quant à l'Union européenne, qui fait de l'amélioration des conditions de détention une condition à l'ouverture de négociation d'adhésion avec la Turquie, depuis un appel à négocier lancé le jour du décès du premier détenu par la présidence suédoise, elle reste silencieuse.

Au 10-ème mort, le 13 avril, la France a souhaité qu'une solution soit "rapidement apportée". "Finalement, nous étions plus critiques envers le bilan de la Turquie en matière des droits de l'Homme avant d'accepter sa candidature en décembre 1999 que depuis", reconnaît, sous couvert de l'anonymat, un diplomate européen. La Turquie s'est pourtant engagée à améliorer les conditions de détention dans les prisons dans son "programme national", qui définit ses priorités pour une adhésion. Elle fait ainsi valoir que le système de prisons à cellules qu'elle met en place progressivement pour remplacer celui de grands dortoirs, cause de la grève de la faim, est conforme aux normes européennes. Les détenus, leurs familles et les défenseurs des droits de l'Homme y voient, eux, un isolement favorisant les mauvais traitements et une désocialisation, et réclament des aménagements, en particulier sur le temps passé par les détenus hors de leurs cellules. C'est la seule base de discussion possible avec les autorités, qui excluent un retour en arrière et un abandon des prisons à cellules.

NON-LIEU POUR L'ECRIVAIN KURDE MEHMET UZUN

L'ÉCRIVAIN suédo-kurde Mehmet Uzun, poursuivi par la justice turque pour assistance à une organisation terroriste pour un de ses romans, a bénéficié le 4 avril d'un non-lieu. La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a également prononcé, le 5 avril, la relaxe de Hasan Oztoprak, de la maison d'édition Gendas, l'éditeur de l'écrivain kurde, accusé de propagande séparatiste pour un essai intitulé "Floraisons d'une grenade". M. Uzun était convoqué pour cette dernière affaire en simple qualité de témoin, son éditeur risquant lui 3 ans de prison.

La Cour de sûreté de l'Etat n°4 d'Istanbul a jugé que la preuve du crime supposé contenu dans les pages du roman "Lumineux comme l'amour, sombre comme la mort" - l'apologie de la lutte séparatiste menée par la rébellion kurde jusqu'en 1999 - n'était "pas avérée". Elle a ordonné la restitution des exemplaires de l'ouvrage qui fut un temps saisi avant d'être laissé en vente.

"Je suis très heureux", a déclaré Mehmet Uzun à la sortie de

l'audience. "J'espère que ce verdict sera une étape vers la libre utilisation de la langue kurde, la liberté d'expression en général et aussi la liberté pour un auteur d'écrire ce qu'il veut". C'est aussi, selon l'écrivain qui publie ses ouvrages en kurde autant qu'en turc, la preuve d'un "effort louable pour la Turquie qui cherche à intégrer l'Union Européenne", a-t-il estimé.

Parmi les nombreux grands noms de la littérature turque qui étaient présents au tribunal pour soutenir M. Uzun, Yachar Kemal a formulé le souhait de ne plus subir, à l'avenir, "les tracasseries et la honte de voir des ouvrages saisis ou des écrivains poursuivis".

M. Uzun avait reçu également le soutien des Prix Nobel Nadine Gordimer, Elie Wiesel et Gunther Grass, signataires d'une pétition soutenue par l'ensemble des membres des Académies suédoise et danoise.

La Turquie se refuse toujours à autoriser l'enseignement et la diffusion télévisée de la langue kurde, comme le réclame l'Union Européenne dont elle veut faire partie.

STRASBOURG :

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR "VIOLATION DU DROIT À LA VIE" APRÈS LE DÉCÈS D'UN JEUNE KURDE

L'A Turquie a été condamnée, le 10 avril, à Strasbourg par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation du droit à la vie, après le décès suspect d'un jeune Kurde de 22 ans en 1994 pendant un interrogatoire de

police à Uluyol (Kurdistan de Turquie)

Mahmut Tanli, fils d'un fermier kurde habitant le village d'Ortulu, avait été placé en garde-à-vue par les gendarmes le 27 juin 1994. Le lendemain, la famille avait été

avertie que le jeune homme était mort d'une attaque cardiaque, l'autopsie officielle confirmant que le corps ne portait pas de traces de violences. Cependant, d'après sa famille, son corps portait des marques de coups et des ecchymoses.

La Cour européenne a jugé que l'autopsie, bâclée, n'avait "aucune valeur scientifique" et ne permettait en aucun cas d'établir que la victime était décédée de mort naturelle. Selon les juges européens, le gouvernement turc est incontestablement responsable de la mort de ce jeune homme qui était en bonne santé au moment de son arrestation et avait accompli son service militaire un an plus tôt sans le moindre problème médical. Le gouvernement a failli à son obligation de fournir une explication au décès en pratiquant les examens nécessaires : le cœur n'a pas été disséqué, les organes n'ont pas été enlevés ni pesés, aucune photographie n'a été prise, le constat d'embolie n'a pas été correctement décrit ni analysé. L'Institut de médecine légale d'Istanbul, qui a fait un second examen du corps le 12 juin 1995, n'a pas pu apporter la preuve de tortures en raison de la décomposition du corps. Trois policiers impliqués dans l'affaire avaient été acquittés.

La Cour européenne a jugé que le requérant, le père de la victime, avait subi une violation de son droit à un recours effectif devant les tribunaux. Elle l'a en revanche débouté de ses plaintes pour violation de l'interdiction de la torture, du droit à la liberté et à la sûreté et de l'interdiction de la discrimination.

Les juges de Strasbourg ont alloué 10.000 livres sterling au père pour dommage moral, et, à la veuve et à son fils, 38.750 livres pour dommage matériel et 20.000 livres pour tort moral (soit au total 110.900 EUR).

ANKARA : MANIFESTATIONS DE MASSE CONTRE L'INCAPACITÉ DU GOUVERNEMENT À SORTIR LE PAYS DE LA CRISE

DES milliers de petits commerçants en colère ont manifesté spontanément le 4 avril à Ankara pour réclamer la démission du gouvernement, et des chauffeurs routiers ont bloqué une route dans le sud protestant contre la crise économique qui les frappe durement.

Peu auparavant, un petit commerçant fortement endetté avait lancé, sans l'atteindre, sa caisse enregistreuse en direction du Premier ministre Bulent Ecevit alors qu'il sortait de son bureau. La manifestation à Ankara a regroupé quelque 3000 à 5000 commerçants et employés du quartier de Sitel, qui regroupe l'industrie du meuble. "Le gouvernement doit démissionner !", "Les commerçants sont ruinés" scandaient les protestataires, le poing tendu.

La police anti-émeute, munie de véhicules blindés et de fusils-mitrailleurs, a stoppé la foule avant qu'elle n'arrive dans le centre d'Ankara devant le bureau de M. Ecevit. Selon les témoins, la police a matraqué plusieurs personnes, tandis que les manifestants lançaient des pièces de monnaie et des briquets contre les policiers et le président de la Chambre de commerce d'Ankara, arrivé sur les lieux pour tenter une médiation.

À Mersin, sur la Méditerranée, plusieurs douzaines de chauffeurs routiers ont bloqué une autoroute pour dénoncer la hausse des carburants. Les manifestants ont accepté de se disperser dans le calme après une discussion avec la police anti-émeute. Le 11 avril, toujours à Ankara, des affrontements très violents ont opposé la police anti-émeute et les manifestants, faisant

plus d'une centaine de blessés – 48 policiers et 67 manifestants – 30 manifestants ont été interpellés. Les manifestants ont jeté des pierres et des projectiles métalliques contre les forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des tirs en l'air.

"À bas le gouvernement !", "Non à la pauvreté et à la corruption !", ou "Turquie, ouvre les yeux !", scandaient les manifestants -70.000 personnes étaient mobilisées à l'appel de la Chambre des commerçants et artisans d'Ankara. À Izmir, 40.000 personnes ont manifesté en réclamant la démission du gouvernement, et 50.000 autres à Mersin. Des cortèges ont aussi défilé à Gaziantep et Mersin. Les manifestants s'en sont pris à des locaux administratifs, des voitures et des magasins et ont lancé des pierres et des briques aux forces de l'ordre qui ont répliqué avec des canons à eau et des matraques. 202 personnes ont été blessées, dont une dizaine de journalistes et 137 policiers, et une centaine d'autres arrêtées.

M. Ecevit a répliqué qu'il ne démissionnerait pas, sans exclure la possibilité d'un remaniement gouvernemental. "Je crois qu'actuellement, la recherche d'un nouveau gouvernement pourrait ouvrir la voie à une crise gouvernementale. C'est pourquoi je reste, et je resterai, en fonction", a-t-il dit devant son groupe parlementaire. Interrogé sur un remaniement, il a répondu : "C'est une question à discuter entre les dirigeants de la coalition" [tripartite gouvernementale].

La crise a déclenché une inflation galopante et une vague de licenciements qui touche un demi-million de personnes.

TÉHÉRAN: LES CONSERVATEURS IRANIENS LANCENT UNE VASTE OFFENSIVE CONTRE LA SEULE OPPOSITION JUSQU'ALORS TOLÉRÉE

A DEUX mois des élections présidentielles du 8 juin en Iran, les "durs" du régime iranien ont décidé de frapper les proches du président Khatami dont le mandat de quatre ans tirait à sa fin mais qui refusait de confirmer sa candidature à sa propre succession avant le dernier jour d'enregistrement des candidats prévu le 6 mai.

Ainsi, le 7 avril 2001, jour de la rentrée politique iranienne, quarante-deux membres et sympathisants du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI), l'opposition libérale, aussi appelés les "religieux nationalistes", ont été interpellés. Le MLI, fondé en 1961, mais plus ou moins toléré depuis vingt-deux ans, et qui proclamait de plus en plus son soutien à M. Khatami, avait été purement interdit en mars 2001. Parmi les personnes interpellées figurent des personnalités telles que Abolfazl Bazargan et Mohammad Hossein Baniassadi, respectivement neveu et gendre de Mehdi Bazargan, fondateur du MLI et Premier ministre de la République islamique, des octogénaires comme Hachem Sabaghian, ancien ministre de l'Intérieur, Ahmad Sadr Haj-Seyed Javadi, ancien garde des Sceaux, Mohammad Tavassoli, ancien maire de Téhéran, ou Khosro Mansourian, membre influent du MLI. Plus de 60 intellectuels, accusés d'avoir voulu "renverser le régime" et de "collaborer avec des groupes contre-révolutionnaires", ont ainsi été arrêtés en quelques semaines. "La justice révolutionnaire", l'arme

favorite des conservateurs, n'a décidé, le 12 avril, de libérer sous caution que six d'entre eux dont M. Javadi, âgé de 84 ans. Les conservateurs pratiquent depuis plus d'un an les fermetures de journaux, les interpellations et les arrestations d'écrivains et d'intellectuels. Une quarantaine de journaux et de revues ont été interdits l'année dernière, quatre autres ont reçu récemment une mise en demeure, généralement prélude à une interdiction.

Cette décapitation des "religieux nationalistes" s'explique de différentes façons. Certains, comme le ténor conservateur Amir Mohebian, affirment que "le système veut réduire la scène politique à deux mouvements [réformateurs et conservateurs]". D'autres soutiennent encore que c'est une mise à l'épreuve du président Khatami. En prenant leur défense, il entrerait en conflit direct avec le reste du régime et s'il ne faisait rien, il perdrait l'estime d'une partie de son électorat. Le président a simplement déploré cette offensive et M. Ali Yunesi, ministre chargé des services de renseignement, a, été interrogé le 10 avril, par des membres de la commission parlementaire de la sécurité nationale et des affaires étrangères. Ce dernier a déclaré qu'il n'avait pas donné l'ordre de procéder à ces interpellations, qu'il n'avait pas participé à la rafle et à qu'à sa connaissance, il n'y avait aucun élément de preuve étayant les charges. Des propos qui n'ont pas manqué de montrer la discorde existant entre "les modérés" et "les

durs" au sein des conservateurs mêmes.

Même si Me Karim Lahidji, président de la Ligue iranienne pour la défense des droits de l'homme, qui vit en exil à Paris, a parlé d'un "coup d'état rampant" contre le président Khatami, certains comme Bernard Hourcade, directeur de recherche sur le monde iranien au CNRS, n'ont pas manqué de souligner que le président est lui-même un homme du sérail, dont l'objectif est de sauver la République islamique par *aggiornamento*. Ainsi, peu d'observateurs doutaient d'une seconde candidature de M. Khatami, élu en 1997 avec plus de 70 % des voix, à qui une partie du camp réformiste reproche de ne pas avoir entamé de réformes substantielles en quatre ans de fonction.

Figure de proue d'une "mollarchie à visage humain", M. Khatami contribue à une réhabilitation progressive de l'image de la République islamique à l'étranger. De ce fait, les conservateurs qui ont les moyens institutionnels de le contrôler le considèrent comme un moindre mal, voire même comme un personnage utile pour la mesure du régime dans la mesure où il offre aux partisans du changement une alternative islamiste sous haute surveillance. Le système politique iranien n'offrant aucune possibilité pour des candidats démocrates non agréés par le clergé, les Iraniens qui aspirent au changement et à la démocratie n'ont guère d'autre choix que de soutenir M. Khatami ou de s'abstenir.

Dans ce contexte, la candidature et la réélection de M. Khatami pour un nouveau mandat de président de la République ne fait pas de doute.

LE MINISTÈRE TURC DE L'INTÉRIEUR DICTE AUX MEDIA LA TERMINOLOGIE À UTILISER DANS DES REPORTAGES SUR LA QUESTION KURDE

LE ministère turc de l'Intérieur a publié un guide destiné à la chaîne de télévision nationale turque (TRT), mais adressé à d'autres média aussi, sur la terminologie à employer lors de reportages sur la question kurde.

La note d'information, adressée au directeur général du TRT, précise : " Nos diffusions à l'étranger sont considérées comme la voix de la République turque. Aussi est-il important que ces émissions soient alignées sur nos objectifs et politiques nationaux. Par conséquent, il est nécessaire de prendre en considération [cette note] lors de la préparation des programmes dans le cadre des opérations psychologiques. " " Il est nécessaire de s'assurer que les média ne fourniront pas d'informations susceptibles d'affecter négativement les opérations contre-terroristes...Le fait que les activités terroristes soient terminées ne veut pas dire que le danger du terrorisme soit disparu. Aussi, de média devraient continuer de soutenir et montrer de l'intérêt au combat contre le terrorisme et diffuser des programmes donnant du moral et de la motivation au peuple " poursuit la note. " Au moment où les activités terroristes sont suspendues, les média devraient utiliser toutes les opportunités pour encourager les groupes qui se sont placés dans le camp de l'Etat, les assurer qu'ils reçoivent l'attention nécessaire et que l'Etat les soutiendra toujours " ajoute-t-il. Voici quelques-uns des termes choisis de la liste du ministère :

- Pour " guérilla, rebelle " utiliser : " terroriste, facteur terroriste, hors la loi, bandit. "
- Pour " peshmerga, réfugié " utiliser : " Les Irakiens du nord, ceux qui cherchent un abri ".
- Pour " soulèvement, soulèvement

kurde, la guerre de libération nationale kurde, la lutte kurde pour la liberté, la rébellion kurde, le soulèvement armé, la rébellion " utiliser : " les activités terroristes ".

- Pour " PKK, KAWA, KNK, les pro-Apo " utiliser : " l'organisation terroriste du PKK, l'organisation terroriste sanguinaire, le réseau d'assassinats ".
- Pour " Opération, opération de nettoyage " utiliser : " recherche de terroristes et de criminels ".
- Pour " opération de sécurité, opération de sauvegarde de la paix " utiliser : " poursuite de criminels ".
- Pour " commandant, gouverneur, gouverneur du district " utiliser : " officiel ".
- Pour " Kurde, Kurde de Turquie, race kurde, citoyen kurde " utiliser : " citoyen turc ".
- Pour " origine kurde, citoyen d'origine kurde, peuple de race kurde " utiliser : " citoyen turc / nos citoyens définis kurdes par les cercles séparatistes ".
- Pour " Apo " utiliser : " terroriste Ocalan ".

- Pour " base de l'organisation, camp, les QG en Turquie " utiliser : " abri terroriste, refuge terroriste ".
- Pour " organisation marxiste-léniniste " utiliser : " organisation terroriste " à noter que le fait que l'organisation à une tendance marxiste léniniste peut être utilisé à l'étranger.
- Pour " l'épisode d'Ocalan à Rome " utiliser : " le refuge du chef terroriste à Rome ".
- Pour " villages évacués, villages incendiés " utiliser : " villages désertés, villages désertés par le peuple ".
- Pour " habitant du Sud-Est, peuple du Sud-est anatolien, peuple de l'Est et du Sud-est anatolien " utiliser : " nos citoyens vivant dans l'Est de la Turquie ".
- Pour " Le parlement kurde en Exil " utiliser : " réunion tenue sous le contrôle de l'organisation terroriste du PKK ".
- Pour " député kurde, Parlement kurde " utiliser : " membre de l'organisation terroriste ".
- Pour " guerre de faible intensité " utiliser : " contre-terrorisme ".
- Pour " Etat kurde " utiliser : " la Formation, entité dans le nord de l'Irak ".
- Pour " leader kurde " utiliser : " les chefs de tribus, chef dans le nord de l'Irak ".

AINSI QUE...

• **LE BILAN DE FÉVRIER ET MARS 2001 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN.** La section de Diyarbakir de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) a, le 2 avril, rendu public son rapport sur les violations des droits de l'homme dans les régions kurdes pour les mois de février et mars 2001. Le bilan est comme suit :

- Nombre de morts suite aux combats	12
- Nombre de meurtres non élucidés et d'exécutions extrajudiciaires ..	13
- Nombre de placements en garde-à-vue	286
- Personnes torturées	141
- Nombre de disparitions	3
- Nombre d'arrestations	54
- Nombre de tentatives d'enlèvement	2

- Nombre de journaux fermés 2
- Nombre de journaux interdits d'accès à la région sous régime d'exception (OHAL) 17
- Nombre de violations contre la liberté d'opinion 6
- Nombre de maisons incendiées 2

• **MANIFESTATION RACISTE À SUSURLUK CONTRE LA COMMUNAUTÉ KURDE.** La ville de Susurluk, mise sous les projecteurs depuis le scandale mettant en lumière la collusion entre la mafia, le monde politique et la police turque, occupe à nouveau le devant de la scène. Sept personnes ont été blessées, le 8 avril, lors de violents incidents dirigés contre les Kurdes après le meurtre d'une fillette de 11 ans à Susurluk par un suspect originaire de la province kurde de Diyarbakir.

Quelques 5.000 personnes au soir du 7 avril, puis 7000 personnes le 8 avril, rassemblées sur l'artère principale de Susurluk, ont scandé des slogans comme "Mort aux Kurdes" ou "A bas le PKK" avant d'incendier en partie le restaurant où travaillait Recep Ipek, soupçonné d'avoir tué la petite Afsar Sila Caldiran.

La police avait pris d'importantes mesures de sécurité dans la ville après que le corps de la petite victime eut été découvert, le 7 avril, dans le sous-sol de la maison du suspect. Ce dernier est un ancien protecteur de village volontaire, congédié après avoir été impliqué dans des affaires on ne peut plus illégales.

Sept personnes, dont quatre agents de sécurité, ont été blessées dans les violentes échauffourées qui ont éclaté. La maison du suspect et deux magasins appartenant à des Kurdes ont été incendiés par les manifestants. Les Kurdes, échoués dans la région après l'évacuation de leurs villages par l'armée turque, ont été contraints de quitter la ville.

À partir des images de la police, la presse turque a reconnu Ümit Çankçi, responsable local du Parti de l'Action nationaliste (MHP-ultranatioanliste) comme l'un des meneurs de l'émeute.

• **UN HÔPITAL D'ANKARA REFUSE DE SOIGNER UNE PATIENTE KURDE PARCE QU'ELLE NE PARLE PAS LE TURC.** Selon le quotidien turc *Hurriyet* du 15 avril, Mekiye Polat, une jeune femme kurde souffrant d'une déficience de l'ouïe, a été refusée aux soins à l'hôpital public d'Ankara pour la seule et unique raison qu'elle ne parle pas le turc. La patiente ne savait parler que le kurde et le médecin a refusé toute consultation même si l'époux servait d'interprète. Interrogé sur la question, Dr. Ilker Töral, a déclaré : " Pour déterminer la déficience de l'ouïe d'un patient, le malade est soumis à un test contenant une centaine de mots en turc. Si le teste est effectué par l'intermédiaire d'un interprète, sa crédibilité est faible. On peut passer par le biais d'un interprète pour les enfants mais pour les adultes c'est très rare. Il est souhaitable que le médecin et le patient parlent la même langue ".

Interpellé par la presse, Yasar Okuyan, ministre turc du travail et des affaires sociales, a déclaré dans un communiqué, qu'une instruction était ouverte à l'encontre du Dr. Ilker Töral à ce sujet. Il n'y a donc aucune mise en question du moyen de soin pratiqué, et le refus de soin ou un soin incomplet pèse toujours sur les non-turcophones dans les hôpitaux publics turcs. Certains n'ont pas manqué de rappeler qu'il y a quelques mois, les média et les

autorités turcs n'avaient pas hésité à crier scandale lorsqu'un médecin allemand avait refusé de soigner une Turque domiciliée en Allemagne arguant que la patiente ne savait pas parler l'allemand.

• **BULENT ECEVIT RÉELU À LA TÊTE DE SON PARTI ET SA SEULE ADVERSAIRE A ÉTÉ BRUTALISÉE ET MUSELÉE PENDANT LE CONGRÈS DU PARTI.** Le Premier ministre Bulent Ecevit a été largement réélu, le 29 avril, à la tête de son Parti de la gauche démocratique (DSP) réuni en congrès, éliminant sans surprise son unique adversaire, et ce malgré les appels au changement. Le vieux leader, âgé de 76 ans, s'est assuré un total de 963 voix sur 1084 bulletins valides, sa rivale Mme Sema Piskinsut ne totalisant que 86 votes en sa faveur.

Le Premier ministre a salué un congrès qui s'est déroulé " dans la paix et le calme ", affirmant que la Turquie avait " plus que jamais besoin d'un parti comme le DSP ". Il n'a fait aucune mention des incidents au cours desquels son adversaire, l'ancienne présidente de la commission parlementaire des Droits de l'Homme, Mme Sema Piskinsut, ainsi que son fils, ont été molestés par des partisans du Premier Ministre opposés à sa candidature.

Les télévisions ont montré des images où on la voit protégée par ses gardes du corps et soustraite aux assauts de ses adversaires. Avant de quitter les lieux, elle a regretté les " atteintes à la démocratie " dont elle s'est estimée victime. Également privée de son droit de parole à la tribune pour présenter son programme, Mme Piskinsut, première femme à présenter sa candidature à la direction du parti, a en outre dû retirer la liste de ses

candidats pour le comité directeur et le conseil de discipline du parti. La candidate malheureuse, âgée de 49 ans, n'a eu aucune chance malgré son passé à la tête de la commission parlementaire des Droits de l'Homme durant trois ans qui lui avait conféré une réputation de courage, à force d'interventions surprises dans les commissariats de police pour dénoncer la pratique de la torture.

Mais le DSP, fondé en 1985 par la femme du Premier Ministre, Rahsan Ecevit, alors que son mari était banni de politique par les dirigeants militaires du pays, est resté fidèle à sa tradition d'organe fortement centralisé et étroitement contrôlé par le dirigeant en place, à l'instar des autres formations politiques du pays. Dans son discours-programme, le Premier Ministre a rappelé l'importance pour une Turquie ravagée par une crise économique et financière sans précédent que sa coalition gouvernementale tripartite demeure au pouvoir. *"Un changement de gouvernement compromettrait les efforts pour mettre l'économie sur les rails. Nous menons une intense bataille économique et nous la gagnerons"*, a déclaré M. Ecevit.

M. Ecevit a ainsi répondu indirectement aux appels insistants pour qu'il mette un point final à une carrière de 44 ans au sommet de l'Etat et de son parti, le DSP fondé en 1987 et auparavant le Parti Républicain du peuple (CHP). Il a montré au contraire qu'il était déterminé à continuer, stigmatisant ceux qui estiment que le DSP n'est pas une formation *"honorable"*, et affirmant *"avoir fait la preuve que le DSP est magnifique, consciencieux et résolu"*.

• **ÉCLABOUSSÉ PAR DES AFFAIRES DE CORRUPTION, LE MINISTRE TURC DE L'ÉNERGIE DÉMISSIONNE.** Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a

annoncé, le 27 avril, qu'il avait accepté la démission de son ministre de l'énergie qui est mêlé à une affaire de corruption. Cumhur Ersumer, qui avait présenté sa démission la veille, est touché par un scandale éclaboussant de hauts responsables du secteur de l'électricité et des investisseurs qui sont accusés d'avoir truqué des appels d'offre publics et touché des pots-de-vin. Le ministre est soupçonné d'avoir lui-même pesé sur les appels d'offre.

Devant la presse, le ministre démissionnaire a toutefois rejeté les accusations le concernant, accusant des fonctionnaires sanctionnés d'avoir monté une cabale contre lui. Cumhur Ersumer est un des dirigeants du Parti de la Mère Patrie (ANAP), l'une des trois formations participant au gouvernement de coalition turc. Son départ a été bien accueilli dans les milieux d'affaires et par la classe politique, pourtant le vice-Premier ministre Mesut Yilmaz avait tout fait pour sauver sa tête allant jusqu'à même critiquer la gendarmerie turque dans l'affaire. Après l'annonce de la démission du ministre de l'énergie, la bourse d'Istanbul a encore fortement progressé, clôturant en hausse de 13,5 %.

L'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi que les bailleurs de fonds internationaux, avaient exigé d'Ankara une lutte plus sérieuse contre la corruption et ce au plus haut niveau. L'an dernier la police turque avait œuvré en ce sens mais les observateurs craignaient que les mises en cause n'affectent que les seconds couteaux et non pas les hauts responsables politiques tirant les ficelles.

• **LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET LA BANQUE MONDIALE ACCORDENT 10 MILLIARDS DE DOLLARS À LA TURQUIE.** Le Fonds monétaire

international, FMI, et la Banque mondiale ont à nouveau volé au secours de la Turquie en lui accordant une aide financière supplémentaire d'environ 10 milliards de dollars pour faire face à ses difficultés économiques. En annonçant cette aide le 27 avril, le directeur général du FMI, Horst Koehler, a affirmé qu' *"il y a de fortes probabilités que le programme de la Turquie marche mais qu'il n'y a pas de certitude absolue"*.

L'organisation financière internationale est, il est vrai, échaudée. Un premier plan de soutien d'un montant total de plus de 11 milliards de dollars, dont une aide d'urgence de 7 milliards, décidé en décembre dernier n'a pas suffi à éviter à la Turquie de plonger dans la crise. *"Les détails du plan restent à finaliser"*, a précisé Horst Koehler. Selon les premières informations, le FMI devrait contribuer à hauteur de 8,5 milliards de dollars et la Banque mondiale de 1,5 milliard de dollars.

Il n'apparaît pas encore clairement si d'autres pays vont contribuer directement. Le secrétaire au Trésor américain Paul O'Neill a affirmé qu'il estimait l'aide du FMI *"appropriée"* mais n'a pas donné d'indication sur un complément qui serait versé par les Etats-Unis.

Pour obtenir ce nouveau soutien financier international, le ministre turc de l'Economie, Kemal Dervis, avait présenté mi-avril un nouveau programme de réformes visant à enrayer la crise financière qui sévit dans le pays depuis plus de cinq mois. Priorités de ce plan de redressement : la réforme du système bancaire (les dettes des banques publiques dépassent 2 % du revenu national) et l'accélération des privatisations. Pour le reste, Kemal Dervis s'est engagé à réduire les dépenses publiques de 9 % cette année, mais il a exclu d'avoir recours à de nouveaux impôts, tablant sur

une hausse du PIB de 5 % en 2002 après un recul cette année, limité à 3 % " grâce aux exportations et au tourisme ".

• **NEUF COMBATTANTS DU PKK ET CINQ SOLDATS TUÉS À BINGÖL.** Neuf combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et cinq soldats turcs ont, le 14 avril, été tués dans la province de Bingöl au cours d'une opération des forces turques. Les soldats turcs sont morts en sautant sur des mines.

Le PKK a annoncé en septembre 1999 la fin de ses actions de guérilla, après 15 ans d'une lutte armée qui a fait quelque 36.500 morts. Mais cette trêve a été ignorée par l'armée turque qui la décrit comme "une tactique terroriste".

• **EN PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE L'ARMÉE TURQUE LANCE UN NOUVEL APPEL D'OFFRE DE 400 MILLIONS DE DOLLARS.** Selon le quotidien turc *Milliyet* du 3 avril, malgré la crise économique touchant gravement tous les secteurs en Turquie, l'état-major turc s'appête à lancer un appel d'offre pour la coproduction en Turquie de plus de 300 systèmes électroniques de guerre équipant tous ses hélicoptères, un marché représentant 400 millions de dollars.

Alors que l'inflation est de nouveau en hausse sensible en Turquie, où les prix à la consommation ont grimpé de 6,1 % en mars par rapport à février après la dévaluation de la livre turque de plus de 30 % par rapport au dollar, l'armée turque, en guise de sacrifice, s'est bornée à déclarer que les projets d'achats de chars et de bâtiments navals sont renvoyés à l'année prochaine, tout en mettant à un ordre de jour ultérieur le projet de production d'hélicoptères d'attaques (ATAK).

LU DANS LA PRESSE TURQUE

• " **LA MORT SPECTACLE ...** " Bekir Coskun, éditorialiste au quotidien turc *Hurriyet*, dénonce dans ses colonnes du 20 avril, l'immobilisme et le mutisme des autorités turques face à la grève de la faim lancée dans les prisons turques. Voici de larges extraits de cet article :

" Vous observez très probablement leur projet de " retour à la vie " (...) Ces derniers jours et à l'heure où j'écris cet article, le nombre de personnes succombant à la grève de la faim (...) est de 14. En six mois, le nombre de morts -tués- est de 45.

À tout moment, il y a l'annonce d'un nouveau mort. On ne peut pas rester insensible et nous serions pris de panique même s'il s'agissait des oiseaux du jardin qui se mettaient à tomber un par un comme cela. Mais eux, ils s'en moquent. Ce n'est pas seulement leur corps... Leurs sentiments sont aveugles, leurs émotions sont sourdes, leurs consciences sont muettes.

Aviez-vous déjà entendu parler d'un tel projet de " retour à la vie " ? Toutes les personnes dont ils voulaient sauver la vie meurent.

Vous le savez : Tous ceux qui étaient enfermés pour vol, malchance ou meurtre, classés " victimes du destin " ont été libérés. Par contre " les victimes du système " c'est-à-dire les prisonniers politiques sont restés en prison.

Nul ne sait ce qui se passe dans les nouvelles prisons de type F. Seulement

tous les jours, il y a un nouveau mort. L'annonce froide de la mort.

Les détenus étant placés dans de cellules différentes, il n'est plus juste d'affirmer qu' " ils sont conduits à la mort par l'organisation ".

Alors pourquoi ?

Quelle force, quelle impasse, quelle pression pousse ces jeunes gens à accepter la mort à la fleur de leur âge ? Ridvan Budak, parlementaire du parti au pouvoir, seul à afficher une réaction, déclare que " l'on est resté spectateur ". Que se passe-t-il donc ?

La libération des assassins et voleurs, provoquant l'agression des centaines de personnes, ne suffit pas comme sottise et voilà qu'aujourd'hui ils sont assez bêtes pour ne pas savoir protéger les détenus qui sont sous leur coupe...

Les détenus ont également des droits.

Dans un pays où le droit s'effondre, la justice disparaît, où des tragédies juridiques se jouent à l'extérieur même, un pays où des hommes en pleine santé, confrontés à la Justice, perdent la tête, l'on ne peut pas savoir ce qui peut se tramer à l'intérieur des prisons.

Mais la clairvoyance de ceux qui ont mis en avant le " projet de retour à la vie " et qui ont provoqué la mort de tous ceux qu'ils ont voulu sauver, est évident.

Tous ceux qui ont un peu de conscience (...) veulent la fin de ces meurtres, et c'est tout (...). "

Slowdown in Turkey Hits Journalists, Too

Hard Times Bring 3,000 Media Job Cuts

By Douglas Frantz
New York Times Service

ISTANBUL — Just when the Turkish news media should be keeping up with the demands of covering the unfolding economic crisis and its threat to the country's stability, a quarter of the workers at Turkish television stations and newspapers find themselves out of work.

The economic troubles that started in mid-February have pummeled the national currency, frightened foreign investors and led to scattered layoffs. But no industry has been hit harder than the news media, where about 3,000 of the 12,000 workers have been laid off in recent weeks.

The owners blame declining advertising revenue and the general

economic woes, and circulation and advertising are clearly down. But for some, the economic crisis has bared the vices of Turkey's mainstream media — and a bit of old-fashioned backbiting, too.

Journalists and their advocates say that overexpansion and forays by media barons into other businesses, including sectors regulated by the government, are partly to blame for the job losses. The critics also say that the layoffs have political overtones, an accusation denied by the representatives of the owners.

Over the past decade, the number of privately owned newspapers and television stations has increased. Rather than a commitment to independent journalism, critics say, some new owners were interested in currying favor for their other busi-

nesses.

"Businessmen in search of social and political recognition found the solution in buying media organizations, which set off an artificial growth in the number of magazines, television stations and other media groups," Haluk Sahin, a columnist at the newspaper Radikal, said in an interview.

Even companies with roots in journalism, such as the Sabah Group, expanded into businesses such as banking and insurance.

Most mainstream newspapers and all but a couple of the 17 national television stations rely on a mixture of well-paid columnists, celebrity items and titillation to sell papers and draw viewers.

Despite the strictures of Islam, Turkey's predominant religion, the largest-selling newspapers routinely display photographs of seminude women in the style of British tabloids.

Circulation and viewership never seemed large enough to pay the bills. In a country of 65 million, newspaper circulation is an anemic 3 million and declining. But payrolls in general and salaries for selected columnists in particular were pumped up by money from the owners' other businesses.

When the economy began to slow, however, the extent to which media interests were intertwined with the general economy was exposed. Two financial institutions seized by government regulators in recent weeks belonged to media holding companies.

Ihlas Group, an Islamic-oriented holding company, has laid off 300 people at its newspaper, wire service and television station in the past few weeks as regulators closed its Ihlas Finans, an "interest-free" Islamic finance house.

Among the depositors were many prominent Islamic politicians.

Turkey's bank regulators accused members of the controlling family of using \$1.3 billion in depositors' money to shore up their media empire and make lavish gifts to star employees and personalities who appeared on their TV station.

The largest number of layoffs has been at Sabah, which owned two of the largest Turkish newspapers, dozens of magazines and a top television station. The company, con-

trolled by Dinc Bilgin, scion of a prominent journalism family, also owned Etibank, which was taken over in late October by regulators who said they had discovered heavy losses and years of mismanagement.

Mr. Bilgin was struggling to hold on to his company when the economic crisis hit. Since then, Sabah has closed one newspaper, the respected Yeni Binyil, and cut staff sharply elsewhere, including at the mass-circulation Sabah.

Some journalists who have been laid off were critical of the government and their former employers, leading to accusations that the crisis provided a convenient way to cleanse the ranks of dissidents.

"It mainly has been financial reasons, but we also sense a political tone behind dismissals of some good journalists," said Turgay Olcayto, general secretary of the journalists association.

"There are serious traces of political decisions rather than economics," he said.

Some see an opportunity to restructure the journalism business by ending links between business and political circles and media ownership. "For a real change, the financial links of strong business circles with the media should definitely be broken," said Ahmet Sahinkaya, director of the television and radio department at Marmara University.

INTERNATIONAL HERALD
TRIBUNE

APRIL 3, 2001



Dave Baruff/Corbis

Journalists say that overexpansion and forays by Turkish media barons into other businesses are partly to blame for the job losses.

La Turquie résiste à la tentation du changement

ENTRE DEUX CRISES, celle des prisons et la faillite financière en cours, la Turquie vient de rendre publiques les réformes qu'elle consent à mettre en œuvre pour intégrer l'Union européenne. Ce document de 1 000 pages, baptisé « programme national », prévoit, dit-on, l'affectation, dans les administrations publiques, d'un local pour « les mères qui allaitent », mais reste on ne peut plus flou sur les sujets qui fâchent : l'abolition de la peine de mort, l'octroi de droits culturels aux Kurdes, la question de Chypre ou le poids des militaires dans la vie politique. Or ces points, cruciaux au regard des critères de Copenhague (la mise en place d'un Etat de droit avec respect des minorités et des droits de l'homme), sont incontournables. Les négociations d'adhésion ne s'ouvriront que si la « petite Asie » accepte de s'y conformer. Le souhaite-t-elle vraiment ? La lecture du « plan national » de réformes permet d'en douter.

Le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen, ne s'y est pas trompé : « Des efforts supplémentaires seront requis en ce qui concerne l'abolition de la peine capitale et l'assurance de droits culturels pour tous les citoyens, quelle que soit leur origine », a-t-il déclaré. Le « programme national » repousse l'abolition de la peine de mort « au moyen terme » (d'ici cinq ans) et rappelle qu'elle est « du seul ressort de la Grande Assemblée », majoritairement opposée à cette mesure. Certes, un moratoire sur les exécutions est en vigueur depuis 1984. Mais qui dit que le moratoire ne pourra pas, un jour, être reconsidéré ? En attendant, la peine capitale continue d'être requise. Ainsi, le jour de l'annonce du programme, un procureur d'Ankara réclamait la mort pour trois ex-députés islamistes, accusés d'avoir tenté de « renverser l'ordre constitutionnel ».

« La Turquie voudrait bénéficier d'un statut sur mesure. Elle ne veut pas comprendre que c'est à elle d'entrer dans le moule de l'Europe et non l'inverse », explique Bénédicte Chesnelong, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Autre lacune : le document glisse sur le rôle de l'armée, se contentant de mettre en avant le rôle « consultatif » du conseil national de sécurité (MGK), instance dominée par les généraux.

En fait, la fonction du MGK est plus que consultative puisque,

selon la Constitution issue du coup d'Etat de 1980, ses décisions doivent avoir un caractère « prioritaire » pour l'exécutif. Au-delà de l'argument de l'exception turque (les militaires, explique-t-on, sont « les meilleurs garants de la démocratie »), la crispation autour du rôle de l'armée augure mal de la capacité de la Turquie à procéder dans le futur aux transferts de souveraineté voulus par l'adhésion.

Le chapitre de l'octroi de droits culturels à la population kurde est particulièrement aride. On y indique que les « citoyens turcs » se voient accorder « au quotidien » le libre usage de « différentes langues, dialectes et patois ». Piètre concession, quand on se souvient que l'interdiction de parler autre chose que le turc (loi n° 2392 du 22 octobre 1983) a été levée, il y a dix ans de cela, à l'époque du président Özal. Témoin d'un tabou de langage resté vivace, le mot « kurde » n'apparaît d'ailleurs pas dans le document concocté à Ankara. Il ne figurait pas plus il est vrai dans le texte de l'accord de partenariat Turquie-UE élaboré par la Commission de Bruxelles en novembre 2000. « Ce qui est proposé constitue un net recul sur tous les projets ayant vu le jour jusqu'à maintenant sur la résolution de la question kurde, que ce soit celui de la Tusiad [le Medef turc], celui des islamistes ou celui des sociaux-démocrates », explique Hamit Bozarslan, maître de conférences à l'Ecole des hautes études à Paris.

Ce retour en arrière est d'autant plus troublant qu'un véritable débat s'était récemment fait jour en Turquie sur la nécessité ou non de donner à la « minorité » kurde (entre 10 et 15 millions de personnes) la possibilité de recevoir un enseignement dans sa langue et de posséder sa propre chaîne de télévision. Mais le débat s'est figé du jour où le chef d'état-major de l'armée turque, le général Kivrikoglu, se prononça résolument contre ces ouvertures. Comment ce mouvement de recul s'est-il opéré ? Toujours selon Hamit Bozarslan, la Turquie, traversée ces dernières années par des crises en série, s'est installée dans un mode de « gestion par la crise ». Or à chaque fois qu'il y a crise, il y a un mouvement en arrière, car celle-ci « marginalise les demandes d'ouverture et de démocratisation ».

En outre, ces soubresauts contraignent « les collectivités et les

individus à se positionner par rapport aux nouveaux ennemis ou à de nouvelles menaces », en même temps qu'ils permettent « à un pouvoir de durer », avance Hamit Bozarslan. La découverte des charniers du Hizbullah au printemps 2000 ; la faillite du secteur bancaire à l'automne ; les révoltes dans les prisons en décembre ; la crise politico-financière de mars : ces événements ne sont pas le fruit de savants calculs.

« LOGIQUE SUICIDAIRE »

Ils sont à mettre au compte d'un emballement du système, qui est « entré dans une logique suicidaire ». Bien que « chargés de sens, ils sont traités comme de vulgaires faits divers, oubliés à la faveur de la prochaine crise », déplore le chercheur. Qui se soucie des trente-quatre morts (deux membres des forces de l'ordre et trente-deux détenus, dont l'un décédé il y a quelques jours seulement) lors de l'assaut des forces de l'ordre dans les prisons ? Les autorités disent que ces personnes « se sont immolées », les prisonniers restés en vie disent, eux, que les victimes « ont été brûlées » par les policiers... Qui, aujourd'hui, réclame avec force une enquête sur ce drame ?

Actuellement, tous les yeux sont tournés vers la crise économique. Bien réelle, celle-ci est avant tout politique. Les trois banques publiques, qui ont englouti 22 milliards de dollars à l'automne 2000, sont aussi celles qui financent le système des partis. Plus récemment, il a suffi d'une altercation – portant sur la corruption – entre le président et le premier ministre pour que 12 milliards de dollars quittent le pays dans l'espace de quelques jours. L'ensemble du système politique est, comme l'explique le sociologue Ümit Cizre, un cartel régi par un jeu de clientélisme et dont le souci principal est le partage de la rente et son maintien au pouvoir.

« Le grand problème de la Turquie, c'est qu'elle n'a pas de majorité réformatrice. Il faut donc des arrangements politiques complexes pour avancer à petits pas », déclare Daniel Cohn-Bendit, qui copréside la commission mixte Turquie-UE du Parlement européen. D'après lui, « le premier grand obstacle sera Chypre, dont l'agenda n'est pas maîtrisé par les Turcs. Si, d'ici à l'été, il n'y a pas une idée de solution, la Turquie se retrouvera isolée. Va-t-elle sacrifier ses perspectives européennes pour 80 000 personnes ? ».

Desservie par sa classe politique, confite en son dogme kémaliste, aujourd'hui au bord de la banqueroute, la Turquie pourra-t-elle encore longtemps résister à la tentation du changement ?

Marie Jégo

IRAN

Eloge de la subversion

Le respect de la loi, slogan cher à Mohammad Khatami, a montré ses limites. Il est temps aujourd'hui de remettre en cause un cadre légal qui autorise la discrimination et la violence, soutient le journal en exil.

IRAN EMROOZ (www.iran-emrooz.de)

Francfort

Le soir même de la dernière allocution de Mohammad Khatami devant le Parlement, les responsables du pouvoir juridique du pays ont fait arrêter un grand nombre de personnalités proches de ce que l'on appelle les forces "nationalistes religieuses" et les ont incarcérées dans un lieu inconnu. Le Président parlait, dans ce discours, de l'importance du respect de la loi et de sa primauté dans les décisions des tribunaux ainsi qu'au sein des forces de sécurité. Il a loué les efforts entrepris dans cette direction et conclu que "ces pas sont importants et signifient que la culture du respect de la loi s'instaure progressivement". La machine sécuritaire et militaire qui a procédé aux arrestations ne pouvait mieux répondre au bilan optimiste du Président !

On ne saurait nier l'importance du propos présidentiel. Il est vrai qu'une nouvelle culture politique se dessine à ce sujet. Le refus de la violence paralégale constitue désormais une partie essentielle de la culture politique des réformateurs (même s'ils ont choisi parfois le silence face à la violence d'Etat). On peut se demander toutefois si la nécessité théorique de respecter le cadre légal revêt aussi une portée pratique et si certaines lois ne doivent pas être remises en cause.

UN SIMULACRE DE RESPECT DE LA LOI

M. Khatami serait le premier à reconnaître que les appels au respect de la loi n'ont pas été au-delà du discours. La fermeture, par exemple, de l'hebdomadaire *Hareem*, accusé d'avoir injurié le Président, est un modèle de lecture des lois par la justice iranienne. Khatami se plaint et déclare : "Je ne sais pas selon quelle loi on peut interdire un journal pour diffamation."

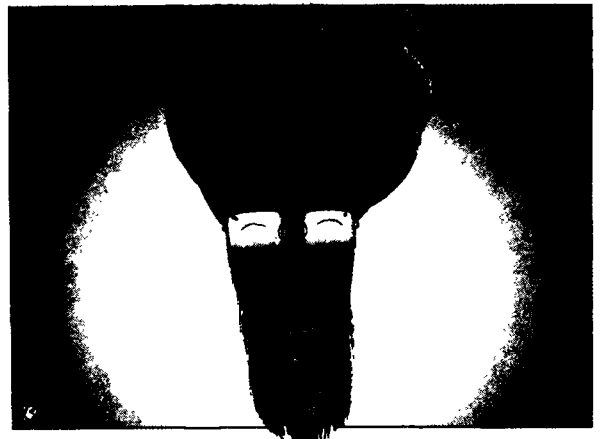
Il s'oppose clairement à ce que toute critique ou caricature soient considérées comme une injure. Il dénonce les méthodes employées par la justice, au nom de principes "pseudo-légalistes", pour interdire la presse réformatrice.

En réalité, ce que nous avons pu voir ces quatre dernières années est plutôt un simulacre de respect de la loi. Comment justifier par la loi la répression et la censure de la presse, l'emprisonnement et la torture d'écrivains et de journalistes à cause de leurs écrits ou de leur participation à une conférence publique en Europe (conférence de Berlin) ? Le fait que la torture soit encore une pratique commune dans les prisons, que des arrestations se fassent sans ordre judiciaire, que le droit de visite soit inexistant dans les prisons officielles et non officielles sont autant d'exemples qui montrent l'anarchie qui règne de fait. La menace d'une exécution pesant sur Hassan Youssefi Eshkevari [voir *Courrier n° 497, du 11 mai 2000*] n'est-elle pas révélatrice également de la négligence extrême de la République islamique pour le droit à la vie ?

De même, il est légitime aujourd'hui de demander à M. Khatami s'il est satisfait de tous les autres domaines où la loi est supposée être respectée.

Le ministre de la Justice, M. Hachroudi, applique la loi du talion ainsi que des peines et des châtiments sauvages, comme la lapidation, les coups de fouet ou le fait de couper des mains en public. Le ministre a récemment critiqué la surpopulation carcérale et a encouragé les juges à utiliser des châtiments islamiques sévères. Le responsable du tribunal de Khorasan a récemment déclaré que, depuis un an et demi, 20 criminels ont eu les doigts coupés dans sa région.

M. Khatami sait parfaitement que "l'application de la loi" en République



▲ Le président Mohammad Khatami.

Dessin de Youssef Abdeh paru dans *Al Khaleej*, Abou Dhabi.

LIBERTÉS POLITIQUES

Répression

■ A la mi-mars dernier, le Tribunal révolutionnaire a interdit toute activité au Mouvement de libération de l'Iran de feu Mehdi Bazargan, le premier chef de gouvernement post-révolutionnaire. D'autres groupes du courant politique "national religieux" ont subi le même sort. Tolérés depuis le début de la révolution, ces groupes agissent dans le cadre des lois instaurées par les tenants purs et durs du régime de la République islamique, qui contrôlent les principaux organes du pouvoir, y compris la justice. Ils sont considérés, surtout à la veille de l'élection présidentielle, comme des alliés de poids du mouvement des réformes. Accusés de mener des activités subversives "visant à renverser le régime", en concordance avec les "groupes agissant pour la division et le terrorisme", 24 activistes appartenant à ce courant ont été arrêtés. En outre, malgré les protestations du ministère de la Culture, quatre titres proréformateurs – le quotidien *Dowran-e Emrouz*, les hebdomadaires *Mobeen* et *Jame'e-ye Madani* et le mensuel *Payaam-e Emrouz* (photo ci-contre) – ont été frappés d'interdiction. Plus de 30 titres ont déjà été fermés au cours des deux dernières années.



islamique signifie la pérennité de la ségrégation organisée à l'encontre des femmes et à l'encontre de tous ceux qui expriment des idées différentes de celles du régime en place. M. Khatami sait également que la violation flagrante des droits fondamentaux et élémentaires de la majorité de la population en Iran se fait principalement au nom de la loi. Compte tenu de tout cela, peut-on continuer à défendre le respect de la loi sans autre condition ?

VIOLATION DES DROITS ET DES LIBERTÉS DES CITOYENS

L'approche légaliste n'a de sens que si les lois sont humaines et justes. Il

faut rechercher l'épanouissement réel de la société civile. Quand les lois sont répressives, violentes et ségrégationnistes, la démarche légaliste devient dénuée de sens. Il y a quatre ans, le programme présidentiel mettait l'accent sur le respect de la loi et des droits de l'homme, et pouvait être porteur d'un mouvement positif pour la société civile iranienne. Force est de constater que la question des droits de l'homme n'a pas reçu l'attention nécessaire.

Le bilan de la République islamique en matière juridique n'est pas brillant. D'un côté, les autorités qui promeuvent la violence ont pu utiliser le cadre de la loi pour violer les

droits et les libertés des citoyens, et cela de manière croissante depuis un an. De l'autre, la discrimination et la répression des femmes et des minorités continuent au nom de la loi.

Alors que M. Khatami se prépare pour la nouvelle élection présidentielle, il faut qu'il dise aux électeurs s'il a un programme pour se débarrasser de la violence et de la discrimination inhérentes aux lois de ce pays. Si oui, comment compte-t-il neutraliser ceux qui, au nom de l'islam, soutiennent la violence et la discrimination ? **Hossein Bagherzadeh**

Bagdad interdit le premier vol d'Air France

Les dirigeants irakiens sont imprévisibles. Bagdad, qui ne cesse de dénoncer comme criminel l'embargo international qui le frappe depuis août 1990 et s'emploie à le briser ou à le contourner, a refusé qu'un avion-cargo d'Air France chargé de lait en poudre atterrisse en Irak. Ce qui aurait constitué une brèche sans précédent dans l'embargo aérien. Le vol aurait dû se poser le 30 janvier sur l'aéroport international de Bagdad.

«**Tout bénéfique**». Au préalable, une transaction commerciale avait été conclue entre le ministre du Commerce irakien et une société française productrice de lait en poudre, portant sur la fourniture de 500 tonnes, dont 50 devaient être acheminées par ce vol. Celui-ci avait reçu les autorisations des instances onusiennes chargées du contrôle de l'embargo. L'affaire avait été imaginée et menée à bien par Michel Grimard, président du Mouvement chrétien V^e République (gaullistes de gauche), un familier des arcanes irakiens et un infatigable dénonciateur des méfaits des sanctions.

«*C'était un coup extraordinaire, regrette aujourd'hui Michel Grimard. Pour la première fois, un avion d'un pays membre du Conseil de sécurité allait se poser à Bagdad. C'était tout bénéfique pour l'Irak, car ce vol constituait*



Dans un hôpital, à Bagdad en septembre. Depuis août 1990, l'Irak est sous embargo international.

un coup sans précédent porté à l'embargo aérien. C'était aussi une bonne opération pour Air France, étant donné l'impact que ce vol aurait eu dans le monde arabe (aujourd'hui très majoritairement acquis à la levée des sanctions, ndlr). Cela créait un précédent et représentait des possibilités d'ouverture sur l'Irak pour d'autres compagnies européennes.»

Outre l'aspect humanitaire, le fait que l'avion appartienne à Air France (dont 56% du capital est détenu par l'Etat) signifiait que le gouvernement français avait donné son aval à l'opération. Contrairement à

Londres et à Washington, Paris, comme Moscou et Pékin, considère que ce genre de vol ne relève d'aucune résolution du Conseil de sécurité et qu'il est donc licite. En septembre 2000, un premier vol civil français, avec à son bord une soixantaine de passagers, dont une trentaine de médecins, avait d'ailleurs provoqué une polémique entre les Etats-Unis et la France.

Volte-face inattendue. Si, depuis, les vols humanitaires se sont multipliés à destination de Bagdad, jamais jusqu'alors une grande compagnie européenne n'avait pris le risque de

s'y poser, notamment dans la crainte de représailles économiques américaines.

C'est une fois le vol programmé que l'interdiction est tombée, quelques semaines avant le départ. Et elle est venue de l'endroit le plus inattendu, c'est-à-dire de Bagdad. Selon des sources diplomatiques, c'est le ministre du Commerce irakien, qui pourtant avait signé l'accord, qui s'est opposé à l'atterrissage de l'avion-cargo. Reste à trouver une explication à l'inexplicable: luttes de clans aux intérêts divergents ou simples intérêts particuliers? ●

JEAN-PIERRE PERRIN

6 AVRIL 2001

Libération

Neuf à quinze ans de prison pour 4 membres du PKK coupables du meurtre d'un couple



BREME (Allemagne), 4 avr (AFP) - 17h19 - Quatre membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie, interdit en Allemagne) ont été condamnés mercredi à Brême (nord) à des peines de 9 à 15 ans de prison pour le meurtre d'un jeune couple kurde qui avait manqué à la discipline du parti.

Trois des quatre accusés ont été reconnus coupables de meurtre: deux ont été condamnés à 15 de prison, le troisième à 13 ans. Le quatrième a été condamné à 9 ans et six mois de détention pour complicité.

L'un d'eux avait participé à la décision, prise "au niveau des instances dirigeantes" du PKK, de supprimer les deux jeunes gens dont la liaison était réprouvée par le parti, avait affirmé en août le procureur, Uwe Picard.

Les quatre hommes, des Turcs d'origine kurde âgés de 27 à 34 ans, ont été reconnus coupables du meurtre de Ayse D., 18 ans, et Serif A., un paraplégique de 23 ans, le 24 août 1999.

Le jeune couple a été retrouvé assassiné, elle étouffée dans la vase et lui vidé de son sang, le crâne fracassé et le corps brisé par les roues d'une voiture, près d'un hangar de sous-marins de la Seconde Guerre mondiale, dans le port de Brême.

Leur tort, selon l'hebdomadaire Der Spiegel qui avait publié l'été dernier de larges extraits de l'acte d'accusation: ils s'étaient mariés dans une mosquée de Brême en dépit de l'opposition des dirigeants régionaux du PKK.

Des enquêteurs suédois à Imrali pour interroger Ocalan



ANKARA, 5 avr (AFP) - 10h31 - Une équipe de trois enquêteurs suédois s'est rendue jeudi sur l'île prison d'Imrali, en mer de Marmara (nord-ouest), pour interroger le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan sur le meurtre du Premier ministre suédois Olof Palme, a rapporté l'agence Anatolie.

Un porte-parole du ministère turc de la Justice avait déclaré lundi que cet entretien devait se dérouler le même jour.

Ocalan avait accusé lors de son procès un mouvement kurde "dissident" dirigé par son ex-femme, Kesire Yildirim, d'avoir assassiné Olof Palme pour discréditer le PKK.

Le Premier ministre suédois avait été abattu le 28 février 1986 à Stockholm alors qu'il sortait d'un cinéma en compagnie de sa femme Lisbeth.

La piste kurde est suivie, comme d'autres, sans succès depuis plusieurs années par la Suède qui avait refusé l'asile politique au chef du PKK à la fin des années 80.

Arrêté en février 1999 au Kenya par un commando turc, Abdullah Ocalan avait été jugé et condamné à mort en juin suivant pour trahison et séparatisme, pour les 15 ans de guérilla de son parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Son exécution a été repoussée dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Il est l'unique détenu de l'île prison d'Imrali, en mer de Marmara, où il est incarcéré depuis son arrestation

Deuxième relaxe pour l'écrivain Mehmet Uzun accusé de propagande séparatiste



ISTANBUL, 5 avr (AFP) - 10h35 - Une Cour de Sûreté de l'Etat a prononcé jeudi à Istanbul la relaxe de l'éditeur de l'écrivain suédo-turc d'origine kurde Mehmet Uzun, accusé de propagande séparatiste pour un essai récent, dans un jugement similaire à celui rendu la veille.

"Nous nous attendions à une telle issue après le verdict d'hier", a simplement dit Mehmet Uzun à l'AFP après le jugement.

La cour a jugé, comme mercredi pour un autre ouvrage de M. Uzun, que le crime de de propagande de la rébellion kurde, soupçonné à la lecture de certaines pages de l'essai "Floraisons d'une grenade", n'était "pas constitué sur l'ensemble de l'oeuvre".

L'éditeur turc de Mehmet Uzun, Hasan Oztoprak, de la maison d'édition Gendas, risquait trois ans d'emprisonnement dans ce procès où M. Uzun apparaissait en qualité de simple témoin.

Soutenu par de célèbres écrivains turcs tels Yachar Kemal et Orhan Pamuk, ainsi que trois Prix Nobel (Nadine Gordimer, Elie Wiesel et Guenther Grass), Mehmet Uzun s'était dit satisfait au nom "la liberté d'expression et la libre utilisation de la langue kurde", sa langue maternelle.

La Turquie, 18 mois après que le Parti des Travailleurs du Kurdistan ait mis fin à 15 ans de rébellion pour l'indépendance du sud-est du pays à majorité kurde, se refuse toujours à autoriser l'enseignement et la diffusion télévisée de la langue kurde, comme le réclame l'Union Européenne dont elle veut faire partie.

U.S. stands firm on tighter sanctions against Iraq

Reuters April 6, 2001

The head of the UN inspection commission on Iraq said yesterday the United States stood firm on the need for tighter sanctions against Iraq and the unconditional return of arms inspectors.

Hans Blix, head of the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission (UNMOVIC), said he had met top U.S. officials to explain his commission's plans to resume work and to learn about U.S. policy toward Iraq.

"I did not notice anything different from what they (the United States) say publicly, the basis of which is tightening sanctions," Blix said after meeting U.S. Secretary of State Colin Powell on Wednesday.

He also met U.S. National Security Adviser Condoleezza Rice on Tuesday. "The message I understood from U.S. officials was that sanctions are in place until resolution 1284 is implemented," Blix said.

The 1999 Security Council resolution calls for the easing of sanctions if Baghdad allows UN arms inspectors back and cooperates with UNMOVIC, the new UN disarmament agency, to oversee the elimination of Iraq's weapons of mass destruction.

Washington is insisting on the "unconditional return" of arms inspectors to Iraq, Blix added. He said the United States was continuing to review its policy on Iraq and had not yet reached a final conclusion, but that "the broad lines are clear".

Baghdad rejected the UN resolution, saying it wanted no part of measures seeking to return weapons inspectors to the country in return for the suspension of more than 10 years of sanctions imposed after its 1990 invasion of Kuwait.

In Baghdad, the Iraqi Health Ministry said in a report that UN sanctions were responsible for the deaths of more than 10,000 people in Iraq in February. The report accused the UN oil-for-food programme, which began in 1996, of failing to overcome the shortage of medicine and food that accumulated since the sanctions were imposed on Iraq after its invasion of Kuwait in August 1990.

The official Iraqi News Agency quoted the report as saying "10,525 Iraqis died in February due to a shortage of medicine caused by the 11-year UN sanctions imposed on Iraq." Of these fatalities, 7,270 were children under the age of five who died because of illnesses such as diarrhea and malnutrition, the report added.

Foreign observers have reported that infant mortality rates are lower in northern Iraq, which is run by Kurdish administrations that are beyond the control of Baghdad. Meanwhile, Kuwait is to allow a number of Iraqi families to visit their relatives imprisoned in Kuwait for criminal offences, Al-Siyassah newspaper quoted a senior MP as saying yesterday.

"Kuwait has accepted a request by the International Committee of the Red Cross (ICRC) and these families will arrive by land," said liberal MP Ahmad Al Rubei, a member of the parliamentary committee for external affairs.

* * * * *

Dark Morning in Turkey

Apr 5th 2001 The Economist by Amberin Zaman

THERE is nothing odd about journalists in Turkey being put behind bars for things they write or say. But last week the owner of one of Turkey's most widely read daily newspapers, Sabah, was sent to an Istanbul prison after appearing in a special security court not for his views but for his alleged role in shady business dealings. The arrest of 61-year-old Dinc Bilgin, scion of a dynasty of journalists from the Aegean city of Izmir, could mark a turning-point for the Turkish media. Mr Bilgin is accused of siphoning hundreds of millions of dollars from Etibank, a private bank his group controlled until it was taken over by the government last October, to prop up his other business interests.

Back in 1985, when he launched Sabah ("Morning" in Turkish), Mr Bilgin was hailed as a hero for his unpreceden-

tedly brave exposure of the scandals engulfing the prime minister of the day, Turgut Ozal. But then Mr Ozal, who later rose to the presidency, shovelled out some \$3 billion-worth of subsidies to newspapers in a Faustian deal. Two media groups, Sabah and its rival, Dogan Medya, snapped up the lion's share to invest in new high-tech printing plants. Such was the sudden opulence at Sabah that an ex-employee recalls "relieving myself in imported Italian porcelain".

The Dogan group—named after its owner, Aydin Dogan—did particularly well. It is now said to have nearly two-thirds of total newspaper advertising revenue and the largest slice (nearly half) of the daily circulation pie, with shares in nine newspapers, not to mention 31 magazines and seven television and three radio stations. Like Mr Bilgin, Mr Dogan branched out into banking with the purchase of a small bank, Disbank, a couple of years ago.

As the media moguls grew fat on government subsidies, their political indebtedness to a succession of governments grew too. Zealous reporters who uncovered dirt on crooked politicians soon found their stories being spiked. Some popular columnists, such as Sabah's Cengiz Candar and Mehmet Ali Birand, were not only sacked but, with a wink from the army's top brass, who disliked their liberal views on restive Kurds and alienated Islamists, were even attacked in articles in their own paper. Mr Bilgin's arrest, however, shows that the media moguls may no longer be able to count on the politicians for protection. Already in December Sedat Nuri Kayis, chairman of the state broadcasting watchdog, had revealed to a parliamentary commission that the large media holdings repeatedly break laws that ban groups with more than a 10% stake in radio and television stations from competing in government tenders.

They are likely to lose even more influence because of the economic crisis that hit Turkey in February. The Turkish lira has slipped by more than 80% against the dollar, inflation has resumed its upward spiral, and tens of thousands of Turks have lost their jobs, including some 3,000 media people. No wonder newspaper sales are slipping. To add to their woes, it is reckoned that around 2m Turks now use a growing number of independent (and free) Internet news sites, which have so far managed to avoid the grip of Turkey's harsh broadcasting and publishing laws.

* * * * *

Human Rights Watch Turkey: Isolation of Prisoners Condemned Allegations of deliberate killing, torture and rape by gendarmes

April 5, 2001

(New York, April 5, 2001) The Turkish government must bring an end to the isolation regime in the new high security prisons and investigate reports of torture and other abuses by gendarmes during the December transfer, Human Rights Watch said in a memorandum released today.

More than 300 prisoners have been on an extended hunger strike to protest the isolation regime in the new "F-type" prisons, and many are believed to be near death.

Human Rights Watch today submitted a 23-page memorandum to the Turkish government documenting abuses committed by gendarmes during the transfer operation, which cost the lives of thirty prisoners in December 2000. The memorandum also documented the ongoing isolation and ill-treatment of prisoners in the new prisons.

"The isolation regime in F-type prisons is physically and psychologically damaging to prisoners and should never have been instituted in the first place," said Holly Cartner, executive director of the Europe and Central Asia Division of Human Rights Watch. "The government should not wait for more prisoners to die before it brings the prison into compliance with international norms."

On December 19, 2000, thirty prisoners and two gendarmes were killed when ten thousand armed soldiers entered twenty Turkish prisons to break up a nonviolent protest by inmates and transfer them to the newly constructed F-type prisons. Prisoners reported excessive force, deliberate killings, and torture by gendarmes during the operation and have presented medical evidence—including of head wounds, broken limbs, and ribs—to support their claims. Several prisoners transferred to Kandira F-type prison also made a formal complaint that they had been anally raped with a truncheon by gendarmes. No medical examination was conducted until weeks after the alleged rape, by which time evidence of the assault would have disappeared. No charges have yet been brought for the alleged rape.

"There is a long history of gendarmes using excessive force in Turkish prisons, and many prisoners have died as a result," said Cartner. "It is high time the government conducted a serious investigation into these allegations of abuse."

Human Rights Watch also expressed concern about the isolation regime in place in these new prisons. At the four F-type prisons that are currently in operation-at Edirne, Kandira, Sincan, and Tekirdag-prisoners may leave their cells only once a week if a member of their immediate family visits. Otherwise, they are held permanently either in single-person or three-person cells in what has been termed "small group isolation." These new cell-based facilities are a stark contrast to the large ward-based system that is typical in older Turkish prisons.

Human Rights Watch emphasized that the F-type regime contravenes international prison standards and has been criticized by intergovernmental bodies such as the Council of Europe. Paradoxically the persistence of isolation contradicts the Turkish government's own stated policy. Prior to the December operation, the Turkish Justice Minister stated that the new F-type prisons would not be opened until legislation was in place to ensure a humane regime. The minister now refuses to implement those reforms unless prisoners abandon their protest hunger strikes.

One hunger striker at Ankara's Sincan F-type prison died on March 22, and further deaths are expected in the forthcoming days. According to official figures, 305 prisoners on hunger strike have accepted only salt, sugar, water, and vitamins-some for more than five months; 122 have been hospitalized with symptoms of advanced malnutrition, including loss of vision, hearing and memory, numbness, vomiting, and diarrhea. The prisoners are protesting against being permanently locked down in their three-person units

Human Rights Watch first addressed the Turkish government in a July 1999 memorandum warning that the planned regime of small group isolation might amount to cruel, inhuman and degrading treatment, and would expose prisoners to an increased risk of ill-treatment or torture.

Human Rights Watch also documented how the Turkish government has methodically silenced critics of its prison policies. Journalists and human rights defenders who have criticized the handling of the F-type prison transfers and reported on the progress of the hunger strikes have been ill-treated, detained, imprisoned, and prosecuted. Newspapers and magazines that have reported on the prison crisis have been confiscated and broadcasts suspended. Branches of the Turkish Human Rights Association have been closed down, and officials charged with "supporting illegal armed groups." Prisoners' relatives have also been persecuted and subjected to routine humiliation during prison visits.

* * * * *

April 6, 2001

Turkey Issues Kurdish Guidelines

ISTANBUL, Turkey (AP) - Turkey has called on state-owned broadcasting company to avoid calling Kurdish citizens of Turkey "Kurds" or using terms which might suggest sympathy for Kurdish rebels, news reports said Friday.

The new Interior Ministry guidelines for reporting on Kurdish issues were sent earlier this week to TRT, the state-owned television station, the daily Turkish News reported. A similar report was carried in the Turkish Daily News.

An official, speaking on customary condition of anonymity, confirmed that the guidelines were issued.

Turkey does not recognize its 12 million Kurds as a minority and views Kurdish cultural identity as a threat to the Turkish state. Turkish troops have fought a 15-year war against Kurdish rebels in the country's southeast. Some 37,000 people have died as a result of the conflict. According to the memorandum, broadcasters should avoid references to "Kurds" or "people of Kurdish descent", and should instead talk about "Turkish citizens," the Turkish News reported. The banned Kurdistan Workers Party, or PKK, should be described simply as "the terrorist organization," it said. Most broadcasters already use that term to describe the PKK.

The guidelines also bar references to a "Kurdish state" in northern Iraq, an autonomous area dominated by Kurdish groups since the end of the 1991 Gulf War. It says the term "entity in Northern Iraq" should be used.

* * * * *

April 7, 2001

Iraqi Opposition Would Work With US

By ALI AKBAR DAREINI Associated Press

TEHRAN, Iran (AP) - An influential Iraqi opposition group previously opposed to cooperation with the United States said Saturday it would now welcome U.S. efforts to help oust President Saddam Hussein

Mohammad Hadi of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq said his Iranian-based group was now "more realistic" and would be ready for direct talks with Washington. "We are ready to talk with anybody in our efforts to get rid of Saddam, including the United States," Hadi told The Associated Press. "American pressure on Saddam not to use heavy weapons against our civilian population would encourage us to enter into a direct dialogue."

The group, which is supported by Iran, had refused in the past to commit itself to any U.S.-supported plan to oust the Iraqi leader, accusing Washington of not being serious about overthrowing Saddam. Hadi said he thought the White House had not changed its position toward Iraq since President Bush took office.

But he said his movement was changing its stance on cooperating with Washington. "Our basic need today is to see Saddam toppled and to protect the interests and lives of our Iraqi people," said Hadi, who is close to the group's leader, Ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim.

The U.S. Congress has allocated \$97 million in aid for Iraqi dissidents, though Hadi said his group has "never received financial assistance from the United States."

The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq has a big following among Shiite Muslims, who form the majority of Iraqi people. Baghdad government forces crushed a Shiite rebellion in southern Iraq soon after the 1991 Gulf War (news - web sites). However, Shiite dissent continues to simmer in the south.

* * * * *

Iraq Blames Kuwait, Saudi for Arab Summit Failure on Sanctions

Reuters April 7, 2001

Iraq yesterday accused Kuwait of distorting the facts by apportioning blame on Baghdad for failed efforts to lift UN sanctions on Iraq at last month's Arab summit. "...The Kuwaiti rulers are trying feverishly to reverse facts and spread lies alleging that Iraq had caused these efforts to fail," Iraq's Foreign Minister Mohammed Saeed Al Sahaf said in remarks published by Iraqi newspapers yesterday.

Baghdad and Kuwait have traded accusations over the past weeks, blaming each other for the failure to resolve the sanctions issue, billed as one of two main talking points at the summit alongside the conflict in the Middle East. Officials from Egypt, Jordan, Algeria, Yemen, the United Arab Emirates, Qatar and Syria tried in vain to produce language acceptable to Iraq, Kuwait and Saudi Arabia in meetings that delayed the final session of the Amman summit by two hours.

But the summit failed to achieve a compromise between Baghdad and Kuwait on the conflict which has been festering since the 1990-91 Gulf crisis. A final communique after a two-day summit of the 22-member Arab League said a committee led by Jordan's King Abdullah would pursue discussions on the situation between Iraq and Kuwait. Sahaf said: "This is the fact...Iraq had approved the final draft but heads of the Kuwaiti and Saudi delegations drove efforts at the summit to failure."

Baghdad wants the Arab world to help it throw off 11 years of sanctions and get rid of U.S-British air patrols enforcing "no-fly zones" in north and south Iraq. It said this week that some 10,000 people, mostly children, had died during February alone because of diseases it blamed on the sanctions. Kuwait and Saudi Arabia, which still distrust their Gulf neighbour, want Iraq to comply with Security Council resolutions, including those that demand the scrapping of its weapons of mass destruction.

* * * * *

Violents incidents anti-kurdes après le meurtre d'une fillette de 11 ans



ANKARA, 9 avr (AFP) - 9h31 - Sept personnes ont été blessées dimanche soir lors de violents incidents dirigés contre les Kurdes après le viol présumé et le meurtre d'une fillette de 11 ans à Susurluk (nord-ouest) par un suspect originaire de Diyarbakir, ville à majorité kurde, a rapporté lundi la presse.

Quelque 5.000 personnes rassemblées sur l'artère principale de Susurluk ont scandé des slogans comme "Mort aux Kurdes" ou "A bas le PKK (NDLR: Parti des Travailleurs du Kurdistan, rebelles kurdes de Turquie)" avant d'incendier en partie le restaurant où travaillait Recep Ipek, soupçonné d'avoir violé et tué la petite Afsar Sila Caldiran, selon le journal Milliyet.

Sept personnes, dont quatre agents de sécurité, ont été blessées dans les violentes échauffourées qui ont éclaté, selon l'agence Anatolie.

La maison du suspect et deux magasins appartenant à des Kurdes ont été incendiés par les manifestants, selon le quotidien Hurriyet.

La police avait pris d'importantes mesures de sécurité dans la ville après que le corps de la petite victime eut été découvert samedi dans le sous-sol de la maison du suspect, recherché par la police.

Une autopsie doit déterminer les causes de décès de la fillette.

L'Irak conteste à l'ONU sa gestion du programme humanitaire au Kurdistan



BAGDAD, 10 avr (AFP) - 16h44 - Bagdad a contesté à l'ONU sa gestion du programme humanitaire "pétrole contre nourriture" au Kurdistan irakien et exigé la révision d'un contrat passé avec une firme danoise, a rapporté mardi l'agence officielle INA.

Dans un message lundi au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le chef de la diplomatie irakienne Mohamed Saïd al-Sahhaf déplore que Bagdad "soit tenu à l'écart des informations sur le programme humanitaire" dans les trois provinces du Kurdistan, en violation selon lui des termes du mémorandum d'entente ayant institué ce programme.

"Il y a des exagérations dans le coût de contrats d'approvisionnement, notamment le contrat pour l'importation de générateurs diesel conclus avec une firme danoise", ajoute le ministre sans préciser la valeur du contrat.

M. Sahhaf demande à Kofi Annan de "revoir les circonstances de la conclusion de ce dernier contrat, de fournir au gouvernement irakien des copies des contrats conclus en application du programme humanitaire dans les provinces du nord et d'engager une révision globale des dépenses".

Les contrats sont passés dans le cadre du programme humanitaire, une dérogation à l'embargo frappant l'Irak depuis 1990, en vigueur depuis fin 1996, et qui autorise Bagdad à vendre, sous strict contrôle international, du brut pour se procurer des biens de première nécessité.

Dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde après la guerre du Golfe en 1991, réprimée par les troupes de Saddam Hussein, c'est l'ONU qui gère le programme humanitaire.

Dans son message à Kofi Annan, le ministre accuse l'ONU de "ne pas respecter les termes du mémorandum d'entente, prévoyant des consultations avec la partie irakienne concernant toutes les opérations menées dans le cadre du programme".

Evoquant par ailleurs les reproches que fait l'ONU à l'Irak pour son refus à accorder des visas d'entrée à certains de ses employés humanitaires, le ministre estime que l'ONU "fait des demandes démesurées de visas d'entrée".

"Des visas ont été demandés pour des menuisiers ou des standardistes, alors que (l'ONU) peut en employer des Irakiens", note-t-il, affirmant que le recrutement de fonctionnaires internationaux "n'a pas eu de résultats positifs dans la gestion du programme humanitaire, notamment dans le secteur de l'électricité et en matière de déminage".

A la mi-mars, le quotidien Babel, dirigé par Oudaï Saddam Hussein, fils aîné du président irakien, avait accusé le directeur du programme humanitaire Benon Sevan de chercher à recruter des espions pour les envoyer dans les provinces kurdes du nord de l'Irak.

L'Irak avait également accusé le personnel de l'ONU dans les provinces kurdes de se livrer à des activités portant atteinte à sa souveraineté et appelé l'organisation internationale à y mettre fin.

Bagdad dénonce régulièrement des retards dans la livraison des marchandises achetées sous ce programme et le blocage de contrats par le Comité des sanctions de l'ONU.

IRAN A deux mois de l'élection présidentielle du 8 juin, les conservateurs s'en prennent aux proches du président Khatami

Téhéran décapite l'opposition libérale



LE FIGARO
LUNDI 9 AVRIL 2001

Des femmes iraniennes prient, dans les rues de Téhéran, lors de la cérémonie qui marque l'anniversaire de la mort de Hussein le petit-fils du Prophète Mohammed. Quarante-deux opposants réformateurs ont été arrêtés, samedi, sur ordre du Tribunal révolutionnaire, aux mains des « durs » du régime iranien. (Photo Vahid Salemi/AP.)

Deux mois avant l'élection présidentielle du 8 juin, quarante-deux opposants réformateurs ont été arrêtés samedi sur ordre du tribunal révolutionnaire, aux mains des « durs » du régime iranien.

Téhéran : Serge Michel

Triste destin que celui de l'opposition libérale iranienne. Le plus souvent emprisonnés sous le chah, ses membres partagent pour quelques mois de 1979 le pouvoir avec l'ayatollah Khomeyni, puis, marginalisés par la radicalisation de la révolution, retournent dans l'ombre.

Plus ou moins tolérés depuis vingt et un ans par le régime clérical, ils se contentaient de quelques réunions à la mémoire de leurs idoles : le grand nationaliste Mohammad Mossadegh, qui a nationalisé le pé-

trole en 1951, ou Mehdi Bazargan, l'éphémère premier ministre de la révolution. Or la justice révolutionnaire iranienne a fait samedi ce qu'a toujours refusé l'ayatollah Khomeyni : elle a embastillé tous les membres connus de l'opposition libérale, aussi appelés les « religieux nationalistes ». On parle de quarante-deux arrestations à Téhéran et dans plusieurs villes de province. La justice se contente de dénoncer un « vaste complot subversif » qui aurait été découvert grâce aux aveux d'autres militants nationalistes, déjà en prison.

Parmi les prisonniers, on trouve des octogénaires comme Hachem Sabaghian, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire de 1979, et d'autres vieillards, tels Ahmad Sadr Haj-Seyed Javadi, ancien garde des Sceaux, Mohammad Tavassoli, ancien maire de Téhéran, ou Khosro Mansourian, membre influent

du Mouvement de la liberté, principale composante de la mouvance des « religieux nationalistes ».

Dans la ville réformatrice d'Ispahan, les arrestations concernent Fazadollah Salawati, ancien directeur d'un hebdomadaire interdit, lié au clergé réformateur par sa femme, Ameneh Jafari, fille d'un éminent ayatollah et membre du conseil municipal de la ville. Ali-Ashgar Ghavari, un activiste laïc, serait aussi sur les listes.

Cette offensive, qui surprend par son ampleur, a pourtant été annoncée par une série de signaux de la justice : le 3 janvier, le vieux nationaliste Ezzatollah Sahabi et le jeune dirigeant étudiant Ali Afshari disparaissaient en détention, sans doute pour de longs interrogatoires. Fin février, plusieurs journalistes de l'hebdomadaire *Iran-e Farda*, édité par Sahabi, étaient placés en détention, et leurs domiciles

étaient longuement fouillés. Le 18 mars, dernier jour ouvrable de l'année persane 1379, la justice a annoncé l'interdiction du Mouvement de la liberté et a fermé quatre titres de presse, dont le mensuel *Payam-e Emrouz*, proche des milieux des « religieux nationalistes ».

Les rafles de samedi, premier jour ouvrable après trois semaines de congé (nouvel an suivi des cérémonies de deuil de l'Achoura), marquent la rentrée politique et interviennent à deux mois de l'élection présidentielle du 8 juin, sur laquelle règne le plus grand mystère, le président sortant, Mohammad Khatami, se refusant toujours à confirmer sa candidature. Khatami a vivement déploré les arrestations de samedi.

Comment expliquer cette décapitation du mouvement des « religieux nationalistes », qui semblaient pourtant bien inof-

fensifs ? « Le système veut réduire la scène politique à deux mouvements [réformateurs et conservateurs] en éliminant des individus qui peuvent être tentés de se glisser entre ces deux pôles », a déclaré hier au

Figaro le ténor conservateur Amir Mohebian. « Ces groupes [laïcs] auraient pu profiter d'une situation caractérisée par la perte de vitesse des réformateurs, incapables de ré-

pondre aux besoins des Iraniens », a poursuivi ce membre du comité éditorial du quotidien *Ressalat*.

D'autres estiment que les « religieux nationalistes » sont le talon d'Achille d'un président que les conservateurs veulent impérativement affaiblir en vue de l'élection. S'il prend leur défense, il entre en conflit direct et inégal avec le reste du régime, et, s'il ne fait rien, il va perdre l'estime

d'une partie de son électorat.

Que ces arrestations embarrassent les religieux réformateurs, c'était hier parfaitement perceptible : plusieurs députés réformateurs contactés par *Le Figaro* ont refusé de s'exprimer alors que le Front de la participation (FP, plus grand parti réformateur, proche de Khatami) a estimé que ces arrestations visaient à « influencer la participation politique et la volonté populaire » à la

veille de l'élection présidentielle.

Le président, lui, a déploré cette offensive des conservateurs. « Aggraver le climat d'intolérance dans la société va décourager les intellectuels (...). Notre nation ne désire rien d'autre que la liberté, le progrès et qu'on lui garantis ses droits », a déclaré Mohamad Khatami, cité par la télévision publique.

L'atomisation du pouvoir bloque les réformes

Téhéran : de notre correspondant

Depuis 1989, deux factions se disputent l'héritage de l'ayatollah Khomeyni : religieux conservateurs et religieux réformateurs, qui expérimentent depuis 1997 une cohabitation forcée - des réformateurs ont été élus au sein d'un régime globalement conservateur. Cette dualité a paralysé le système. En quatre ans, aucune réforme n'a pu être pleinement mise en œuvre. De fait, les centres multiples du pouvoir se bloquent mutuellement et assistent, impuissants, à la détérioration du pays.

► **Le guide suprême** : cette fonction, clé de voûte du régime, a été taillée sur mesure pour l'ayatollah Khomeyni sur le principe du Velayat-e Faqhi (jurisprudence suprême). Une éminence religieuse réunit toutes les compétences, temporelles et divines. Le poste est actuellement

occupé par l'ayatollah Ali Khamenei. Il est considéré comme le chef de file des conservateurs. En théorie, son pouvoir est immense : outre les forces armées, les milices islamiques (bassidji), les médias publics ou les milliers de mosquées qui lui obéissent directement, chaque gouverneur de province ou chaque ministre est flanqué d'un représentant du guide. En réalité, le guide doit composer avec certains poids lourds du système.

► **L'assemblée des experts** : ce conseil de quatre-vingt-six religieux (conservateurs) a pour tâche très importante de confirmer ou non le guide dans ses fonctions et de lui nommer un successeur. Les experts sont en principe élus pour huit ans par le peuple (la dernière fois en 1998), mais les candidats doi-

vent être approuvés par le Conseil des gardiens, eux-mêmes nommés par le guide.

► **Le président** : il est élu au suffrage universel pour quatre ans et n'a droit qu'à deux mandats successifs. Prochaine élection : le 8 juin 2001. En théorie, le président est le second personnage de l'Etat. Mais l'impuissance de Khatami depuis 1997 montre les limites de l'exercice : chacun des autres pouvoirs peut court-circuiter le président, qui ne maîtrise même pas la composition de son gouvernement. En vue d'un second mandat, Khatami a demandé une extension de ses prérogatives sans que soit modifiée la Constitution, mais il a peu de chances de l'obtenir.

► **Le Parlement** : proche du président depuis le raz de marée réformateur aux législatives de

février 2000, le Parlement se heurte aux autres pouvoirs. Le guide lui interdit de travailler sur une loi pour la presse, le Conseil des gardiens annule les textes qu'il élabore, et la justice arrête certains de ses membres.

► **Le Conseil des gardiens** : ce Sénat compte douze membres, six religieux nommés par le guide et six juristes nommés par le Parlement. Tous sont conservateurs. Les gardiens ont deux tâches principales : ratifier (ou non) les lois votées au Parlement et approuver (ou non) les candidats qui se présentent aux élections.

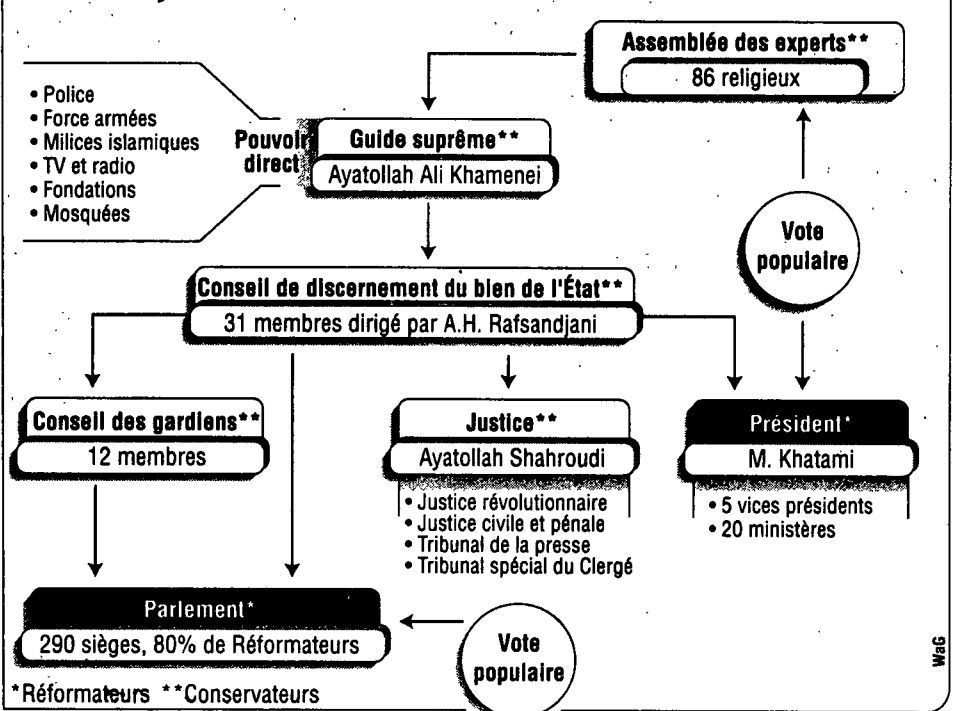
► **Le Conseil de discernement du bien de l'Etat** : cet organe dirigé par l'ancien président Rafsandjani doit dessiner la politique générale et trancher les conflits entre le Parlement et le

Conseil des gardiens. Son influence, immense, s'exerce surtout dans les coulisses.

► **La justice** : depuis trois ans, la justice est l'arme favorite des conservateurs pour fermer des journaux et persécuter des adversaires politiques. Dans les tribunaux d'exception que sont la justice révolutionnaire, le tribunal de la presse ou le tribunal spécial du clergé, certains juges semblent obéir directement à des cercles ultra-conservateurs de la ville sainte de Qom plutôt qu'au chef modéré de l'appareil judiciaire, l'ayatollah Shahroudi.

S. M.

Iran : le pouvoir éclaté



Les factions kurdes rivales d'Irak progressent dans leur réconciliation



ANKARA, 13 avr (AFP) - 10h33 - Les deux factions kurdes contrôlant le nord de l'Irak se sont mises d'accord sur une série de mesures de confiance comprises dans un accord conclu en 1998 dont l'application était jusqu'ici bloquée par des dissensions, a indiqué à l'AFP un responsable kurde irakien vendredi.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani ont décidé de diminuer leur présence militaire sur la ligne de cessez-le-feu séparant leurs secteurs, d'alléger les restrictions à la liberté de circulation entre ces secteurs et d'ouvrir un bureau dans la zone de l'autre, a précisé le représentant du PDK à Ankara, Safeen Dizayee.

"Le PDK s'est également engagé à faire une contribution financière à l'UPK sur ses revenus pétroliers", a-t-il ajouté sans donner de chiffre.

Les deux factions ont également signé une déclaration commune avec le parti islamiste Tewhid pour renforcer la coopération en matière de sécurité.

Cet accord est significatif car les meurtriers du gouverneur de la province d'Erbil, contrôlée par le PDK, se sont avérés être membres d'un groupe dissident du Tewhid, a précisé M. Dizayee. Un homme impliqué dans le meurtre a été capturé par l'UPK et remis au PDK, selon lui.

"Le sang a coulé dans le passé mais le temps s'est montré le meilleur remède", a estimé M. Dizayee.

"Depuis que MM. Talabani et Barzani se sont rencontrés pour la première fois en trois ans, nous avons réussi à construire une confiance mutuelle et les récentes rencontres contribueront à la renforcer", selon lui.

MM. Barzani et Talabani ont tenu la semaine dernière trois réunions pour travailler à la mise en oeuvre de l'accord de Washington qu'ils ont signé sous les auspices des Etats-Unis, selon M. Dizayee.

Le représentant de l'UPK à Ankara, Bahros Galali, a de son côté indiqué à l'AFP que la question de l'établissement d'un parlement commun devait encore être réglée, tout en saluant les progrès enregistrés.

"Nous voulons créer de bonnes relations. La paix est très importante pour les deux parties et nous devons tout faire pour arriver à l'instaurer", a-t-il dit.

Les deux responsables ont assuré qu'ils ne toléreraient pas la présence dans la région des rebelles kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené pendant 15 ans une lutte armée dans le sud-est de la Turquie en vue d'établir un état kurde.

Ankara estime que quelque 5.000 membres du PKK se sont réfugiés dans le nord de l'Irak depuis que le PKK a abandonné la lutte armée en septembre 1999.

Le PDK et l'UPK ont récemment accusé le PKK de mener des attaques en vue de déstabiliser la région.

Début avril, sept civils avaient été tués par l'explosion d'une mine posée par le PKK, selon le PDK.

Le nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. L'UPK contrôle sa partie est, frontalière avec l'Iran et le PDK la région qui borde la Turquie.

Le gouverneur du Kurdistan iranien inculpé de diffamation



TEHERAN, 10 avr (AFP) - 11h38 - Le gouverneur de la province iranienne du Kurdistan, dans l'ouest du pays, a été inculpé de diffamation contre le Conseil de surveillance de la Constitution, a rapporté mardi l'agence officielle IRNA.

Abdollah Ramezanzadeh a comparu lundi devant un tribunal administratif à Téhéran qui l'a laissé en liberté provisoire, sous caution de 100 millions de rials (12.500 USD), après lui avoir notifié l'accusation de "diffamation", selon IRNA.

Le gouverneur avait critiqué le Conseil pour sa décision d'annuler les résultats de l'élection dans deux localités de la province lors des législatives de février 2000, a précisé IRNA.

Le Conseil de surveillance, instance de contrôle constitutionnel dirigé par les conservateurs, avait annulé des résultats pour dix-sept sièges lors des élections législatives en février 2000, pour irrégularités, décès ou démission de candidats.

Le Parlement, dominé par le courant réformateur, compte 290 sièges et des élections partielles doivent se dérouler le 8 juin en même temps que l'élection présidentielle.

Turkey weighs cost of EU integration

April 10, 2001 By Chris Morris
Special to The Christian Science Monitor

DIYARBAKIR, TURKEY - Dozens of children chase soccer balls along the narrow, potholed streets. Others play in the dust. Small groups of people loiter on nearly every corner.

In some places, Diyarbakir resembles a refugee camp, and in many respects it is. Hundreds of thousands of villagers, forced out of the countryside by the Army over the past few years, are crammed into this mainly Kurdish city. By every social and economic indicator, it is the poorest region in the country - and the biggest obstacle to Turkey's aspirations of joining the European Union.

The EU has criticized Turkey's treatment of the minority Kurds, saying EU acceptance hinges on fundamental change. But parts of the Turkish establishment fear that implementing economic and political reform might encourage the Kurds to push for autonomy or even independence.

The reality of integration with the West is forcing Turkey to decide just how European it wants to be.

For two decades the southeast was at the center of the brutal conflict between the Turkish state and Kurdish rebels from the Kurdistan Workers Party (PKK). Since the capture and trial of PKK leader Abdullah Ocalan in 1999, the fighting has almost stopped. But promises of massive economic investment have yet to be put into practice, and freedom of expression is still tightly controlled in a region governed under emergency rule.

"The number of killings has gone down compared to a few years ago," says Mehmet Ozal, as he pushes a cart loaded with vegetables along the street. "But in other respects things are terrible, and people are waiting for change."

Last month Turkey released details of a "National Program" of proposed reforms, in line with its bid for EU membership. This massive undertaking has much to commend it, but on crucial political issues like the Kurdish question it falls far short of European expectations.

At the heart of the debate is the right of individuals to use the language of their choice. A few years ago the use of Kurdish was strictly forbidden, even though an estimated 12 million people here are of Kurdish origin. The restrictions have been eased, but many influential parts of the establishment, including the armed forces, believe that is quite enough.

The National Program states that Turkish is the country's official language, but it says other languages and dialects can be used in daily life so long as they do not promote separatism. But the EU wants much more specific reform. It believes Turkey should allow Kurds to broadcast and educate children in their own language. Nationalists fear that this would reignite Kurdish rebellion and weaken national unity.

The sensitivity of the debate was revealed late last month when Turkish Prime Minister Bulent Ecevit ordered government offices to prevent people using Kurdish place names. He called the place names an "attempt to create an artificial separatist movement."

Meanwhile, in this region, hopes have faded that a new era of political liberalization was beginning, and many people in Diyarbakir are bitterly disappointed. "The problem is that people cannot express themselves freely," says the city's Kurdish mayor, Feridun Celik. "The state has to trust its people and respect their cultural diversity."

But walking around Diyarbakir, the limits of official policy soon become apparent. Modern technology has brought satellite dishes to every building, beaming Kurdish language TV stations from Europe.

"Everyone watches Kurdish TV," says one man, who wouldn't give his name. "My mother doesn't understand Turkish. What else do they expect her to do?"

Many pro-European Turks agree that change is long overdue, but there are profound political disagreements about how Turkey should approach reform over the next few years.

Nationalists fear the PKK is using politics to make the gains it failed to win on the battlefield. Mr. Ocalan has cer-

tainly changed his tune, and he now speaks from his prison cell of his democratic project. The fact that Ocalan and many other Kurds have begun framing their demands for change in European terms makes Turkey's European dilemma even more acute.

"This is a culture where compromise is often seen as a sign of weakness," says one Western diplomat, "and that makes things more difficult." A certain amount of soul-searching is inevitable, and the European Union is prepared to bide its time. "Things must change on the ground," says the EU's Commissioner for Enlargement, Gunther Verheugen. "We need to see a different reality in Turkey." But while the EU may be ready to wait for reform, there is much less patience in Diyarbakir.

"We want to live like Americans, like Europeans, like the rest of Turkey," says Hamdullah Aktas, a displaced villager sitting in his small apartment. "We Kurds should have the same rights as everyone else, but at the moment we're stuck."

* * * * *

KDP and PUK Renew Meetings to Execute Washington Peace Agreement

KurdishMedia.com 02 Apr 2001 By R. M. Ahmad

Suleymani-Kurdistan (KurdishMedia.com) 3rd April 2001: Both Kurdish main parties, in Iraqi Kurdistan, have achieved an important agreement to naturalise the relations between them.

The delegations from Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Barzany, politburo and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Talebany, politburo have agreed to withdraw all their forces concentrated on the line of contact since 1996 and to open their offices in each others areas.

This is hammered out after more than five hour meeting between them, the day before yesterday, in Salahidin, North East of Arbil, the capital of the region. It has been learned that a joint meeting for the Iraqi Kurdistan Regional Parliament, which PUK considered abolished, will take place after both delegations present details of the agreement to the leadership of both parties. Two minor problems still exist but they are not important. This completes the creation of a common ground for the provisional assembly and unified administration to come into existence. Secession Court and Higher Judiciary assembly will unify soon.

Both sides condemned Iraqi government strongly for the continuation of the forced deportation policy and changing ethnic identity of Kirkuk, Sinjar, Makhmoor and Zimar. They considered this policy as chauvinistic directed to damage the historical relationship between Kurds, Arabs and Turkmans and to harm Iraqi National Unity. They asked UN to interfere according to International Security Council Resolution (688) according to which Iraqi people has to be protected against aggression campaign and ethnic oppression. Both sides again considered PKK as a terrorist organisation and have no room in Iraqi Kurdistan.

* * * * *

06 April 2001 Kurdish Observer

Active days in the South

The KDP and PUK held a meeting in order to normalize relations on difficult issues between them. It was decided to remove the military line that divides South [Iraqi] Kurdistan into two at the meeting, but again no agreement was reached on the problem of a joint government.

The Kurdistan Democrat Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) reached a new agreement to withdraw their forces from positions near the border and to open up bureaus in each other's territory.

The meeting, which was attended by KDP and PUK politburo delegations the other day in the main KDP headquarters in Selahaddin, aimed at normalizing relations between the two powers. A number of subjects which had previously been debated and decided upon in the framework of protocol agreements were reviewed at the meeting. The most significant decisions reached were to remove the military line which has divided South Kurdistan into the Soran and Behdinan regions since 1996 and for the two parties to open representative offices in each other's territories. On the other hand, no agreement was reached on the biggest problem remaining between the two sides, the problem of a joint government and parliament.

It was decided that discussions concerning a joint parliament would be taken up again after the delegations from the two sides had conferred with their respective parties. The PUK does not accept the existing status of the local parliament in Hewler (Arbil) and therefore wants new elections. It has been reported, on the other hand, that the two sides may reach an agreement on a common legal system in the near future.

PUK not sitting still

According to information received from local sources in South Kurdistan, there has been military movement by the PUK in recent days against the guerrillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK). The movement is being viewed as preparation for hot conflict against the PKK in the region. Meanwhile, Turkey began to withdraw its military units from the South last week, but there has been news at the same time that it sent a 16-vehicle convoy of military supplies to the PUK five days ago.

* * * * *

10 April 2001 Kurdish Observer

KDP and PUK discussed security

The Joint Security Committee, established recently between the Kurdistan Democrat Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), held its first meeting in Hewler. The PUK delegation, led by top-level PUK official Kurdo Kasim, was met in Hewler by chairman of the KDP security delegation Bruska Nura Shavays. The delegations discussed overcoming problems experienced in traveling between the regions under their control, the Soran and Behdinan regions, at the two-hour meeting, and concentrated in particular on transportation between Hewler and Suleymaniya. Suggestions concerning joint security and legal measures were also important issues debated at the meeting. It was decided that a person committing a crime in one region and escaping into the other region should not be protected but subjected to the same rule of law. The issues of political freedom and freedom of thought were also debated at the meeting.

Problems between the PUK and KDP in legal and security fields were most recently reflected after the assassination of top-level KDP administrator Franso Hariri in Hewler. The KDP, which had been concentrating on the assumption that the assassin might have fled to the PUK region, recently detained a person suspected in the murder and made various statements clearing the PUK of suspicions.

Preparations for elections by KDP

Meanwhile, there will be local elections in a number of municipalities in the KDP region in May. According to information received from KDP officials in Hewler, preparations have begun for elections in Hewler, Duhok, and other areas in the KDP region. KDP minister responsible for municipalities and tourism, Mamun Brifkani, said that the necessary legal procedures for elections of the ministers council had been completed. Mayors and local assemblies are to be elected next month. Brifkani said that all males and females over 30 years of age were eligible to be candidates, continuing: "Elections will be held on the basis of name lists, not party. Just as this is a better election method, it is at the same time more democratic."

The joint regional parliament established by the PUK and KDP in 1993 had decided to hold local elections in South Kurdistan, but internal disputes in the region have prevented local elections from being held until today. KDP administration is planning on establishing an Elections High Board for the elections. There will also be human rights and humanitarian assistance organizations, lawyers and judges, and some observers present to assure that elections are held fairly. A call will be made to local representatives of these groups to observe elections. Local elections were held previously in the PUK region.

* * * * *

IRAN

Qui détient réellement le pouvoir?

Le Velayat-e fakhi, jurisprudence suprême, structure intermédiaire entre Dieu et les hommes, est le principe fondateur du système mis en place après l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeïni. Ce principe qui instaure le pouvoir absolu du religieux sur tout autre pouvoir (politique, judiciaire ou législatif) fait du guide suprême de la révolution le principal dirigeant de l'Iran. Désigné par ses pairs de « l'assemblée des experts » – tous des religieux conservateurs –, Ali Khamenei, guide de la révolution, est nommé à vie. Forces armées, pasdaran (milices islamiques), médias publics, gouvernements de province, mosquées sont placés directement sous son autorité. La marge de manœuvre du président élu, Mohamed Khatami, et de son gouvernement est bien étroite. D'où le fait que des partisans de Khatami – les réformateurs –, des

journalistes suspects d'anti-islamisme, voire des opposants aux mollahs soient l'objet d'interpellations et de condamnations à de lourdes peines, sans que le président de la République puisse faire quelque chose. **Le président de la République, élu pour quatre ans, est en théorie le second personnage de l'État.** Lui-même doit être issu du corps des religieux et doit avoir le grade d'ayatollah. La seule fois où l'Iran a élu un président civil – c'était au lendemain de la prise du pouvoir par Khomeïni, au début des années quatre-vingt –, Bani Sadr a été contraint de fuir l'Iran pour échapper à une exécution. Le président est lui-même court-circuité par les autres centres de pouvoir existants. Parmi ces derniers, il y a le Conseil des gardiens de la révolution, sorte de sénat composé de douze mem-

bres : six religieux nommés par le guide et six juristes nommés par le Parlement. Le conseil a pour mission de ratifier (ou non) les lois et d'approuver (ou non) les candidats aux élections. La justice, aux mains des conservateurs, est derrière toutes les atteintes aux libertés : fermeture de journaux, condamnations par des tribunaux d'exception ou par le tribunal spécial du clergé. Les juges, tous des religieux, obéissent non pas au ministre de la Justice, l'ayatollah Shahroudi, proche du président Khatami, mais aux autres centres de pouvoir détenus par les ultra-conservateurs. De ce fait, le président Khatami ou celui qui lui succédera, si c'est un réformateur, devra composer avec ces multiples centres du pouvoir pour conduire sa politique.

H. ZERROUKY

L' HUMANITÉ . MARDI 10 AVRIL 2001

Turquie: la rébellion des petits patrons

Ils étaient 70000 à manifester hier contre la crise et le gouvernement.

Istanbul de notre correspondant
Les patrons des PME se révoltent en masse. Traditionnellement conservateurs, petits commerçants et artisans demandent la démission du gouvernement et n'hésitent pas, comme hier à Ankara, à descendre dans la rue bravant les matraques, les bombes lacrymogènes et les blindés de la police. Les forces de sécurité ont dû tirer en l'air pour disperser la foule, 70000 personnes selon les organisateurs, 30000 selon la police. Les échauffourées ont fait plus de 100 blessés dont une moitié de policiers. Une soixantaine de personnes ont été arrêtées selon l'agence semi-officielle Anatolie. Les manifestants qui portaient un cerceau annonçant symboliquement la fin du gouvernement, présidé par Bülent Ecevit, 73 ans (gauche nationaliste) scandaient «Gouvernement démission» et «Ne laisse pas l'oiseau et le loup se dévo-

rer», allusions aux deux partis de la coalition gouvernementale, le Parti de la gauche démocratique (DSP-Gauche nationaliste) d'Ecevit dont le symbole est un pigeon et le Parti d'action nationaliste (MHP-Extrême droite) représenté par le loup. Les petits commerçants en colère ont attaqué le palais de justice, la Cour des comptes et d'autres bâtiments publics ainsi que les locaux des partis au pouvoir. **Pas de réformes.** La crise économique pousse de nombreux boutiquiers et patrons de PME à la ruine. «Personne n'achète plus rien. On ouvre la boutique au petit matin et on la ferme tard dans la soirée sans qu'un sou n'entre dans la caisse», expliquait un patron. Le gouvernement est accablé de critiques depuis qu'il a laissé flotter la livre turque fin février pour endiguer une crise finan-

cière, marquant l'échec d'un programme anti-inflation mis au point avec le FMI. Depuis, la livre s'est dépréciée de 40 % face au dollar, l'inflation est repartie à la hausse ainsi que les taux d'intérêt. «La raison de la situation actuelle de l'économie est l'incapacité des dirigeants politiques à mener les réformes structurelles nécessaires, malgré tous les avertissements», a souligné, mardi, la Fédération du commerce et des marchandises TOBB, qui compte 1,3 million d'adhérents. Les patrons des PME ont organisé des manifestations et des marches depuis la fin de la semaine dernière dans les principales villes du pays, marquées par de nombreux incidents. Le premier ministre Ecevit a réaffirmé, hier, qu'il ne démissionnera pas, mais il n'a pas exclu un remaniement. Pour tenter de calmer les commerçants,

le gouvernement avait annoncé lundi une série de mesures prévoyant le remboursement de leurs crédits au taux qui prévalait avant la crise, et des délais pour le paiement des impôts et des charges sociales. **Manifestations interdites.** Le nouveau superministre de l'Économie, Kemal Dervis, ancien vice-président de la Banque mondiale, a reconnu que «les équilibres économique-financiers étaient renversés et que la Turquie traversait une période de transition», et a annoncé qu'il présenterait, avant la fin de la semaine, le programme d'assainissement économique soumis au FMI avant la fin du mois. La Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public (KESK) voulait organiser samedi une manifestation nationale dans une dizaine de villes mais, hier, le gouvernement les a interdites à Ankara, pendant un mois ●

RAGIP DURAN

12 AVRIL 2001

*«On ouvre la boutique au petit matin et on la ferme tard dans la soirée sans qu'un sou n'entre dans la caisse.»
Un patron*

Le lent suicide des détenus turcs d'extrême gauche 174 jours de grève à mort

Libération
12 AVRIL
2001

Istanbul envoyés spéciaux

Leurs gestes ne sont plus qu'ébauchés pour économiser leurs forces. Autour de la tête toutes portent le bandeau rouge du *shehite* (le martyr). Les grévistes de la faim sont à demi couchés et autour d'elles leurs compagnes de détention psalmodient à l'infini les poèmes de camarades tombés pour la cause en se laissant ainsi périr d'inanition: «*Amis, je meurs, mais toujours je vivrai en vous.*» Les murs de la cellule sont couverts d'affiches bariolées dont les slogans saluent «*l'héroïque résistance des grèves de la mort*» ou assurent que «*les martyrs vivent pour l'éternité dans notre conscience*». Les quinze détenues, souvent âgées d'à peine 20 ans, sont décidées à aller jusqu'au bout. «*Elles ont le regard extasié de celles qui sont déjà passées de l'autre côté, inaccessibles au doute et prêtes à prouver par leur sacrifice qu'elles sont les plus valeureuses des combattantes*», se souvient Leyla (nom d'emprunt), aujourd'hui en liberté provisoire dans l'attente de son procès. Détenue dans une cellule voisine, cette jeune femme fut en octobre le témoin direct dans une prison d'Istanbul du début de ce mouvement auquel participent un demi-millier de prisonniers d'extrême gauche accusés de terrorisme. Ils sont membres présumés du DHKP-C (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire) — variante turque de ce que fut jadis la RAF (Fraction Armée Rouge, dite «*bande à Baader*»), allemande —, et

européens, nous nous y mettons maintenant», se justifie l'administration pénitentiaire.

«Plus forts à l'intérieur des prisons»

Le 19 décembre, la gendarmerie est intervenue en force dans une vingtaine de prisons du pays pour briser le mouvement. Trente-deux détenus ont été tués dans les affrontements ou se sont immolés par le feu. Les autres, transférés de force dans les trois nouvelles prisons de type F, continuent de jeûner pour obtenir au moins le droit d'être regroupés pendant la journée. Un article de la loi antiterroriste turque spécifie que les détenus incarcérés pour ce type de délit doivent rester en isolement. «*Ces groupes sont désormais plus forts à l'intérieur des prisons qu'à l'extérieur. Leur survie même est en jeu*», explique Yücel Sayman, président du barreau d'Istanbul. Avec une poignée d'intellectuels de renom et de représentants d'ONG, M^e Sayman avait tenté une médiation en décembre. De nombreuses organisations de la société civile s'étaient mobilisées. Sous la pression de l'opinion, l'Etat avait reculé, acceptant de surseoir aux transferts jusqu'à ce qu'il y ait consensus. Les leaders incarcérés du DHKP-C et de Tikko — qui ne font pas eux-mêmes la «*grève de la mort*», pour «*raisons organisationnelles*» — avaient rejeté le compromis, ce qui avait déclenché l'opération des forces de l'ordre.

«*Ces organisations ressemblent à des sectes. En cellule,*

leurs militants sont toujours tous ensemble et n'ont aucune forme de vie personnelle. Ils sont comme en prison dans la prison», témoigne Leyla, arrêtée pour complicité présumée avec les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). L'Etat garde les murs d'enceinte des prisons. Mais à l'intérieur, ce sont les groupes terroristes ou les mafias qui font la loi. Pour limiter les conflits, tout nouveau détenu est laissé libre de choisir ses compagnons de dortoir. «*Tu n'as pas d'autre solution que d'aller là où est l'organisation dont tu es supposé être membre, ou celle dont tu te sens le moins éloignée*», ironise la jeune femme. Acceptée comme «*indépendante*», elle a réussi à échapper aux cours politiques et aux réunions d'endoctrinement du PKK... Nombre de combattants de la cause kurde ou de l'extrême gauche armée se sont ainsi formés derrière les barreaux, alors qu'ils avaient été incarcérés pour simple distribution de tracts ou collage d'affiches.

Plusieurs centaines de détenus accusés de terrorisme en Turquie sont en grève de la faim. Une lente agonie qu'ils font durer en prenant des vitamines et de l'eau sucrée.

La prison de Gebze en Turquie, le 21 décembre, au lendemain de l'intervention des forces de l'ordre.





Un gréviste de la mort est emmené de force à l'hôpital, en décembre.

Dans la journée, Leyla entendait souvent les militants du DHKP-C et de Tikko marcher ensemble au pas dans la cour de la prison dans des simulacres d'entraînement militaire. «Ils scandaient en rythme: "Tout pour le parti! Tout pour le parti!" Et j'entendais aussi de l'autre côté, près des murs d'enceinte, les manœuvres des gendarmes défilant au pas en scandant: "Tout pour la patrie! Tout pour la patrie!" Les deux mélodées se répondaient et se mêlaient», se souvient-elle.

«La pression du groupe est très forte»

Dès l'été, l'annonce du transfert des prisonniers jugés les plus dangereux — en tout premier lieu les militants des groupes terroristes d'extrême gauche — vers les nouvelles prisons avait mis en émoi le monde carcéral. «Pour des militants habitués à la solidarité du groupe, la solitude est la pire des choses. D'autant qu'ils craignent, une fois isolés, de subir les vindictes des autorités», explique Yavuz Önen, président de la Fondation turque des droits de l'Homme. Les détenus du PKK, quelque 7000 dans toute la Turquie, voulaient privilégier l'action politique, suivant avec discipline l'adieu aux armes lancé par leur leader Abdullah Öcalan, arrêté il y a deux ans. «Nous avons été les premiers à lancer des grèves de la mort en 1982, mais à l'époque, il n'y avait pas d'autre moyen de se faire entendre. Désormais la situation est différente, il existe une société civile en Turquie et il est criminel de sacrifier ainsi des vies», répètent les militants du PKK pour tenter de convaincre l'extrême gauche de renoncer. Sans succès. «Nous étions dans une cellule voisine, mais c'est par la télévision que nous avons appris le début des grèves de la mort», raconte Leyla. Elles commencent toujours par une longue cérémonie filmée en vidéo avec une caméra entrée clandestinement. La cassette est donnée à plusieurs télévisions turques. Les discours célèbrent les hauts faits du parti, puis la biogra-

phie exemplaire de «l'héroïque fils du peuple» prêt à faire le don de sa vie. Les volontaires ne manquent pas. «La pression du groupe est très forte. C'est l'occasion de prouver sa détermination et sa valeur de combattant. Ils vivent ces grèves de la mort comme une grande offensive. Ils s'y lancent en riant et en chantant, convaincus qu'il vaut mieux mourir ainsi que de devenir fou petit à petit dans l'isolement», raconte un ancien sympathisant de l'extrême gauche armée. Celle-ci a toujours presque exclusivement recruté dans les marges de la communauté alévie, une secte progressiste issue du chiisme, persécutée depuis des siècles

«Ces organisations ressemblent à des sectes. En cellule, leurs militants n'ont aucune forme de vie personnelle. Ils sont comme en prison dans la prison.» Leyla, en liberté prousoire

par tous les pouvoirs en place. «Leur vocation sacrificielle s'inscrit dans cette martyrologie chiite qui s'entremêle à celle d'une gauche marxiste turque dont toute l'histoire est une succession de défaites et de massacres présentés comme autant de hauts faits glorieux», explique Leyla. Le choix de la «grève de la mort» obéit donc à une implacable logique. «Ce sont avant tout des militants qui veulent obtenir des résultats. Ils prennent des vitamines et de l'eau sucrée pour tenir le plus longtemps possible. L'issue fatale n'en est pas moins à terme inévitable», explique la docteure Yesim Islegen, présidente de la commission des droits de l'homme de l'ordre des médecins d'Istanbul, qui se rend régulièrement au chevet des prisonniers en «grève de la mort». Ils ont tiré les leçons des précédents mouvements, dont celui de l'été 1996 qui fit douze victimes. A cause de leur long jeûne, certains des survivants avaient perdu la vue, l'ouïe ou parfois la raison. La vitamine B1 permet de retarder l'apparition de lésions

Six morts contre l'isolement

Deux «grévistes de la mort» Fatma Ersoy, 27 ans, et Nergis Gulmez, 31 ans, sont décédées hier, portant à six le nombre de victimes du mouvement de protestation de détenus de l'extrême gauche armée contre l'isolement carcéral. La première ne s'alimentait plus depuis 174 jours, la seconde depuis 125. Gulsuman Ada Donmez, 38 ans, membre de l'Association pour l'entraide des parents de détenus, est morte mardi après 147 jours de jeûne en solidarité avec son frère incarcéré, lui-même «gréviste de la mort». Selon l'Association turque des droits de l'homme 400 détenus observent une grève de la faim «à mort» et plus de 1650 autres participent à une grève de la faim tournante. Une centaine de grévistes sont actuellement hospitalisés, dont certains «dans un état très critique».

cérébrales et surtout d'éviter les reflux gastriques qui entraînent la mort par étouffement.

«Le sang des martyrs»

Les membres des familles viennent voir les prisonniers une fois par semaine tant que ceux-ci ont encore la force de recevoir des visites. Un gardien est toujours là mais ce n'est pas cela qui oblige à des propos convenus. Les grévistes de la mort se bloquent dès que l'on aborde la question de leur jeûne. «Certains parents se laissent vaincre par les sentiments, mais moi je ne demandai jamais à mon fils d'arrêter car je ne veux pas lui faire perdre son honneur», martèle Mehmet, qui participe à une des associations de proches des détenus. Lui-même avait été emprisonné il y a vingt ans, comme militant de l'extrême gauche armée. Ses trois enfants ont été élevés dans le culte des martyrs. Les murs nus de son appartement modeste d'une banlieue d'Istanbul ne sont décorés que des portraits naïfs d'un neveu et d'un frère tombés pour «la cause» dans les montagnes près de la ville de Tünceil, au centre du plateau anatolien, où opère depuis des années la petite guérilla de Tikko. Les voisins évitent de lui parler de son fils, sinon parfois pour émettre l'espoir que «tout ça finira bien». Mais le mouvement est désormais complètement isolé. Les médias n'en parlent même plus depuis l'échec du compromis de décembre. Les organisations des droits de l'homme turques soutiennent les grévistes au nom des principes humanitaires mais ne cachent pas un certain embarras. Le jusqu'au-boutisme des organisateurs du mouvement les a conduits à une impasse. Une militante incarcérée à Istanbul a osé briser le tabou, en envoyant sous le pseudonyme d'Elif une lettre à la prestigieuse revue de gauche Birikim: «Pour ne pas devoir rendre des comptes, ils diront qu'il ne faut pas discuter le sang des martyrs.»

RAGIP DURAN et MARC SEMO

TURQUIE Des milliers de manifestants réclament la démission du premier ministre

La rue menace Bülent Ecevit

Istanbul : **Éric Biegala**

« S'ils crient « démission », ils doivent pouvoir proposer une alternative », a répliqué le premier ministre Bülent Ecevit à ceux qui réclament sa tête. « Démission », c'est le refrain que scandent les manifestants turcs depuis une semaine. Hier, plus de 70 000 personnes ont défilé dans les rues d'Ankara la capitale avant d'affronter les forces de l'ordre. C'est lorsque celles-ci ont voulu empêcher la foule en majorité des petits commerçants de se rendre à proximité de l'Assemblée nationale que les heurts

se sont produits.

Largement spontanées, ces éruptions de colère ne sont guère encadrées. L'association de PME qui était à l'origine du défilé a vite été dépassée par les événements. Les manifestants ont jeté des pierres et du mobilier urbain sur les forces de l'ordre qui ont répliqué en chargeant. Soixante manifestants, une trentaine de policiers et quelques journalistes ont été blessés dans des échauffourées ou en recevant des projectiles. Des manifestations se sont également produites en province : 50 000 personnes à Mersin sur la côte méditerranéenne ; 40 000 à Izmir dans l'ouest du

pays... A Konya, dans le centre, quelques milliers de manifestants ont également affronté les forces de l'ordre et les locaux du Parti de l'action nationaliste (MHP, majorité gouvernementale) ont été saccagés.

Ces explosions ont débuté la semaine dernière lorsqu'un fleuriste en colère a jeté sa caisse enregistreuse aux pieds du premier ministre. Ayant souscrit un emprunt de 6 000 dollars, l'homme avait vu ses dettes enfler dramatiquement le dollar s'étant renchéri de 88 % depuis l'abandon des changes fixes le 22 février dernier. La mesure avait été prise pour juguler une

crise déclenchée par le premier ministre et entretenue par plusieurs de ses mal-adresses. La colère à son

endroit est donc en grande partie justifiée du point de vue de l'homme de la rue. La nomination d'un nouveau ministre de l'Économie, Kemal Dervis, débauché de la Banque mondiale, a quelque temps rassuré la population. Mais son nouveau programme d'ajustement se fait attendre alors que le coût de la vie ne cesse de s'envoler et que les mises à pied se multiplient.

C'est la diffusion en boucle par les télévisions de la scène de la caisse enregistreuse qui a mis le feu aux poudres et la résignation dont les Turcs avaient fait preuve jusqu'à présent a fait place à la colère. Mardi soir, l'Union des chambres de commerce turques appelait officiellement à la démission du chef du gouvernement. « Le problème principal, c'est le premier ministre : il est incapable de travailler », déclarait hier au Figaro Mehmet Yildirim, président de la chambre de commerce d'Istanbul où quelque 300 000 PME sont enregistrées. De son côté, la Tüsiad qui représente le grand patronat a renouvelé sa confiance au gouvernement du bout des lèvres, soulignant la nécessité d'un remaniement. « De toute façon cette crise a débuté à cause des politiques, elle doit trouver une

*Le nouveau ministre
de l'Économie, Kemal Dervis,
se heurte aux politiques
et à l'Administration turcs*



Plus de 70 000 personnes, en majorité des petits commerçants, ont défilé dans les rues d'Ankara, la capitale, avant d'affronter les forces de l'ordre. (Photo Tarik Tinazay/AFP.)

solution politique », prévenait l'un des membres du bureau directeur. Bülent Ecevit, dont une altercation avec le président Ahmed Necdet Sezer a causé la panique des milieux financiers et, par extension, la crise économique actuelle, a exclu de démissionner. Il est convaincu que les protestataires sont infiltrés par des éléments politiques radicaux et ne croit pas que la mise en place d'un nouveau gouvernement puisse aider le pays.

« Il y a 550 députés à la Chambre, on devrait pouvoir y trouver une [autre] majorité sans trop de problème », estime pourtant le président de la chambre de commerce d'Istanbul. Les alternatives politiques sont toutefois réduites. L'opposition a perdu tout autant de crédibilité que le gouvernement. En outre, elle inclut des islamistes modérés que la toute-puissante corporation militaire n'entend aucunement voir arriver au pou-

voir. Reste le futur programme d'ajustement économique actuellement préparé par Kemal Dervis: Accueilli comme un sauveur, le nouveau ministre de l'Économie n'appartient pas au sérail politique turc, ce qui lui vaut une réelle popularité. Il devrait rendre public son programme incessamment mais tout le monde se demande s'il sera réellement mis en œuvre. Des restructurations déchirantes y

sont envisagées, notamment dans le domaine bancaire. S'accrochant à leurs prébendes, le monde politique et une partie de l'administration semblent freiner des quatre fers.

Lors d'une réunion avec des hauts fonctionnaires occidentaux, Kemal Dervis a résumé la situation en ces termes: « Ce sera eux ou moi ! » En attendant, les syndicats ont appelé à une manifestation nationale samedi prochain.

Vague d'arrestations dans le camp réformateur avant l'élection présidentielle de juin en Iran

Le Parlement iranien, dominé par les réformateurs, a convoqué le ministre du renseignement pour qu'il s'explique sur l'arrestation, samedi

7 avril, de 42 opposants. Ali Younesi devait être interrogé, mardi, par des membres de la commission de la sécurité nationale et des affaires étran-

gères, a indiqué l'agence officielle Ima. Ils veulent savoir qui a donné l'ordre de procéder à ces interpellations et si le ministère a participé à la rafle.

« LES SERVICES météorologiques annoncent depuis plusieurs jours une tempête de sable, mais nous l'avons déjà prise en pleine figure », dit, sur un ton à peine badin, un journaliste téhéranais joint au téléphone, lundi 9 avril, depuis Paris. Il faisait allusion aux arrestations à répétition auxquelles procède le pouvoir judiciaire iranien dans les rangs du camp réformateur.

Samedi 7 avril, quarante-deux membres et sympathisants du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI) ont ainsi été interpellés lors d'une rafle qui contraste avec les arrestations individuelles, moins spectaculaires mais tout aussi efficaces, que les conservateurs pratiquent depuis plus d'un an: c'est en mars 2000 qu'ont en effet commencé les fermetures de journaux, les interpellations et les arrestations d'écrivains et d'intellectuels.

Pour ce journaliste, l'épisode de samedi est « la dernière manifestation en date d'une politique qui vise à dépouiller le président [réformateur] Mohammad Khatami de tous ses soutiens » dans la perspective de l'élection présidentielle du 8 juin, à laquelle il pourrait se porter candidat. Le MLI proclamait de plus en plus son soutien à M. Khatami et entendait mobiliser l'opinion en ce sens, ajoute ce confrère. Il en paie la facture.

Parmi les personnes interpellées figurent Abolfazl Bazargan et Mohammad Hossein Baniassadi, respectivement neveu et gendre de Mehdi Bazargan, fondateur du MLI et premier ministre de la République islamique. Deux anciens ministres de M. Bazargan, Ahmad Sadr Hajseidjavadi et Hachem Sabaghian, l'ex-maire de Téhéran Mohammad Tavassoli et un membre influent du MLI, Khosro Mansourian, font eux aussi

partie du groupe. Ils sont accusés d'avoir voulu « renverser le régime » et de « collaborer avec des groupes contre-révolutionnaires comme les "Mounafeghine" ("hypocrites") », terme qui désigne, dans la terminologie officielle, les Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime.

Parce qu'il récuse le principe du *Welayat-e-faqih* (l'omnipotence du Guide) qui est le fondement de la République islamique, Le MLI, mouvement nationaliste musul-

sonnalités de la mouvance présidentielle. « Même un octogénaire tel Ahmad Sadr Hajseidjavadi a été arrêté », s'indigne-t-il.

A distance d'une vision catastrophiste des luttes factionnelles en Iran, Bernard Hourcade, directeur de recherche sur le monde iranien au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), voit dans cette dernière péripétie une nouvelle démonstration de « l'impasse » dans laquelle se trouvent les conservateurs et il prévoit que « la guérilla à laquelle ils se livrent ira s'ac-

Les interpellations ont visé une « sphère qui est déjà un peu dans le passé. La vraie cible, la myriade d'associations style loi de 1901, qui structurent la vie quotidienne avec la protection des khatamistes », elle, n'est pas touchée parce que les conservateurs savent que s'ils le faisaient, ils provoqueraient une explosion, un « mouvement de foule ».

Quant aux arrestations antérieures de journalistes et d'intellectuels, estime ce spécialiste, elles hypothèquent certes « la parole, qui est essentielle et qui est le principal acquis de l'ère Khatami », mais elles concernent directement une très petite frange de la société. Les conservateurs visent donc « ce qu'ils peuvent, des cibles faciles » qui ne suscitent pas, en réaction, de mouvements de foule.

M. Hourcade prévoit qu'en dépit des coups qui lui sont portés, M. Khatami, dont le mandat de quatre ans tire à sa fin, sera candidat à sa propre succession parce que, souligne-t-il, le président estime qu'il en a le devoir vis-à-vis de l'Etat et de la religion. Après tout, c'est un homme du sérail, dont l'objectif est de sauver la République islamique par un aggiornamento.

Le frère de M. Khatami, le député Mohamad Reza Khatami, en est moins sûr. Il a affirmé que son frère avait de « sérieux doutes » quant à sa candidature, tout en admettant que M. Khatami n'a encore livré ses intentions à aucun de ses proches. A l'en croire, il se prononcera le 6 ou le 7 mai, lors de l'enregistrement des candidats. Dans les milieux politiques à Téhéran, le bruit court qu'une partie de la haute hiérarchie religieuse se serait déclarée hostile à sa candidature. Téhéran est néanmoins la capitale des spéculations et des ballons d'essai en tout genre.

Mouna Naim

Manifestations et interpellations dans le sud du pays

La justice a annoncé, lundi 9 avril, l'arrestation de 23 personnes dans le cadre d'une enquête sur des manifestations corporatistes organisées fin mars à Lamerd, dans le sud du pays. Elles sont accusées de « participation à la destruction de biens publics et d'incitation aux troubles ». Trente-cinq interpellations avaient déjà été opérées une semaine auparavant. Des centaines de manifestants qui voulaient s'opposer à un projet de transfert de la raffinerie de gaz Persian, située dans la région de Lamerd, vers celle de Mohr, une autre zone de la province de Fars, avaient saccagé et incendié le siège de la sous-préfecture. Des unités anti-émeutes avaient été envoyées à Lamerd. - (AFP.)

man qui prône une démocratie islamique, fondé en 1961, n'a jamais obtenu sa légalisation. Plus ou moins toléré depuis vingt-deux ans, il a été purement et simplement interdit en mars, après qu'une vingtaine de ses membres et sympathisants eurent été interpellés; une dizaine d'entre eux ont été remis en liberté.

« COUP D'ÉTAT RAMPANT »

A propos des dernières arrestations, Karim Lahidji, président de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran, n'hésite pas à parler de « coup d'Etat rampant » contre le président Khatami. M. Lahidji, qui vit à Paris, en veut pour preuve le harcèlement incessant des per-

centuant ». Combat d'arrière-garde, dont attestent l'âge et le relatif retrait de la vie politique de nombre de personnes arrêtées, dit-il: ce sont des septuagénaires et octogénaires, dont le parcours militant est presque inconnu de l'écrasante majorité des Iraniens qui, à plus de 60 %, ont moins de vingt ans.

Les personnalités arrêtées sont « certes très respectées et très vénérées », mais davantage par les pères de ces jeunes, explique M. Hourcade. Aussi, le coup qui leur est porté, si lamentable et « dramatique » soit-il, ne touche pas « le vif du sujet, la dynamique sociale qui soutient Khatami, la société réelle » postérieure à l'ayatollah Khomeiny et à Mehdi Bazargan.

Kurdish exodus from Susurluk

Turkish Daily News April 13, 2001

The Kurdish-descent Turks living in the district of Susurluk, Balıkesir have begun to move out in response to provocation following the discovery of the body of an 11-year-old girl in the basement of a house occupied by a citizen of Kurdish-descent about a week ago. According to the newspaper *Ozgur Politika*, known to be close to the PKK, four such families have announced they will hire a wagon from Susurluk station and leave the town. According to the newspaper report, another four families of Kurdish origin want to move out of their villages in the Susurluk district but do not know where to go.

Despite assurances from the local school headmaster, the Kurdish-descent families are not sending their children to school for fear of reprisals. Workplaces have been threatened into firing employees of Kurdish origin, said the report.

Poorer Kurdish-descent families are reportedly staying only because they do not have the means to leave. Families say that members of the Nationalist Movement Party (MHP) are threatening the local population and intimidating them into not doing business with the Kurdish-origin citizens.

Furthermore, the Peoples Democracy Party (HADEP) Mayor of Balıkesir Ali Yaman has stated that Kurdish-descent tradesmen managed to open stall at a market in Susurluk the other day despite being obstructed. Yaman said they had applied to the police and the municipality for permission to set up the stalls and the police were very noncommittal, whereas the municipality was more positive in its approach. Authorities had asked the tradesmen not to open stall at the market, but the economic crisis forces them to return so they can pay off their debts.

* * * * *

April 15, 2001 New York Times

Needing Cash, Turkey Plans More Sacrifice

By DOUGLAS FRANTZ

ISTANBUL, April 14 — Turkey's economy minister announced a package of austerity measures today aimed at winning \$10 billion to \$12 billion in new foreign loans and restoring confidence in the country's battered economy.

The government plans to cut spending by 9 percent for the rest of the year and freeze hiring by the state's bloated bureaucracy.

The lira, which has lost nearly half its value against the dollar in the last two months, will continue to float, and the government will not try to protect the currency.

Kemal Dervis, who was brought in from the World Bank to supervise an economic rescue, said the Turkish economy is expected to shrink by 3 percent this year and inflation would rise to 52 percent. "We all should tighten our belts," Mr. Dervis said at a news conference in Ankara.

About the time Mr. Dervis was calling for more sacrifice, an estimated 40,000 people marched through the streets of Istanbul, the commercial capital, to protest the economic crisis, which has doubled many price and led to hundreds of thousands of layoffs.

Unlike a demonstration on Wednesday in Ankara, which turned into a melee, the march was peaceful and the mood seemed resigned. "I want to live like a human being," Erhan Sak, 46, a father of four who earns about \$300 a month as a metal worker, said as he marched. "I want my children to have a proper future. That's why I'm here."

Nearby, waving the flag of her municipal workers union, Emine Ozden, 40, said the sharp prices increases had left her unable to provide for her two children and unwilling to bear additional sacrifices. "I don't have any trust in the government or the program or the people in politics in general," she said. "They don't have any idea of the difficulties we face."

The economic crisis has taken a heavy toll across Turkey, and Mr. Dervis indicated that new foreign loans were needed very soon to help put the economy back on track.

Turkish officials were meeting this weekend in Ankara with a team from the International Monetary Fund. The team is expected to return to Washington by midweek with recommendations for the fund's board on whether to accept the plan.

Turkey was in the second year of a three-year economic reform plan financed by \$11.5 billion in loan commitments from the I.M.F. in February when a public dispute between Prime Minister Bulent Ecevit and President Necdet Ahmet Sezer sent the economy into a tailspin.

If the fund accepts the plan, as expected, the board could speed up the payment of the \$6 billion in remaining loans. The fund's imprimatur also would open the way for the major industrial nations and the World Bank to provide new loans.

While Mr. Dervis said he hoped for news on new cash by midweek, Western officials and analysts said it might take more time. The amount of new aid is expected to be an important signal to investors.

Mr. Dervis said a law to overhaul Turkey's troubled banking industry would be sent to Parliament soon. He said privately owned banks would be required to increase their reserves and jobs will be cut at state-owned banks, long patronage havens.

The government does not plan any new taxes, he said.

* * * * *

US SENATORS CALL ON BUSH TO SUPPORT TURKEY

Anatolia April 13, 2001

WASHINGTON D.C., April 12 (A.A) - A total of 11 senators from the U.S. Congress sent a letter to U.S. President George W. Bush, and called on him to support Turkey's efforts to reach an economic stability and to become a full member of the European Union (EU).

Senators including Gordon Smith, Mary Landrieu, Richard Lugar, Richard Shelby, John Chafee and Robert Byrd sent a letter to U.S. President Bush.

In their letter, they said, "during this period of economic crisis in Turkey, we endorse the support and friendship you have personally expressed to Ankara. The United States has both moral and strategic interests in assisting Turkey's efforts to move decisively forward with its plan for political and economic modernization."

The letter stressed, "we applaud the G-7's endorsement of Turkey's recently announced plan for economic reform which, in our assessment, provides an appropriate plan on reducing inflation and establishing of sound fiscal and monetary policies. We urge you to continue the support your administration is providing Ankara's efforts to reestablish a cooperative relationship with the International Monetary Fund (IMF)."

"During your discussions with Turkish officials, we ask you and your administration to share our appreciation for the U.S.-Turkey partnership, our support to the Turkish government's efforts to stabilize its economy, and our endorsement of Turkey's aspiration to become a full member of the EU," it said.

Recalling that the Turkish parliament had repeatedly extended the mandate for Operation Northern Watch, the letter said, "the air forces of the United States and the United Kingdom operate out of Turkey's Incirlik Air Base to enforce the no-fly zone over Iraq. Turkish troops stand shoulder to shoulder with American forces keeping the peace in the Balkans and the Kosovo conflict. Turkey provided refuge to thousands of Kosovar Albanians fleeing the atrocities of the Milosevic regime. Turkey has been a crucial partner in the effort to assist the new states in the Caucasus and Central Asia consolidate and secure their independence, develop their economies and accelerate their democratic reforms."

* * * * *

Saddam supports sanctions

The Guardian April 16, 2001 by Brian Whitaker

Hands up if you know the answer to this: does Saddam Hussein want sanctions against Iraq to be lifted?

The question is trickier than it looks. Take last month's Arab summit in Amman, for instance, where a call for the lifting of sanctions was abandoned because of opposition from one country - Iraq itself. The draft resolution also called for an end to American-British bombing in the no-fly zones and could, if approved, have been hailed as a major diplomatic success for Iraq.

Instead, Iraq ended up quarrelling with the countries it had been looking to for support. One Arab leader who attended the meeting described Iraq's attitude as "perplexing". In return for Arab support on the lifting of sanctions, the draft resolution did not require Iraq to do much beyond trying to resolve outstanding issues amicably and agreeing to respect the independence and sovereignty of Kuwait. Iraq objected on the grounds that it has already said that it respects Kuwait's sovereignty, and asking it to say so again implies it cannot be trusted. Iraq's objections to other parts of the draft were equally pedantic and trivial.

Away from the cameras and microphones, the Iraqi delegation behaved in a generally belligerent manner that included personally insulting King Abdullah of Jordan, who hosted the meeting. It became apparent to many of those attending that the Iraqi delegation had clear instructions from Saddam Hussein not to accept the resolution under any circumstances. This lends further support to the argument - advanced by a number of experts - that Saddam does not want sanctions to be lifted.

Sanctions, they suggest, have facilitated Saddam's control over the population, partly because of food rationing and partly because the Iraqi government is able to use sanctions as an excuse for its own shortcomings. Internationally, the disastrous consequences of sanctions for ordinary Iraqis have delivered a series of propaganda victories to Saddam.

If that interpretation is correct, the way to inflict maximum damage on the Baghdad regime would be to lift sanctions immediately. But, while there is no doubt that sanctions in their present form have helped Saddam in some ways, they are also causing him serious difficulties in other areas - such as having oil revenue controlled by the UN.

So the question is really whether the benefits for Saddam outweigh the disadvantages. A more subtle interpretation of Iraq's attitude - which could also explain the Iraqi delegation's behaviour in Amman - is that Saddam finds sanctions an inconvenience, but not an intolerable one. He believes that they will fizzle out of their own accord and, if he makes no concessions in the meantime, he shall one day claim a final victory in the Mother of Battles. In the dying days of the Clinton administration, it certainly looked as if sanctions might be on the point of collapsing. But Colin Powell, the new US secretary of state, has other ideas.

Although Mr Powell's plans for "smart" sanctions are not yet complete, the signs are that they will look gentler, but bite Saddam harder.

The gentle bit is to take a much more relaxed approach towards trade with Iraq and to allow a resumption of commercial flights. This will not only help ordinary Iraqis but will also reduce the scope for controversy of the kind that has helped Iraq to win sympathy abroad in the past. Publicity-generating "humanitarian" flights, for example, will simply become unnecessary. The sting in the tail is that, even with greater freedom to import what it wants, Iraq's oil revenue - its only significant source of income - will still have to be channelled through the UN. At the same time, more effort will be made to block any sources of income that are outside UN control (such as oil smuggling).

Apart from the compulsory deductions for Iraq's oil revenue, which are made by the UN to feed the Kurdish minority in the north and to compensate victims of the invasion of Kuwait, this will mean that Saddam cannot regain full control of the country's finances. Besides that, western efforts to cajole Saddam into allowing weapons inspectors to return - so triggering a suspension of sanctions - will probably stop.

Sanctions, for all practical purposes, will be permanent so long as Saddam remains in power. This ought to worry Saddam, since it combines the disadvantages (from his point of view) of lifting sanctions with the disadvantages of retaining them. Before long, he could be regretting his missed opportunity in Amman.

* * * * *

Barzani to visit Ankara soon

Turkish Daily News April 12, 2001

The leader of Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) Massoud Barzani is expected to visit Ankara at the end of April to have high-level talks with Turkish authorities in a bid to evaluate the latest developments in the region. Barzani's visit comes at a time when the two warring Kurdish factions namely KDP and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have started to mend the fences.

Barzani's visit is also important as the new U.S. administration has tightened its grip on Iraq in a bid to end the Saddam regime. Bush administration has made it clear that they would empower the Iraqi National Congress to fight more effectively against Saddam and asked its allies to support its new policy to which Turkey has responded cautiously. Washington has also voiced its concern over the border trade between Turkey and Iraq. KDP controls the border trade and profits most from the trade.

While Barzani is expected to visit Ankara soon, a series of meetings have been taking place between KDP and PUK, sources say. Stressing that restrictions for transportation between Suleymaniye and Irbil, two cities controlled by PUK and KDP respectively, have been lifted, sources say two sides have also agreed on allowing those who left either Suleymaniye or Irbil because of armed clashes to return their homes. Referring to the killing of Irbil governor recently, sources say the perpetrators were radical muslim terrorists backed by Iran and they were returned to KDP after being caught by PUK forces.

KDP has recently reached an understanding with PUK by which people from the PUK-controlled region would be able to go to Turkey and abroad by using KDP-controlled border gate.

Both KDP and PUK have close relations with Ankara and badly need Ankara's backing in the region. Ankara had occasionally told KDP and PUK that fighting against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists in Northern Iraq was essential for Turkey's support. Two parties seem to have heeded the call to get Turkey's support.

* * * * *

Ankara denies KDP supports Kurdish terrorist group

Turkish Daily News by SAADET ORUC April 19, 2001

The Turkish Foreign Ministry vehemently denied the report which claimed that the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) provided shelter for a terrorist organization, the Kurdistan Revolution Party (PSK) in northern Iraq.

Moreover, the presence of such an organization was refuted by terrorism experts. A police intelligence official speaking to the TDN said they had never heard of such an organization.

Safeen Dizayee, the Ankara representative of the KDP, denied the report accusing the KDP of supporting the terrorists.

"Not a single element of the report is true. An organization named the Kurdistan Revolution Party has never even existed in northern Iraq. The only PSK is the Kurdistan Socialist Party, which is based in Europe," Dizayee said.

Meanwhile, the Turkish Foreign Ministry said there is no evidence for the support of any terrorist element by northern Iraq.

These allegations came about after police on Tuesday apparently uncovered the new armed Kurdish group and detained 26 of its members, which the Anatolia news agency reported. Police found dynamite, six guns and many of the previously unknown group's documents in Diyarbakir, the reports said.

Massoud Barzani, the leader of the KDP, will visit Ankara soon to discuss the cooperation between Turkey and the Iraqi Kurdish group against terrorism in northern Iraq, as well as the border trade along the Habour border gate.

* * * * *

Iraqi Kurds move forward to reconcile differences

AFP April 14, 2001

ANKARA: The two main Kurdish factions controlling northern Iraq have agreed on a number of compromises to help them apply a 1998 accord that has been delayed by fueling, a local official told the media on Friday.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani held three meetings in the past week to work out how to apply the 1998 Washington agreement signed under US patronage, said Safeen Dizayee, the KDP's Ankara representative.

During the meetings, the two sides agreed to decrease their military presence along the ceasefire line, to relax restraints on freedom of movement and to open offices in each other's sectors by the end of April, Dizayee said. "The KDP has also pledged to make financial contributions to PUK" from oil revenues, he added without disclosing figures.

Northern Iraq has been outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War and is shielded from President Saddam Hussein's forces by a UN and British imposed no-fly zone. The PUK controls the eastern part of the area bordering Iran, while the KDP administers the part of the region that borders Turkey.

Together with the Islamic Tewhid Party, the KDP and the PUK have also signed a joint declaration to enhance security cooperation. The declaration was of particularly important because the murderers of the governor of the KDP-controlled Arbil province, slain in February, were members of a splinter group from Tewhid, the official said.

A man involved in the murder has already been captured by PUK and handed over to KDP, he added. "There was bloodshed in the past and time proved to be the best remedy," Safeen Dizayee said. "Since January when Talabani and Barzani met (for the first time in three years) we have managed to build mutual trust and these recent meetings will contribute to the confidence-building," he added.

The Ankara representative of the PUK, Bahros Galali, told the media that the issue of establishing a joint parliament was still to be resolved. But he also hailed the progress. "We want to forge good relations. Peace is very important for both sides and we have to try all means to achieve peace," Galali said.

Both officials asserted that their factions would not tolerate the presence in their region of rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting Turkey since 1984. Turkey says some 5,000 PKK militants have crossed to northern Iraq since 1999 when the PKK said it was laying down its arms and withdrawing from Turkey to seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict.

Both the KDP and PUK have recently accused the PKK of carrying out attacks to destabilise the area. In the most recent incident, seven civilians were killed in early April in a mine explosion blamed on the PKK.

* * * * *

Turkey, Syria to sign military cooperation deal

by SAADET ORUC

Turkish Daily News April 17, 2001

As a result of the continuing mutual military visits between Ankara and Damascus, Turkey and Syria are to sign a military cooperation agreement, a top Syrian official in Ankara said.

Syria's ambassador in Ankara, Dr. Said Al-Bunni, said to the Turkish Daily News that the two countries will pave the way for a cooperation agreement between their armies in the near future. Gen. Resat Turgut, head of the Plans and Principles Department, left for Damascus on Sunday to meet with Syrian military officials, Bunni said.

Gen. Mahmoud Ammar, director of the political department of the Syrian army came to Ankara in January and was received by General Yasar Buyukanit and the commander of gendarmerie forces. Turkey proposed Syria to cooperate in the field of defense industry as well, diplomatic sources said.

Turkish-Syrian relations have gone through a term of crisis for 15 years as a result of the Syrian support to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) between 1984 and 1999. Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the PKK, has been provided shelter in Damascus.

Ankara's efforts to persuade Damascus to give up supporting the PKK resulted in Syrian officials responding that Syria had never sheltered Ocalan. However as a result of the controlled escalation policy followed by Ankara against Syria, which started with a speech made by the then land forces commander Atilla Ates in Hatay, Ocalan left Damascus and his "adventure" ground to a halt on Imrali prison island.

The Adana Agreement signed between Syrian and Turkish military officials was the most important part of the softening process between the two countries. Syrian Ambassador Said al-Bunni said the PKK issue was over the two countries and it was no longer a shadow over bilateral relations anymore. Despite the words of the Syrian envoy, Ankara still expects Damascus to take further steps. Syrian banks reportedly still hold money which was alleged to belong to the terrorist organization. On the other hand, parallel to the ongoing military contacts, security matters will be debated between the countries on different grounds, as well. Interior Minister Saadettin Tantan will visit Damascus in May.

* * * * *

Arrested liberals accused of 'links' with United State

AFP - 20 Apr 2001

TEHRAN, April 20 (AFP) - The conservative judiciary Friday accused some of the liberal figures rounded up earlier this month of links with the West, particularly the United States.

"One of the people arrested has confessed to having met in France an American undersecretary of state in the presence of the US ambassador to Paris," the judiciary said in a statement read on state radio and television.

It is the first time the judiciary has accused detained reformists of ties with the West or arch-foe Washington. No names were given of the Iranians with the alleged links to interests abroad. The judiciary said another of the detainees confessed to meeting in Paris with an official from the office of former president Abol Banisadr, who led the country immediately after the 1979 Islamic Revolution and now lives in exile in France.

Another detainee "was twice received by an official of a Western embassy in Tehran," while some "had links with an American expert posted in a neighboring country," the judiciary said without giving more details.

Some of the detainees were also accused of links with the armed opposition People's Mujahadeen, which the government has recently been trying to eradicate from their bases in neighboring Iraq. Some 42 Iranian opposition figures, most members of the banned liberal Iran Freedom Movement (IFM), were rounded up April 7 on charges of trying to overthrow the regime.

Since then, seven have been released, including 84-year-old former justice minister Ahmad Sadr, Iranian media and officials have said.

Liberals have denounced the arrests as a conservative ploy to embarrass pro-reform President Mohammad Khatami, who has not decided whether to seek a second term in the June 8 election. The judiciary said several detainees had made contact "with Marxist counter-revolutionary groups" on the sidelines of a conference on Iranian reforms in Berlin a year ago.

The conference, organized by a foundation close to Germany's Greens party, had infuriated Iran's hardliners by featuring anti-government speakers and a male stripper. Several conference participants, including secular opposition leader Ezatollah Sahabi and reformist student activist Ali Afshari, were sentenced to jail for participating in the conference.

In Iran, the Struggle to Define 'Islamic Republic'

By Geneive Abdo
International Herald Tribune

QOM, Iran — Every now and then, the secrecy pervading this city, the nerve center of Shiite Islam, is lifted and the clerics fighting the regime make their opinions known by distributing anonymous leaflets throughout the thousands of mosques. The clerics want their message to resonate far beyond Qom, into the towns and cities throughout Iran, where such dissenting words could end in execution. It is a primitive form of communication, but one they hope could eventually help to dismantle the Islamic Republic — the contemporary world's first theocracy.

Most of the leaflets criticize Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, but the more profound point is that the Islamic revolution is turning on itself. The same revolutionaries who created a state in the name of Islam 22 years ago are in fact undermining the Shiite faith, according to the authors of the leaflets.

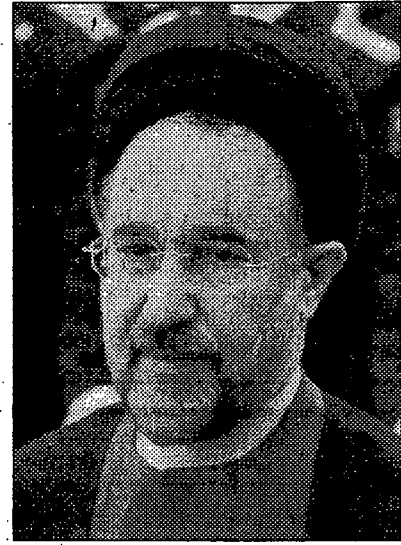
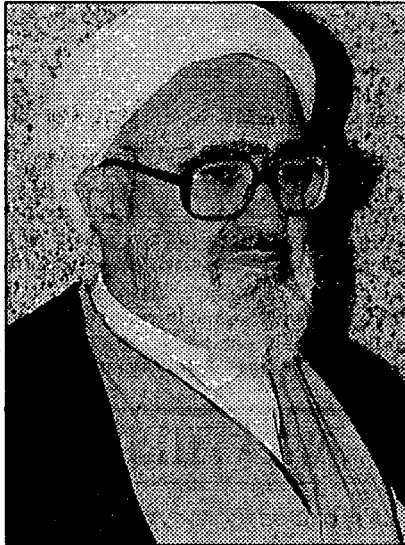
"How we wish that you and your retinue had not created such a climate of terror so that we could have signed our names under this letter, which is but a drop in the ocean of our heartfelt sorrows," reads one leaflet, devoted to criticizing Ayatollah Khamenei.

The intense struggle under way in Iran is often characterized solely in political terms. Unable to penetrate the world of the clerics and lacking an appropriate vocabulary that can encompass such an unfamiliar landscape, the outside world is left dividing Iran's factions into "conservative" and "reformer," into right and left. Or it sees Iran's national struggle strictly in terms of a religious establishment clinging to power in the face of popular secular demands.

But the real battle is not one between Mosque and State. It is a struggle of Islam versus Islam, with three groups of clerics at odds over how to govern an Islamic republic.

One group, the "traditionalists," believes clerics should stay completely out of politics; a second group supports and is part of the establishment, which runs state affairs; and the third group, which considers itself "modernist," opposes the establishment and is fighting to make the Islamic Republic more of a republic, one accountable to the people.

The desert city of Qom — one of the earliest centers of the minority Twelver Shiite sect of Islam that today predominates in Iran, southern Lebanon and parts of Iraq — is ground zero for this



Alexander Zemlianichenko/The Associated Press

Two pro-rights figures in Iran: Ayatollah Montazeri, left, whose memoirs can be found on the Internet, and the president, Mohammed Khatami.

epic conflict.

The struggle is more acute now than at any other time since the Islamic revolution, for several primary reasons: society's increasing demands for freedom; the clerical establishment's escalating restraints on that freedom, and the realization that the political system that Ayatollah Ruhollah Khomeini established in 1979 was effective only as long as he was alive.

A charismatic cleric and savvy politician, Ayatollah Khomeini fulfilled the role of supreme leader until 1989, when his death bequeathed a system built upon his unique talents to his less equipped and less popular heirs. His successor, Ayatollah Khamenei, is considered to be unqualified in religious terms to be supreme leader, not only by a majority of Iranians but also by many influential clerics.

"If the position of supreme leader is accepted by the majority of people, there is no practical conflict, though there might be a theoretical one," said S.M. Mohaqeqh-Damad, a respected theologian who directs a religious research organization in Tehran. "If the supreme leader is not accepted by the people, there is a conflict. Everything depends upon his popularity."

At different stages in Iran's contemporary history, the debate over the degree to which clerics should be involved in politics has burst into the open. When Ayatollah Khomeini took power, he advanced the role of the clerics in politics for the first time in 100 years, declaring: "No one but God has the right to govern over anyone or to legislate, and reason suggests that God himself must form a government for people and must le-

gislate. The laws are but the laws of Islam."

Ayatollah Khomeini took this to mean that in the contemporary world, the legitimate authority in government should be the mojtaheds, those learned clerics and jurists with the highest religious credentials.

The rise of Iran's mullahs after the overthrow of the U.S.-backed shah, Mohammed Reza Pahlavi, astounded the world. Many ordinary Muslims were energized by the Islamic Revolution, which seemed to hold out the elusive promise of a system that was true to the faith and modern at the same time.

Enthusiasm for pan-Islamic revolt swept much of the Middle East, alarming the West and threatening its cozy relationships with Arab leaders who saw their people on the verge of religious rebellion against foreign influence.

But the panic that greeted the Islamic Republic obscured a fundamental but little noted truth that plagues Ayatollah Khomeini's creation to this day: The notion of placing direct political power in the hands of Shiite Muslim clerics was so radical — even heretical — that it alienated much of Shiism's loose hierarchy, fearful it would undermine the faith for good. In the eyes of many, a revolution in the name of Islam was more of a threat to true religion than the depredations of the secularist shah.

As the conflict of Islam versus Islam rages in Qom, ordinary Iranians are directly affected by this struggle because it infringes on the degree to which free expression is tolerated in society. When President Mohammed Khatami, a mid-level Muslim cleric partial to German

philosophy, campaigned for election in 1997, he assured eager voters that the Islamic Republic had advanced over two decades to a state secure enough in its religious beliefs to tolerate a diversity of political and social views. Today, Mr. Khatami, who is widely expected to run for and win a second term in June, is still making that argument.

But today far fewer Iranians believe him. Theologians who oppose the increasing role of clerics in politics are in jail or under house arrest, as are laymen — journalists and political activists — who believe that clerics in politics have undermined the main principle of the revolution. That principle was that Iran be an Islamic state that balanced the tenets of the faith with those of democracy.

Clerics who are seen to have violated this principle are generally hard-liners, who use their pulpits to issue edicts on domestic politics and international affairs and critiques of their political rivals.

The span of their directives is breathtaking, ranging from the global to the seemingly mundane. In recent years, the Friday prayer leaders across Iran have proclaimed that Israel, Iran's longtime foe, should be extinguished; they have declared pet dogs to be unclean and un-Islamic; they have claimed a monopoly on religious truth and political interpretation; and they have proclaimed some of their political rivals to be apostates, punishable by death.

Iran's hard-liners have seen their political fortunes bolstered since last spring by the public support of the supreme leader, Ayatollah Khamenei, who at first appeared overawed by Mr. Khatami's reformist landslide.

Ayatollah Khamenei has sided increasingly with the conservative establishment and against the president and his allies, most notably in the launching last April of a devastating campaign to crush the fledgling independent press.

With many editors, journalists and publishers in jail, on trial or simply muzzled out of fear, the conservatives have used their complete control over the judiciary and much of the security services to turn on elected officials close to the president, including his most trusted aides and even his youngest brother.

But such transitory victories may yet prove meaningless in the face of the large and growing reservoir of opposition to today's Islamic system among the religious classes and their millions of devoted followers.

Shiism requires the pious to choose a senior cleric, known as a *marjah-e taqlid*, or source of emulation, to guide him or her through life as a good Muslim. Believers are expected to give one-fifth of their income to the household of such a cleric, money that in turn

is used to support good works, fund religious seminaries and provide stipends for legions of young clerical students.

These funds, which can easily reach into tens of millions of dollars, make such senior clerics virtually independent of the state, which has failed in recent attempts to gain control of this lucrative system of religious taxes.

As a result, these clerics control vast empires of patronage and influence, making them a force to be reckoned with just beneath the surface of the Islamic Republic.

Ayatollah With a Web Site

Inside a house down a side street in Qom, where guards are posted outside, a theologian believes he has the magical formula allowing clerics to run a republic, but one in which public opinion matters. Ayatollah Hussein Ali Montazeri, one of the founders of the Islamic Republic, is Iran's best-known and most important dissident. Unlike his comrades, who distribute their protest leaflets anonymously, he at one time spoke out publicly and became a pariah.

Born in 1922, Ayatollah Montazeri is confined to the house where he has spent most of his adult life. He is allowed visitors only on occasion, and relies on his two sons, Ahmad and Saeed, to act as his emissaries to the outside world.

Early last year, he finally broke the silence imposed upon him by opening a Web site, which is read by thousands of his Iranian followers. His edicts are posted on the site as well as personal photographs, including one picturing him taking a stroll along a wooded path.

At one time, Ayatollah Montazeri had been designated to replace Ayatollah Khomeini, but he fell from grace after exposing the clerical establishment's repressive tactics in the late 1980s, including the mass executions of mostly young political prisoners already serving jail sentences. By fighting for human rights, which Ayatollah Montazeri says are required in any Islamic government, he was banished from the inner circle of power and in-

fluence.

In the 1990s, he was prohibited from teaching in the seminaries, his assets from contributions by tens of thousands of followers were frozen, and his books were banned.

The core of his critique lies in deep opposition to the absolute nature of clerical rule as practiced in the post-Khomeini era.

As one of the authors of Iran's Islamic constitution, Ayatollah Montazeri says that the document was never intended to give the supreme leader absolute powers.

"He can never be above the law, and he cannot interfere in all affairs, particularly the affairs that fall outside his area of expertise, such as complex economic issues, or issues of foreign policy and international relations," Ayatollah Montazeri explained in a clandestine interview I conducted by fax last year.

"The most important point to be highlighted is that Islam is for the separation of powers and does not recognize the concentration of power in the hand of a fallible human being," he said.

For decades, Ayatollah Montazeri's readiness to expose his own fallibility won him widespread popularity among his fellow Iranians, accustomed to clerics who demand distance and reverence whenever they are seen in public or encounter their followers. He has become Iran's antidote to the *akhund*, a derogatory term applied to clerics in politics who are painted as greedy exploiters living lavishly off the contributions of their followers. Despite his high status as one of Shiite Islam's most senior theologians, Ayatollah Montazeri

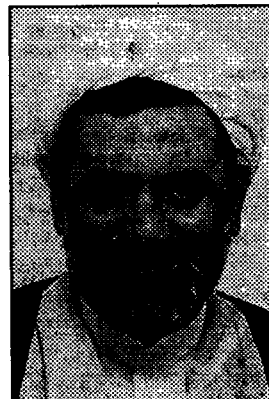
built his popular base by trying to appear as an average man. Iranians still recall how he used to shop for his own groceries in his native town of Najafabad before the revolution and how he always made time for his followers.

"Ayatollah Montazeri led an ordinary life. His father was poor and he would gather bushes in the desert and bring them to town to sell as fuel," said Mostafa Ezadi, the ayatollah's biographer, who once published a magazine devoted to his life and teachings.

"Montazeri feels very close to people of the lower classes. He would always call on officials to keep the people happy, and that's what he is saying now. He sees the government's legitimacy as coming from below, from society," Mr. Ezadi said.

Ayatollah Montazeri's greatest sin, according to the clerical establishment, is considered by many Iranians to be his greatest gift. Throughout his life, he has exposed the duplicitous nature of the clerics involved in state affairs who often did whatever it took to retain power. Repeatedly, he has done so at great political and personal risk.

When Ayatollah Khomeini was ailing near the end of his life in the late 1980s, Ayatollah Montazeri revealed to Ayatollah Khomeini the injustices being committed by those clerics in government



Mohsen Kadivar, who has been jailed for his criticism of the leaders.

who claimed to be carrying out his orders.

"At the time he was critical of the way the country was being governed," Mr. Ezadi said. "He was critical of young children being sent to the front lines during the Iran-Iraq war. He had critical opinions about the economy. He was a bold person and he would report all this to Khomeini. But officials would contradict him and say that everything was O.K. When Khomeini finally received enough reports casting doubt on Montazeri, he dismissed him as his successor. Of course, this is what his rivals in the establishment wanted all along."

In the memoirs published on his Web site a few months ago, Ayatollah Montazeri provides the first credible confirmation that Ayatollah Khomeini himself gave the order to kill tens of thousands of political prisoners charged with trying to undermine the regime.

Ayatollah Montazeri also reveals that once he was ostracized by the establishment, Mohammed Khatami, the future reformist president who was then the minister for culture and Islamic guidance, went to Qom and appealed to seminarians to stop attending Ayatollah Montazeri's lectures. President Khatami, who would later espouse views not unlike those of Ayatollah Montazeri, took this action to be on the winning side of the regime.

Today, those who maintain any association with Ayatollah Montazeri are punished. Mr. Ezadi's magazine, *Aban*, was banned last year, and he faced charges before a revolutionary court. A journalist and former cleric, Emadeddin Baqi, who wrote many essays about Ayatollah Montazeri, is now in the Evin prison in Tehran. And one month ago, another journalist, Faribah Davudi, was

arrested and faces charges before a revolutionary court. Officials said that they confiscated Ayatollah Montazeri's books from her home at the time of her arrest.

If Ayatollah Montazeri's views are considered by the establishment to be a threat, the ideas of his star pupil, Mohsen Kadivar, go even further. He casts doubt on the entire premise upon which the Islamic Republic was established. Mr. Kadivar, who was released last summer from prison after serving an 18-month term, believes that the clerical establishments' monopoly on religious in-

terpretation is just as offensive as the autocratic reign of the Pahlavi dynasty. Clerics who believe their interpretation of Islamic principles should be the unchallenged law of the land, says Mr. Kadivar, have simply replaced one despotic system with another.

In recent years, Mr. Kadivar's ideas became more radical as the clerical establishment clamped down on dissent. By the time he was released from jail in the summer of 2000, he appeared more determined than ever that some form of republican rule should take hold in Iran. As he sat in his living room, surrounded by his wife and parents at his home in north Tehran, he appeared more fearless, having survived prison.

"The article I wrote which landed me in jail is the one where I said that we did not have a revolution to replace a repressive monarch with a just jurisprudent," said Mr. Kadivar, using an alternative title for the supreme leader.

"The revolution was aimed at turning the monarchy into a republic. A republic means that statesmen should be chosen by the people for fixed terms, that they should be controlled by people, that they

should do what the people say, not force people to obey the orders of statesmen."

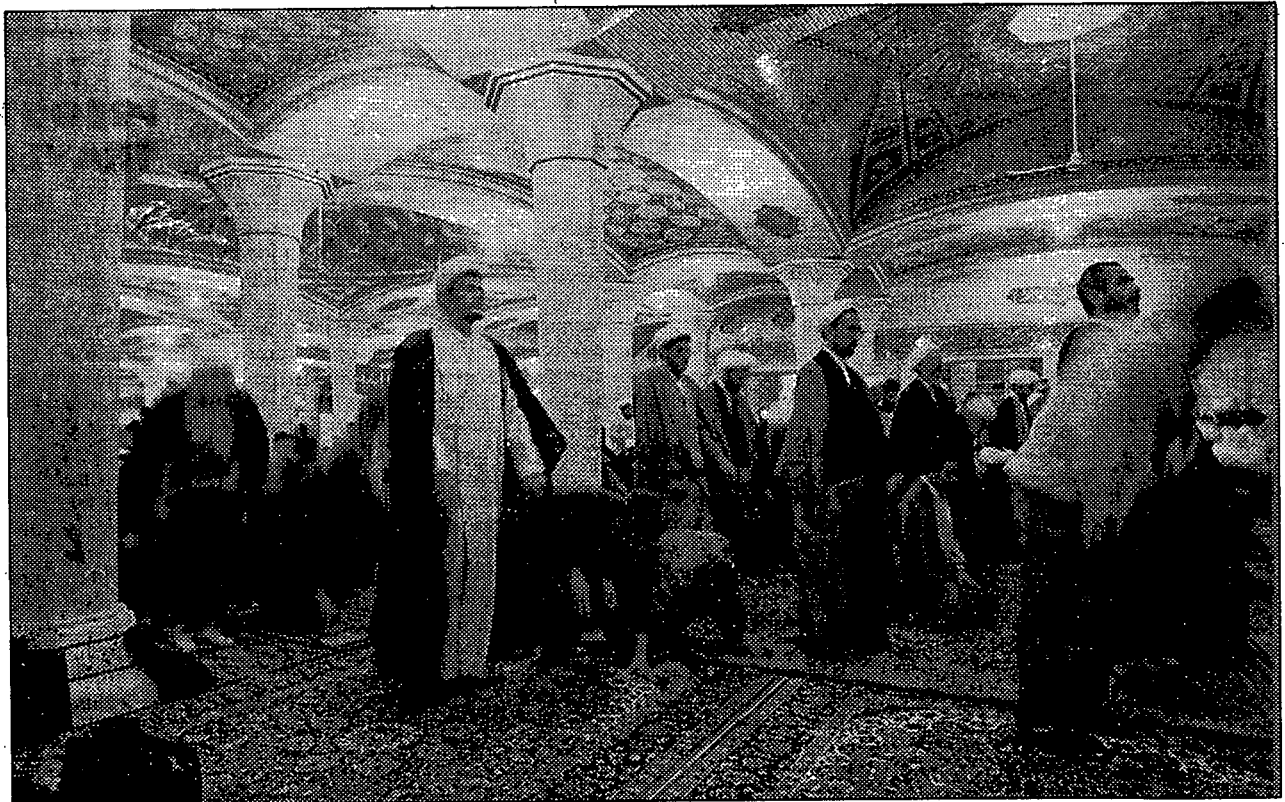
For much of his life, Mr. Kadivar has battled the system, first under the shah and now the Islamic Republic. He has devoted his time to creating a theory of how to establish a religious government that is compatible with true democracy. As a boy growing up in the southern Iranian town of Shiraz, he was a child prodigy. When he was 10 years old, he was awarded a gold coin for a poem he wrote on the fight of the Shiite hero Imam Ali against injustice.

Mr. Kadivar said he believed that some clerics have undermined the principles of Shiite Islam by confusing cultural rituals with religious laws.

"What we find in the Koran and the Prophet Mohammed's traditions are general political values," he said. "To attain these values, the clerics have proposed various courses of action, many of which were rooted in the traditions of their own time. Then in the course of several centuries, such customs became understood as religious customs when they had nothing to do with religion at all."

Mr. Kadivar has become a hero among Iran's university students. When he was in jail, students held rallies demanding his release. Now he is often invited to speak on university campuses. His belief that universal values of human rights and social justice are not in conflict with an Islamic system is what inspires students to follow him. It is also such ideas that have driven the hardliners to try to silence him.

When he arrived in the western city of Khorramabad last August to give a talk



Enric Marti/The Associated Press

Students praying at the mosque of the Fiziye school in Qom, where Ayatollah Ruhollah Khomeini taught.

before the largest national student organization in Iran, hard-line vigilantes blocked his way and refused to allow him to leave the airport.

He was forced to return to Tehran, and the incident sparked five days of bloody clashes between the students and the militants, who acted under the protection of the police and the security services.

Many see Mr. Kadir as a radical ahead of his time. The question is whether his mass following will ever acquire enough direct power to bring about change.

"There are many difficulties for writers and speakers," he said. "I have accepted these difficulties. I think that if the number of people willing to accept these difficulties increases, the system will be forced to retreat."

This retreat, however, appears nowhere on the horizon. Powerful clerics running the state differ with their rivals on one central issue: They believe that the supreme leader is a divine appointment that comes from God and the people should have no say in the matter.

The supreme leader is appointed by the Assembly of Experts, a body of clerics who are elected in semi-free polls. According to clerics such as Ayatollah Mohammed Yazdi, former head of Iran's judiciary and still a powerful political player, the supreme leader should refer to the Koran and the hadith, the teachings of the Prophet Mohammed, to rule on contemporary affairs.

"The supreme leader, for example, should use these texts to determine whether it is right to take out the heart from a patient who is brain dead," said Ayatollah Yazdi in his first interview with a Western journalist, held in the offices of the Guardian Council, a body of clerics and jurists who make decisions on Iranian laws' conformity with Is-

lamic precepts.

"Islam forbids the body of a Muslim to be cut up, and there is a hadith which says that the body of a Muslim is to be respected as if he were alive. The supreme leader must be able to understand God's command and say this is what God orders.

"God has appointed the supreme leader through the Prophet Mohammed

The real battle is not one between Mosque and State. It is a struggle of Islam versus Islam.

and his successors. The people should not give him this position through their vote."

Potential Modernizers Are Leaving Iran's Islamic revolution remains a work in progress, one overseen by many of the same men and women who brought down the shah in a fury of religious sentiment and cultural backlash against Western influence. More than two decades later, it is clear that the demands of the revolutionaries — greater social justice, enhanced individual rights, shared prosperity and a modern system of government that respected the majority Shiite faith — remain elusive.

Just as "modernists" such as Ayatollah Montazeri are confined to house arrest, hard-liners such as Ayatollah Yazdi appear trapped in a dead end very much of their own making. The system they have fashioned faces a crisis of legitimacy, with more and more Iranians losing hope that any Islamic system of government can ever meet their needs.

The most overt sign of such national despair is the enormous brain drain plaguing the country. Western embassies are swamped with applications for emigration; Canadian officials alone say they have almost 200,000 under consideration. Iranian news reports say that some three-quarters of Iran's best science and math students leave for higher

education abroad and never return. University professors say that their top students think only of jobs overseas.

The net effect is the depletion of Iran's class of technocrats and managers, the constituency that the so-called reformers grouped around Mr. Khatami have depended upon to fuel their modernization drive.

Without a rising middle class to demand a greater share of political influence, the clerical establishment appears likely to maintain its hold on power. Reformist politicians and modernist clerics claim that young men in the seminaries support their views. They say it is only a matter of time before they muster enough power to transform the system. But there is plenty of evidence to suggest that many seminarians support the establishment.

At the Marvi seminary in downtown Tehran, considered a haven for hard-liners, young men aspiring to be clerics argued that if more of their peers had direct contact with the mullahs running the country they would see that the application of Islam is the key to Iran's future.

They said they supported the clerical establishment's views that the supreme leader should never be elected by the people, that there should always be mandatory veiling for women, and that individuals should never be trusted to practice the faith independently of the Shiite clergy.

"Given the religious fabric of most families, young people are suited for religious education," said one young man, leaning over a computer in one of the seminary's classrooms.

"There is a belief that if you do not teach young people about religion, our enemies will teach them their ideas instead."

Religious Conservatives Increase Their Attacks on Khatami's Supporters

By John Ward Anderson and Molly Moore
Washington Post Service

ISTANBUL — Religious conservatives in Iran are intensifying attacks on reformers in an effort to weaken the progressive president Mohammed Khatami and discourage him from seeking re-election, less than a month before the candidates' filing deadline, according to political observers in Iran.

In recent weeks, the Iranian judiciary, which is dominated by hard-line conservatives and is independent from Mr. Khatami's moderate government, has arrested dozens of his supporters, closed

more newspapers and banned the main opposition party in an escalating campaign against the administration's social and political liberalization program.

The crackdown has put Mr. Khatami — who has refused to announce whether he will run for a second term in June — under intense pressure not only from conservatives, but also from competing factions within his reformist movement. His decision, which must be made by May 6, will have far-reaching implications for the direction of reform in Iran, according to lawmakers and political observers.

"The arrests are a signal to Khatami from extremist conservatives that 'We

are not going to put up with your reforms,'" Sadegh Zibakalam, a political science professor at Tehran University, said in a telephone interview. "If you want a second term, we are not going to stand aside."

The pre-election turmoil has widened schisms in Iran's reformist and conservative camps, driving deeper wedges between extremists and moderates within each group, according to Mr. Zibakalam and others.

While hard-line conservatives are striving to push Mr. Khatami out of the campaign, moderate conservatives — fearful of angering the large, restless younger generation — merely hope to

see Mr. Khatami's popular support diminished, political observers said.

"Khatami is acting as a bridge between the younger generation and the Islamic revolution," Mr. Zibakalam said. "The moderate conservatives believe that losing Khatami would be tantamount to the younger generation turning its back on the revolution."

But in recent weeks it has become increasingly clear that hard-line conservatives, with control of the judiciary and state security apparatus, have overpowered more moderate forces.

"The conservatives know that if Khatami runs again, no one can stop him, so they are using the judiciary to weaken the reform camp, to reduce the votes for Khatami and lower his popularity, so he has less of a mandate in his second term," said a newspaper editor in Tehran who refused to be quoted by name.

Dozens of journalists, student leaders, academics, moderate politicians and other activists have been jailed. About 40 newspapers and magazines have been closed in the past year. Four more received written "warnings" about their content this

week, usually a prelude to closure.

The Freedom Movement, tolerated for years even though it is officially outlawed, supports Mr. Khatami, who issued a rare rebuke Sunday of the judiciary's actions.

"When I see measures against the press and arrests of individual members of political groups, I can only express my regret," Mr. Khatami said. "Such measures are not in the interest of the political system and people."

Members of Parliament summoned Intelligence Minister Ali Yunesi on Tuesday for an explanation. But in what some Iranians view as a sign of divisions within the conservative ranks, Mr. Yunesi said that his agency — a former conservative stronghold that has been increasingly eclipsed by the judiciary — was not involved in the arrests and knew of no documents supporting the charges, according to the state news agency.

Many analysts say that if Mr. Khatami does not to run, Hashemi Rafsanjani, who served two terms as president from 1989 to 1997, might enter the race and emerge as the front-runner. But Mr. Rafsanjani has been implicated in state-

sponsored killings of dissidents. He has denied the charge.

The strains within Mr. Khatami's reformist camp have also been severe, with radical reformers complaining that he has accomplished too little during his

four-year term. Still, analysts say that the overwhelming majority of reformers want Mr. Khatami, who was elected in 1997 with 70 percent of the vote, to serve a second term.

"Will he run? This is the topic we are living and eating and breathing, and we are convinced he will," the Tehran newspaper editor said.

■ Court Releases 6 Intellectuals

The hard-line Revolutionary Court has released on bail six of about 60 intellectuals arrested recently on charges of conspiring to overthrow the ruling establishment, Iranian newspapers said Thursday, Reuters reported from Tehran.

Among those released was Ahmad Sadr Haj-seyyed Javadi, an 84-year-old former justice minister and attorney, the daily *Hambastegi* said. He was reported to be in ill health.

Des centaines de prisonniers turcs en grève de la faim « jusqu'à la mort »

Le mouvement a déjà fait neuf victimes depuis le 21 mars

Les grèves de la faim dans les prisons turques continuent et le bilan actuel - neuf décès en trois semaines - pourrait s'alourdir dans les jours qui viennent. Les détenus protes-

tent contre le refus du gouvernement de réviser un article de loi qui restreint les mouvements des personnes condamnées pour terrorisme à l'intérieur des pénitenciers.

ISTANBUL

de notre correspondante

Deux détenus turcs, en grève de la faim pour protester contre la réforme des prisons, sont décédés, jeudi 12 avril, à l'hôpital d'Izmir, portant à neuf le nombre des victimes du mouvement depuis le 21 mars. Selon l'Association turque des droits de l'homme (IHD), quelque quatre cents détenus sont engagés dans une grève de la faim « jusqu'à la mort » alors que plusieurs centaines de leurs camarades jeûnent partiellement par solidarité. « Cent trente grévistes ont été transférés à l'hôpital », a expliqué Umit Efe, membre de l'Association. Une soixantaine d'entre eux seraient désormais dans un état critique.

La plupart des grévistes appartiennent à des organisations clandestines d'extrême gauche relativement marginales, mais leur action a attiré la sympathie de nombreux partisans, notamment dans les banlieues pauvres d'Istanbul où vit la minorité alévi. Une foule importante a assisté, mercredi, aux funérailles des détenus morts la veille.

Le décès de ces prisonniers mar-

que une nouvelle étape du conflit entre les autorités et les prisonniers politiques qui dure déjà depuis plusieurs mois. Pour tenter de remédier à la situation anarchique qui régnait dans de nombreux établissements pénitentiaires, où les émeutes et les prises d'otages étaient fréquentes, le gouvernement avait décidé de construire de nouvelles prisons. D'ordinaire, les détenus étaient logés dans des dortoirs surpeuplés pouvant abriter jusqu'à cent personnes. Les autorités, qui n'avaient qu'un accès limité à ces salles, étaient déterminées à briser l'emprise des organisations politiques qui contrôlaient de facto la vie quotidienne de leurs camarades à l'intérieur des établissements.

Les prisonniers politiques s'étaient immédiatement opposés aux nouveaux pénitenciers, dits de « type F », où les groupes devaient être divisés et les prisonniers incarcérés dans des cellules individuelles ou de trois ou quatre personnes. La grève de la faim avait commencé pour marquer l'hostilité des prisonniers aux plans de réforme.

RÉGIME D'ISOLEMENT

En décembre 2000, alors que le mouvement durait depuis environ deux mois, les autorités avaient simultanément pris d'assaut vingt établissements, répartis sur l'ensemble du territoire. L'objectif était double : mettre un terme aux grèves de la faim et transférer les prisonniers. Les détenus avaient opposé une forte résistance aux troupes paramilitaires du ministère de l'intérieur et l'assaut avait duré plusieurs jours. L'opération, curieusement nommée « Retour à la vie », s'était soldée par la mort d'au moins trente personnes, dont un soldat, et par le transfert forcé des détenus politiques vers les nouvelles prisons de type F.

Séparés de leurs camarades dans les nouveaux pénitenciers, les militants n'avaient pas pour autant abandonné leur grève de la faim. L'IHD affirme que le régime en vigueur dans les nouveaux pénitenciers a confirmé les craintes des détenus, qui estimaient que l'isolement les rendrait plus vulnérables aux mauvais traitements. Selon l'association, les prisonniers se

plaignent d'être fréquemment battus. Plusieurs ont déclaré avoir été torturés.

Les autorités, pour leur part, affirment que les prisons de type F sont conformes aux normes européennes. D'un point de vue architectural et technique, elles le sont vraisemblablement. Encore faut-il que les prisonniers aient accès à des salles communes où ils peuvent rencontrer d'autres détenus au cours de la journée. Or, selon l'IHD, un régime d'isolement est appliqué dans les nouveaux pénitenciers. Les détenus peuvent recevoir les visites de leurs proches, mais celles-ci sont parfois limitées pour les grévistes de la faim qui ont été hospitalisés.

Jeudi, le ministre de la justice, Hikmet Sami Turk, est intervenu publiquement pour la première fois depuis plusieurs semaines. Il a exprimé sa « tristesse » à la suite du décès des prisonniers et regretté que le mouvement, « contraire à la vie humaine », se poursuive. « Tout ce que nous pouvons faire est d'apporter les soins nécessaires à ceux qui le souhaitent » mais « ceux qui acceptent d'être traités le font trop tard, a-t-il ajouté, selon l'agence Anatolie. J'en appelle à la fin de cette action et à l'acceptation de soins. » Il a réaffirmé cependant que le gouvernement n'entendait pas faire marche arrière sur son plan de réforme pénitentiaire.

Le même jour, à Paris, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) a appelé le gouvernement turc à ouvrir un dialogue avec les détenus, « leurs avocats et les représentants de la société civile ».

Nicole Pope



Plan d'austérité et mécontentement de masse

La faillite turque

Le marasme économique du pays candidat à l'UE s'inscrit dans une crise générale des institutions.

Istanbul de notre correspondant
«Dervis souhaite mais les travailleurs protestants, scandaient des dizaines de milliers de manifestants samedi dans les rues d'Istanbul et des principales villes du pays. Ils défilaient contre «la pauvreté et la corruption», alors qu'à Ankara, où toute manifestation était interdite, le gouvernement turc annonçait par la voix du ministre de l'Economie, Kemal Dervis, la première partie du programme de redressement économique. «Nous devons tous nous serrer la ceinture. N'attendez pas de moi des mesures qui résoudre les problèmes du jour. Nous ne pouvons dynamiser l'avenir pour sauver le quotidien», a souligné lors d'une conférence de presse l'ancien vice-président de la Banque mondiale, nommé en mars à la barre d'un superministère de l'Economie et des Finances pour tenter de rassurer hommes d'affaires et investisseurs (lire ci-dessous). Après une première alerte en novembre, la crise financière avait éclaté fin février sur fond d'instabilité politique, d'inefficacité d'un secteur bancaire miné par la corruption et de grand déficit du secteur public. Le gouvernement avait alors

décidé de laisser flotter la livre turque, qui a perdu depuis 47 % de sa valeur par rapport au dollar, entraînant des faillites en chaîne et des dizaines de milliers de licenciements.

Privatisations. Le nouveau plan, officiellement baptisé «Programme de transition vers une économie forte», fixe des objectifs à court et à moyen termes sans en préciser les méthodes d'application. Il prévoit notamment une réduction de 9 % des dépenses du secteur public, l'accélération des privatisations (dont celle de Turk Telecom) et la restructuration du secteur bancaire, alors que les dettes des banques publiques représentent 20 % du revenu national. La récession devrait être de 3 % et l'inflation atteindra

Les dettes des banques publiques représentent 20 % du revenu national. La récession devrait être de 3 %, et les prévisions situent l'inflation à 52,2 % en 2001.

52,2 % en 2001 pour commencer à baisser l'année suivante. «La Turquie doit restructurer de fond en comble son économie pour ne pas revivre des crises similaires», a précisé Kemal Dervis, qui exclut toutefois de nouveaux impôts. Il espère obtenir dans les prochaines semaines entre 10 et 12 milliards de dollars d'aide de la communauté

internationale. La deuxième partie du programme, qui concerne les politiques monétaire et financière, sera dévoilée après approbation du FMI.

Le nouveau programme d'austérité du gouvernement de Bülent Ecevit (gauche nationaliste en coalition avec l'extrême droite du MHP, mouvement d'action nationale, et la droite libérale de l'Anap, Parti de la mère patrie) a suscité une certaine déception aussi bien dans la classe politique que parmi les salariés, les boutiquiers ou les petits patrons qui manifestent depuis près d'un mois dans tout le pays aux cris de «gouvernement démission». Les hommes d'affaires, un peu plus modérés, soulignent la carence de mesures concrètes. Les frères ennemis de la presse turque, Emin Colasan (nationaliste du quotidien populaire *Hurriyet*) et Mehmet Barlas (ultralibéral du journal *Yeni Safak*, islamique modéré) étaient pour la première fois d'accord dans leur jugement. «La montagne a accouché d'un souris», écrit Colasan, alors que Barlas rappelle que «la crise politique, la corruption, la faillite sociale et la perte de confiance à l'égard du gouvernement ne sont pas du tout prises en compte»

dans le programme. Les formations de l'opposition (le Parti de la vertu, PV, islamiste, ainsi que le Parti de la juste voie, PJV, droite libérale) sont aussi très critiques.

Gériatrie. «C'est un programme conforme aux exigences du FMI, et il est loin de répondre aux problèmes de l'heure», a déclaré Byaram Meral, leader de Turk-Is, le principal syndicat turc, dont les adhérents défilaient samedi aux côtés de ceux des centrales Hak-Is (islamique) et Disk (gauche), avec le soutien de l'opposition extraparlamentaires et des organisations professionnelles des ingénieurs et des médecins. «Dervis doit rentrer aux Etats-Unis et Ecevit (73 ans, ndlr) à l'hôpital gériatrique», clamait une banderole à Istanbul, où 30000 personnes manifestaient, dont les journalistes protestant contre les licenciements massifs et la concentration croissante des médias.

Le Premier ministre, Bülent Ecevit, a proclamé son plein appui au programme de redressement économique, assurant que «la législation nécessaire serait mise en place par le Parlement dès que possible». Il exclut toute démission, mais la coalition gouvernementale reste minée par les conflits d'intérêts entre ses trois composantes ●

RAGIP DURAN

EDITORIAL

par GERARD DUPUY

Craquements

La définition de la Turquie est un chemin de croix pour les politologues. Cette semi-dictature semi-militaire, semi-laique et semi-islamiste, dotée d'un gouvernement de gauche modérée allié à l'extrême droite, plongée dans le délire nationaliste depuis presque un siècle, alors qu'un tiers de la population persiste à se croire kurde, dont les prisons sont pleines à craquer d'activistes politiques et les rues occupées par

d'innombrables et prospères mafias, qui épuise les gouvernements d'autant plus souvent qu'ils n'ont à peu près aucune prise sur la réalité, qui vit dans une délinquance financière établie et une déliquescence monétaire entretenue, bref, ce pays où même le sol est notoirement instable continue de faire un candidat point trop improbable à l'Union européenne... «Homme malade» de l'Europe au temps de l'agonie de l'Empire ottoman, la Turquie est toujours restée valétudinaire. La vraie surprise, c'est qu'elle ait survécu. Au prix, il est vrai, d'une guerre civile larvée et multiforme, qui a fait

des dizaines de milliers de morts et qui n'a pas dit son dernier mot. Dans la crise qui la frappe, la Turquie n'a pas tous les torts: le système financier international semble s'acharner à faire tourner le mistigri d'une crise à répétition, de Russie en Argentine, de la Thaïlande au Bosphore. Le Samu du FMI a bien sûr été convoqué. Mais l'assistance économique internationale ne pourra rien dans un pays intrinsèquement déréglé. Ce n'est pas d'autorités que manque la Turquie - elle a eu sa dose d'autoritarisme, ouvert ou masqué -, c'est du droit et du règne de la loi. Comme celui-ci est incompatible avec la

structure même du pouvoir, dont l'hypocrisie féroce fausse le jeu politique, rien ne semble pouvoir aider ce pays. Sauf peut-être son usure interne, dont les craquements encore assourdis se font entendre, et l'impuissance même du pouvoir à freiner les catastrophes que sa simple existence provoque. Le devoir de l'Europe à l'égard de la Turquie n'est ni de fermer les yeux devant ses vices, ni de la repousser au nom de ceux-ci. Plutôt l'aider à accoucher d'elle-même en l'aidant à oublier tous les faux-semblants nationalistes qui lui ont valu sa perte.

16 AVRIL 2001

LIBERATION

Une République à bout de souffle

Le modèle autoritaire créé par Mustafa Kemal n'est plus adapté.

Le catalyseur de la crise turque fut une violente altercation, le 19 février, entre le Premier ministre Bülent Ecevit, vieux leader de la gauche nationaliste, et le très respecté président Ahmet Necdet Sezer, ancien président de la Cour constitutionnelle et pointilleux défenseur des grands principes de l'Etat, qui reprochait au chef du gouvernement ses «carences dans la lutte contre la corruption». Dès le lendemain, des millions de dollars de capitaux quittaient le pays, et le gouvernement était contraint de laisser flotter la monnaie. Symboliquement, ce différend fatal eut lieu lors de la réunion mensuelle du Conseil national de sécurité (MGK), instance dominée par les généraux qui institutionnalise le rôle politique des militaires. Tous les acteurs du drame étaient réunis.

La crise que traverse la Turquie est d'abord celle d'un système bloqué, rongé par la corruption et toujours plus coupé du pays réel. «Il y a un dramatique problème de représentation. Les différentes couches de la société ne se reconnaissent plus dans les partis, au pouvoir ou dans l'opposition, et la défiance est totale à l'égard d'un Etat dont l'action est perçue comme un fiasco absolu. Le même phénomène s'était produit lors du séisme d'août 1999 dans l'ouest du pays, mais, cette fois-ci, il a gagné la Turquie tout entière», remarque l'économiste Ahmet Insel.

Embauches clientélistes. La seule force du gouvernement de Bülent Ecevit est désormais l'absence de toute alternative parlementaire crédible. Certains suggèrent la création d'un gouvernement de techniciens et de hauts fonctionnaires indépendants des partis, dans la même logique qui avait présidé à la nomination de Kemal Dervis, ancien vice-président de la Banque mondiale, à la tête du ministère de l'Economie. «En fait, la crise est trop profonde, elle vient de l'échec du mécanisme politique à résoudre le problème de l'inflation galopante depuis le milieu des années 70»

soulignait un éditorial du quotidien *Radikal*. La faillite de l'économie turque est en effet, en premier lieu, celle d'un système bancaire public et de grandes entreprises d'Etat mises en coupe réglée depuis des an-

ANALYSE

nées par les partis. «Tous ont gouverné avec un populisme inflationniste, à coup de subventions et d'embauches clientélistes», dénonce Ahmet Insel, soulignant que la restructuration et la transparence impliqueront des révisions déchirantes.

Tabous. La République fondée par Mustafa Kemal sur les décombres de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale est désormais à bout de souffle. «Nous parachevons notre projet d'Etat-nation jacobin, alors que ce modèle est partout en crise. Il est d'autant plus urgent que la société civile puisse pénétrer dans ces rouages d'un Etat bureaucratique-militaire qui avait été créé pour encadrer une société encore essentiellement agricole, et qui a réussi d'ailleurs à transformer le pays en une puissance industrielle, voire postindustrielle», explique Erol Ozkoray, directeur de la revue *Idea Politika*. Le vieux modèle «kémaliste» d'Etat hypercentralisé, volontiers autoritaire, se montre incapable de répondre aux défis d'une société toujours plus complexe. Les municipalités n'ont aucun pouvoir réel. L'autonomie, même seulement culturelle, des minorités sent toujours le soufre. Une télévision ou des radios privées en kurde sont proscrites, bien que nombre de tabous aient volé en éclats en une décennie. La société turque bouge vite, et le mouvement est accéléré par l'espoir d'une intégration à l'Europe. «L'approche vers l'UE signifiera d'abord plus de démocratie», assure Mehmet Metiner, intellectuel kurde et islamiste.

Sujets délicats. Les résistances à ces changements de l'«Etat profond», comme l'appellent les Turcs, sont très

fortes. L'armée, qui se considère comme la garante de la laïcité et de l'unité nationale, n'apprécie guère d'être privée à terme de son rôle de tutrice politique. La délégation volontaire de souveraineté qu'implique l'Europe lui fait peur, comme à toute une partie de la haute administration. Les mille pages du programme de réforme à mettre en œuvre pour intégrer l'UE, finalement présenté à Bruxelles en mars par le gouverne-

ment d'Ecevit, évite ainsi tous les sujets délicats (abolition de la peine de mort, droits culturels des Kurdes, Chypre, poids des militaires), au grand dam des Européens. Ankara devra revoir sa copie. « Cette paralysie et ce lent pourrissement renvoient l'adhésion à l'Europe à une perspective de plus en plus lointaine, souligne Ahmet Insel. Et cela va aggraver encore la crise. » ●

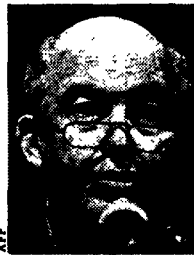
MARC SEMO

La potion amère du docteur Dervis

La tâche du ministre de l'Économie semble démesurée.

LIBÉRATION
16 AVRIL 2001

A 52 ans, Kemal Dervis a répondu présent à l'appel à l'aide de la mère patrie. C'était début mars. Cet homme au franc parler n'a pas hésité à quitter la Banque mondiale, où il a passé près de vingt-cinq ans de sa vie. Et où il a terminé une carrière comme vice-président chargé des programmes de réduction de la pauvreté.



Kemal Dervis a été vice-président de la Banque mondiale.

Si le Premier ministre Bülent Ecevit ne se sent pas directement menacé par l'arrivée de Kemal Dervis, qu'il conseilla entre 1973 et 1976, les autres membres de la coalition au pouvoir ne partagent sans doute pas son enthousiasme pour son arrivée. Car Kemal Dervis, à la tête d'un super ministère de l'économie, va devoir mettre en œuvre une restructuration totale du système bancaire, une accélération du programme de privatisation et une révision à la baisse des dépenses publiques. Tout un programme qui risque de provoquer des changements profonds au sein d'un monde politique gangrené par la corruption et l'immobilisme. En Turquie, personne ne lui reproche

l'éloignement de son pays. Il est vrai que Kemal Dervis n'a jamais perdu le contact avec la réalité politique ou économique de sa Turquie natale. Il a surtout pour lui une connaissance des organismes internationaux, la Banque mondiale, bien sûr, mais aussi le Fonds monétaire international, auxquels la Turquie compte une fois de plus s'adresser pour régler la nouvelle crise.

L'économie, rien que l'économie. C'est ce qui semble, pour l'instant, animer cet homme qui s'est payé le luxe de refuser l'invitation de Bülent Ecevit, qui lui offrait une place au sein de son Parti démocratique de gauche. Kemal Dervis semble vouloir rester à l'écart des politiques. Du moins en apparence. Il préfère mettre en avant l'image d'un homme soucieux de dialogue, d'explication.

Mais les risques d'échec demeurent élevés. Avec les bailleurs de fonds d'abord. « Il n'est pas certain que la Turquie puisse éviter un long marasme grâce aux 12 milliards de dollars de prêt du FMI, estime un économiste. Nous sommes de plus en plus nombreux à

penser qu'il faudrait au moins le double pour le seul assainissement du secteur bancaire. »

Avec les capitaux étrangers et les investisseurs étrangers, ensuite. Pour l'instant, les premiers préfèrent quitter le pays, acculant la monnaie à des niveaux toujours plus bas. Quant aux seconds, ils attendront sans doute un retour de la stabilité, tant politique qu'économique, avant de reprendre des programmes d'investissement. Mais c'est surtout sur le plan interne que les risques d'échecs sont importants. Kemal Dervis devra convaincre les syndicats d'appuyer ses efforts, alors que le chômage ne cesse de croître et que la dévaluation de la monnaie diminue chaque jour un peu plus le pouvoir d'achat des ménages.

Mais, au fond, Dervis sait que le développement économique et social de la Turquie souffre surtout du retard pris par le pays dans le domaine politique. « L'État a un rôle important à jouer. Pas pour promouvoir un État qui produirait des chausures ou des chemises, mais qui favoriserait la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel propre à rendre les marchés plus efficaces », déclarait-il dans un entretien à Libération, en juin 2000 ●

VITTORIO DE FILIPPIS

TURQUIE Une douzième gréviste de la faim, qui protestait contre une réforme du système pénitentiaire, a succombé hier

Jeûne mortel pour les prisonniers turcs

Canan Kulaksiz, une étudiante de 19 ans, est morte au 137^e jour d'une grève de la faim qu'elle menait dans une maison d'Istanbul avec d'autres membres de sa famille. Elle est la douzième victime du mouvement de protestation, déclenché par des organisations d'extrême gauche, contre les conditions d'incarcération dans les prisons turques. Cette crise coïncide avec l'aggravation de la situation économique du pays.

Istanbul : Éric Biegala

Canan Kulaksiz faisait grève par solidarité avec ses parents, membres de mouvements gauchistes et détenus à ce titre. Selon les médecins, une trentaine

de grévistes seraient actuellement sur le point de la suivre dans ce combat du désespoir où ni l'État ni les prisonniers ne semblent prêts à la moindre concession.

Ces grèves de la faim ont débuté en novembre 2000. À l'époque, il s'agissait pour les détenus politiques d'extrême

gauche de s'opposer à leur transfert dans les nouveaux pénitenciers dits « de type F », organisés en cellules. Dans les prisons « ancien modèle » en effet,

les détenus étaient libres de s'organiser au sein d'immenses dortoirs. Les autorités n'y avaient plus aucune influence, au point que certains pénitenciers étaient devenus de véritables centres d'endoctrinement. En décembre, la gendarmerie avait investi une vingtaine d'établissements pénitenciers. Ce coup de force avait fait 32 morts, dont 2 gendarmes.

Au cours de l'assaut, sur ordre de leurs chefs établis en Europe, certains détenus s'étaient immolés par le feu.

Mais les autorités n'y avaient pas été de main morte elles non plus. Selon un rapport du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe, l'étage supérieur d'un dortoir de la prison de Bayrampasa, à Istanbul, avait été « incendié du fait de l'action des forces de sécurité » et celles-ci « n'avaient pris aucune mesure pour éteindre le feu alors qu'elles en avaient les moyens ». Six prisonnières avaient péri dans l'incendie.

À la fin de l'année dernière, un millier environ de détenus ont donc été transférés dans les nouveaux pénitenciers de « type F ». Sans cesser leur grève de la faim. « Certains ont

LE FIGARO LUNDI 16 AVRIL 2001

pris de la vitamine B1 pendant les premières semaines, ce qui explique qu'ils soient toujours vivants après 176 jours de jeûne, explique un médecin qui suit les grévistes. Le métabolisme de chacun compte beaucoup, de même que les conditions extérieures : s'il fait chaud, leur situation empire rapidement. Nous pourrions avoir 30 morts cette semaine si la température extérieure continue de monter. »

Selon la Chambre des médecins d'Ankara, 34 grévistes ont été attachés à leurs lits, d'autres sont nourris de force par perfusion. Les hôpitaux civils ont été réquisitionnés pour accueillir les plus mal en point, celui de Sisli, à Istanbul, par exemple, où les imposantes forces de l'ordre trahissent la présence de détenus grévistes. Les familles ne pourraient leur rendre visite qu'à la condition d'essayer de les convaincre de renoncer. Des gendarmes filment les entrevues. Les revendications ? « Elles n'ont pas changé depuis décembre, explique Ümit Efe de l'Organisation des droits de l'homme (IHD) d'Istanbul. Un groupe de détenus demande la fermeture des prisons de « type F », celle des cours de sûreté de l'État, l'abrogation de la loi antiterroriste. Un autre groupe demande la réorganisation des nouvelles prisons et notamment le droit d'avoir des contacts avec les autres prisonniers. »

Les établissements « de type F », censés répondre aux normes européennes, selon le ministère de la Justice, s'apparentent à de vastes complexes permettant surtout l'isolement des détenus. « Il doit y avoir environ 500 personnes en cellules individuelles de 12 m², estime Osman Ergin, vice-président du barreau d'Istanbul. Leurs seuls contacts avec l'extérieur : une vi-



Des militaires turcs transfèrent en décembre dernier des grévistes de la faim dans un hôpital d'Istanbul où certains prisonniers seraient nourris de force par perfusion. Le mouvement de protestation a commencé en novembre 2000. (Photo AFP.)

site de leur famille tous les quinze jours et de leur avocat toutes les semaines. Et encore ! Actuellement, les autorités freinent les visites auprès des détenus ayant déjà été condamnés. »

Selon Osman Ergin, « tous ces prisonniers ont été condamnés pour appartenance à une organisation terroriste. En réalité, leur seul crime est d'avoir crié un slogan, distribué un tract.

Très peu ont commis des actes de violence. »

Dren Kirkoç, 18 ans, est un cas d'espèce. Elle suit une grève de la faim depuis 100 jours et ne pèse plus que 35 kilos. Condamnée à huit ans de prison pour « appartenance à une organisation illégale », Dren a été torturée au poste de police et battue pendant son transfert dans sa nouvelle cellule. Aujourd'hui,

« elle ne croit plus en rien », affirme un médecin qui a pu la rencontrer. Son crime : avoir fait le guet tandis qu'un camarade collait une affiche. Dren avait 16 ans au moment des faits.

Commentaire

Un régime épuisé

Luc de Barochez

C'est l'image d'un régime au bout du rouleau que donne le gouvernement de Bulent Ecevit à Ankara. La spectaculaire crise économique que traverse la Turquie s'accompagne d'un drame dans les prisons et d'une impasse politique. Rares sont ceux qui pensent que la coalition tripartite dirigée par un premier ministre vieillissant peut encore sortir le pays du chaos. La Turquie frappe à la porte de l'Europe depuis

un quart de siècle. Elle est officiellement candidate depuis deux ans. Elle risque de le rester encore longtemps.

La liste des obstacles à l'adhésion est longue. L'économie est à genoux. Le secteur bancaire est dévasté. La devise nationale a perdu 40 % face au dollar en deux mois. La bureaucratie est omniprésente. La corruption est endémique. Les militaires restent les vrais maîtres du pays. Les droits de l'homme et des minorités ne sont pas respectés.

Le gouvernement a publié le mois dernier un « programme national », exposant les réformes prévues pour se conformer aux critères définis par l'UE. On est loin du compte. L'abolition de la peine de mort n'est promise qu'à « moyen terme ». Quant au mot « Kurde », il ne figure même pas dans un texte long pourtant d'un millier de pages.

La meurtrière grève de la faim des prisonniers

ne fait que souligner la fossilisation d'un régime accroché à une idéologie remontant aux années 30. La présidence suédoise de l'Union européenne a pressé les autorités d'Ankara de « prendre toutes les mesures appropriées pour éviter d'autres décès ». La France a rappelé que l'administration pénitentiaire n'était qu'un des domaines dans lesquels des réformes s'imposaient.

La Turquie réclame une aide de 10 à 12 milliards de dollars pour financer son redressement économique. Elle a surtout besoin de devenir d'urgence un Etat de droit. Pilier de l'Otan depuis cinquante ans, clé de voûte du Moyen-Orient, la Turquie est aussi pour les pays d'Asie centrale et du Caucase la porte vers l'Occident. C'est un pays trop important pour être abandonné. Ni même pour être laissé au seul FMI.

Turkey Starts Austerity Plan to Win IMF Loans

By Douglas Frantz
New York Times Service

ISTANBUL — Economy Minister Kemal Dervis has announced a package of austerity measures aimed at winning \$10 billion to \$12 billion in new foreign loans and restoring confidence in Turkey's battered economy.

The government plans to cut spending by 9 percent for the rest of the year and freeze hiring by the state's bloated bureaucracy.

The lira, which has lost nearly half its value against the dollar in the past two months, will continue to float, and the government will not try to protect the currency.

Mr. Dervis, who was brought in from the World Bank to supervise an economic rescue plan, said Saturday that the Turkish economy was expected to shrink by 3 percent this year and that inflation would rise to 52 percent. "We all should tighten our belts," Mr. Dervis said at a news conference in Ankara.

[The International Monetary Fund

welcomed the austerity plan, saying Sunday, "These steps bring Turkey significantly closer to a program that could be supported by the international community," Reuters reported. But the Fund said it would hold further discussions with Turkey on details of the package.]

About the time Mr. Dervis was calling for more sacrifice, an estimated 40,000 people marched through the streets of Istanbul, the commercial capital, to protest the economic crisis, which has doubled many prices and led to hundreds of thousands of layoffs.

Unlike a demonstration Wednesday in Ankara, which turned into a melee between protesters and the police, the march in Istanbul was peaceful, and the mood seemed more resigned than angry.

"I want to live like a human being," Erhan Sak, 46, a father of four who earns about \$300 a month as a metal worker, said as he marched. "I want my children to have a proper future. That's why I'm here."

The economic crisis has taken a heavy



Emre Oktay/Agence France-Presse

Public-service workers and small-business owners in a peaceful demonstration in Istanbul over the government's handling of the economic crisis.

toll across Turkey, and Mr. Dervis indicated that new foreign loans were needed soon to help put the economy back on track.

Turkey was in the second year of a three-year economic restructuring plan financed by \$11.5 billion in loan commitments from the IMF when a public dispute between Prime Minister Bulent Ecevit and President Necdet Ahmet Sezer in February sent the economy into a tailspin.

If the IMF accepts the new measures, the board could speed up payment of the remaining \$6 billion in loans.

The Fund's imprimatur also would open the way for the major industrial nations and the World Bank to provide additional loans.

While Mr. Dervis said he hoped for news on the loans by midweek, Western officials and analysts said it might take longer.

The amount of the loans the IMF approves is expected to be an important signal to investors.

Mr. Dervis also said a law to overhaul

Turkey's troubled banking industry would be sent to Parliament soon. He said privately owned banks would be required to increase their reserves and jobs would be cut at state-owned banks.

The government does not plan any new taxes, he said.

■ State Telecom Sale to Proceed

Turkey vowed to push ahead with a sale of Turk Telekomunikasyon AS as part of its financial rescue package but said foreign participation would be limited to a minority share of the company, Reuters reported from Ankara.

Privatizing Telekom has been at the heart of Turkey's negotiations with the IMF for more than a year. Mr. Dervis, the economy minister, previously vowed to push legal changes necessary to sell 51 percent of the company in a block sale and the remainder through a share offering.

But the government has maintained that the stake available to a foreign investor must remain below 50 percent.

Herald INTERNATIONAL Tribune

MONDAY, APRIL 16, 2001

SAINT-JUÉRY La présidente de France liberté invitée le 19 mai pour ceux qu'elle a sauvés

Les Kurdes fêtent Danièle Mitterrand

Le Kurdistan. Un pays qui n'a pas d'existence légale pour des Kurdes obligés de jouer à saute-frontière au gré des persécutions en Irak, en Turquie, en Syrie ou en Iran. Et pourtant un pays qui le 19 mai aura bien une capitale... Saint-Juéry.

Ce jour là, les Kurdes de France fêteront « la mère kurde ». C'est ainsi qu'a été surnommée Danièle Mitterrand, en 1989, quelques mois après sa visite au camp de Mardin en Turquie.

A l'époque, 16.000 Kurdes irakiens étaient réfugiés là, oubliés du reste du monde. Après avoir fui les soldats de Saddam Hussein, ils étaient la proie des policiers turcs, et personne ne s'inquiétait de leur sort. L'arrivée de la présidente de l'association France Liberté allait tout changer.

Zoubeyr Abdulrahman était alors le responsable du camp. Aujourd'hui, le président de l'association franco-kurde d'Albi se souvient.

« QUELQU'UN DE PUR »

« Avant son arrivée, les Turques nous donnaient du pain empoisonné, ils nous torturaient. C'est vrai qu'on recevait régulièrement des visites de parlementaires européens, de journalistes et d'ambassadeurs. Je répondais à leurs questions, ils prenaient des photos comme au zoo, et ils repartaient. Moi le lendemain, j'en prenais à chaque fois plein la tête par la police turque, et rien ne changeait. Alors qu'avec Madame Mitterrand, quand j'ai parlé avec elle, j'ai senti de suite qu'elle était différente, que c'était quelqu'un de pur. Simplement, je ne savais pas son pouvoir, si elle pourrait faire quelque chose pour nous. »

Deux mois plus tard, en entendant les insultes de la police turque à l'encontre de la présidente de France Liberté, Zoubeyr comprend. La France annonce peu après sa décision d'accepter 1.000 Kurdes sur son territoire. Les Etats-Unis, le Canada, la Suède,



L'affiche conçue par Jean-Henri Delbecq, avec les conseils de Zoubeyr Abdulrahman et de Natchak Partir, la responsable de l'imprimerie qui va éditer à 300 exemplaires aujourd'hui. Photo DOM - B. D.

de, et d'autres pays font de même. Et c'est la fin d'un long cauchemar pour ces Kurdes qui vont bientôt pouvoir recommencer à vivre.

KURDES ET NON KURDES INVITÉS

Zoubeyr, en tant que responsable du camp, attendra l'un des derniers convois pour s'envoler pour Paris. Nous sommes le 22 février 1991. Matyn, son dernier né, n'a alors que deux mois. Mais comme sa petite sœur née à Albi, il sait que « c'est Madame Mitterrand qui » les « a tous sauvés ».

Alors en septembre dernier, celui qui est devenu le président de l'association franco-kurde d'Albi a pris son bâton de pèlerin. Danièle Mitterrand lui a accordé un rendez-vous en no-

vembre, et a finalement donné son accord pour une grande fête en son honneur le samedi 19 mai. L'occasion pour les Kurdes de France de montrer leur « reconnaissance dix ans après, au nom de tous les enfants qui, grâce à elle, ne sont pas tombés sous les balles ». Mais entre conférence et exposition d'artisanat kurde, Zoubeyr et ses amis entendent aussi rappeler que « la cause kurde, malheureusement, n'a toujours pas de solution ». Une journée qui est donc ouverte à tous, Kurdes et non Kurdes, dans ce grand souci de partage qui a toujours prévalu au sein de l'association franco-kurde d'Albi.

B. D.

MARDI 17 AVRIL 2001

LA DEPECHE

9 hommes du PKK et 5 soldats tués dans l'est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 15 avr (AFP) - 11h02 - Neuf rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et cinq soldats turcs ont été tués samedi dans la province orientale de Bingol, a-t-on appris dimanche de source officielle.

Les hommes du PKK ont été tués au cours d'une opération des forces turques, selon le quartier-général militaire turc à Diyarbakir (sud).

Les soldats turs sont morts en sautant sur des mines posées par les rebelles, selon la même source.

Les séparatistes kurdes du PKK ont annoncé en septembre 1999 la fin de leurs opérations armées, après 15 ans d'une rébellion qui a fait quelque 36.500 morts. Mais cette trêve a été ignorée par l'armée turque qui l'a décrite comme « une tactique terroriste ».

Dans les prisons turques

ELLE s'appelait Canan Kulaksiz. Elle est morte le 15 avril, des suites de 137 jours de grève de la faim. Elle avait dix-neuf ans ; elle était étudiante. Elle était turque, aussi. Elle avait commencé ce jeûne pour dénoncer la situation dans les prisons de son pays, où croupit l'un de ses oncles, détenu politique. Le lendemain, c'était au tour de Sedat Gursel Akmaz, quarante et un ans, emprisonné pour appartenance à un groupe d'extrême gauche (le DHKP-D, Front-Parti révolutionnaire de libération du peuple), de connaître le même sort. Avant eux, onze autres personnes - pour l'essentiel des détenus - ont trouvé la mort des suites d'une grève de la faim. Le gouvernement turc n'a rien à dire. Il ne voit pas matière à négociation avec les grévistes

de la faim. Ils sont plus de deux cents autres encore à poursuivre le mouvement. Trente d'entre eux sont sur le point de mourir - demain, après-demain, dans une semaine. En principe, la Turquie est candidate à l'entrée dans l'Union européenne (UE)...

Le mouvement de grève de la faim a commencé en novembre 2000. Les détenus entendent protester contre une réforme de l'organisation des prisons. Jusqu'alors, les prisonniers politiques - islamistes, membres de l'extrême gauche radicale, militants kurdes - étaient enfermés dans des « dortoirs » de quelques cent personnes. L'organisation de ces « chambrées » dépendait du bon vouloir de ces organisations politiques. Elles assuraient la protection des détenus face aux autorités. Mais elles fai-

saient aussi régner la terreur, utilisant, elles aussi, menaces de mort et torture à l'encontre des détenus. Le gouvernement a voulu casser ce système, faisant valoir qu'il favorisait mutineries et révoltes dans les prisons. En décembre, il a lancé la troupe dans une vingtaine de centrales pour déloger les détenus des « dortoirs ». Assaut massif, brutal : trente-deux personnes ont été tuées, dont deux gendarmes ; six prisonniers ont brûlé vifs dans leur cellule, empêchés de sortir ; des dizaines d'autres ont été très grièvement blessés, mutilés à vie. On n'a guère entendu, alors, l'UE.

Le gouvernement dit qu'il veut des prisons aux « normes européennes ». Il a entrepris de transférer les prisonniers politiques dans des cellules de une à trois

personnes. Il n'y aurait rien à redire si avocats et familles n'étaient en mesure de montrer que cette nouvelle organisation carcérale favorise un regain de mauvais traitements et tortures à l'encontre des détenus.

La torture est courante dans les commissariats et prisons de Turquie : le 10 avril encore, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné Ankara après le décès, en 1994, d'un jeune paysan kurde, tabassé à mort au cours d'une garde à vue. La Turquie est un pays où l'on est facilement emprisonné pour des motifs politiques : la seule expression d'une opinion au profit d'une organisation interdite entraîne l'emprisonnement.

L'UE devrait avoir quelque chose à dire, très fort. Avant le prochain mort.

Quand l'Etat turc participe au trafic de drogue

Un journal du PKK publie les confessions d'un militant kurde « repenti ».

Elles sont accablantes pour la gendarmerie turque, qui se livre au trafic d'héroïne au Kurdistan

LE QUOTIDIEN *Özgur Politika*, organe de presse du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), vient de publier les confessions d'un repenti du PKK, Mustafa Gun, qui raconte comment les unités de la gendarmerie turque se livraient au trafic d'héroïne au Kurdistan de Turquie.

Au fil d'un long entretien courant sur trois numéros, l'ancien « peshmerga » explique dans quelles conditions, après avoir passé trois ans au PKK, il choisit, en 1995, de quitter cette organisation pour se rendre aux autorités militaires turques. « Retourné », Mustafa Gun accepte alors de tra-



vailer au sein des unités de lutte antiterroriste de la gendarmerie (Jitem), ce qu'il fera jusqu'en 2000.

« Le commerce de la drogue avait lieu entre Hakkari [frontière irakienne], Yüksekova [frontière iranienne], Van [centre] et Silopi [frontière irakienne]. (...) Tout se

déroulait dans ce triangle et l'Etat savait très bien ce qui s'y passait. (...) A Yüksekova, la drogue était mise dans des colis de cigarettes puis ramenée par hélicoptère à Van. (...) De nombreuses personnes vivaient du trafic. Tous le faisaient avec l'accord des autorités. Personne n'aurait pu transporter

ne serait-ce que 1 kilo sans l'aval des autorités ! La marchandise était partagée ainsi : 51 % pour les autorités, 49 % pour les trafiquants. A Baskale [petite localité entre Van et Yüksekova], et dans les villages alentour, il y avait des laboratoires clandestins. »

La drogue, explique le repenti, était ramenée depuis les zones frontalières avec l'Irak ou l'Iran par hélicoptère jusqu'à Van, Malatya ou Diyarbakir, puis « acheminée par la route jusqu'à Istanbul ou Edirne [partie européenne de la Turquie]. En fait, tout le monde avait une carte d'identité spéciale et une plaque minéralogique officielle. Les res-

ponsables de la sécurité routière étaient prévenus dès qu'un convoi s'apprêtait à partir». (...) Affirmant avoir « effectué ce travail pendant deux étés », Mustafa Gun dit avoir vu passer « pas moins de 500 kilos ». Des saisies furent effectuées à grand bruit, mais les quantités de drogue censées être détruites étaient « soigneusement conservées » et c'est en fait « de la farine arrosée d'acide qui fut brûlée », explique-t-il.

Selon ce repent, « la lutte pour le contrôle » de cette manne juiveuse entraîna « des accrochages entre les militaires, la gendarme-

rie et la police ». Il cite les acteurs du trafic, avec lesquels il était en contact, tel « le commandant des gardes-frontières de Yüksekova [frontière iranienne], chargé de l'acheminement de la drogue ; un colonel de l'armée basé à Istanbul, et un autre colonel stationné à Edirne [frontière bulgare]. Cette configuration facilitait le transport. Bien sûr ces gens avaient été nommés par Ankara. » Il explique que les prix montent au fur et à mesure que l'on s'éloigne des lieux de production : « 1 000 deutschemarks en Iran,

2 000 deutschemarks à Yüksekova, 5 000 deutschemarks à Istanbul. »

« HÉROÏNE 1 » ET « HÉROÏNE 2 »

Une autre personne citée par l'ancien peshmerga est Mustafa Bayram, un député de la région de Van (Kurdistan), élu sur les listes de l'ANAP (centre droit), qui vient de voir son immunité parlementaire levée le 27 mars, après avoir été pris, la main dans le sac, en train de proposer à la vente... deux tableaux de Pablo Picasso.

Ce riche notable kurde de Van

possédait, dans cette ville, deux hôtels que les habitants avaient surnommés « héroïne 1 » et « héroïne 2 », a récemment commenté la presse locale. Ce député de choc - condamné entre autres pour avoir commandité deux homicides et pour le transport de 7 kilos d'héroïne dans son coffre de voiture en 1985 - avait pour habitude de dire : « Moins de 20 kilos, c'est pas à moi, au-dessus oui », rapporte le repent.

Marie Jégo

TURQUIE

UN GUIDE DES TERMES, ÉTABLI PAR LE MINISTÈRE TURC DE L'INTÉRIEUR, DONNE LE VOCABULAIRE À EMPLOYER LORS DES REPORTAGES SUR LA QUESTION KURDE

Le ministère turc de l'Intérieur a publié un guide destiné à la chaîne de télévision nationale turque (TRT) sur le vocabulaire à employer lors de reportages sur la question kurde.

La note d'information, adressée au directeur général du TRT, précise : "Nos diffusions à l'étranger sont considérées comme la voix de la République turque. Aussi est-il important que ces émissions soient alignées sur nos objectifs et politiques nationaux. Par conséquent, il est nécessaire de prendre en considération [cette note] lors de la préparation des programmes dans le cadre des opérations psychologiques".

"Il est nécessaire de s'assurer que les médias ne fourniront pas d'informations susceptibles d'affecter négativement les opérations contre-terroristes. Le fait que les activités terroristes soient terminées ne veut pas dire que le danger du terrorisme soit disparu. Aussi, les organes de média devraient continuer de soutenir et montrer de l'intérêt au combat contre le terrorisme et diffuser des programmes donnant du moral et de la motivation au peuple" poursuit la note. "Au moment où les activités terroristes sont suspendues, les médias devraient utiliser toutes les opportunités pour encourager les groupes qui se sont placés dans le camp de l'État, les assurer qu'ils reçoivent l'attention nécessaire et que l'État les soutiendra toujours" ajoute-t-il. Voici quelques-uns des termes contenus sur la liste du ministère :

- Pour "guérilla, rebelle" utiliser: "terroriste, facteur terroriste, hors la loi, bandit".
- Pour "peshmerga, réfugié" utiliser: "Les Irakiens du nord, ceux qui cherchent un abri".
- Pour "soulèvement, soulèvement kurde, la guerre de libération nationale kurde, la lutte kurde pour la liberté, la rébellion kurde, le soulèvement armé, la rébellion" utiliser: "les activités terroristes".
- Pour "PKK, KAWA, KNK, les pro-Apo" utiliser: "l'organisation terroriste du PKK, l'organisation terroriste sanguinaire, le réseau d'assassinats".
- Pour "Opération, opération de nettoyage" utiliser: "recherche de terroristes et de criminels".
- Pour "opération de sécurité, opération de sauvegarde de la paix" utiliser: "poursuite de criminels".
- Pour "commandant, gouverneur, gouverneur du district" utiliser: "officiel".
- Pour "Kurde, Kurde de Turquie, race kurde, citoyen kurde" utiliser:



19 AVRIL 2001

"citoyen Turc".

- Pour "origine kurde, citoyen d'origine kurde, peuple de race kurde" utiliser: "citoyen turc / nos citoyens définis kurdes par les cercles séparatistes".
- Pour "Apo" utiliser: "terroriste Ocalan".
- Pour "base de l'organisation, camps, les QG en Turquie" utiliser: "abri terroriste, refuge terroriste".
- Pour "organisation Marxiste-Léniniste" utiliser: "organisation terroriste" à noter que le fait que l'organisation à une tendance marxiste léniniste peut être utilisé à l'étranger.
- Pour "l'épisode d'Ocalan à Rome" utiliser: "le refuge de chef terroriste à Rome".
- Pour "villages évacués, villages incendiés" utiliser: "villages désertés, villages désertés par le peuple".
- Pour "habitant du Sud-Est, peuple du Sud-est anatolien, peuple de l'Est et du Sud-est anatolien" utiliser: "nos citoyens vivant dans l'Est de la Turquie".
- Pour "Le parlement kurde en Exil" utiliser: "réunion tenue sous le contrôle de l'organisation terroriste du PKK".
- Pour "député kurde, Parlement kurde" utiliser: "membre de l'organisation terroriste".
- Pour "guerre de faible intensité" utiliser: "contre-terrorisme".
- Pour "État kurde" utiliser: "la Formation, entité dans le nord de l'Irak".
- Pour "leader kurde" utiliser: "les chefs de tribus, chef dans le nord de l'Irak".

Interpellation d'une soixantaine de clandestins près de Lecce (sud)



ROME, 19 avr (AFP) - 15h37 - Une soixantaine d'immigrés, en majeure partie des Albanais et des Kurdes, ont été interpellés jeudi par la police italienne dans le sud de la péninsule, après avoir débarqué clandestinement dans la nuit, notamment sur les plages de San Cataldo, près de Lecce (Pouilles).

Les clandestins, avec parmi eux des Chinois, Indiens, Irakiens, Macédoniens, Serbes et une Kosovare, ont été conduits à Otrante (sud) pour y être identifiés en vue de leur expulsion.

Ce sont les premiers débarquements enregistrés par la police italienne après deux semaines de météo défavorable, qui a fait reculer les candidats à l'immigration, partant le plus souvent à bord de petites embarcations depuis les côtes albanaises.

Parallèlement, un ferry avec à son bord une dizaine d'Albanais et un Slave entrés illégalement en Italie et frappés d'un arrêté d'expulsion a quitté le port de Brindisi.

Immigration clandestine: nouvelles arrestations dans le port de Patras



ATHENES, 22 avr (AFP) - 12h46 - La police du port de Patras (ouest) a arrêté samedi soir, pour la deuxième journée consécutive, un camionneur grec qui transportait quatre immigrés clandestins Kurdes irakiens, en route vers l'Italie, a indiqué dimanche le ministère de la Marine marchande.

Les policiers de la capitainerie ont découvert les quatre immigrés dans une cache spéciale aménagée dans le camion conduit par Costas Kourtidis, 42 ans, a ajouté un communiqué du ministère.

Le camion chargé de coton devait embarquer à bord d'un ferry grec à destination d'Ancône en Italie.

Le contrôle a été effectué "dans le cadre des contrôles intensifs pour lutter contre le transport illégal de clandestins en Italie", a précisé le texte.

Le véhicule a été saisi et les cinq hommes ont été conduits dans la prison de la capitainerie jusqu'à ce qu'ils soient déférés devant un procureur.

Le ministère avait annoncé samedi que la police portuaire de Patras avait arrêté dans la nuit de vendredi à samedi un camionneur grec qui transportait 28 Kurdes irakiens et trois Pakistanaïs, dans une cache spéciale aménagée dans la remorque.

Chargé de bois, le poids-lourd devait embarquer à bord d'un ferry grec à destination de Brindisi en Italie.

La police portuaire a renforcé ces derniers mois ses contrôles à Patras, principal lieu de passage pour les immigrés, essentiellement kurdes, qui tentent de se rendre en Europe occidentale, via l'Italie. Quatorze d'entre eux ont péri dans un incendie à bord d'un ferry en novembre 1999 au large du port.

TURQUIE: « NOUS PAYONS PAR LE SANG, PAR LA VIE »

Istanbul de notre correspondant

Visage pâle, le front ceint d'un bandeau rouge, symbole du martyr, Zehra Kulaksız, 22 ans, couchée dans son lit, parle doucement. « En Turquie, pour que les droits de l'homme soient respectés, il faut payer et parfois la facture est lourde. Nous payons par le sang, par la vie. » Hier, elle entamait son 149^e jour de la grève de la faim à mort pour soutenir ses camarades dans les prisons. Lundi, elle a perdu, à Izmir, sa sœur Canan, prisonnière politique accusée d'appartenir au DHKP-C (Parti-Front révolutionnaire de la libération populaire, une formation d'extrême gauche interdite). Canan est l'une des quatorze grévistes de la faim décédés depuis dix jours en Turquie. Cinq cents autres, une partie en prison, une autre en dehors, poursuivent le mouvement et, selon l'ordre des médecins, soixante d'entre eux sont à l'article de la mort.

Depuis septembre dernier, les grévistes protestent contre l'entrée en vigueur d'une réforme carcérale qui, avec l'aval du Conseil de l'Europe, vise à abolir les grands dortoirs surpeuplés, propices aux mutineries, et à transférer les détenus vers des prisons de haute sécurité, dotées de petites cellules. Mais leur martyre se déroule dans une totale indifférence en Turquie, comme dans les pays d'Europe qui n'ont toujours pas réagi à l'hécatombe.

A deux pas d'Etiler, le quartier le plus chic d'Istanbul, tout près du second pont sur le Bosphore, Armutlu n'est qu'un bidonville peuplé essentiellement d'alévites, une secte minoritaire opprimée, proche des chiïtes. Les étoiles rouges et les mots d'ordre du DHKP-C s'étalent sur les murs de la rue. Quatre femmes et un homme y font la grève à mort, dans une petite maison misérable.

Répression et censure. Zehra ne mâche pas ses mots: « Vous êtes venus quand vous avez senti l'odeur du sang alors que nous sommes en grève depuis six mois. Le soutien de l'opinion publique a soudain cessé à la suite des massacres du 19-22 décembre (un violent assaut de la gendarmerie pour briser la grève dans une vingtaine de prisons du pays qui s'est soldé par 34 morts, ndr). Car il y a beaucoup de répression et de censure. Vous le savez bien. »

Dans la chambre s'entassent cinq lits et deux petites tables sur lesquelles un flacon d'eau de Cologne voisine avec quelques quotidiens et un bouquet d'œillets. Sur les murs, des pancartes rouges écrites à la main: « A bas le fascisme! Vive notre lutte! », et un portrait du cinéaste-culte Yilmaz Güney (Grand Prix du Festival de Cannes en 1982 avec Yol). Zehra explique pourquoi elle a arrêté, il y a deux mois, de prendre de la vitamine B1, qui permet de prolonger la grève de la faim en évitant de s'étouffer: « Nos ca-



Les obsèques d'un gréviste de la faim, le 15 avril à Diyarbakir. Depuis septembre dernier, les détenus protestent contre l'entrée en vigueur d'une réforme carcérale.

marades en prison ne les prennent plus depuis les massacres de décembre. Alors nous non plus... »

Fatma Sener, 22 ans, grande, sportive, presque souriante, en est, elle, à son 155^e jour de grève de la faim. Dans « la maison de mort politique », il y a aussi sa camarade Senay Hanoglu, une quadragénaire avec qui elle a commencé l'action, mais qui n'est pas en état de répondre à nos questions. La quatrième gréviste Hülya Simsek dort.

« Les médecins m'ont dit que la résistance du corps à la faim dépend également de la psychologie, donc du moral. Et puis j'étais nageuse quand j'étais à Erdek (Marmara, ndr) avant de venir à Istanbul pour faire des études de philosophie », explique Fatma. Elle boit sa fiçek: « C'est du sucre, du sel, du citron et de la menthe. C'est très bon pour l'équilibre et la tension. Mais il ne faut pas prendre plus de trois verres par jour, sinon ça fait grossir. On prend également du thé et du tilleul. » Un médecin passe voir les grévistes de la faim deux fois par semaine.

Rumeurs. Fatma n'a pas de parent en grève de la faim en prison mais explique sa solidarité: « D'abord, je soutiens entièrement leurs revendications. Et puis ici, c'est ouvert au public. Les gens et les journalistes peuvent venir nous voir. Ainsi, on peut démentir les rumeurs diffusées par l'Etat selon lesquelles les prisonniers

se nourrissent clandestinement. » La jeune femme estime que les cinq d'Istanbul, les trois d'Izmir et le dernier de Mersin (Sud) qui font la grève à mort dans les maisons peuvent servir à mieux informer l'opinion publique: « Un mort silencieux ne sert à rien. »

Jeune volontaire. Resit Sari, grand, maigre, cheveux blancs, un peu plus de 40 ans, est le seul homme de la maison. « J'ai passé deux ans à Omraniye, une prison d'Istanbul. J'ai été libéré le 14 décembre dernier, cinq jours avant le massacre. Je participe à la grève à mort uniquement pour démentir la propagande selon laquelle les prisonniers sont forcés de cette grève par des ordres de l'organisation. Non, ce n'est pas vrai. Ici, je suis libre et je jette volontairement », dit-il gravement. Au 126^e jour de son action, il ne peut plus marcher sans aide. « J'ai mal aux muscles et j'ai des trous de mémoire. Mais je fais les mots croisés des quotidiens populaires pour faire travailler ma tête », sourit Resit. Jusqu'à jeudi dernier, sept grévistes vivaient dans cette maison. Deux femmes « sont parties vers l'immortalité », selon Resit. « Je sais que ma mort est inévitable. Mais je sais aussi qu'elle servira à quelque chose. J'aime la vie, je veux vivre moi aussi, mais dans de telles conditions ce n'est pas vivre réellement. » Optimiste, il veut croire que le gouvernement « sera obligé de satisfaire les revendications des prisonniers, qui sont au fond uniquement d'ordre démocratique et humanitaire. Alors, nos camarades des prisons mettront fin à leur action et nous les suivrons » ●

Début de négociations

Le ministre turc de la Justice, Hikmet Sami Türk, se voulait hier, optimiste sur l'issue du conflit des prisons. « Nous sommes sur le point de trouver un compromis », a-t-il dit après une rencontre avec le ministre de l'Intérieur et le vice-premier ministre, portant sur les conditions d'isolement des détenus coupables d'actes de terrorisme. Selon le secrétaire général de l'Association des droits de l'homme, Selahattin Esmen, « des progrès ont été faits dans la bonne direction ». En Europe, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie (Detudak) a multiplié ces derniers jours ses actions. (D'après AFP)

RACIP DURAN

WASHINGTON INSTITUTE for Near East Policy
April 19, 2001

MANAGING U.S.-TURKISH RELATIONS: AMBASSADOR MARK PARRIS

On April 17, 2001, Mark Parris, former U.S. Ambassador to Turkey, delivered the Fourth Annual Turgut Ozal Memorial Lecture at The Washington Institute. The following are excerpts from his remarks. You can view the speech in its entirety at www.washingtoninstitute.org/media/parris.htm.

"Let me relate . . . some lessons I learned while holding down what is arguably the best job to which a career foreign service officer can aspire."

Lesson One: "Turkey is important . . . The new administration, based on what it has said and done since January, understands this."

"One reason [for Turkey's importance], of course, is its location and the issues that come with that geography--big issues, issues that have literally made or broken past administrations' foreign policies: Russia; the Caucasus and Central Asia; Iran; Iraq; post-Asad Syria; Israel and the Arab world; Cyprus and the Aegean; the Balkans; the European Security and Defense Initiative (ESDI); drugs, thugs, and terror. I would submit that no administration can achieve its objectives on any of these issues unless the Turks are on the same page.

"A second reason Turkey is important is as a paradigm--Western and Eastern. European and Asian (and Middle Eastern to boot). Muslim and secular. Democratic and authoritarian. Market oriented and statist. Turkey combines within itself characteristics that anywhere else would be assumed to be incompatible. And that makes it a unique role model for a large number of states in the region and in the world . . . Finally, Turkey is important as an economic partner . . . [it has] a large, young, skilled population; a \$200 billion economy; plentiful water and other natural resources; a great location; an increasingly business and investment-friendly legal and bureaucratic environment; and sophisticated entrepreneurs with increasing regional and global reach . . .

" . . . The United States is far more often than not the demandeur in this relationship. There are very concrete things we need from Turkey for our policies in the region to succeed . . . there [is not] any fundamental inconsistency between American and Turkish interests. Like at no time before in our history, this is a relationship of equals. Equals who, free of the distortions of foreign aid and other dependencies, have remarkably overlapping interests. We have truly become, to use the term Bill Clinton coined in November 1999, 'strategic partners.'"

Lesson Two: " . . . One cannot assume the Washington foreign policy apparatus will consistently accord Turkey the time, attention, and expertise warranted by its intrinsic importance."

"U.S. policy toward Turkey is far too often driven, and ultimately made, through a series of ad hoc decisions, and as a function of disparate, frequently contentious issues . . . What easily gets lost is the big picture . . . Turkey has become more, not less, important to the U.S. since the end of the Cold War." Lesson Three: " . . . to manage relations with Turkey successfully you need an unusually well-defined policy framework."

"In the second Clinton administration . . . the existence of an authoritative [five-point] policy framework encompassing the full range of U.S. interests in Turkey was a constant reminder to our bureaucracy and our general public of what the United States stood to lose if it allowed any one issue or set of issues to dominate our agenda. It helped focus officials on both sides. And it empowered those responsible for keeping balance in the relationship vis-à-vis those whose duties naturally led them to focus on individual issues."

Lesson Four: " . . . no matter how well intentioned or adept the U.S. side of the equation, you will only get so far without a coherent, effective Turkish partner."

" . . . The government formed by Bulent Ecevit mid-way through my tour proved during the final months of 1999 to be the most productive and effective of any since the time of Turgut Ozal . . . During this period, Turkey passed laws and constitutional amendments that eliminated longstanding disincentives to foreign investment; overhauled its social security system; passed deflationary budgets; began to dismantle the state of emergency regime; tackled reform of the criminal and penal code; found ways to release significant numbers of persons jailed on expression charges; supported important diplomatic initiatives in the Caucasus and Middle East; passed legislation to facilitate construction of the Baku-Ceyhan pipeline; concluded a stand-by agreement with the International Monetary Fund (IMF); and achieved European Union (EU) candidacy on the same basis as other aspirants . . . for

six months, Turkey confounded its perennial skeptics with a display of national unity, purpose, and resolution that will long be remembered. As the new millennium dawned, its prospects looked bright indeed."

Turkey's Crisis

"The [current] difficulty, as so often in Turkey's past, is not in diagnosing its economic ills and prescribing a cure. It is in reestablishing confidence that, this time, the course of treatment will be followed to completion . . . It would be just plain wrong for Turks to fall into the trap of laying the blame for the current crisis on the IMF or other imagined enemies abroad. Playing the nationalist card might produce short-term partisan gains. But it can only obscure the honest, fact-based self-analysis that will be necessary to pass the program that Minister [Kemal] Dervis has proposed as quickly as possible, and to put Turkey back on the road to recovery.

". . . [Dervis'] reform package is not passed--and soon--the costs to Turkey are almost certain to be greater than in past crises, and probably much greater . . . In contrast to previous downturns, the November and February crises have affected not just those at the bottom of the economic ladder, but much wider strata throughout Turkish society, and representing all its institutions.

". . . If Turkey's Parliament and government in the days ahead do take the steps necessary to establish confidence and transparency in the nation's economic institutions, there is every reason to expect enthusiastic support by international financial institutions and friendly governments. And there is every reason, under these circumstances, to expect Turkey's remarkably resilient economy to bounce back powerfully in the months and years ahead."

This Special Policy Forum Report was prepared by Niyazi B. Günay.

* * * * *

U.N. Rights Forum Condemns Iraq for "Terror"

Reuters - 18 Apr 2001

GENEVA, April 18 (Reuters) - The United Nations Commission on Human Rights on Wednesday strongly condemned Iraq for its "all-pervasive repression" and "widespread terror." The 53-member state forum, holding its annual six-week session, adopted a European Union (EU) resolution which also extended by one year the mandate of its special independent investigator for Iraq, Cypriot diplomat Andreas Mavrommatis. Mavrommatis told the forum in a report last month that he had continued to receive accounts of alleged arbitrary executions and torture of detainees in the past year. The EU resolution was approved by a vote of 30 states in

favour and three against with 19 abstentions.

"The resolution is therefore adopted," chairman Leandro Despouy announced after the public roll-call vote in Geneva.

The United States, Britain and France -- Gulf War allies -- voted in favour of the EU text. The other two permanent Security Council members, China and Russia, abstained. Saudi Arabia voted in favour of the resolution, while Qatar and Syria abstained, expressing their concern over sanctions against Iraq which they said were harming innocent civilians. Libya and Algeria voted against the EU text. Iraqi Foreign Minister Mohammed Saeed Al-Sahaf addressed the Commission last week and condemned the United States and Britain for their continued air raids on his sanctions-hit country.

The EU resolution "strongly condemns the systematic, widespread and extremely grave violations of human rights and of international humanitarian law by the Government of Iraq, resulting in an all-pervasive repression and oppression sustained by broad-based discrimination and widespread terror."

It denounced Iraq's repression of basic freedoms including those of thought, expression, information, association and assembly "through fear of arrest, imprisonment, execution, expulsion, house demolition and other sanctions."

The text condemned Iraq for executions "including political killings and the continued so-called clean-out of prisons," as well as abuses including "rape as a political tool," disappearances, arbitrary arrests and detentions and torture.

The resolution called on Iraq to take steps including establishing an independent judiciary and abrogating all decrees allowing cruel punishments such as mutilation.

It also urged Baghdad to respect the rights of all ethnic and religious groups and end "the practice of forced deportation and relocation" against the Iraqi Kurds and other groups.

Finally, the text called on Iraq, which invaded Kuwait in August 1990 and occupied the emirate six months, to cooperate in resolving the fate of several hundred missing persons, including Kuwaiti prisoners of war and people from other countries.

* * * * *

Turkish Hunger Strikers Dying

AP - 20 April 2001

By HARMONIE TOROS, Associated Press Writer

ISTANBUL, Turkey (AP) - After months of surviving on sugared or salted water, Zehra Kulaksiz lies on a cot in a makeshift house in the poor outskirts of Istanbul with barely the strength to talk.

On the wall above her head is a picture of her 19-year-old sister, Canan, who died of starvation Sunday to protest the treatment of leftist inmates in Turkey's prisons. The prisoners have been transferred to new cells where they are isolated and, according to their families, beaten daily.

"We want to show the outside world how people die in the cells," said Kulaksiz, a pale 22-year-old economics student who now weighs only 86 pounds.

Despite the deaths of 14 hunger strikers, Turks and most in the West are largely ignoring the plight of Kulaksiz and 230 other fasters, including 222 prisoners loyal to left-wing groups.

Turks instead are focusing on a crippling domestic economic crisis and have little sympathy for radical leftist militants suspected of organizing the hunger strikes to give prominence to their cause. And there has been little reaction in Europe, possibly because the leftist militants are not popular there.

International human rights groups, however, have urged Turkey to end its policy of isolating prisoners, which they say harms mental and physical health.

"The state will not bow its head under pressure from those who force their own friends to die," a defiant Prime Minister Bulent Ecevit said Thursday.

The strikers, however, are convinced that their plight - and if necessary their death - will make a difference.

In 1996, 12 inmates starved themselves to death before the government abandoned plans to transfer prisoners to remote jails where they faced solitary confinement.

"If people don't die, nothing changes in this country," said Resit Sari, who has been fasting since December. He lives in a small house along with Kulaksiz and three other strikers. Hunger strikers like Kulaksiz and Sari suffer from severe weakness, insomnia and muscle and stomach pains. Although they prolong their lives by drinking water with salt, sugar and lemon, protein drinks and sometimes eating a little food, they eventually go blind and later die.

Most of the hunger-striking prisoners are convicted members of the outlawed Revolutionary People's Liberation Army-Front or similar armed Marxist organizations that have claimed responsibility for scores of attacks and assassinations over the past decade. "The public has not looked upon this phenomenon with sympathy. They think it is a project of terror groups," said Ilter Turan, political scientist and dean of Istanbul's Bilgi University.

In the old prisons, leftist inmates lived a communal life in large dormitory-style wards. Each political group controlled its own ward, where inmates were given physical and political training. When soldiers raided 20 prisons throughout the country in December, inmates resisted for four days with guns, makeshift flame-throwers and

fire-bombs. The clashes left 30 inmates and two soldiers dead. Turkey's media have concentrated on an economic crisis that has seen thousands of bankruptcies and more than a half-million layoffs. Coverage is also sparse because a court in December banned the broadcast or publication of statements from outlawed leftist groups.

Some analysts say that the determination of leftist organizations to resist the transfers may also stem from the fact that the prisons had become their main power base since more members were inside jail than outside. There are only a few thousand members of armed leftist groups in Turkey.

"Through the transfer, they lose that power base within the prison system and their manipulative power over the members," said Dogu Ergil, political science professor at Ankara University. On Thursday, Justice Minister Hikmet Sami Turk said that the government was drafting laws that would allow prisoners in small cells - one to three people - to participate in communal activities and would permit civilian inspections of prisons. The leftist prisoners want to return to the ward system, but Turk and Ecevit have ruled that out.

President Ahmet Necdet Sezer urged parliament Friday to quickly pass the proposed laws and called on the hunger strikers to end their fast. Presidential spokesman Metin Yalman added that Sezer was waiting for "the inmates to end their actions and give a chance for the changes to be implemented."

The prisoners rejected the offer and were demanding an immediate return to the ward system and direct negotiations with the government, Ozgur Tayad, a prisoners' solidarity group, said in a statement.

* * * * *

Iran Threatens New Attacks on Iraq-Based Rebels

Reuters - 19 April 2001

TEHRAN (Reuters) - Iran threatened Thursday to launch more strikes against Iraq-based rebels unless they ceased cross-border raids, after telling the United Nations its missile strikes Wednesday were "defensive."

A Revolutionary Guards commander said the missile attack against bases of the opposition People's Mujahideen Organization in Iraq was a "warning" to the heavily armed group to cease its attacks in Iran, Iranian state television reported. "In the event of a repeat of sabotage and terrorist acts by the (Mujahideen), the Revolutionary Guards are prepared to continue their strikes until their definitive destruction," the Guards' air force chief was quoted by television as saying.

The Iranian U.N. ambassador earlier told the Security Council chairman that Tehran's missile strikes were in self-defense after the rebels launched attacks in Iran, the official IRNA news agency said. Iraq said Thursday its air defenses had shot down an unmanned Iranian reconnaissance aircraft, or drone. Baghdad said earlier Tehran had fired 56 Scud missiles at Mujahideen camps. The Mujahideen said its forces shot down another drone. The group put the number of missiles fired at 66. It said one of its members had been killed along with several Iraqi civilians, and several people wounded. Tehran said it had acted in self-defense according to the U.N. charter, in retaliation for a wave of attacks by the Mujahideen, Iran's main armed opposition group.

IRNA quoted Iran's letter to the Security Council as saying six Mujahideen bases in Iraq were hit.

Tehran regularly criticizes the Iraqi government for its support of the Mujahideen. Iraq in turn accuses Iran of sheltering Iraqi Shi'ite Muslim dissidents. The two countries fought a ruinous war from 1980 to 1988 and still have bitter disagreements over many issues including the repatriation of prisoners of war.

* * * * *

Russia calls for dialogue in Iraq-Iran dispute

AFP - 20 Apr 2001

MOSCOW, April 20 (AFP) - Russia expressed "deep concern" Friday over cross border fighting between Iraq and Iran, calling on both sides to open direct negotiations. "We call on both sides to display utmost constraint and sensibility, to do everything possible to prevent an escalation of the situation," said foreign ministry spokesman Alexander Yakovenko.

"These sorts of events only complicate an already tense situation in the Persian Gulf," he said. "Russia firmly believes that disputes must be resolved solely by negotiations based on accepted international norms."

Russia is currently trying to build economic ties with both Baghdad and Tehran, calling for an end to international sanctions against Iraq and negotiating new arms sales to Iran.

Tehran said it hit six bases of the main Iranian armed opposition group, the Iraq-based People's Mujahideen, almost simultaneously Wednesday. It called the strikes "limited and defensive," while Baghdad said they were the biggest since the end of the 1980-88 war. In response, Iraq claimed to have shot down an unmanned Iranian spy plane northeast of Baghdad.

The official Iraqi news agency earlier Friday that the death toll from a wave of Iranian missile strikes on Iraqi territory has risen to six, with more than 36 others wounded. Meanwhile a top Iranian military commander vowed Tehran's attacks against the People's Mujahideen would continue until the group is "annihilated."

* * * * *

Iraq says Iran committed new attack against it

Arabic News - 20 Apr 2001

"The Iranian regime on Wednesday between (04:00-07:00) a.m. committed a new aggression against Iraq. It fired 56 surface-to-surface missiles at Iraqi cities of Basra, Kut, Khalis and Jelawla, causing serious destruction and damage," said an official Iraqi news agency report.

The report said "Let the Iranians, at the forefront of which those officials who were not in the authority when the Iranian aggression on Iraq started in September 4, 1980, understand that such behaviours then ended with a war lasted for 8 years. So, if the Iranian officials wanted in such aggressive act to give indications that will bring them closer to the Zionism and America, or to implement their security agreement with the Saudi agents, we say to them that we and our people and army work to get an opportunity of honour.."

The agency report that two civilians have been killed and 19 wounded in the cities of Jelawla, Khalis and Muqdaidiya at Diala province adding "Some houses, a mosque, Jelawla Trade Preparatory school have been destroyed." The Iranian official news agency quoted Brigadier-General Ahmad Kazemi, a senior chief with the Islamic Revolutionary Guards Corps as saying "Iran's attack against the terrorist MKO (Mujahideen Khalq Organization) was a warning to the group to halt its "sabotage and terrorist operations." The INA reported that the Iranian ambassador to the United Nations on Wednesday told the Security Council chairman that Iran's attack against Iraq-based rebels was a "defensive" move and that the Mujahideen Khalq organization has carried out several rocket attacks and assassinations in Iran's big cities in recent months.

Meantime today, the BBC report that Iraq on Thursday shot down an unmanned Iranian spy plane north east of Baghdad.

* * * * *

Al-Assad receives a telephone call from Bush

Arabic News - 20 Apr 2001

Syria's President Bashar al-Assad on Thursday received a telephone call from the US President George Bush in which the US President expressed his appreciation for the high spirits President al-Assad enjoys, his concerns over the grave situation in the Middle East and the determination of the US to continue involving in work to deal with the situation and to use its influence until just and comprehensive peace is attained in the region. He called on Syria to practice most degrees of self- control.

For his part, President Bashar al-Assad stressed to the US President that the situation in the region is so grave and that Israel has directed a direct blow to the peace process, which has entered the intensive care unit, following the Israeli aggression and is now in a state of coma, especially following contradictory statements made by the UN secretary general Kofi Annan and the official spokesman for the US state department, noting that statements of

both men provoke the feelings of Arab citizens everywhere. President Bashar al-Assad explained to President Bush that he had earlier stressed both to the UN secretary general Kofi Annan and to the US secretary of state that settling standing problems will be only through talking to the Arab street and taking it into account. The main problem lies in these two statements in that they did not give things their due names (i.e. not labeling the Israeli action aggression), noting that Syria has been always committing to peace while what Israel has done against Syria is an aggression by the full meaning of this word. President al-Assad asked the US President to be brave and to call things by their actual names, describing what Israel had done as an aggression.

The President continued: "we fully hold Israel responsible for what is taking place in the region. Committing to peace means to fight any aggression and this means fighting against what Israel is making. We, through our commitment to defending peace, our rights and dignity, preserve our right to repel this aggression the way find it proper." The President also explained that the repeated calls for self-control is no more useful, noting that the reality should be diagnosed so as to reach tangible solutions for debated problems.

President Bush said that what he has heard from President al-Assad will help him to understand the region and the situation in the Middle East and will help the US to carry out her due role to alleviate the tension and halt violence.

* * * * *

Khatami pushed to run for re-election

UPI - 19 April 2001

By MODHER AMIN

TEHRAN, Iran, April 19 (UPI) -- In a letter to President Mohammad Khatami, some 225 members of Iran's Parliament urged him "not to hesitate about seeking re-election" in upcoming presidential elections, media reports said on Thursday.

"We, as the representatives of the people, are confident that an overwhelming majority of the nation wants you to continue with your plans (of reform)," the letter said. "The people only expect you not to abandon them (in their pursuing the reform movement) at this sensitive juncture. Do not hesitate in announcing your re-election bid and end all the worries by responding positively to the public wishes and demands," the letter added.

The signatories represent more than 75 percent of the 290-member parliament.

Khatami's silence on whether he would seek a second term in the June polls has created concern not only within the president's reformist camp but also within the moderate conservatives who see Khatami as a bridge between the younger generation and the Islamic revolution.

"The moderate conservatives believe that losing Khatami would be tantamount to the younger generation turning its back on the revolution," said Sadeq Zibakalam, a political science professor at Tehran University.

Although all reformists are certain that Khatami would be re-elected if he stood in the polls, they fear a slim margin of victory for him which would be considered as a win for the conservative rivals. "They (the reformers) want this election to be a landslide, a referendum for Khatami," said analyst Dariush Abdali. Another analyst, Iraj Rashti, said that even votes totals matching Khatami's 1997 landslide victory would be "a failure in his (Khatami's) eyes."

The moderate cleric swept to office in 1997 with some 20 million votes -- nearly 70 percent of the ballots cast. But a weaker show of support this time around would amount to a victory for hard-liners, who, in a month before the candidates' filing deadline on May 6, intensified attacks on reformers in an effort to what political observers say "discourage Khatami from seeking re-election."

In recent weeks, the judiciary, dominated by hard-line conservatives, has arrested dozens of prominent reformist figures, closed more newspapers and banned a main opposition party on charges of attempts to overthrow the Islamic establishment. "The conservatives know that if Khatami runs again, no one can stop him, so they are using the judiciary to weaken the reform camp, to reduce the votes for Khatami and lower his popularity, so he has less of a mandate in his second term," said a newspaper editor in Tehran who refused to be quoted by name.

* * * * *

DOSSIER

Immigration clandestine,
filières mafieuses, prostitution...

ENQUÊTE SUR LES

d'hommes

Ce sont les nouveaux marchands d'esclaves. Sur le malheur des réfugiés politiques et économiques qui affluent vers l'Europe, la traite moderne a construit sa prospérité. Passeurs avides, filières clandestines, mafias et réseaux de prostitution contrôlent les routes de l'immigration illégale, trafiquant des êtres humains comme d'autres des marchandises. Comment sont-ils organisés ? Quels sont leurs liens avec le crime organisé ? Et quel sort réservent-ils aux candidats à l'exil ? Isabelle Monnin, Marcelle Padovani, Ursula Gauthier et Matthieu Croissandeau ont enquêté sur les négriers du XXI^e siècle

« **L'**Angleterre à deux pas », dit la pancarte sur l'autoroute qui mène à Calais. Oui, si proche qu'on peut la caresser des yeux par jour de beau temps. 34 kilomètres – une demi-heure de train ou de bateau. Mais si lointaine quand on n'a pas de papiers : plusieurs semaines, parfois plusieurs mois sont nécessaires pour réussir à s'y glisser. Alors les voyageurs parallèles attendent le moment propice, la faille. Ils ne sont pas à un contretemps près. Certains ont déjà parcouru des milliers de kilomètres, alors 34 kilomètres... Pourquoi l'Angleterre ? Parce que, de tous les pays occidentaux, c'est celui où la vie dans la clandestinité est le moins dangereuse : pas de contrôles d'identité et possibilité de travailler sans papiers. C'est d'autre part la destination privilégiée pour tous les anglophones du tiers-monde.

Sangatte : à quelques kilomètres du port et du tunnel sous la Manche, le petit village ne se doutait pas qu'il allait bientôt être connu dans



le monde entier. Plus que Calais, Lille ou Paris, c'est ce nom magique, Sangatte, que l'on se refile aujourd'hui à Bagdad, Téhéran ou Kaboul. Depuis son ouverture, en septembre 1999, 26 000 personnes - dont 10% d'enfants -, d'une centaine de nationalités y sont passées. Autant dire la planète. C'est un hangar, vaste comme une cathédrale, à l'écart du bourg de 800 habitants. Une grande croix rouge accueille les visiteurs sur la façade terne du bâtiment couvert d'un toit de tôle. A l'intérieur, un camp de réfugiés : une vingtaine de cabines chauffées pour dormir, des tentes ouvertes en cas de surnombre, des sanitaires en dur, des tables et une cuisine, une nursery, une infirmerie où exercent des médecins bénévoles.

Dans l'espace vide et froid, errent les candidats à l'outre-Manche. Ils sont environ 300 aujourd'hui, peut-être mille la semaine prochaine. Ils attendent. Ce n'est pas un hôtel certes, mais un endroit où se (re)poser avant de repartir à

l'assaut de la forteresse. « *Un centre de remise en forme pour clandestins* », disent les Anglais. On pouvait rêver mieux. Mieux que ce froid qui vous saisit, les os glacés par le vent qui s'engouffre dans le hangar. Que ces cabines où l'on s'entasse par nationalité. La numéro 4, par exemple. Des couvertures tendues entre les parois forment de maigres cloisons. L'intimité, ce sera pour plus tard. Les lits se touchent. A peine 10 centimètres où se tenir debout.

Sous la tôle, des petites filles jouent à la marelle. De la terre jusqu'au ciel, en riant. Elles discutent en anglais. Plus loin, des garçons ont entamé une partie de foot. Hugo les regarde. Il a 13 ans, est parti d'Angola avec son père il y a plus de cinq mois. Ici, Hugo a appris le français. Il le parle très bien. Mais les écoles du coin ne veulent pas de lui. Alors il tourne en rond en attendant l'appartement promis après la demande d'asile déposée par son père. Peut-être aussi une classe, des copains plus stables que

ceux qu'il se fait ici. Evasif sur les raisons du voyage - « *Mon papa était menacé* » -, et sur son déroulement (avion jusqu'au Portugal, puis bus), Hugo dit juste que leurs faux papiers ont été repérés à la frontière anglaise. Et qu'ils n'iront sans doute pas là-bas. Sa mère est restée en Afrique. Il ne peut pas lui téléphoner. Il hausse les épaules. De combien d'années a-t-il grandi en cinq mois, Hugo ?

Les plus âgés dorment ou jouent dans leurs cabines. Quelques-uns regardent, un peu ahuris, la télé. Il faut bien passer le temps. Et prendre des forces. Tout à l'heure, sur un parking pour poids lourds ou aux abords de l'entrée du tunnel, il faudra courir. Grimper sans se faire prendre dans un véhicule qui les conduira là-bas. Une femme est à l'hôpital. La nuit dernière, elle a traversé l'autoroute dans la nuit, à pied. Accident. Coma. Reviendra-t-elle ? Dans quel état ? Tentera-t-elle à nouveau sa chance ? Et pourquoi pas ?

« On n'a rien à perdre, explique un jeune Afghan. S'il le faut, dès qu'il fera beau, on partira à la nage jusqu'en Angleterre. » Il dit ça en se marrant. Il a 25 ans ; il a quitté Kaboul depuis deux mois. Il est arrivé à Sangatte il y a trois jours. Sous son anorak orné d'un écusson « Michigan », il a enfilé trois chemises. Il dit avoir commencé dans son pays des études de

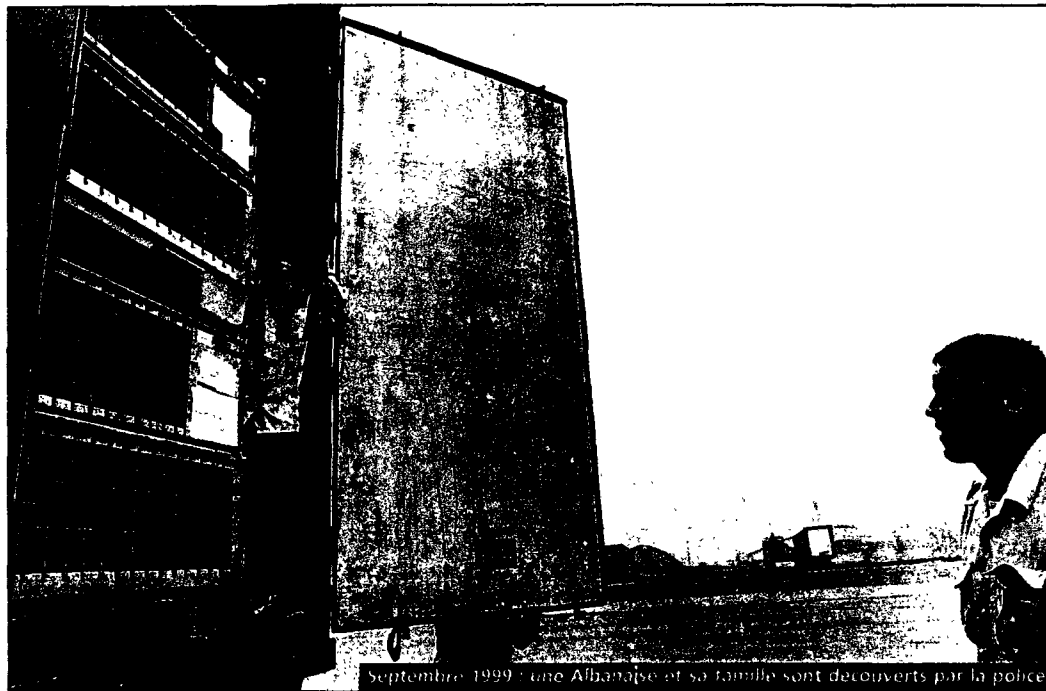
Afghan. Il a le visage émacié, fatigué. « Si tu es riche, tu peux prendre l'avion au Pakistan ou en Iran, avec de faux papiers. En trois jours, tu es à Londres. » Il désigne un de ses compatriotes, pieds nus dans des sandales de plage : « Lui, il n'a pas d'argent. Il a fait presque tout le voyage à pied, à travers les montagnes et le désert. Ça lui a pris plus d'un an. » La rapidité et le confort du voyage se paient. Les

Il y a près de 20 000 interpellations de sans-papiers dans la région chaque année. Qui ne donnent qu'exceptionnellement lieu à des poursuites judiciaires : « Quoi ? Vous voulez poursuivre des gens qui ont été torturés ? Des familles qui ont fui les bombes ? Ils parlent à cause de problèmes qui nous dépassent : des guerres civiles, des persécutions ou des catastrophes naturelles comme la sécheresse en Afghanistan. Il n'y a pas d'espoir de retour pour eux dans l'immédiat. Notre devoir est d'assurer leur sécurité. Comme tous les citoyens français, ils y ont droit ! », martèle le magistrat. Pour les passeurs, évidemment, la justice est plus intransigeante. Les peines de prison ne sont pas rares. En février, les juges ont tapé fort en condamnant un « seigneur » à quatre ans ferme.

A 22 ans, Arsalan, Kurde d'Irak, était devenu un contact obligé pour les réfugiés désireux de traverser la Manche. Il logeait à Calais dans un hôtel mais régnait sur Sangatte. Un racket organisé que les Afghans, un jour, n'ont plus accepté. Une bagarre a éclaté, la police est intervenue. « On doit absolument éviter que des monopoles ne s'installent, avec des tarifs anormaux et des méthodes paramilitaires », explique le magistrat. Arsalan est tombé.

Il est pourtant rare que les têtes des réseaux soient touchées. Les multinationales du trafic de migrants font comme les autres : hiérarchisées, bien organisées, elles mettent en première ligne les petits. Souvent Anglais ou Kurdes, toujours en grande difficulté, ce sont eux qui assument le « maillon dangereux » : le passage effectif. Les semi-grossistes ou les grossistes sont plus loin. Des rabatteurs, implantés autour de Calais, sont chargés de former les groupes et de fixer les prix. Ce sont les commerciaux, aidés dans le centre par des intermédiaires que le personnel de la Croix-Rouge a appris à renifler : « Le gars est bien habillé, parfois demandeur d'asile, toujours poli et il reste plusieurs mois. Il établit le contact avec des passeurs et prend une petite commission. Au bout d'un moment, il a assez d'argent pour partir à son tour », dit un des responsables du camp.

« Je m'appelle Azad, ça veut dire libre », dit-il en français. Hallucinant personnage qu'on dirait sorti d'un film, Azad est aveugle et hémophile. Il vient du Kurdistan irakien. Il a appris l'anglais en écoutant la BBC et le français depuis qu'il est arrivé à Sangatte, il y a deux mois. Hier, il s'est acheté un piano électrique. Il le pose le temps d'un monologue : il fait les questions et les réponses. « Pourquoi je suis parti ? Tout le monde vous répondra la même chose : pour des problèmes politiques. Combien j'ai payé ? 7 000 dollars à ce jour. Quel chemin j'ai pris ? D'Irak à Istanbul. Puis d'Istanbul à Athènes, cinquante-six heures de voyage. Nous étions 21 dans le camion. Ensuite Athènes-Rome, cinquante-quatre heures. Nous étions 5 derrière le chauffeur du camion, il le savait. Un train jusqu'à Vintimille. La voiture d'un passeur tunisien pour aller à Nice, il nous



Septembre 1999 : une Albanaise et sa famille sont découverts par la police

médecine, « mais les talibans n'aiment pas la médecine, il n'y a plus que des livres islamiques, alors je finirai mes études en Angleterre. Je veux réussir à tout prix. Tout mon argent y passera ». Même celui qu'il n'a pas : « Un ami va me prêter de quoi payer le passage. Je le rembourserai en Angleterre. » En travaillant ? Il se ferme : « Je ne sais pas. » Combien a-t-il dépensé depuis son départ ? « 5 000 dollars. » Quel chemin a-t-il emprunté pour arriver jusqu'à Sangatte ? « Je ne sais pas. » Autour de lui, un petit groupe s'est formé. « Michigan » ne veut plus parler. Sur une carte du monde étalée au mur, il montre sa ville, Kaboul. Et après ? Quel chemin ? « Je ne sais pas », répète-t-il. Il ferme les yeux. « Comme ça : on a fermé les yeux et on s'est retrouvés à Calais ! » Ça les fait rire, ils n'en diront pas plus.

« Tout dépend de ta richesse », reprend un autre

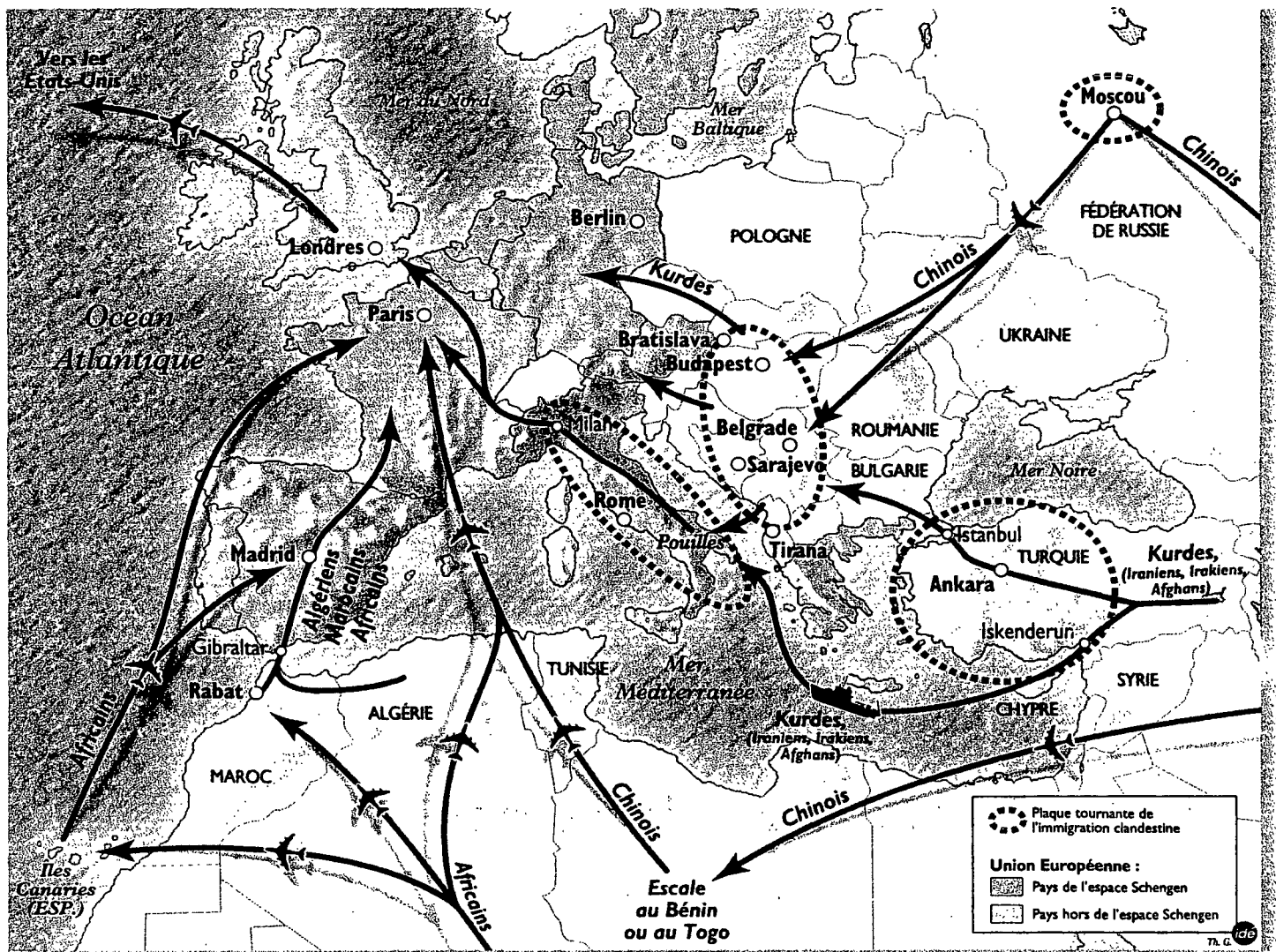
● « S'il le faut, dès qu'il fera beau, on partira à la nage jusqu'en Angleterre. »

passeurs n'ont rien inventé. « Ils pratiquent comme des tours-opérateurs, explique Gérard Lesigne, procureur de la République au tribunal de Boulogne-sur-Mer, qui traite environ 200 affaires mettant en cause des passeurs chaque année. Ils démarchent leur clientèle et l'attirent dans leurs réseaux. Bien souvent, le voyage est vendu dès le départ comme devant se terminer en Grande-Bretagne. »

France : 90 000 sans-papiers interpellés

L'année dernière, la police française a interpellé près de 90 000 étrangers sans papiers. Près de la moitié d'entre eux ont été arrêtés sur le territoire, avec des faux papiers pour 25% des cas. L'autre moitié a été interceptée aux frontières (44 815 non admis ou réadmis à l'étranger, chiffre en légère baisse par rapport à 1999). 30 950 tentaient d'entrer en France par les voies terrestres, 12 540 par les voies aériennes, et

889 par la mer. Les Kurdes d'Irak sont les plus nombreux (4 798, en hausse de presque 40% par rapport à 1999). Suivent les Kurdes de Turquie (3 438), les Marocains (3 083), les Yougoslaves (2 871), les Iraniens (2 427, contre seulement 821 en 1999) et les Chinois (1 939). Depuis le début de l'année 2001, les Afghans font leur apparition dans les statistiques policières, avec déjà quelque 7 000 interpellations. M. L.



Les principales routes de migration clandestine vers l'Europe

Les pays de l'espace Schengen ne sont plus seulement les cibles de l'immigration clandestine. La plupart sont devenus des pays de transit vers l'Angleterre, et au-delà les Etats-Unis. Europol estime à 500 000 le nombre de personnes entrant chaque année clandestinement en Europe, dont au moins 100 000 Chinois. Ces derniers empruntent de plus en plus des filières courtes, par avion, avec des visas de tourisme, vrais ou faux.

« a demandé 1 000 dollars pour trois personnes. Il nous a quand même offert le petit déjeuner. Nice-Paris en train. Et enfin de Paris à Calais. »

Azad se plaint des conditions de vie dans le camp : « On manque de sommeil et de nourriture. Or il faut être en forme pour courir quand la police vous débusque. » Il a essayé de passer onze fois. « C'est difficile. Parfois vous montez dans un camion au hasard, sans savoir où il va. Et vous vous retrouvez devant un supermarché, à Lille ou ailleurs. Une fois, le chauffeur nous a demandé de l'aider à décharger. » Mauvaise pioche.

Depuis décembre, la situation s'est corsée. Menacés de sévères amendes (environ 20 000 francs par tête), les transporteurs font la chasse aux passagers clandestins. Six mille camions transitent chaque jour par le terminal d'Euro-tunnel et le port. On dit que, certaines nuits, jusqu'à 200 réfugiés réussissent à passer. Depuis que les détecteurs de gaz carbonique sont

utilisés pour dépister la présence humaine dans les cargaisons et que 40 agents de sécurité privés ont été recrutés par la compagnie P&O Stena Line pour « sécuriser » les terminaux du port, c'est vers le tunnel que convergent les aspirants. 30 kilomètres de clôture ont été installés à l'entrée d'Eurotunnel, mais un fil, fût-il barbelé et hérissé de lames de rasoir, ça se coupe. Chaque nuit, des ombres se glissent, entrent dans le tunnel et tentent de s'agripper aux trains. Ou de sauter d'un pont. Un jeune est mort en février. Il avait probablement couru devant la locomotive, pour l'obliger à ralentir et permettre à ses covoyageurs de s'accrocher. Fauché.

D'autres empruntent des chemins plus compliqués pour « embarquer » bien avant le tunnel. « Les passeurs nous ont fait monter dans un train à Lille, raconte Tara, 17 ans, qui a fui l'Irak avec ses parents et sa petite sœur. On était

au milieu de marchandises. Au bout de deux jours, le train n'avait pas bougé d'un pouce. On avait faim et soif. On a tapé sur les parois du wagon. C'est la police qui nous a ouvert. » Le voyage de cette famille kurde est aussi effrayant que les autres : contraints de quitter Bagdad dans l'urgence, ils sont partis à pied jusqu'à Istanbul, moyennant 4 000 dollars. Au bout d'une semaine, ils ont trouvé un autre passeur qui leur a réclamé 12 000 dollars pour les emmener en Italie : deux jours et deux nuits à bord d'un Zodiac, 12 personnes terrorisées sans eau ni nourriture. Comme beaucoup d'autres croisés à Sangatte, ces gens-là sont diplômés et aisés. Ils parlent plusieurs langues. « Ingénieurs, médecins, professeurs, juristes : c'est impressionnant, toute la manière grise qui a transité par ici », témoigne Michel Derr, le directeur du camp.

En mars, la police française a démantelé une importante filière de passeurs. Dirigée de

Paris par un Turc de 39 ans, Mehmet, elle sévissait depuis plus d'un an. Des Kurdes passés par l'Italie ou l'Allemagne étaient récupérés par de jeunes complices roumains, eux-mêmes entrés en France grâce aux « services » de passeurs. Les réfugiés étaient logés dans un hôtel de la région parisienne avant d'être transférés par camionnettes jusqu'à la gare de triage de Dijon, où s'arrête le train de fret Evian-Wembley. L'embarquement se faisait deux fois par semaine, souvent de nuit, sur des quais peu fréquentés. Le voyage était au forfait, 35 000 francs. Une fois outre-Manche, ils étaient parfois pris en charge par des avocats qui leur conseillaient de demander l'asile.

Les enquêteurs estiment que la filière faisait

turque : « On était répartis par groupes de 25. Tous les camions sont arrivés en même temps. On dépendait du même passeur, on lui a tous donné 2 000 dollars, moitié prix pour les enfants. » 2 000 fois 680 : les sommes donnent le tournis.

En décembre dernier, à Palerme, l'ONU a adopté une convention visant à mieux combattre les mafias internationales, notamment sur la question du trafic des êtres humains. Les Etats membres ont fait la distinction entre la « traite d'êtres humains » à des fins de travail forcé ou de prostitution – qui rapporterait aux organisations près de 7 milliards de dollars, deuxième marché derrière celui des stupéfiants – et le « trafic de migrants ». D'un côté, les trafiquants de chair fraîche, de l'autre les pas-

vie devant soi. Et qu'on est prêt à risquer sa peau pour en changer. Plus compliqué, plus risqué, plus cher ? Et alors ? Le voyage se fera quand même.

L'Organisation internationale pour les Migrations estime qu'il y avait, en 2000, près de 3 millions d'immigrés sans-papiers en Europe – contre 2 millions en 1991. Tous ne sont pas arrivés en même temps, tous ne sont pas entrés de façon illégale, mais tous préfèrent la précarité d'une vie cachée aux conditions de vie dans leur pays d'origine. Europol estime que 500 000 personnes entrent clandestinement chaque année en Europe. La France, depuis quelques années, est devenue un pays de transit. A peine une centaine de demandes d'asile

ont été enregistrées à Sangatte, parmi les 26 000 migrants qui y ont défilé. « La France ne veut pas de nous, dit un jeune ingénieur iranien. La police est très dure quand elle nous attrape. Dites-leur de nous laisser passer, ce n'est pas un problème pour les Anglais ! »

La police française est pourtant soupçonnée de laxisme par le gouvernement anglais : quand ils se font prendre, les immigrés sont souvent reconduits au centre par la PAF elle-même. Des CRS gardent d'ailleurs le camp, se contentant de contrôler les voitures étrangères au département. A Sangatte, on passe la journée à se refiler des infos : « En Angleterre, un demandeur d'asile a 500 dollars par mois d'allocation et un logement », croit savoir un jeune Afghan. Pourtant, depuis avril 2000, les Anglais restreignent les conditions d'accueil des demandeurs d'asile. On leur alloue 110 francs par semaine et des bons de nourriture et de vêtements. Ceux qui le

souhaitent peuvent être hébergés, mais dans des foyers dispersés dans le pays, loin de Londres et du Sud-Est convoités.

La Grande-Bretagne ne veut plus être l'eldorado des sans-papiers. Le gouvernement de Tony Blair est passé à l'offensive. Il plaide pour une conception plus stricte du droit d'asile, et une coopération policière avec les pays des Balkans par lesquels transitent les réfugiés. Des policiers anglais et italiens pourraient prêter main-forte aux forces de l'ordre locales. Pressés de toute part par l'Union européenne, les pays de transit candidats à l'Union font parfois un peu de zèle : la police d'une ville roumaine proche de la frontière ukrainienne a annoncé qu'une prime serait offerte à qui dénoncerait les immigrés illégaux. Mais la frontière française ? Tony Blair, après avoir en vain demandé que l'Eurostar ne s'arrête plus à Calais, a obtenu de Lionel Jospin le principe du contrôle des passagers dès leur embarquement à Paris, arguant que dans les trois dernières années, 9 000 demandeurs d'asile sont arrivés en Grande-Bretagne par ce train. Les contrôles ont été renforcés. Résultat : il fallait en moyenne une semaine pour passer il y a dix-huit mois ; un mois aujourd'hui. Mais ils ne renoncent pas. **ISABELLE MONNIN**



Une famille irakienne campe depuis quinze jours dans l'espoir de passer la Manche

passer une trentaine de personnes par semaine. Mehmet touchait 10 000 francs par voyageur. Il rapatriait l'argent en Turquie où sa famille gérait ses affaires. Le reste revenait à ses donneurs d'ordres, probablement basés en Angleterre. Une commission rogatoire internationale y a été envoyée par le juge dijonnais chargé de l'affaire. En attendant, Mehmet dort en prison. Mis en examen pour aide au séjour irrégulier et association de malfaiteurs, il risque dix ans de détention. Fin mars, un Anglais a été condamné à neuf ans de prison. Il avait, sous couvert d'une entreprise de déménagement, fait entrer dans son pays près de 100 personnes, dissimulées dans des caisses en bois à l'arrière de camions, au cours de quatre voyages.

Mais globalement le trafic de migrants reste, pour les organisations criminelles, un business très lucratif et peu risqué. Bien souvent, les passeurs appréhendés ne sont que les derniers maillons d'une chaîne internationale, sortes de dealers de rue du trafic d'êtres humains. Les gros restent à l'abri, parfois aidés par des policiers ripoux de Turquie ou d'ailleurs. Jwin est partie d'Irak avec sa fille. Elle assure avoir vu 680 personnes attendre sur un parking les camions qui les conduiraient d'Istanbul en France. Elle suggère que la masse de passagers n'a pu échapper à la vigilance de la police

● « On lui a tous filé 2 000 dollars. » 2 000 fois 680 : les sommes donnent le tournis.

seurs. Au milieu, des gens obligés de recourir à ces filières clandestines pour quitter leur misère ou leur guerre.

De toute façon, il faut payer. En nature ou en dollars, avec son corps, son travail ou ses économies, il faut passer à la caisse. Depuis vingt-cinq ans, les Etats européens, à coups d'empilements juridiques, ont rendu toujours plus compliquée l'entrée sur leur territoire. Le monde ne s'est pas arrêté de mal tourner pour autant. L'immigration de travail est devenue quasiment impossible, sauf peut-être pour quelques milliers d'informaticiens indiens ? Le regroupement familial répond à des règles de plus en plus draconiennes ? L'asile n'existe presque plus que sur le papier ? Qu'importe. Puisqu'il faut partir, ils partiront. Et les remparts de papiers y changeront quoi ? Aucune frontière n'est infranchissable, quand on a la

Many of Kurds beached in France were Syrians: Le Monde

AFP - 21 Apr 2001

PARIS, April 21 (AFP) - 19h25 - Most of the more than 900 Kurdish immigrants beached on the French Riviera in February were from Syria and were not fleeing persecution in Iraq as many of them had said, the daily Le Monde reported Saturday.

Citing the French office for the protection of refugees, OFPRA, the newspaper said many of the 908 immigrants had made up false stories because they feared traffickers would take revenge on their families in Syria if they revealed how they came to France. According to OFPRA, only 130 of the Kurds have so far applied for political asylum in France.

Most have tried to reach other European Union countries or have disappeared from temporary lodgings they were given by the government after their arrival. The Kurds, who had claimed to have been persecuted in Iraq, were aboard a rusty freighter, the East Sea, that was abandoned by human traffickers on rocks off France's Mediterranean coast on February 17. At the time they said they had begun their journey in Iraq and passed through Turkey before boarding the freighter.

* * * * *

Turkey Expresses Annoyance At the Kurdish Talks In Washington

The Kurdistan Observer - 22 Apr 2001

Sources at Turkish Foreign Ministry have told Al-Hayat (London based Arabic newspaper) that Masoud Barzani has been invited to visit Turkey to discuss the latest developments in Iraqi Kurdistan. Mr. Massoud Barzani has accepted this invitation and plans to visit Turkey at end of this month (April).

The invitation came following announcement of a deal between the two main Kurdish parties to end their disputes and to call a general election in Iraqi Kurdistan.

Expressing dissatisfaction with the deal between the KDP and PUK, the Turkish government and media have launched a negative campaign against Barzani. In particular, the Turkish Foreign Ministry has expressed its uneasiness and annoyance for the visit by a joint KDP-PUK delegation to Washington for talks with American officials without pre briefing Turkey about the nature of these talks.

* * * * *

A new Kurdish magazine published in East (Iranian) Kurdistan

KurdishMedia.com - 25 Apr 2001

By Kurmanc Hakki

Mahabad-Kurdistan (KurdishMedia.com) 22 April 2001: To mark the 103 anniversary of the Kurdish media day on 22 April 2001, a new Kurdish magazine was born to the Kurdish journalism world. "Mahabad" is a new monthly magazine that published in the city of Mahabad, the capital of Kurdistan Republic of 1946, which lead by late Qazi Muhemed. Mahabad is in part of the Iran today.

The day the fist Kurdish newspaper published is regarded as the Kurdish media day. ?Kurdistan? newspaper was published in 1898 in Cairo.

The magazine is published in both languages Kurdish and Persian. It contains cultural and linguistics articles, and Kurdish issue-related material in general.

In recent years, Iran has relaxed the ban on Kurdish language. Although the education system is still in Persian and there is still a ban on Kurdish language, several Kurdish periodicals are in publications.

* * * * *

Les Kurdes naufragés venaient de Syrie, non d'Irak

Ils avaient caché leur origine sur les conseils des passeurs.

C'est une autre histoire qui commence. A leur arrivée à Fréjus, en février, les Kurdes naufragés de l'East Sea avaient annoncé qu'ils étaient originaires d'Irak. La plupart proviennent en fait de Syrie. Deux mois après leur débarquement sur les côtes méditerranéennes, ceux qui sont encore en France, dans des centres d'hébergement, admettent qu'ils ont menti et modifié leurs récits.

«On a été plusieurs à tomber de haut», raconte Marie-Noëlle Fréry, une avocate de Lyon qui suit depuis le début les dossiers de certains des naufragés. Dès le premier jour, le doute avait néanmoins pesé sur leur origine. Les réfugiés racontaient alors qu'ils venaient de la région de Mossoul, dans le nord-ouest irakien. Mais tous devenaient mutiques à la moindre demande de précision. En voyant des images du débarquement à la télévision, une représentante du comité suédois de soutien aux Kurdes syriens avait été formelle. «Au vu de leurs vêtements, ces Kurdes viennent de Syrie, pas d'Irak.» A Fréjus, certains interprètes envoyés par l'Institut kurde à Paris avaient été même surpris des accents qu'ils entendaient. Mais les Kurdes avaient massivement maintenu leur version et les premiers observateurs ne l'avaient pas démentie.

Affollement. En mars, de nouveaux éléments ont peu à peu cassé cette version. Ainsi, à la frontière franco-allemande, des policiers découvrent des Kurdes de Fréjus en possession de papiers d'identité syriens. Les associations de défense des étrangers et des avocats font alors le tour des centres d'accueil où les Kurdes préparent leurs dossiers d'asile pour l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Parmi eux, Ali Dogan, lui-même kurde, proche de la Cimade (service ecuménique d'entraide)



En février, 908 Kurdes débarquaient du cargo «East Sea» à Fréjus.

de): il a gagné la confiance des «boat people» dès les premiers jours, au camp de Fréjus. A Béziers et à Villeurbanne, ces militants tentent de convaincre les réfugiés de dire la vérité. «Il faut être honnête avec la France», plaide Ali Dogan.

Les discussions s'éternisent. Les Kurdes s'affolent. Les femmes surtout. Puis, sans oser encore parler à la première personne, ils se dévoilent à moitié: «Pour les Kurdes de Syrie, ça se passe comment en France?», demandent certains lors d'une réunion à Villeurbanne. Marie-Noëlle Fréry, présente lors de la réunion à Villeurbanne, se souvient: «C'était en fin de soirée, après de longues heures. Ils ont tout lâché. Ils n'étaient pas fiers.» Des scènes similaires d'aveux se reproduisent à Istres, à Manosque et à La-Queue-les-Yvelines. Au final, selon Ali Dogan, sur les 900 Kurdes du bateau, 750 viendraient de Syrie. Pourquoi ont-ils caché leur point de départ? «Ils sont terroristes», rapportent les militants

qui les entourent. D'après les nouveaux récits, les passeurs les ont menacés, leur disant explicitement: «Si, en arrivant, vous dites que vous êtes kurdes syriens, vous serez expulsés immédiatement.» Un retour forcé

par avion est en effet envisageable pour Damas, pas pour Bagdad. Les passeurs avaient pris leurs précautions: soucieux que les cheminements des filières ne soient pas éventés, ils avaient pratiqué le «kidnapping de papiers pour les faire chanter», selon Olivier Brachet, de Forum Réfugiés.

Aujourd'hui, les Kurdes craignent pour leurs familles restées chez eux. «C'est une peur presque irrationnelle: les médias internationaux ont déjà parlé d'eux, ils ont montré leurs visages. Ils ont peur des autorités syriennes», constate cette avocate. Ils redoutent également que la France méconnaisse la situation des Kurdes de Syrie. «Ils pensent que les persécutions qu'ils ont subies sont moins connues que celles des Kurdes

irakiens», ajoute Jean-Pierre Lachaize de la Cimade. Certains de ces réfugiés disent appartenir au mouvement yékîti, le parti démocratique des Kurdes de Syrie. Tous affirment subir la politique discriminatoire du régime syrien. Beaucoup sont yézidis (non musulmans).

Revirement. Leur périple jusqu'aux côtes françaises est désormais mieux connu. Et plus fiable. Ils sont partis de Damas en autobus. Comme ils l'avaient déjà raconté, ils se sont retrouvés par petits groupes dans des maisons pour attendre. On sait maintenant qu'il s'agit de hameaux situés en Syrie, proches de la frontière turque. Puis ils ont été acheminés vers Beyrouth. Ils sont montés à bord de l'East Sea après quelques heures de route. «Mais une partie de l'histoire nous échappe encore», avoue Marie-Noëlle Fréry. L'Ofpra n'a, semble-t-il, pas été très surpris de ce revirement. L'office a accepté de laisser du temps aux Kurdes pour apporter des «compléments d'information» à leurs récits ●

CHARLOTTE ROTMAN

LUNDI 23 AVRIL 2001

Libération

Les Kurdes naufragés de l'« East Sea » venaient en majorité de Syrie

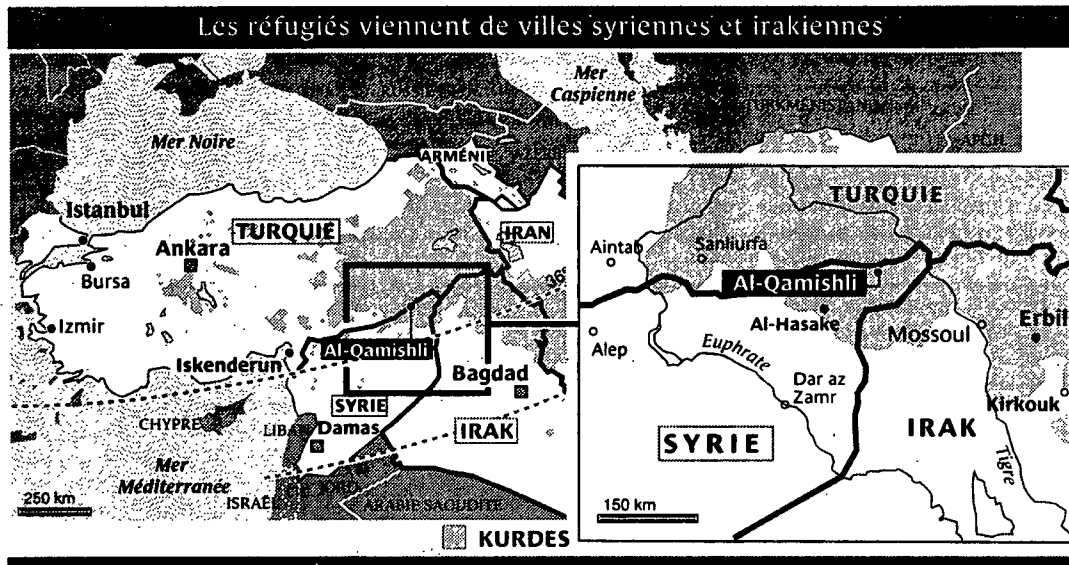
Contrairement à ce qu'ils avaient déclaré lorsqu'ils avaient été recueillis sur la côte varoise, le 17 février, les exilés kurdes fuyaient pour la plupart les persécutions dont ils s'affirment victimes de la part du régime de Damas. L'enquête de l'Ofpra a permis d'établir une nouvelle version de leur parcours

L'HISTOIRE des Kurdes naufragés de l'East Sea le 17 février sur la côte varoise, est plus complexe que celle qui avait été décrite dans un premier temps. Alors que les 908 exilés avaient déclaré dès leur débarquement venir d'Irak, il apparaît aujourd'hui qu'une grosse majorité d'entre eux est originaire de Syrie. Ce changement de nationalité, comme l'indique *La Croix* du vendredi 20 avril, a semé le trouble tant chez leurs défenseurs que dans les bureaux des ministères concernés.

Dans les premiers jours qui ont suivi l'échouage de l'East Sea sur les côtes varoises, les militants des droits de l'homme comme les autorités dépêchées sur place ont dû gérer dans l'urgence l'admission sur le territoire de ces familles qui avaient connu une traversée éprouvante. Tous racontaient alors fuir la répression anti-kurde de Bagdad. Seule une membre d'une association de soutien aux Kurdes de Syrie avait alors affirmé avoir reconnu, sur des images télévisées, des Kurdes syriens. Mais, sur place, ses affirmations avaient été démenties par les premiers observateurs (*Le Monde* du 22 février). Toutefois, les agents de l'Ofpra, qui ont les premiers interrogé les candidats à l'exil, avaient eu quelques doutes sur leur pays de provenance tant les récits semblaient identiques. L'office avait alors décidé de mener une enquête sur leur parcours.

Ces investigations ont révélé que la grosse majorité des réfugiés kurdes prétendus irakiens sont Syriens. Le quai d'Orsay reconnaît avoir été averti très tôt des résultats de l'enquête. Au ministère de l'intérieur, on rechigne à l'avouer, précisant juste qu'« on y voit plus clair sur leur origine ». Il semble toutefois que la place Beauvau ait été très vite mise au courant par les autorités allemandes. De nombreuses familles kurdes de l'East Sea ont en effet été arrêtées à la frontière en tentant de passer Outre-Rhin. Lors des fouilles, des pièces d'identité syriennes dissimulées avaient été découvertes. Puis, côté français, des enquêteurs spécialisés ont été envoyés pour interroger les rescapés dans les centres d'accueil.

La nouvelle n'est parvenue que dans un deuxième temps aux



oreilles des militants associatifs occupés à l'installation des réfugiés dans le centre d'accueil. Une semaine après l'échouage du vraquier à Fréjus, une poignée de bénévoles et quelques avocats s'étaient déplacés pour recueillir les récits et constituer les dossiers de demande d'asile. « C'est à ce moment là que j'ai compris que les trente Kurdes hébergés au centre de la Cimade à Béziers étaient syriens », se souvient Ali Dogan, responsable du Centre de recherche et d'action sur les droits de l'homme en Méditerranée. Il fera le même constat dans d'autres centres à Istres, Modane, Villeurbanne, Manosque et La Queue-les-Yvelines. La confirmation est ensuite venue via les réseaux d'associations kurdes mises au courant des arrestations de familles par la police allemande. Aussitôt les militants de la Cimade et de Forum réfugiés ont organisé des réunions pour convaincre les Kurdes de dire la vérité sur leurs origines. « Ce fut une discussion difficile car ils étaient persuadés que la France allait les renvoyer aussitôt en Syrie », se souvient Marie-Noëlle Fréry, avocate lyonnaise spécialiste du droit des étrangers. Les discussions ont été des craintes diverses mais bien ancrées à l'idée que leur pays d'origine soit connu.

D'après les récits recueillis, il semble que les passeurs ayant pris en

charge les candidats au départ n'ont eu de cesse de leur répéter qu'ils devaient se déclarer irakiens dès leur arrivée en Europe. Les Kurdes expliquent ainsi qu'il leur a été dit que les relations diplomatiques étant sereines avec la Syrie, les autorités européennes seraient peu enclines à accorder leur protection aux réfugiés syriens. Les passeurs savent aussi que les autorités françaises n'expulsent pas les demandeurs d'asile venus d'Irak, même déboutés; ce n'est pas le cas avec la Syrie.

Mais surtout, c'est par peur des conséquences pour les proches restés au pays que les exilés n'auraient cessé de maintenir leur version irakienne. « Les passeurs, qui ne veulent pas qu'on connaisse leurs points de passage, les ont menacés de représailles sur la famille si jamais ils divulguaient leur réelle identité. En confisquant les passeports ou papiers d'identité, ils ont un moyen de pression terrible », raconte Ali Dogan. Face à la police et aux journalistes, les réfugiés ont donc tous déclaré un faux nom, une fausse nationalité et raconté un voyage imaginaire.

L'identité aujourd'hui rétablie, leur parcours est maintenant plus clair aux yeux des associations. « Ce n'est plus le flou des premiers temps ! Ils ont enfin raconté des faits précis en donnant des détails sur les partis auxquels ils appartenaient, les revendi-

130 demandes d'asile ont été enregistrées par l'Ofpra

Les réfugiés kurdes ne sont plus en France qu'un quart des 908 arrivés le 17 février à Fréjus. Le dernier pointage du ministère de l'emploi et de la solidarité, établi le 12 avril, fait état de 196 personnes hébergées (enfants compris) dans 7 centres d'accueil. Voici un mois, ils étaient encore 449 répartis dans 13 foyers. Depuis leur arrivée, ces naufragés n'ont en effet cessé de tenter de passer en Allemagne, pays réputé plus accueillant et où réside une grosse communauté kurde. Les quelques familles restantes ont toutes déposé une demande de statut de réfugié auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). 130 demandes d'asile ont ainsi été enregistrées. Tous les adultes demandeurs d'asile ont reçu une autorisation de séjour de trois mois dès le dépôt de leur demande. Ils ont ainsi pu avoir accès à la couverture maladie universelle et percevoir une allocation d'attente (1 800 francs par adulte).

cations qu'ils défendaient, des actes militants effectués », assure Céline Richet, de la Cimade.

Dans leur grande majorité, ces Kurdes sont originaires du nord de la Syrie, dans la zone frontalière avec la Turquie. Pour beaucoup de confession yazidie, ils sont partis, disent-ils, à cause des menaces pesant sur eux ou leur famille. Certains expliquent être militants de la cause kurde dans le parti Yekiti (parti démocratique des Kurdes de Syrie), harcelés par le régime de Bachar El Assad. D'autres sont privés de la nationalité syrienne parce que kurdes - une situation d'étranger toléré mais à qui certains métiers sont interdits, qui n'ont pas le droit de se marier ni d'avoir des

enfants.

Leur fuite, monnayée entre 2 000 et 4 000 dollars par personne, aurait débuté à Damas. Partis en bus, ils disent avoir fait halte, juste avant de passer la frontière libanaise, dans un village où ils ont passé la nuit. La traversée de la frontière se serait faite à pied, puis un nouveau bus les aurait emmenés dans la banlieue de Beyrouth. Ils déclarent avoir ensuite attendu plusieurs jours dans un appartement qu'un passeur vienne les chercher dans un minibus où ils ont voyagé deux heures avant d'arriver à la mer. L'East Sea les attendait avec à son bord approximativement 150 personnes en fond de cale. Le navire venu de Turquie aurait d'abord embarqué

des Kurdes irakiens sur la côte d'Istanbul. C'est à ces derniers que les réfugiés syriens auraient « emprunté » leur récit du périple de Mossoul qu'ils ont ensuite raconté aux autorités françaises. « Ils ont juste substitué Bagdad à Damas et les noms de Saddam Hussein à Bachar El Assad », explique Ali Dogan.

Les autorités françaises semblent décidées à ne pas dramatiser ce mensonge et à faire preuve de mansuétude. « On les aurait accueillis dans les mêmes conditions s'ils avaient déclaré venir de Syrie », assure-t-on au ministère de l'intérieur. A la demande des associations, l'Ofpra a accepté de laisser un délai supplémentaire pour réécrire les récits de chaque dossier. L'ins-

truction des dossiers est « suspendue » pour attendre ces compléments d'information.

Les associations veulent aussi croire que le mensonge initial sur les origines ne pèsera pas sur la décision finale: « Il ne faudrait pas que le caractère collectif de la démarche des Kurdes leur nuise plus qu'à d'autres. C'est fréquent d'avoir des réfugiés albanais qui se prétendent kosovars ou d'autres angolais se disant zairois, croyant être plus crédibles alors que leur véritable histoire suffit à leur faire obtenir le statut », insiste Olivier Brachet de Forum réfugiés.

Sylvia Zappi

Une minorité soumise depuis le début des années 1960 à des politiques discriminatoires et répressives par les autorités de Damas

BIEN QUE SA SITUATION soit sans commune mesure avec celles des Kurdes des pays voisins, victimes de politiques coercitives impitoyables - singulièrement en Irak et en Turquie - la minorité kurde de Syrie n'en est pas moins soumise à des politiques discriminatoires et répressives. Lorsqu'on les interroge, les Kurdes syriens installés en Europe évoquent immédiatement une première injustice qui, au début des années 1960, a créé en leur sein une sorte de minorité dans la minorité: il s'agit d'un recensement de 1962 tenant compte de l'appartenance ethnique et religieuse, et en vertu duquel cent vingt mille sur près d'un million de Kurdes ont été déçus de la nationalité et considérés comme étrangers.

Cette exclusion était ainsi justifiée: « La grande majorité des Kurdes de Djéziré possèdent la nationalité turque. Il faut donc corriger les erreurs de nos registres civils » (dans « La Question kurde, Etats et minorités au Moyen-Orient », de Hamit Bozarslan, éditions Presses de Sciences PO). Le nombre des exclus, compte tenu de la croissance démographique, s'élèverait aujourd'hui à quelque deux cent cinquante mille à trois cents mille sur le million et demi à deux millions de Kurdes habitant la Syrie, d'après des estimations approximatives.

Leur situation, souligne Chris Kutchera, spé-

cialiste de la question kurde, est comparable à celle des « bidoun », littéralement les « sans » - papiers - du Koweït. Comme eux, ils continuent de vivre sur le territoire national, mais ils sont privés des droits civiques les plus élémentaires, au point de devoir se réfugier derrière des prête-noms pour les démarches les plus banales, qu'il s'agisse d'inscrire les enfants à l'école, de se marier ou de faire du négoce.

« COERCITION THÉORIQUEMENT POSSIBLE »

En 1963, les choses se dégradèrent pour l'ensemble de la communauté, lorsque, en vertu d'un plan élaboré par le chef de la sécurité politique de la région du Nord-Est - où vivent la majorité des Kurdes - une politique prévoyant la création d'« une ceinture arabe » - qui dit bien ce qu'elle veut dire - et de déportation des Kurdes fut mise en route, qui prévoyait l'installation de Bédouins en leur lieu et place.

En 1976, rappelle toutefois Chris Kutchera, le président syrien, Hafez El Assad, décida officiellement de laisser les choses en l'état, autrement dit, de mettre un bémol à ce plan. Mais à en croire Feredj Nemr (dans *Les Kurdes par-delà l'exode*, aux éditions l'Harmattan), c'est seulement au début des années 1980 que cette politique d'étouffement de l'identité kurde

connut un infléchissement, au moment où, indique l'auteur, la Syrie a dû faire face à la montée de l'intégrisme islamiste.

Les dirigeants kurdes arrêtés depuis 1973 furent libérés, les manifestations folkloriques autorisées et les activités politiques furent tolérées bien qu'aucun parti n'ait été autorisé. Deux décrets des années 1980, interdisant l'usage du kurde sur les lieux de travail et durant les festivités sont restés lettre morte, mais la force de ces textes, note Hamit Bozarslan, réside « dans leur existence, dans le fait qu'ils peuvent à tout moment être appliqués. Il s'agit, estime-t-il, de la coercition théorique possible dont la formulation légale importe plus pour l'Etat que l'application ». Les Kurdes sont certes représentés au Parlement, mais une partie au moins d'entre eux considère que ces députés sont davantage une caution pour le gouvernement que leurs porte-parole.

L'ironie amère de l'histoire pour les Kurdes syriens est que Damas a apporté son soutien aux Kurdes de Turquie et d'Irak contre les gouvernements de ces deux pays avec lesquels il était en conflit. Mais la Syrie n'a pas l'apanage de cette instrumentalisation. L'Iran, l'Irak et la Turquie n'ont rien à lui envier en la matière.

Mouna Naïm

Les passeurs nous avaient avertis : « Si vous dites que vous êtes syriens, ils vous renverront »

LE STYLO à bille court sur la carte. Il part d'un point anonyme quel que part au nord de la Syrie, descend vers Damas, s'arrête sur Homs à la frontière libanaise, avant de

TÉMOIGNAGES

« On a mis au point les détails de la version officielle entre nous »

pointer Beyrouth. Sur la table du foyer Sonacotra, l'homme refait le trajet qui l'a conduit jusque dans le ventre de l'East-Sea. Un itinéraire bien différent de celui qu'il avait déclaré dans un premier temps, quand il se disait kurde d'Irak ayant franchi la frontière turque pour rejoindre la plage où il avait prétendument embarqué, près d'Ezkenderun. Aujourd'hui, conseillé par les associations, il a accepté de reconnaître qu'il vient de Syrie, comme la

trentaine de Kurdes logés avec lui dans ce centre d'hébergement du sud de la France. « Je suis soulagé d'avoir dit la vérité, dit-il. Mais j'ai quand même très peur. » Peur pour les proches restés au pays, peur pour lui-même en cas de reconduite. « Même le frère d'Hafez El Assad a peur de rentrer dans son pays, alors nous... », lance un homme d'une cinquantaine d'années, arrivé avec dix-neuf membres de sa famille.

Ils veulent bien raconter leur histoire, mais sous couvert d'anony-

mat. Et le lieu où ils sont hébergés devra rester secret parce que, affirment-ils, « l'Etat syrien ne dort jamais ». Leurs récits ressemblent, au détail près, à ceux des réfugiés kurdes de Turquie ou d'Irak : pressions policières et militaires, menaces, mauvais traitements, etc. Pour Lokman, un agriculteur de vingt-sept ans, les ennuis ont commencé l'an dernier, au lendemain de Newroz, le nouvel an kurde célébré chaque 21 mars. « J'avais pris la

parlé, et abordé la question des 300 000 Kurdes qui n'ont même pas le statut de citoyen en Syrie, explique le jeune homme. La police est venue m'arrêter à la maison, j'ai été placé en garde à vue, ils me soupçonnaient d'aider le Yekiti [Parti démocratique des Kurdes de Syrie]. Au bout de douze jours, j'ai été présenté au juge qui m'a inculpé pour atteinte à l'Etat. Je ne suis sorti que parce que ma famille a payé des gens haut placés dans le parti Baas. »

Quatre jours après sa sortie de prison, Lokman a filé se cacher dans l'un des quartiers kurdes de Damas où il avait de la famille très éloignée. « Au mois d'août, j'ai appris que mon dossier avait été transmis à Damas, alors je suis parti clandestinement à Beyrouth. » Là, il a négocié avec des passeurs un passage vers l'Europe : ce sera 2 500 dollars pour lui, autant pour sa femme restée au village, et encore 2 500 dollars pour ses deux jeunes enfants. « J'ai télé-

phoné à ma famille pour qu'elle vende ma moissonneuse-batteuse et le reste de mes biens. » L'opération prendra des mois mais, dit-il, « j'en ai tiré 10 000 dollars ». Venue en autocar jusqu'à Homs, via Alep, son épouse a donné 200 dollars pour passer au Liban. « Nous sommes restés une dizaine de jours dans un appartement du quartier Kolah à Beyrouth, puis nous sommes partis, une nuit, à cinquante dans un petit bus, en direction du sud. Le trajet a duré entre une heure et une heure trente. Il y a eu plusieurs barrages militaires, mais à chaque fois le passeur payait et on continuait. »

DECIDÉ À TOUT VENDRE

Hussein, le chef de famille nombreuse, raconte un itinéraire semblable, sauf que ses problèmes sont nés plus tôt, lorsque trois de ses fils ont rejoint le PKK. Il était réfugié à Damas depuis trois ans quand il s'est décidé à tout vendre : restaurant, voiture 4 x 4, tracteur, maison.

Sur le chemin de l'exil, ils ont attendu à Homs pendant cinquante-cinq jours dans une maison « où étaient déjà deux familles yazidies », puis quinze jours dans la banlieue de Beyrouth. Jusqu'à cette nuit du 10 février où ils ont embarqué, dans la région de Saïda. La noria des bus déversait des groupes de 40 à 50 personnes, qui devaient traverser à pied un grand verger puis s'asseoir sur la plage malgré la pluie en attendant leur tour de monter dans les chaloupes. Un ballet minutieusement réglé par des passeurs professionnels : « Certains parlaient turc, d'autres arabe. Il y avait aussi des Kurdes », affirme Lokman.

Pour pénétrer dans le navire qui mouillait au large, il fallait grimper à une échelle de corde et passer par un trou ouvert au chalumeau à même la coque. Combien y avait-il déjà de passagers dans le cargo avant cette escale libanaise ? Hussein l'ignore, ayant été l'un des derniers à monter à bord. « Les Irakiens

ont parlé entre eux, puis ils nous ont demandé de nous faire passer pour des Kurdes d'Irak. » Les trafiquants avaient averti Lokman depuis longtemps : « Vous irez dans un pays d'Europe, mais si vous dites que vous êtes syriens, ils vous renverront. » Le mot d'ordre a été répété de nombreuses fois du pont de l'East-Sea : « Tous les Yazidis devaient dire qu'ils venaient de Singar », se souvient le jeune homme. Mais les détails de la « version officielle » ont été mis au point « entre nous » au cours de la traversée : « C'était facile car nous connaissons très bien la géographie de la région. »

Aujourd'hui, les réfugiés ne savent pas encore s'ils ont bien fait de se raviser, mais ils ne cachent pas leur gêne pour ce gros mensonge dicté par « la peur de là-bas ». Hussein a un sourire navré, puis il rassemble ses trois mots de français : « Excusez-nous, monsieur. »

Jean-Jacques Bozonnet

La Turquie à la recherche de capitaux pour renflouer une économie au bord de l'asphyxie

ISTANBUL

de notre correspondante

Toujours à la recherche de fonds supplémentaires pour renflouer les caisses de la Turquie, secouée depuis plus de deux mois par une crise financière, le ministre de l'économie, Kemal Dervis, se rend une fois encore à Washington pour rencontrer les responsables du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale ainsi que des représentants de l'administration américaine. Ancien vice-président de la Banque mondiale, le nouveau responsable de l'économie à Ankara mène bataille sur plusieurs fronts. D'une part, il doit convaincre ses collègues au sein du gouvernement d'adopter une quinzaine de mesures visant à diminuer l'influence de l'Etat et des politiciens sur l'économie, notamment en ce qui concerne le secteur bancaire, qu'il soit public ou privé. D'autre part, il veut assurer l'indépendance de la Banque centrale, la transparence dans l'attribution des grands contrats et accélérer les privatisations. En bref, la Turquie doit se doter des institutions et des lois nécessaires au bon fonctionnement et à la stabilité de son économie. « Il est temps de mettre fin au populisme à bon marché », a déclaré M. Dervis, avant d'ajouter : « La société turque sait désormais que la politique à court terme ne marche pas. »

Néanmoins, la résistance au sein du monde politique demeure forte. Le débat est souvent houleux. L'Assemblée nationale semble finalement s'être attelée à la tâche, et

quelques pas concrets, encore nettement insuffisants, ont été accomplis au cours des derniers jours. Il est vrai que la communauté internationale s'est montrée réticente à se porter au secours de la Turquie en raison, notamment, de la persistance de la corruption. Le ministre de l'économie devra donc démontrer à Washington que la Turquie est en voie de réforme en faisant état des timides progrès accomplis. Il mettra donc sur la table son nouveau programme économique. Le FMI a, d'ores et déjà, évoqué la possibilité d'accélérer le déboursement de 6,25 milliards de dollars (près de 7 milliards d'euros) déjà promis. La Banque mondiale pourrait faire de même avec un prêt de 5 milliards de dollars. Ces sommes sont estimées insuffisantes par les marchés financiers qui réclament 10 milliards à 12 milliards supplémentaires.

LA CEINTURE TELLEMENT SERRÉE...

Les pays du G7 pourraient offrir une contribution. Kemal Dervis s'est cependant montré prudent : « Je ne vous promets rien et je ne peux rien dire de concret mais nous allons trouver une somme importante d'aide étrangère », a-t-il annoncé le 22 avril. Cette aide est cruciale. La Turquie croule actuellement sous le poids de sa dette domestique. Pour le seul mois d'avril, le Trésor devra rembourser 1,38 milliard de dollars. La plus difficile des batailles se joue néanmoins dans le pays même. Quelle que soit la somme promise par la communauté internationale, le peuple turc devra

malgré tout faire preuve de patience. Il faudra, en effet, du temps pour surmonter les difficultés actuelles.

La population est devenue très méfiante, que ce soit à l'égard de ses politiciens ou envers les observateurs étrangers. Depuis le 22 février, date à laquelle le gouvernement avait été contraint d'abandonner son programme d'austérité et de laisser flotter la livre, la monnaie nationale a perdu plus de 40 % de sa valeur. Les Turcs se sont tellement serrés la ceinture qu'il ne reste plus de cran.

A Istanbul où les rues étaient fréquemment paralysées par des embouteillages, le trafic a décliné de façon notable. Le prix du carburant a augmenté à trois reprises depuis le début de la crise, ce qui a conduit de nombreux Stambouliotes à abandonner leurs véhicules au profit des transports en commun. « Je gagne en trois jours ce que je gagnais en un jour », se plaint Ali, un chauffeur de taxi, qui affirme que le coût du carburant dévore désormais 70 % de ses gains.

Dans le quartier de Mahmutpas, près du Grand Bazar, un quartier populaire où les familles modestes font leurs achats, de nombreux commerçants restent assis devant leurs magasins. « Les gens entrent, demandent les prix et ressortent », affirme un vendeur de linge de maison. « Nous achetons notre marchandise auprès des grossistes à des prix plus élevés mais nous ne pouvons pas répercuter ces augmentations », explique Yavuz Selim Tanrioven.

Les commerçants, généralement

conservateurs et peu enclins à la rébellion, ont mis fin aux manifestations qui avaient secoué le pays il y a deux semaines. L'optimisme n'est pas revenu pour autant. « Ce pays est un pays de voleurs. Le programme économique n'a pour but que de sauver les spéculateurs », affirme, désillusionné, un marchand ambulant qui vend des caleçons de coton. « La crise a un impact social, elle empoisonne les relations », explique Tanrioven, ajoutant « les gens ont perdu espoir ». Une injection de capitaux étrangers contribuerait sans aucun doute à remonter le moral des Turcs. Il faudra toutefois attendre pour vérifier si, comme l'affirme Kemal Dervis, le pays a rompu avec les méthodes du passé.

Nicole Pope

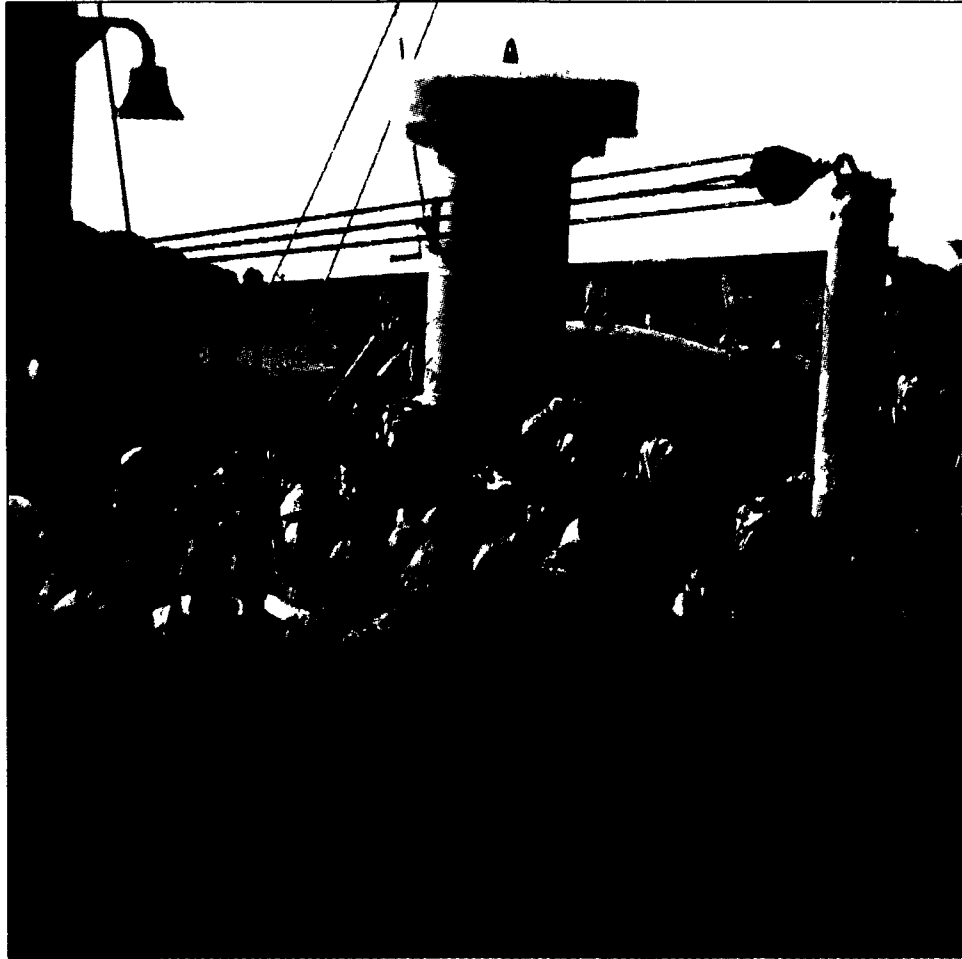
Le Monde

JEUDI 26 AVRIL 2001

Le mensonge des réfugiés kurdes

Au ministère de l'Intérieur, le secret était bien gardé : les réfugiés dont le bateau s'est échoué le 17 février sur la côte varoise fuyaient non pas l'Irak, mais la Syrie. Pourquoi ont-ils menti ? La réalité tient en quelques chiffres. En 1999 et en 2000, aucune demande de statut de réfugié n'a été accordée en France à des Syriens. Alors que 60 % des demandes formulées par des Irakiens ont connu en 1999 une suite favorable. « *Si vous dites que vous êtes syriens, ils vous renverront* », avaient averti les passeurs aux familles embarquées sur le bateau. Il y avait pourtant des indices troublants. Les réfugiés de Fréjus, lorsqu'ils parlaient en arabe, utilisaient des expressions syriennes. Parmi ceux qui ont été arrêtés à la frontière allemande, certains cachaient des passeports syriens. Autant d'éléments qui étaient connus place Beauvau.

Il est vrai que la relative faiblesse numérique de la communauté kurde syrienne, forte d'un million de personnes, comparée aux 25 millions de Kurdes répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, et certaines régions du Caucase telles que l'Arménie, rend son sort beaucoup moins médiatique. Sur les 900 réfugiés de l'*East Sea*, seulement 196 sont restés en France, dans les centres d'hébergement, tandis que 130 demandes d'asile ont été envoyées à l'Ofpra.



Les réfugiés kurdes à bord de l'*East Sea*, à Fréjus, le 17 février dernier. (Photo Pascal Guyot/AFP.)

Jean-Marc Leclerc

Ce fut, place Beauvau, durant des semaines, un secret bien gardé : beaucoup, sinon la plupart, des naufragés de l'*East Sea*, le 17 février sur la côte varoise, fuyaient non pas l'Irak, mais la Syrie. Officiellement, les réfugiés en question ont dévoilé le pot aux roses, il y a dix jours à peine, en apportant un complément d'information à leur dossier, déposé à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Mais la réalité était déjà connue.

Pourquoi ont-ils maquillé les faits ? La réponse tient en quelques chiffres. En 1999 et en 2000, aucune demande de statut de réfugié n'a été accordée par la France à des Syriens. Pour la même période, 492 Irakiens formulaient une demande. Les seuls dépôts de dossiers pour 1999 recevaient une suite favorable à 60 %. Soit cinq fois plus que les 12 % à 15 % de taux de reconnaissance moyen accordé par l'Ofpra chaque année, toutes na-

tionalités confondues. « *Si vous dites que vous êtes syrien, ils vous renverront* », avaient averti les passeurs aux familles embarquées sur le bateau qui fait tant scandale.

Mais il y avait ces indices qui ne trompent pas les services de l'immigration. Les réfugiés de Fréjus parlaient le kourmandji, un dialecte kurde en usage tant en Irak, qu'en Turquie et en Syrie. Et quand ils s'exprimaient en arabe, beaucoup utilisaient des expressions syriennes. Leur insistance à se réclamer de la région du Sinjar, aux confins des trois États de la région, avait aussi intrigué. « *Quand les récits se ressemblent trop*, confie un fonctionnaire de la Police de l'air et des frontières, *c'est pour nous le début des soupçons*. » Sur place, un membre d'une association de soutien aux Kurdes de Syrie avait également affirmé avoir reconnu, sur des images télévisées, des Kurdes syriens. Des allégations à contre-courant, aussitôt démenties par les observateurs.

Les autorités allemandes avaient pourtant prévenu le

ministère de l'Intérieur à Paris. Et ce, dès les premiers jours. Des dizaines de Kurdes de l'*East Sea* avaient, en effet,

été arrêtés alors qu'ils tentaient de passer outre-Rhin pour rejoindre de la famille. Lors des fouilles opérées, des papiers d'identités syriens, cachés par les réfugiés, avaient été saisis. Mais ces informations n'ont pas filtré.

L'hypothèse selon laquelle la Turquie se serait rendue complice des passeurs pour favoriser la fuite des Kurdes indésirables a, parallèlement, pris corps. Selon cette version, les Turques auraient ainsi voulu punir la France, où l'Assemblée nationale venait de recon-

l'*East Sea* au départ de son périple.

Aux Renseignements généraux, on restait cependant résolument sceptique. Dans une note blanche, datée du début mars et transmise à l'entourage de Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur, un fonctionnaire des « grandes oreilles » affirme même que le PKK imposait des interprètes issus d'organisations amies pour orienter et canaliser les réponses des réfugiés. Afin de mettre en cause la Turquie. Et le policier anonyme de citer le nom de quatre associations,

dont l'une serait basée à Marseille. Reste que cette « piste turque » ne peut, en l'état, être purement et simplement rejetée (lire ci-dessous).

A Fréjus, en tout cas, les naufragés n'avaient pas tout à fait le profil des réfugiés kurdes d'Irak ou de Turquie, souvent totalement démunis. Ils n'ont pas fui pour trouver du travail. Beaucoup reconnaissent avoir vécu correctement de la vente de leur bétail ou de leurs cultures. Surtout, ils ont dû déboursier pour leur

En 1999 et en 2000, aucune demande de statut de réfugié n'a été accordée par la France à des Syriens

naître le « génocide arménien ». Certains ont même prétendu que des navires de guerre turcs avaient escorté

voyage des sommes étrangement élevées :
1 500 dollars (12 000 francs) pour les enfants et jusqu'à 2 500 dollars (20 000 francs) pour un adulte. Un fermier prétend même avoir versé 20 000 dollars (160 000 francs) aux passeurs pour lui, son épouse et six membres de sa famille. Parmi les réfugiés, on trouvait aussi

quelques professions libérales. Comme ce médecin, Ihsan Ibrahim, 33 ans, anglophone, qui leur a servi de porte-parole.

Fidèle à sa doctrine, l'Ofpra étudiera chaque cas en fonction de critère rigoureux, qu'il soit syrien ou irakien. « Rien n'est joué, conclut Pierre Henri, directeur général de l'association humanitaire France-Terre d'asile. Ici, l'existence de protection des plus faibles primera toujours sur les logiques policières et diplomatiques. »

196 personnes seulement restent localisées

Astrid de Larminat

Ils étaient plus de 900, le 17 février, lorsqu'ils ont débarqué à Fréjus après avoir traversé clandestinement la Méditerranée. Au début du mois de mars, la moitié de ces Kurdes admis à entrer sur le territoire français au motif que leur demande d'asile n'était « pas manifestement infondée » avaient déjà disparu sans qu'on sache quelles étaient leurs intentions.

Aujourd'hui, ils ne sont plus que 196 - sur les 449 initialement accueillis - dans les centres d'hébergement d'urgence mis en place à la demande du ministère de l'Emploi et de la Solidarité par la Sonacotra et les associations, la Croix-Rouge et Forum-Réfugiés principalement. Tous les autres, munis d'un sauf-conduit pour aller chercher à la préfecture un formulaire de demande d'asile et une autorisation provisoire de séjour d'un mois, se sont évanouis dans la nature. On suppose qu'après avoir détruit les papiers permettant de les identifier comme naufragés de l'East Sea, ils ont tenté de passer notamment en Allemagne où résident d'importants foyers de réfugiés kurdes. Ceux qui n'y seraient pas parvenus sont dé-

sormais des sans-papiers, susceptibles d'être reconduits à la frontière. Sachant qu'il leur serait alors encore possible de déposer une demande d'asile accélérée et combien il est difficile de mettre en œuvre ces mesures de reconduite.

Ils sont donc 196, enfants compris, à résider encore dans les centres d'hébergement ouverts pour eux. Et à ce jour, 130 demandes d'asile ont été envoyées à l'Ofpra. Une proportion certes très faible mais pas

130 demandes d'asile ont été envoyées à L'Ofpra

surprenante : de façon générale, « une minorité des personnes qui demandent l'asile à la frontière finissent effectivement par nous saisir », remarque Pascal Baudoin, chef de la division Europe à l'Ofpra. Lui a reçu consigne d'instruire ces dossiers en priorité, tandis qu'exceptionnellement, des émissaires de l'Ofpra vont se déplacer en mai et juin dans les centres qui regroupent les plus gros effectifs de Kurdes : Villeurbanne, Manosque, Istres et La-grasse. Les naufragés qui ont effectué les démarches dans les règles devraient donc être fixés sur leur sort au début de l'été.

Quant à savoir s'ils sont susceptibles d'être accueillis définitivement comme réfugiés, Michel Raimbaud, directeur de l'Ofpra, affirme que « le revirement de leurs déclarations n'est pas réhibitoire. Ce n'est pas tant leur origine nationale qui compte pour nous que de savoir s'ils ont oui ou non subi des persécutions personnelles. On examinera donc chaque cas individuellement ».

Pour Olivier Brachet, qui dirige Forum-Réfugiés, une partie du non-dit viendrait des pressions dont les « naufragés » sont ou ont été l'objet, de la part des passeurs et du milieu kurde. « Quand ils se sentent sécurisés, dit-il, ils finissent par donner des précisions qui ne leur ont pas été dictées. »

Pour le moment, ceux qui ont fait leur demande auprès de l'Ofpra, même s'ils ont modifié leurs déclarations initiales par un « complément de récit » paraissent décidés à rester et à s'intégrer. Mais « ce ne sont pas des héros, remarque encore Olivier Brachet. Ils sont imprévisibles. Comme tous les gens dans la précarité, ils prennent des décisions dans la minute. Ils peuvent aussi repartir demain matin sans prévenir ».

Ce qu'ils en disaient

A l'émotion qu'avait suscitée le naufrage de l'East Sea, les hommes politiques s'étaient contentés, dans leur ensemble, d'évoquer le problème du peuple kurde plutôt que de pointer du doigt un pays, notamment l'Irak, d'où les Kurdes se disaient originaires.

□ ALAIN JUPPÉ, député maire de Bordeaux, avait déclaré que lorsque des « hommes et des femmes sont persécutés dans leur pays d'origine pour des raisons politiques, et c'est évidemment le cas des Kurdes que ce soit en Irak, en Turquie ou en Syrie, le devoir de la France est d'étudier très attentivement dans quelles conditions elle peut leur donner le droit d'asile ». Tous, pourtant, n'avaient pas fait preuve de la même prudence.

□ JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, président du MDC. L'ancien ministre de l'Intérieur a estimé qu'il « y avait une hypocrisie très grande » à ne pas dénoncer l'embargo contre l'Irak et à dire que « l'on va accueillir ces malheureux ». Car « qui fait le lien entre l'embargo inhumain, cruel, criminel qui pèse sur l'Irak depuis plus de dix ans, les bombardements américains réédités (...) qui sont de véritables actes de délinquance internationale ? Qui fait le lien entre ceci et l'exode des Kurdes d'Irak et plus généralement des Irakiens ? »

□ FRANÇOISE BRIÉ, porte-parole pour la France de Human Rights Alliance : « Les réfugiés kurdes recueillis à Fréjus ne sont malheureusement qu'un exemple parmi d'autres : de nombreuses familles ont perdu la vie en tentant de fuir l'Irak »

□ PHILIPPE SÉGUIN, député RPR des Vosges, a été l'un des premiers hommes politiques à s'exprimer. Il avait souligné que ces hommes et femmes en route pour l'exil étaient non pas des clandestins mais d'abord des réfugiés. « Nous n'allons pas nous mettre au niveau des négriers en renvoyant tout ce petit monde à Saddam Hussein. »

□ CIMADE (service œcuménique d'entraide) : elle considérait qu'il était hors de question de renvoyer les exilés kurdes dans leurs pays, l'Irak et la Turquie, où ils sont persécutés.

Une communauté sous le joug de Damas

Adrien Jaulmes

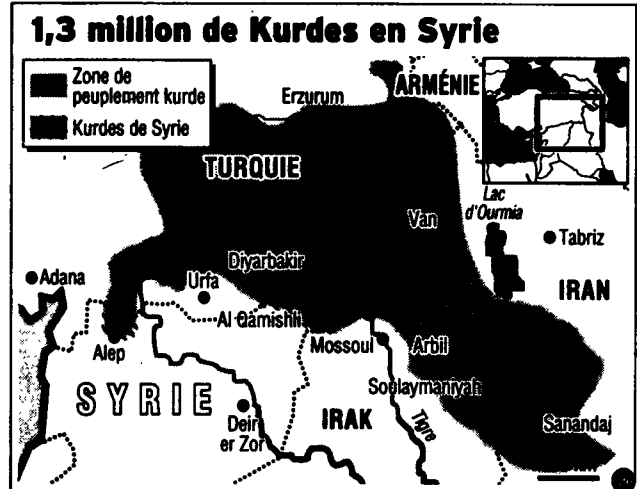
Persécutés en Irak, longtemps réprimés en Iran, en rébellion contre le gouvernement en Turquie, les Kurdes, peuple sans État au cœur du Proche-Orient, font régulièrement la une des journaux européens. Sauf en Syrie, où vivent pourtant un million de Kurdes, essentiellement dans la partie nord-est du pays. Cette communauté turbulente partout ailleurs se tient étonnamment tranquille sous la domination de Damas. Étroitement contrôlés par les services secrets et les instances du parti Baas, les Kurdes syriens ne se sont pas plaints ces dernières années de persécutions systématiques, comme leurs frères de l'autre côté de la frontière irakienne.

La région de Kamichli a même servi de base arrière à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre le gouvernement turc, et la Syrie de refuge à son leader, Abdullah Ocalan, qui a vécu à Damas jusqu'à son extradition sous la pression d'Ankara en 1998. Cette tolérance très relative ne

ressemble pourtant pas à un traitement de faveur. « Être Kurde n'est enviable nulle part », explique Semih Vaner, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri). « Une partie des Kurdes syriens ne bénéficie même pas de la nationalité syrienne. »

La relative faiblesse numérique de la communauté kurde syrienne, forte d'un million de personnes, comparée aux 25 millions de Kurdes répartis entre la Turquie, l'Irak, et certaines régions du Caucase telles que l'Arménie, rend en outre son sort beaucoup moins médiatique. D'autant plus que le régime de Damas reste l'un des plus secrets de la région. Et n'a pas été placé sous les feux de l'actualité comme l'ont été la Turquie et surtout l'Irak à l'occasion de la guerre du Golfe. Car la principale différence réside dans la façon dont sont perçus les malheurs du peuple kurde en Occident. Selon leur pays d'origine, les réfugiés Kurdes ne bénéficient pas de la même compassion.

Les militants Kurdes de Turquie, traités sans ménagement pas le régime d'Ankara, restent associés aux actions terroristes



du PKK. Les Kurdes d'Irak apparaissent comme des victimes d'autant plus à plaindre qu'ils ont subi le joug de Saddam Hussein jusqu'à l'établissement en 1991, après la guerre du Golfe, d'une zone autonome protégée par les Alliés. Le régime Baas syrien recourt certes à des méthodes autoritaires, mais est loin de susciter la même réprobation internationale que celui de Bagdad.

Les Kurdes ont depuis longtemps appris à s'adapter à cet environnement politique. « Pré-

sender des réfugiés kurdes comme des Irakiens permet de bénéficier plus facilement de l'asile politique dans un pays occidental. La Syrie, qui bénéficie d'une certaine complaisance, notamment en France, n'offre pas la même image de repoussoir », explique un spécialiste de la question kurde. « C'est une stratégie rationnelle d'adaptation aux législations d'accueil des réfugiés politiques en Occident. »

LE FIGARO MARDI 24 AVRIL 2001

La piste turque toujours valable

Toulon : Robert des Nauriers

Que les naufragés volontaires de l'East Sea ne soient pas originaires d'Irak mais de Syrie ne suffit pas à exonérer la Turquie dans cette ténébreuse affaire. C'est bien de l'un de ses ports, en l'occurrence celui d'Iskenderun, que le cargo a appareillé pour la France, le 10 février dernier. Ce départ aurait-il pu réussir sans l'accord des autorités d'Ankara ? L'hypothèse selon laquelle le commandant de bord syrien du navire, Adulatif Hassan Zubdi Sh'Hadek, aurait tout

manigancé dans la plus complète clandestinité, ne paraît recevable. Depuis un an, en effet, le Conseil national de sécurité turc (MGK) a instauré l'état d'urgence dans les provinces kurdes. Sans l'assentiment des militaires, les candidats à la grande traversée n'avaient que bien peu de chances de rallier Iskenderun, l'ancienne Alexandrette, qui fut le débouché maritime syrien à l'époque du mandat français.

Ankara, du reste, n'en serait pas à son coup d'essai. Depuis des mois des bateaux, en provenance d'Istanbul ou d'Izmir, s'échouent en effet le long des

côtes italiennes. Ce fut encore le cas dimanche. En tolérant ces « évasions » par mer, la Turquie viserait un double but : d'une part, contraindre la communauté internationale à se pencher sur le problème kurde qu'elle ne parviendra jamais à résoudre seule ; d'autre part, s'imposer à l'Union européenne comme un partenaire indispensable. La route maritime vers l'Italie du Sud constituant la voie la plus courte et la moins risquée, la France semblait devoir être épargnée par ces *boat people*. Ce fut vrai jusqu'au 18 janvier dernier, date de la reconnaissance officielle

du génocide arménien par l'Assemblée nationale, qui a brutalement envenimé les relations entre les deux pays, « endommagées de façon durable », selon le premier ministre Bülent Ecevit. Ankara s'est aussitôt livrée à des « représailles » commerciales que l'état de son économie, très dégradée, a rendues quasi inopérantes. Trois semaines plus tard, l'East Sea mettait le cap sur le littoral provençal, obligeant la marine nationale à prendre des dispositions de surveillance renforcée toujours en vigueur. Et jetant Paris dans le plus cruel embaras.

Secret U-turn to send Kurds back

Asylum refusal rate soars after 'change of practice' by Home Office

Vikram Dodd

The government has secretly decided to order Iraqi Kurds seeking refuge from the war-torn country out of Britain, the Guardian has learned.

The Home Office has admitted to an unannounced "change of practice" in the way it assesses asylum claims from Iraqi Kurds who say they are fleeing Saddam Hussein and conflict in the region.

This has led to a dramatic increase in the refusal rate. In February, the last month for which figures are available, 78% of Iraqi applicants were refused asylum or exceptional leave to remain, compared with 14% in July 2000. The refusals peaked in October when 91.4% of those seeking asylum were ordered out of Britain.

Amnesty International last night accused the government of putting its efforts to clamp down on asylum claims ahead of its duties under international guidelines to shield people fleeing persecution.

The Home Office says part of northern Iraq, which it calls the Kurdish autonomous area, is safe for the asylum seekers, as it is under control of Kurdish groups. But in some cases Iraqis from outside the safe area are being ordered out of Britain. In one case a man who says he was tortured after defying President Saddam was told that Jack Straw, the home secretary, regarded his case as one of "prosecution not persecution" and his arrest as having a "valid cause".

Some of the Iraqis ordered out of Britain say they will commit suicide rather than be sent back.

Critics say the change in policy is hypocritical, considering that Britain joined the US in bombing Iraq in January, citing as a justification the continuing danger its leader poses.

A Home Office spokesman said: "There has been a change of practice rather than a



All Namik, left, with other asylum seekers facing deportation. Mr Namik says he would rather kill himself than return to northern Iraq
Photograph: Sean Smith

change of policy towards asylum seekers from the Kurdish autonomous area of northern Iraq. The Home Office country assessment on which case workers base their decisions has reflected the fact that the Kurdish northern autonomous area is regarded as safe for certain Iraqi Kurds by the Home Office and the office of the United Nations high commissioner for refugees.

"To that end the government is in the process of exploring the options to return Iraqi citizens of Kurdish origin to northern Iraq."

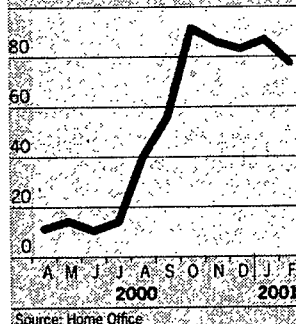
A spokeswoman for the UNHCR, Hope Hanlan, said: "A case-by-case approach is warranted. You can't guarantee the safety of anyone going back ... We do not pronounce ourselves on the safety of any country."

A spokesman for Amnesty said: "We weren't told of the change, it was noticed by us and other groups. The Home Office can call it what it wishes, a change of policy or practice — it's a bogus distinction."

The deportations cannot be enforced yet as there are no direct flights to the parts of Iraq not controlled by President Saddam. Control of northern Iraq falls between

Refused applications

Percentage of Iraqi's refused asylum or exceptional leave to remain



Source: Home Office

three groups, the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurdistan Democratic party and the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan. Some of those refused asylum say they are fleeing these groups.

One man who says he fled President Saddam was arrested twice in Dora, an area controlled by the Iraqi dictator. The man, a power plant engineer, says he tried to resist an order to cut power to Kurdish parts of Iraq. He was suspended, arrested and tortured with electric shocks, beatings and mock execution.

The Home Office's refusal letter said: "The secretary of state considers your claim to be an example of prosecution not persecution. In order to qualify for asylum under the terms of the 1951 United Nations convention ... you would need to

be able to show that you would not receive a fair trial or that any punishment you might receive as a result of a conviction would be disproportionate for reasons of race, nationality, membership of a particular social group or political opinion. The secretary of state considers that you have failed to demonstrate that you would be treated unfairly for any of these reasons."

Ali Namik, 28, says he fled Halabja, a city controlled by the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan, after the IMIK persecuted him for owning a video shop selling western films, and for being a communist: "I was tortured psychologically and physically. I was beaten up, sometimes with cables, sometimes for an hour they would beat me.

"They're going to kill me, I know what they're like. I won't let them kill me, I'll kill myself."

Ali Rahimi, a solicitor who says he has had 100 Iraqi clients refused asylum since October, said: "Returning to Iraq ... is absolutely terrifying for them. People can not believe what they see in the refusal letters. All they see is that this government is proposing to send them back to Iraq, the same government that has been in a state of war with Iraq for the last 10 years."

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Union européenne
(élargissement - Turquie - candidature -
droits de l'homme - respect)*

56572. - 15 janvier 2001. - M. Alain Tourret attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la violation des droits de l'homme en Turquie. En effet, il est fondamental que la France améliore sa prise en compte des droits de l'homme dans le processus d'élargissement de l'Union européenne et dans le cadre des accords d'association. A ce titre, il serait souhaitable de créer un groupe d'étude parlementaire sur les Kurdes afin d'identifier s'il existe réellement une amélioration dans le respect des droits de l'homme pour cette minorité longtemps persécutée. Deuxièmement, il s'agirait de faire respecter le volet « droits de l'homme » des critères de Copenhague, avant toute possibilité d'adhésion par la Turquie à l'Union européenne. Finalement, le gouvernement français se doit de respecter le code de conduite de l'Union européenne sur les exportations d'armement, en renonçant à exporter du matériel militaire ou du matériel de sécurité et de police vers la Turquie, tant que la situation des droits de l'homme dans ce pays n'aura pas été améliorée et de faire le nécessaire pour que les autres pays de l'Union européenne en fassent de même.

Réponse. - La France reste très préoccupée par la situation des droits de l'homme en Turquie. Cette question est une donnée importante pour l'Union européenne dans le processus de rapprochement engagé avec la Turquie. Les négociations d'adhésion ne pourront commencer que lorsque la Turquie respectera les critères politiques, définis lors du conseil européen de Copenhague

de 1993, c'est-à-dire lorsqu'elle aura « des institutions stables garantissant la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ». La reconnaissance de la candidature de la Turquie à l'Union européenne lors du conseil européen d'Helsinki (1999) et le « partenariat pour l'adhésion », adopté lors du conseil affaires générales du 4 décembre dernier, doivent l'inciter à évoluer vers une meilleure prise en compte des droits de l'homme. La France souhaite que la Turquie mette en œuvre des réformes significatives, conformément à ces critères qu'elle a acceptés en déposant sa candidature à l'Union européenne. Un nombre important de priorités fixées par le partenariat pour l'adhésion sont liées au respect des droits de l'homme. La France, comme l'Union européenne, suivra avec attention les avancées sur ce plan. S'agissant du problème kurde, le Gouvernement encourage les autorités turques à dialoguer avec les représentants démocratiquement élus des Kurdes de Turquie, et notamment avec les maires du Sud-Est membres du parti HADEP. Il les incite à rechercher une solution politique à ce problème complexe, dont la solution passe notamment par l'octroi de droits culturels à ces populations dans le respect de l'intégrité territoriale du pays. Pour ce qui concerne la création d'un groupe parlementaire d'étude sur les Kurdes, l'initiative appartient aux parlementaires eux-mêmes. Par ailleurs, la France reste très attentive aux conditions dans lesquelles les exportations d'armements vers la Turquie sont autorisées. La France se conforme scrupuleusement aux critères prévus par le code de conduite européen sur les exportations d'armement, adopté en juin 1998, dont le respect des droits de l'homme dans le pays destinataire constitue l'un des éléments. Le Gouvernement français suit ces développements avec vigilance. Il continuera comme il l'a toujours fait, d'encourager la Turquie à poursuivre dans la voie des réformes démocratiques.

AP - 24 APR 2001

Turkey Concerned About Tourism

By HARMONIE TOROS Associated Press Writer

ISTANBUL, Turkey (AP) - A two-year slump in Turkey's tourism industry forced Nuri Vural to give up selling carpets in favor of cheaper scarves and cushions in the historic Grand Bazaar.

Now, he fears a hostage-taking at a five-star Istanbul hotel will keep away the tourists he and his countrymen were counting on to pump billions of dollars into Turkey's crippled economy. No one was hurt in the 12-hour ordeal that began late Sunday when 12 gunmen stormed the Swissotel in downtown Istanbul to protest Russian military actions in Chechnya.

"We're lucky they didn't kill anyone," said Vural, sitting on a pile of silk pillow covers from Turkmenistan. But "if an American had died or something, it would have been very bad." In a country burdened by an economic crisis that has forced the lira down more than 40 percent against the dollar, many hope the incident will not affect tourism.

Turkey hosted 10 million tourists who brought in \$8 billion last year - and was hoping to see more this year since the lira's depreciation has lowered travel costs for foreigners. "Tourism is the only sector that can do well this year. It is essential not only for us, but for everyone," Vural said. Turkey's tourism industry has been struggling since 1999, when a Kurdish rebel threat of bomb attacks following the capture of their leader, Abdullah Ocalan, scared off tourists. Two massive earthquakes that killed more than 18,000 the same year also hurt tourism. The Chechen struggle against Russia has always been popular in Turkey, where pro-Chechen groups have organized rallies and brought scores of wounded Chechens for treatment. As many as 5 million Turks can trace their roots to the Caucasus, where Chechnya is located.

But on Tuesday, shopkeepers in the Istanbul bazaar turned their anger toward the Chechens.

"We are extremely angry. If you've got a problem with Russia, take it out on the Russians. Don't take tourists here as targets," said carpet dealer Vural Yayan. Tourism Minister Erkan Mumcu urged heavy punishments for the gunmen

as a "deterrent to prevent further incidents." So far, the hostage-taking incident appeared to have little effect on the industry, and the Tourism Ministry and foreign operators said there had been no cancellations.

"This could happen anywhere," said Sylvie Richard, a tourist visiting from Tours, France. "This is not the kind of event that will push me to tell my friends not to come to Turkey."

Even Alan and June Davis, who were among those held hostage at the Swissotel, visited the bazaar Tuesday. They had come to Istanbul to attend a conference on iron ore, which was canceled. "It means we have more time for shopping, that's all," said Alan Davies, who said he only learned the hotel was under siege when he encountered Chechen gunmen on his way to breakfast Monday morning. Davies said his biggest worry during the hostage-taking was that police would storm the hotel. Istanbul Police Chief Kazim Abanoz said his forces refrained out of fear of the repercussions on tourism. But security forces would have stormed the hotel if the gunmen had not released the more than 120 hostages, he said. Sunday's was the second attack on Turkish soil linked to Muhammed Tokcan, 32, a Turkish citizen of Chechen extraction. In 1996, Tokcan hijacked a Turkish Black Sea ferry for four days to try forcing Russia to stop assaults in Chechnya. He was freed in December under a general amnesty. On Tuesday, Turks expressed anger at his release.

"Answer this, Ankara: Will you pardon them again?" read a headline in the newspaper Hurriyet.

* * * * *

Turkish Cypriot Court Jails Iraqi Kurd Migrants

Reuters - 25 Apr 2001

NICOSIA (Reuters) - A court in Turkish-held northern Cyprus has sentenced 69 Iraqi Kurds to 10 days in jail on charges they illegally entered the breakaway region believing they had arrived in Italy, police said Wednesday.

Hundreds of thousands of would-be immigrants from the Middle East, Asia and Africa ply the Mediterranean Sea with hopes of reaching prosperous European Union nations. The migrants came ashore the remote Karpas peninsula of the breakaway enclave in Cyprus after their smugglers told them they had reached Italy, a police official said. They arrived in three separate groups last week and Monday, he said.

"We will accept any decision except returning to Iraq," migrant Haydar Kais Yasin told the court Tuesday. "We are prepared to die here. If you send us back to Iraq it means the slaughter of us and our families."

A Turkish Cypriot official told Reuters the administration would not immediately deport the migrants. "We will take into account the interests of the refugees," he said.

* * * * *

Barzani's visit delayed to May

TDN- 26 Apr 2001

Despite the intensive talks on terrorism during the previous talks with the Iraqi Kurds, economic issues will put its seal on the upcoming meetings

Saadet Oruc

The expected visit of Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani is delayed to May due to the intensive program of Turkish Prime Minister Bulent Ecevit. The visit is expected to be scheduled on May 6-7. Despite the emphasis put on the threat of terrorism caused by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) elements based in northern Iraq during the previous meetings, economic issues will be raised by the KDP side, Ankara representative of the party Safeen Dizayee said on Wednesday in a statement to the Turkish Daily News.

"During the previous five meetings between Barzani and Turkish officials, security matters and the terrorist threat dominated the talks. But now the number of PKK members has decreased to 600-700 from 4,000 in northern Iraq

and now they are locked in the Behdinan area," Dizayee said, putting emphasis on the point that no single PKK camp has remained in their area. "We will discuss economic issues and the future of Iraq as well as the new U.S. policy on Iraq," Dizayee added. Turkish officials, at this point, related that the two sides will certainly have different agendas. They explained that the reason for the delay of Barzani's visit was the schedule of Prime Minister Bulent Ecevit, nothing else. On April 30, the Ecevit-led Democratic Left Party (DSP) is meeting and on May 3, the prime minister is leaving for an official visit to Spain.

Reconciliation with the PUK

The two rival Iraqi Kurdish factions in Iraq are passing through a rarely-seen period of "spring" regarding bilateral relations. Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP have gone a long way toward the restarting of parliamentary work together and the holding of elections, as mentioned in the Washington agreement. "The influence of the PKK on the PUK was the main barrier to the implementation of the Washington agreement (signed between the Iraqi Kurds under the auspices of the U.S. administration in 1998 in Washington)," said Dizayee.

For three months an exchange of visits have taken place between the KDP and the PUK, and the two parties will open mutual offices in Arbil and Suleymaniya. The two groups had numerous clashed with each other during the past years but had never ended contacts with Baghdad. However, following an attempt by the Iraqi army two months ago against several settlements near Dohuk city in northern Iraq, the traffic between the Iraqi administration and the Iraqi Kurds was eased. "Not only the allied forces, but also the Iraqi Kurds themselves, protect the Kurds in Iraq. Following the attempt, this message had been given to Iraq," Dizayee said. Dizayee also talked about Iraq's refusal to grant visas for 300 U.N. staff, most of whom were mine-clearers. The Kurdish-controlled area in Iraq is 40,000 square kilometers.

Three basket U.S. approach on Iraq

All eyes are turned on the upcoming developments in Iraq and northern Iraq following the assumption of office of the new U.S. President George W. Bush. In earlier remarks, U.S. Secretary of State Colin Powell made a reference to a three-basket policy on Iraq, which is base firstly on sanctions, secondly on the no-fly zone and thirdly on a regime change. In his testimony at the U.S. House of representatives on March 8, Powell briefly commented on the basic principles of the U.S. policy on Iraq.

"First, we work within the U.N. system to make sure he has not developed and put into his inventory weapons of mass destruction," Powell said. "That is a result of the resolutions he agreed to at the end of the Gulf War. Also there is a policy of a no-fly zone, which is used to protect the Kurds in the northern part of the country and also to provide warning and protection in the southern part of Iraq. Now we have been flying in those no-fly zones for some time. The third part of U.S. policy does deal with regime change. It has been part of the government's policy for a number of years now to advocate that the country would be better off without this regime." Clearly stating that the sanctions are falling apart, Secretary Powell stated the necessity to review sanctions on Iraq. "I would not call it an easing of sanctions. What's been happening is not only an easing of sanctions, it's a verge of collapse of sanctions. This gives us a new floor that all can agree to," Powell said.

Following these remarks, the difference of views among the top U.S. officials on Iraq became visible. The unavoidable contrast of being in administration and being faced with the realities and the election campaign slogans caused a more realistic look in Washington on Iraqi affairs, Turkish officials comment.

* * * * *

Spain Urges Easing of Sanctions Against Iraq

Reuters - 26 April 2001

By Ashraf Fouad

KUWAIT (Reuters) - A senior Spanish official said on Thursday modifying U.N. sanctions would weaken Iraqi President Saddam Hussein (news - web sites)'s hold on power and called for allowing foreign investment in Iraq. Visiting Secretary of State for Foreign Affairs Miguel Nadal told a news conference in Kuwait City that he felt from his visit to Iraq earlier this year that the ruling class was "comfortable" with sanctions imposed since Baghdad's 1990 invasion of Kuwait.

In January, Nadal became the first Spanish official to visit Iraq since the 1991 Gulf War (news - web sites) ended Baghdad's seven-month occupation of Kuwait. Nadal, who arrived from Saudi Arabia, also said the sanctions needed to be modified to achieve their goals, adding that they have "tremendous, dramatic effects on the Iraqi population, which is not one of the objectives..."

"Analyzing the situation of the Iraqi regime, our impression is that the more fresh air gets into a country the better it is for the normalization of the situation of Iraq and weakening of the power of the regime itself," he said in English. "Fresh air means keeping an eye on the sanctions...and as much economic normality in the country as possible and we see investors going in and trade...because this will be the way to reinforce civil society...and (create) a counter-balance to the monopoly of power now by the regime," he added.

Spain shared its views on sanctions with Washington in talks there last month as the U.S. administration formulates a new policy of "smart sanctions."

* * * * *

Turkey's Coalition Faces Uncertainty

Reuters - 26 April 2001

By Ralph Boulton

ANKARA (Reuters) - Pressure mounted on Turkey's Energy Minister Thursday to resign over a corruption scandal while economy chief Kemal Dervis negotiated in the United States for new loans to drag the country out of crisis. Stocks ended 7.6 percent up on optimism generated by an overnight IMF (news - web sites) pledge that Turkey would receive support and by expectations that Cumhur Ersumer would resign, averting a parliamentary investigation that could hurt the government coalition.

International Monetary Fund (IMF) First Deputy Managing Director Stanley Fischer said in Washington Wednesday Turkey "deserves the support of the international community, and it will get it."

IMF sources said they hoped a package, described by the IMF as "virtually complete," would be ready by Sunday at the latest.

Dervis will spend the next four days in Washington talking with Western allies and IMF officials during a spring meeting about a loan package he has pitched between \$10 billion and \$15 billion. The money is needed urgently to finance an economic recovery program, reform banks and tackle debt. While talks proceeded in the United States, the specter of political uncertainty reemerged at home.

Markets Expect "Clean" Resignation

Ersumer held short-notice talks with Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz, the head of his Motherland Party Thursday, two days after 15 people, many former officials of his ministry, were charged with corruption.

Ersumer and Yilmaz later met Prime Minister Bulent Ecevit, and the three coalition party leaders were expected to meet in the next 24 hours. "The expectation that Ersumer will quit and the government will go on with the business of implementing the program is taking effect," Ozkan Yavasal of EGS Investment said.

Ecevit has opposed any changes in the government since the crisis broke in February gutting an IMF-backed anti-inflation plan and slashing the value of the lira by almost a half. The overriding concern has been that sackings may open rivalries in his frail, three-party coalition.

Clearly, however, markets felt that Ersumer's departure could, on the contrary, serve the cause of stability and at the same time send a message to potential international donors that Turkey is tackling the serious issue of corruption. Ersumer has said he does not feel he has been implicated by a prosecutor's report into corruption at his ministry.

"From the moral perspective, Ersumer should resign and be prosecuted by the supreme court," Anatolian news agency quoted Recai Kutan, head of the main opposition Virtue Party, as saying. Virtue is seeking a parliamentary investigation.

Any sign of spreading political turmoil would be viewed with deep concern in Washington. It was a public political row between Ecevit and his president over the pace of anti-graft operations that triggered the financial crisis in February. Hostility to Ersumer runs deep in the rightwing Nationalist Action Party (MHP), second biggest in the coalition, which presents itself as untainted by the corruption that besets those longer in power.

MHP deputy group chairman Mehmet Sandir, asked if the party would introduce a censure motion against Ersumer, replied: "If we are convinced that the minister is accused, then we shall do what needs to be done."

"Several bureaucrats under the minister face trial by the state security court on very serious charges. One must admit this brings up a political responsibility." The prosecutor in the Energy Ministry case said parliamentary immunity had prevented him interviewing Ersumer.

Ecevit, in a clear appeal to his coalition partners on Wednesday, said the corruption investigations should not be allowed to endanger the government. "The three big political parties play the three monkeys when it comes to the Ersumer issue which can influence the future of the coalition," commentator Murat Yetkin wrote in the newspaper Radikal. "They have not seen, not heard and will not speak."

* * * * *

Top Russian, U.S. Officials to Hold Talks on Iraq

Reuters - 27 April 2001

By Richard Waddington

GENEVA (Reuters) - Senior diplomats from Russia and the U.S. are to hold exploratory talks here on Saturday on ways to narrow their sharply differing policies toward Iraq, diplomats said on Friday.

U.S. assistant secretary of State David Welch and assistant secretary for non-proliferation Robert Einhorn will meet Russian Foreign Ministry officials Uri Fidotov and Alexandre Saltanov, director for international relations and head of Middle Eastern affairs, respectively, on Saturday afternoon.

Both Russian and U.S. officials described the meeting as part of on-going discussions and added that no statements were expected to be made at the end of the talks.

"It is extremely unlikely that there will be any statements. This is a working-level meeting with no fixed agenda," said one Russian diplomat. Russia has sharply criticize U.S. and British enforcement of a "no fly" zone for Baghdad military aircraft over swathes of Iraq that has been in force since the 1991 Gulf War (news - web sites) when an American-led international alliance drove Iraqi troops from neighboring Kuwait.

The Russians, together with some U.S. allies in the Gulf conflict, notably France, also want an end to or an easing of economic sanctions levied on the government of President Saddam Hussein (news - web sites).

They argue that the sanctions mainly hurt the civilian population. But both the U.S. and Britain have held out against any conciliatory gestures, saying that Saddam has still failed to abide by all pledges to the U.N., including one to prove that Iraq has no weapons of mass destruction. "They (the U.S. officials) will consult with the Russians on how to rebuild the international consensus to bring Iraq into compliance with United Nations (news - web sites) Security Council resolutions," a U.S. spokesman for the diplomatic mission in Geneva said.

He said the talks followed discussions Welch and Einhorn had with British and French officials on April 17 and 18.

Russia and France have also proposed that the United Nations provide technical and legal aid to Iraq to help it prepare its defense against billions of dollars of claims for environmental damage from the Gulf conflict. During its brief occupation of Kuwait, Iraq set oil wells ablaze, causing widespread pollution.

But Washington has so far opposed granting any such assistance.

* * * * *

Iran Matters Too Much to Be Left Out of America's Relations

By Stanley A. Weiss

LONDON — Europe and most of the rest of the world breathed a sigh of relief when President George W. Bush passed his first major foreign policy test. He got the crew of the American surveillance plane safely home, with no visible change in relations with China.

But that one was easy. They won't all be that simple. Especially tough is what the new president will do with Iran, which will hold a presidential election of its own on June 8.

In the Islamic Republic, nothing is what it seems. Only in Iran would the democratically elected president also be the leader of the opposition. That is where Mohammed Khatami finds himself.

Four years ago he won the presidency with 70 percent of the vote, promising to extract democratic freedom from the political mullahs. His reform process led to an explosion of free-speaking newspapers and magazines and a society in which men and women could breathe more easily. When the republic held its first municipal elections, almost 200,000 moderates were put in office. Early last year the reformers won control of Parliament, another slap at clerical rule.

But under the Islamic Republic's constitution a "supreme leader," Ayatollah Sayed Ali Khamenei, elected by his fellow clerics, has the ultimate authority. He controls the security forces, the judiciary, the intelligence agencies, the state radio and television and, through the powerful Islamic business conglomerates called charitable foundations, at least 20 percent of the country's economy.

Urged on by totalitarian theorists opposed to the entire concept of reform, the ayatollah

struck back. Using the judiciary as the main instrument of repression, he shut down the liberal press and jailed outspoken journalists. The Council of Guardians, controlled by hard-line clerics, blocked reform legislation. Students, long in the forefront of political dissent, have been battered into silence through long prison sentences imposed on many of their leaders. In the last month scores of secular dissidents and religious-nationalists have been arrested.

The United States has maintained a generally hostile relationship with Iran for two decades. If this posture was ever in the best interest of America, it is certainly not now. As America's European and Asian friends have already recognized, Iran is here to stay, and it makes sense to have normal cultural, commercial and political ties.

So, what should President Bush do? First, help those forces within Iran that want to get rid of Saddam Hussein. For the first time, the Iranian-backed opposition to the Iraqi dictator has said it would work directly with the United States to topple Saddam.

Second, work with Iran to defeat Afghanistan's ruling Taliban militia, which threatens Central and South Asia as well as the West. It provides a sanctuary for Osama bin Laden, the No. 1 terrorist on the CIA list. It is also a key security concern of Tehran. Ruled by fundamentalist Shiite clergy, Iran recognizes that its greatest enemy may lay on its eastern border. The ultra-orthodox Sunni regime has killed thousands of Shiites. Two million Iranians are addicted to the opium and heroin flowing in from Afghanistan.

Third, recognize that the Islamic Republic is of enormous strategic importance to the United States and its friends and allies. Sixty-five percent of the world's known oil reserves lie below and around the Gulf. Iran has the second largest national gas reserves in the world. The Caspian Sea's potential oil and gas reserves are estimated at \$4 trillion. Ultimately, no policy for Caspian energy can ignore Iran.

America takes such a strategic view in its relationship with oil-rich Saudi Arabia, which, like Iran, mixes an Islamic constitution with its politics and supports terrorist groups. Unlike Iran, it recognizes the Taleban militia.

President Bush should take steps now to establish a relationship with Tehran.

The United States should continue to try to prevent the import of weapons of mass destruction into Iran, but it should lift other sanctions that not only block American corporations from trading with Iran but also allow penalties against foreign companies that invest in its oil industry.

The Iran-Libya Sanction Act comes up for renewal this summer. Mr. Bush should urge Congress to allow it to expire.

A fundamental change in U.S. policy toward Iran will be difficult to sell to the American people, conditioned by years of hostile rhetoric and a regime that has failed to reciprocate in any way to Washington's goodwill initiatives. Nor will a new policy pay immediate dividends. There is likely to be at least one step backward for every two steps forward.

The test for Mr. Bush will be to establish and maintain a policy of self-interest with Iran

— no matter what happens. In this, he can look at how his predecessors, including his father, handled China.

From 1949, when Mao Zedong marched triumphant into Tiananmen Square unleashing mass murder and government-inflicted famine, until 1972, when Richard Nixon reversed course, the United States had no relationship with China. Despite helping Pakistan, North Korea and Iran go nuclear, a deplorable human rights record and Communist leadership in Beijing, every U.S. president in the past three decades has worked to strengthen those links with China that serve America's interests.

Since 1979, when the late Ayatollah Ruhollah Khomeini returned triumphantly to Tehran, unleashing the taking of the American hostages and declaring an Islamic revolution for export, there have been no ties between the United States and Iran. The American policy of seeking to isolate that country hasn't worked. Mr. Bush has the chance to change that.

The writer is founder and chairman of Business Executives for National Security and former chairman of American Premier, a mining and chemicals company. He contributed these personal views to the International Herald Tribune.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 25, 2001

Turquie : halte à l'hécatombe

par Daniel Jacoby

Ly aura 194 jours, le 30 avril, que plus de cinq cents détenus des prisons d'Ankara et d'Istanbul sont en grève de la faim. Ils sont accompagnés, à l'extérieur, par certains de leurs proches. Dix-huit d'entre eux sont morts. La situation s'aggrave d'heure en heure. Le triste record de Margaret Thatcher qui avait laissé mourir dix prisonniers irlandais est largement battu.

Allons-nous continuer d'assister passivement à la lente agonie de ces hommes et de ces femmes, détenus pour la plupart d'entre eux pour des motifs politiques. Angoissés, les familles des survivants parcourent l'Europe pour tenter de mobiliser les gouvernements afin qu'ils exercent, auprès des autorités turques, les pressions nécessaires afin que cesse cette hécatombe.

Les revendications des prison-

niers turcs n'ont rien d'anormal.

Les autorités turques ont profité du soulèvement de décembre 2000 dans les prisons pour procéder à une réforme, substituant au système des dortoirs des cellules individuelles dans lesquelles les détenus sont à l'isolement, sans avoir la possibilité de communiquer entre eux, avec des restrictions drastiques pour ce qui concerne livres et journaux.

Ils demandent que les correspondances qu'ils adressent ou qui leur sont adressées ne restent pas pendant de longues périodes bloquées, que le nombre et la durée des visites de leur famille soient augmentés, avec au moins une fois tous les deux mois une entrevue ouverte.

Ils demandent que cessent les tortures durant les transferts et les fouilles et qu'aucunes représailles

ne soit exercée contre les grévistes de la faim lorsqu'ils auront cessé leur grève.

Bref, ils ne demandent rien d'autre que le respect par le gouvernement turc des règles minimales pour le traitement des détenus adoptées par le premier congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 du 31 juillet 1957 et 2076 du 15 mai 1977.

S'ils n'interviennent pas rapidement auprès des autorités turques, les gouvernements de l'Union européenne porteront une lourde responsabilité dans ce drame qui se déroule sous le regard, impuissant, des organisations de défense des droits de l'homme qui se sont mobilisées. L'UE va-t-elle accepter que la Turquie continue de pratiquer,

dans ses prisons, un système d'isolement du « type F » qui constitue un traitement cruel et inhumain que ne justifient en aucune manière les règles de sécurité invoquées.

L'Europe s'est construite sur le respect des droits de l'homme, et le premier de ces droits est le droit à la vie. Ce ne sont pas des droits abstraits. Il ne suffit pas d'en faire la référence obligée dans de pompeux discours de circonstance, il faut les appliquer concrètement, et veiller à leur respect. Il est grand temps que l'Europe le manifeste avec une grande fermeté.

Daniel Jacoby est avocat, président d'honneur de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme.

From Some Rogue Labs Come Poison Weapons

By Charles Duelfer

WASHINGTON — The current outbreak of foot-and-mouth disease in Britain makes one wonder. Not about Britain's plight specifically. There is nothing to suggest that the epidemic there is an act of war. But consider how quickly and easily it has spread.

Then consider a regime such as Iraq's, which has demonstrated a commitment to developing biological weapons. Might such a nation find it advantageous to strike anonymously and biologically by spreading an economically devastating disease or a slow-acting toxin?

The Iraqi regime insists that the economic sanctions imposed on it are nothing less than a genocidal attack by the United States and Britain. The regime has said it is still bravely fighting the Gulf War, and that it will

respond to the plight of the Palestinians. It is easy to dismiss these statements as pure bluster.

But Iraq developed significant weapons capabilities and has a record of using them. It used 101,000 chemical munitions in its war with Iran. It employed chemical weapons and possibly biological ones against Iraqi Kurds in the north. It acknowledges that it conducted extensive research and produced a range of biological weapons and agents.

Among the agents known to have been loaded into warheads are aflatoxin, a fungal toxin that can cause liver cancer, and wheat-clover smut, which destroys grain crops. Neither is a traditional weapon. Neither causes immediate death or

the incapacitation of an enemy army. The ultimate devastating effects are long-term and difficult to trace.

The UN inspection team sent to Baghdad tried unsuccessfully to get the regime to explain its intentions for biological weapons. We do know that Iraqi researchers considered combining agents in various ways to enhance effects or conceal intent. They looked into mixing tear gas with aflatoxin.

If a regime wished to conceal a biological attack, what better way than this? Victims would suffer the short-term effects of inhaling tear gas and would assume that was the totality of the attack.

Christine Gosden, a professor of medical genetics at the University of Liverpool, has been conducting a pro-

gram of research and humanitarian assistance in the northern regions of Iraq, where the population and environment might have been subjected to biological weapons, in addition to chemical ones.

The long-term genetic, health and environmental effects of these attacks are significant. Dr. Gosden's early work is beginning to suggest that it might be possible to trace discernible genetic effects back to the specific agents that caused them.

The evidence suggests that Saddam Hussein's army used more than simply nerve agent and mustard gas against the Kurds.

The writer, a former deputy chair of the UN Special Commission on Iraq, contributed this comment to the Los Angeles Times.

April 26, 2001

The Honorable Kofi Annan
Secretary General
United Nations
New York, New York
U.S.A.

Dear Sir:

Re: Conference on Kirkuk – Erbil, Iraqi Kurdistan

From April 3 – 5, 2001, an academic conference was held in Erbil to discuss the situation in Kirkuk. More than 200 academics, historians, and experts from the Universities of Duhok, Salahaddin and Sulaimaniyah attended the conference and 14 research papers were presented.

Kirkuk, always considered to be a part of Kurdistan, is being drastically altered through the Arabization policies of the Iraqi regime under Saddam Hussein. Civilians face forced deportation property confiscations or requirements to alter their identity to “Arab.” A part of the conference was devoted to the condemnation of this Iraqi governmental policy and discussion of the urgency to resolve the matter. At the finish of the conference the following Memorandum was drafted with a call for action from the United Nations and the international community to compel the Iraqi government to stop this violation of human rights.

Memorandum

It has long been recognized and acknowledged that the ancient city of Kirkuk and its surrounding oil-rich district are located in a part of Kurdistan. All international committees and delegations that have participated in issues related to Iraq and Kurdistan have always admitted that Kirkuk is a Kurdish city, including those involved in the creation of the Iraqi state in 1921. Other examples can be found in the report of the delegation sent from the League of Nations in 1925 with the purpose of establishing the facts about the Mosul Vilyat, reports and the census documents during the time of the British Mandate, and the census reports of the Iraqi Government from 1934 and 1947.

The Government of Iraq, prior to 1927, never claimed that Kirkuk was anything other than Kurdish. However, the discovery of significant, rich oil fields in 1927 changed all that. The Iraqi government adopted the policy of Arabization in order to change the demography of the city and its surrounding district in a desperate attempt to change the identity of the city. This policy was implemented and the resulting deportations of the Kurds, Turkmen and Assyrians began along with the importation of ethnic Arabs to the homes illegally confiscated from the original occupants.

The intensity of the implementation of the Arabization policy, or ethnic cleansing as it is called today, increased after 1963 and further again after the Iran-Iraq War conducted from 1980-1988. During 1988's infamous Anfal Campaign the deportations reached a peak that was unmatched until the end of the Gulf War of 1991 when mass expulsions were carried out with whole families forced to move either deeper into Kurdistan or to areas in the center and south of Iraq. Many who stayed behind were pressured or forced to change their identity from Kurdish.

It is clear that the carrying out of the Arabization policy is a violation of many international conventions and agreements, particularly the conventions related to human rights and ethnic rights. These legally binding conventions and agreements make it clear that forced expulsions due to race or religious background or political views are not allowed.

The issue has been raised before but we are raising it once more and ask that the United Nations and the international community make renewed efforts to compel the Government of Iraq to stop the deliberate violations of the rights of the people of Kirkuk and the surrounding district. We call on you to:

1. Compel the Government of Iraq to stop the ethnic cleansing of Kirkuk and its surrounding district. Moreover, the Government of Iraq should be required to repatriate all those who were expelled, to compensate them for their loss of property and belongings, to return their official documents and restore their records to the original status including information held in government records and archives, to return their identity cards, and to return their homes and properties to the owners prior to the expulsions. The Government of Iraq should also be compelled to repatriate the Arabs, who were deliberately moved to Kirkuk and its surrounding district for the purpose of altering the ethnic demography of the area, to their original homes and lands.
2. Compel the Government of Iraq to reveal the fate of the thousands of Kurds and other minorities who were detained and then disappeared during the Anfal Campaign or to release them.
3. Change the Safe Haven area so that it includes Kirkuk and its surrounding district in the Iraqi Kurdistan Region and to extend the northern No-Fly Zone from the 36th parallel to the 34th parallel thereby guaranteeing the safety and security of the people residing there.
4. Designate the Kirkuk Citadel and its historical and archaeological sites under the UNESCO "World Heritage Sites" program so that these invaluable treasures are protected and preserved. This ancient city—as old as 8,000 years—has had its treasures subjected to destruction and inappropriate change at the hands of the Iraqi Government and these actions should be stopped.

We trust that the United Nations and the international community will support us in our endeavours to prevent the Government of Iraq from continuing to harm its own citizens and to grossly violate their human rights. We look forward to your response.

Sincerely yours,
Kirkuk Conference Higher Committee

cc See attached list.

Copies of the attached letter have been sent to the following:

1. Representatives of the 15 Members of the Security Council
2. UN High Commissioner for Human Rights
3. Chair, European Parliament
4. Minister of Foreign Affairs, European Union
5. Chairman, The Arab League
6. Chairman, Organization of Islamic States
7. President, United States of America
8. Prime Minister, United Kingdom
9. Prime Minister, France
10. President, Russia
11. President, People's Republic of China
12. Prime Minister, Turkey
13. President, Syria
14. President, Islamic Republic of Iran
15. President, Armenia
16. President, Georgia
17. President, Finland
18. Prime Minister, Japan
19. Secretary of State, United States of America
20. Minister of Foreign Affairs, France
21. Minister of Foreign Affairs, United Kingdom
22. Minister of Foreign Affairs, German Democratic Republic
23. Minister of Foreign Affairs, Russia
24. Minister of Foreign Affairs, China
25. Minister of Foreign Affairs, Japan
26. Heads of the Arab States
27. Pope _____
28. Prof. Hans Fischer, German Democratic Republic
29. Human Rights and Foreign Affairs Committees of the German Reichstag
30. The Socialist International
31. The International Federation of Journalists
32. World Council of Churches
33. International Court of Justice
34. General Union for Arab Journalists
35. The American Congress
36. House of Lords, United Kingdom
37. Amnesty International
38. Kurdish Human Rights Watch - United States
39. Kurdish Institute - Paris
40. Washington Kurdish Institute
41. Kurdish Research Center, Moscow
42. Peace Institute, Helsinki
43. Innsbruck University, Federalism Research Institute, Austria
44. Kurdish-Arab Dialogue Center, Cairo
45. Karbala Center for Studies and Research, London
46. Kurdistan Federation, Sweden
47. Kurdish National Congress, United States
48. European Social Democratic Parties
49. European Green Parties
50. Former President, Nelson Mandela
51. Former President, William J. Clinton
52. Former Vice President, Alan Gore
53. Mme. Danielle Miterrand, Chair, France Liberte
54. Congressman, Robert Filner
55. Representatives of major media outlets

Analysis: Uncertain policy on Iraq and Kurds

UPI - 27 April 2001

By DERK KINNANE ROELOFSMA

WASHINGTON, April 27 (UPI) – Shortly after taking office Secretary of State Colin Powell told the press containment of Iraq would be a top Bush administration priority. The issue with Baghdad, he said, was Saddam's persistence in trying to develop nuclear and chemical weapons, and his territorial aspirations. "We have to keep reminding everybody that this is an arms control problem," he said on Feb.1.

Two and a half months later, on April 15, the Sunday Times of London reported that Saddam was rebuilding a chemical weapons factory at Daura, outside Baghdad. The news came as Powell was continuing a review of policy on Iraq that he hopes to have in place by June. "Give the administration time," says Judith Kipper of the Center for International and Strategic Studies. Meanwhile, Saddam, as well as continuing his pursuit of weapons of mass destruction, has become a street hero of the Arab masses as the champion of the Palestinian cause. At the same time businessmen and their governments, looking for deals, flock to Baghdad to do business. When Saddam's son-in-law, Hussein Kamal, head of Iraq's unconventional weapons program, defected to the West in 1995, he revealed that Iraq already had a stock of chemical and biological weapons. Nuclear arms may still be a few years off, but according to Graham Fuller of the RAND Corporation, it is probably not realistic to think Iraq will not obtain them.

In an attempt to rescue the U.N. sanctions policy on Iraq from total collapse, Powell proposed new "smart" sanctions that would relieve the hardships suffered by the Iraqi people under the old sanctions, while denying Saddam material for weapons.

Assistant Secretary of State for Near East Affairs Edward Walker describes it as replacing the sanctions regime with a control regime that would regulate the flow of money to Saddam and access to military goods and materials used to make weapons of mass destruction. It's anybody's guess how the proposed controls regime could undo what Saddam has already accomplished in building up his capacity to unleash terror and destruction. Saddam has delivered a firm "no" to re-admitting U.N. inspection teams to ensure Iraq was not producing nuclear or chemical weapons. Proposals to install verification posts in neighboring countries have not been met with enthusiasm in Turkey, Syria, Jordan, and Saudi Arabia – not to mention Iran. Nor is it clear how the controls regime would operate beyond Saddam's abilities to get around it, all the more so as there has been growing international sympathy for an end to sanctions, especially from Russia, France and China. Smart sanctions are seen as no better than the earlier sanctions by Iraq's neighbors – as well as specialists on Iraq, like Laurie Mylroie, author of "Study of Revenge: Saddam Hussein's Unfinished War Against America." She is dismissive of a new sanctions regime being any more effective than the old one. Sanctions are the first of three baskets that Powell says make up U.S. policy. The second basket, Powell told Congress in March, concerned military posture and involves enforcement of the northern and southern no-fly zones in Iraq. In line with this, the White House and State Department assured a delegation of senior Iraqi Kurds recently in Washington that the United States will continue to protect the Kurds as it has done since it established a safe haven for them in 1991 and in the following year for the Shia Arabs in the south of Iraq.

The third basket, which many observers currently consider little short of wishful thinking, is the toppling of Saddam Hussein. The no-fly zones and U.S. readiness to enforce respect for the Green Line separating Saddam's army from the Kurds, is the only substantial element left in the old policy of containing Iraq. The U.S. military umbrella has been essential to the Kurds well-being and has permitted them to govern themselves, largely free of Baghdad, and, compared to the rest of Iraq, even to prosper.

The Kurds have direct experience of Saddam's use of weapons of mass destruction. In 1988, 5,000 men, women and children died in five minutes when poison gas was dropped on the village of Halabja. It was part of the Anfal campaign in which the Iraqi Republican Guards dragged 182,000 villagers from their homes, never to be heard of again, razed 4000 villages to the ground, and blew Kurdish towns to bits, building by building. In recent months the Iraqi army has probed the periphery of the area under Kurdish control.

Although the Kurdish delegation said it was satisfied with what it had heard from U.S. officials, it nevertheless left an impression of being less than wholly convinced the United States would insure the Kurds safety. The touch of unease probably stems from the awareness that the United States does not have a firm policy at this time. One Kurd, asked if he was satisfied by the U.S. reassurance, replied dryly, "I have heard nothing to make me doubt it."

* * * * *

A fuel station was a bomb target in Arbil, South Kurdistan capital

KurdishMedia.com - 24 Apr 2001

Arbil-Kurdistan (KurdishMedia.com) 24 April 2001: A fuel station was a target of sabotage in Arbil, South Kurdistan capital today. About one kilogram of TNT was used by to set fire to the patrol station and blow one of the fuel tankers. The blaze from the fuel was spread over 1000 square-meter and it took the local fire services an hour to keep it under control.

The station was in the middle of the capital's residential area. The local residents were about to evacuate, but as the blaze was kept under controlled this was not needed. No one hurt and no one has claimed the responsibility for the sabotage. The chief of the police of Arbil said that an investigation is under way and several people have already been questioned.

In the past different Islamic groups and Iraqi regime have been responsible for similar attacks in Arbil. Earlier this year, Mr Franso Hariri, a leader of the Kurdistan Democratic party (KDP) controlling Arbil, was assassinated by an Islamic group known as Al-Tawhid, who are currently stationed in the mountainous area of Suren, in Sulemani province, on the Iranian border.

* * * * *

KRG on Deportation

Kurdistan Observer - 24 April 2001

An official statement from the Deputy Prime Minister. April 2001

This is the official point of view of the KRG regarding the planned deportation of Kurdish Refugees by some countries. It is obvious that the KRG has never urged people to leave their country and migrate to Europe. We have many times emphasized on this openly in our media.

Regarding those who have arrived in European countries, they have sold their properties and all their belongings and have risked their lives and future to make this trip and arrive in Europe. They have lost their jobs, money and properties in Kurdistan and returning them will create number of problems. Such as: The KRG will not be able to provide housing for them, since we already have problem of resettlement in Kurdistan. According to Habitat 23% of our people are IDPs. We have a high rate of unemployment in Kurdistan and the KRG can not proved jobs for returnees. Therefore they will become a big burden on their community. Also it will not be possible for the KRG to help them monetarily.

The deportation will have a psychological affect on the returnees and they will have a negative impact on their families and the community. For these reasons, we see their deportation as a negative step that will have negative consequences. Therefore, we deem it necessary that both Holland and Sweden, from the humanitarian point of view and today's situation in Kurdistan and the region as a whole, to review their decision. Instead of deporting them, to find a better solution and not to commit an act to add to the suffering of these refugees that may reflect negatively on their communities. At the mean time, the European countries can take more affective steps not to allow people to reach their countries easily and ask for asylum.

* * * * *

Turkish court jails Syrian woman over failed suicide attack

AFP - 24 Apr 2001

ISTANBUL, April 24 (AFP) - 16h06 - A Turkish court on Tuesday sentenced a Syrian member of the militant Kurdish separatist movement PKK to twelve-and-half years in jail for preparing a suicide bomb attack. Anatolya news agency said a special state security court in the southeastern town of Diyarbakir convicted Djvin Ahmet, a member of the Kurdistan Workers' Party (PKK), for the plan.

The court was told that Ahmet had been willing to act as a suicide bomber in the town of Mardin because she was

already severely ill with a chronic rheumatic condition. Ahmet pleaded not guilty, while admitting to membership of the PKK. She said she had come to Turkey at the time, in 1994, to receive medical attention.

Ahmet, whose age was not given, was arrested with two Turks, who were later released due to lack of evidence.

The PKK took up arms against the Ankara government in 1984 to obtain Kurdish self-rule in Turkey's eastern and southeastern regions, which are mainly populated by Kurds.

PKK leader Abdullah Ocalan, who is currently in a Turkish death cell, previously operated out of Syria.

Ocalan was captured in Nairobi in an undercover operation, brought back to Turkey in 1999 and sentenced to death for treason. His execution was put on hold by Ankara to allow the European Court of Human Rights to rule on his complaints against his arrest.

Ocalan later called for peace and the PKK declared an end to its campaign and promised to seek a peaceful and democratic resolution to the conflict. But the powerful Turkish military has snubbed the PKK's truce as a ploy, and has called on the rebels to surrender.

* * * * *

Son of former secret service chief charged with murder: paper

AFP - 25 April 2001

TEHRAN, April 25 (AFP) - The son of former Iranian intelligence minister Ali Fallahian was arrested in Tehran for the murder of a policeman, a newspaper reported Wednesday.

Mohsen Fallahian, 24, is charged with Tuesday's shooting death of a policeman after he allegedly opened fire on two officers in a north Tehran street, the Abrar paper said. It said he claimed the shooting was in self-defence and that he had thought the two policemen wanted to kill him.

His father, a conservative cleric, was head of Iran's secret service from 1989 to 1997 and will reportedly stand in June's presidential elections. He has been accused by reformists of involvement in the 1998 murders of several opposition figures and dissident intellectuals.

* * * * *

BBC - 25 April, 2001

Police to investigate Saddam 'war crimes'

Gulf War crimes to be scrutinised by Scotland Yard War crimes by the Iraq leadership may be investigated by Scotland Yard.

The BBC has learned that the Attorney General has referred a case to the police about British hostage-taking at the start of the Gulf War. This could eventually lead to a war crimes indictment against the Iraqi president, Saddam Hussein, and his deputy prime minister, Tariq Aziz.

But it is unlikely that the pair would ever be extradicted for a trial before an international court.

A criminal case would focus on the plight of 4,500 British citizens and thousands of people from other countries who were held hostage in Iraq and Kuwait a decade ago. London-based organisation Indict has spent five years compiling evidence of alleged war crimes and brutality by the Iraqi leadership.

Its chairwoman Labour MP Ann Clwyd told BBC Radio 4's Today programme that there was a sound case against Saddam Hussein and Tariq Aziz. "Our lawyers tell us that we have got sufficient evidence, more than sufficient evidence, to provide a realistic prospect of conviction of Saddam Hussein and Tariq Aziz on charges of hostage-taking... so we are very optimistic," she said.

'Raped at gunpoint'

A British Airways Stewardess, held for a month, has said her colleague was raped at gunpoint and that she feared for her life on more than one occasion.

The Attorney General, Lord Williams, has said there is not yet sufficient evidence to give his consent for a prosecution to be pursued. But he said that the case merited further inquiry by the police. Human rights campaigners and lawyers say this sends a powerful signal to the rest of the world.

As a head of state, Saddam Hussein has immunity from a criminal prosecution.

But Indict argues that Britain's initial decision to strip former Chilean dictator Augusto Pinochet of immunity for human rights abuses could set a precedent. Ms Clwyd said: "The deficiency in the Iraqi case is that there is no international tribunal set up by the (UN) Security Council... so in the absence of that we have been collecting the evidence.

"We have just three researchers, but over the last 18 months they have collected evidence from all over the world, documentary evidence, video evidence, sworn statements from victims and so on.

"We believe that Saddam Hussein and Tariq Aziz in fact are not immune from prosecution."

* * * * *

Khatami hails cooperation with Damascus against Israel

AFP - 25 Apr 2001

TEHRAN, April 25 (AFP) - President Mohammad Khatami on Wednesday hailed the government and people of Syria for their role in fighting Israel, the state IRNA news agency reported.

"The shared point of view between Iran and Syria concerning support for the Palestinian intifada (uprising) is a notable sign of the close cooperation between Tehran and Damascus," he said. "Irano-Syrian and Syrian-Lebanese cooperation was important for the victory of Hezbollah in south Lebanon," IRNA quoted him as saying in a meeting with Syrian Vice President Zoheir Moshareghah.

Iran helped found the militant guerrilla group Hezbollah, which led the armed campaign that ended Israel's 22-year occupation of south Lebanon last year. The Syrian official, heading his country's delegation at Tehran's international conference to support the intifada which closes Wednesday, said "Israel has never wanted peace or calm and has always sought to humiliate Arab nations."

More than 30 Arab and Islamic nations as well as all Palestinian opposition groups are on hand for the conference, which has been marked by an array of calls to step up the seven-month-old intifada against the Jewish state.

+++++

US lambastes Iranian leader's comments on Holocaust

AFP - 25 Apr 2001

WASHINGTON, April 25 (AFP) - The United States on Tuesday slammed as "deplorable and outrageous" comments by Iran's supreme leader Ayatollah Ali Khamenei that Zionists collaborated with Nazis in exaggerating the Holocaust. State Department spokesman Philip Reeker said the remarks, combined with Iran's hosting of a conference of groups opposed to the Middle East peace process, including Hamas and Hezbollah were more evidence that Iran backed terrorism.

"The outrageous and deplorable statements such as those that we've heard ... do nothing to allay our concerns about Iran and its support for terrorism and opposition to Middle East peace," Reeker told reporters.

He referred specifically to Khamenei's comments as well as those by leaders of Hamas and Hezbollah that Israel was in store for more violence and suicide bombings.

Reeker noted that the State Department would next week be releasing its annual report on worldwide terrorism and that Tehran's relations with and overtures to such groups would be noted.

"We saw in Tehran and the pictures we've seen is no garden party," he said, referring to reports from the Iranian-hosted conference which aims to spur Arab support for the Palestinian uprising, or intifada, against Israeli occupation now in its seventh month. "Next week we'll release of our annual "Patterns of Global Terrorism" report, which I'm sure will highlight a number of the organizations that have been there."

Khamenei said earlier Tuesday that documents existed that showed that Zionists hoping to create a Jewish state collaborated with Nazi Germany in exaggerating the extent of the Holocaust.

* * * * *

Russia in Official Protest at Turkey Hostage Drama

Reuters - 25 April 2001

MOSCOW (Reuters) - Russia's Foreign Ministry said on Wednesday it had sent Turkey an official protest note over a pro-Chechen hostage drama in a luxury Istanbul hotel, and repeated warnings about extremist groups based in the country. "We have sent them a letter expressing our displeasure over the situation," a ministry spokesman told Reuters by phone.

Moscow had "more than once drawn the attention of Turkish officials to the possibility of such an act by extremist persons and groups on Turkish territory, who provide various forms of support to Chechen terrorists," a ministry statement said.

Thirteen gunmen denouncing Russia's 19-month-old military campaign in Chechnya (news - web sites) were detained by Turkish police on Monday after peacefully surrendering and releasing the 120 hostages, including four Russians, they had held overnight. Turkey has been host to a large diaspora from the North Caucasus, which includes Chechnya, dating from Russia's conquest of the region in the 19th century.

The Russian Foreign Ministry repeated demands that Turkey take "decisive steps" to punish criminal groups whose actions could "negatively affect the development of bilateral relations between Russia and Turkey."

A spokesman for the Turkish foreign ministry in Ankara said later it would be wrong to let the incident harm relations between the two countries. "Issues that aren't directly related to bilateral ties shouldn't influence Turkish-Russian friendship. We believe neither country will benefit," the spokesman said.

Russia's Foreign Ministry warned that the hostage incident had raised "serious concerns," and called on Turkey to ensure the safety of Russians visiting the country.

Moscow withdrew from Chechnya in defeat in 1996 but launched a second offensive against the rebel province in October 1999. Moscow says the "anti-terrorist" operation was ordered in response to a raid by extremists into a neighboring Russian region and a series of deadly bomb blasts in Russian cities. Russian forces have established shaky control over Chechnya but its troops still die almost daily in rebel ambushes.

* * * * *

Iran Accused of Violating Cease-Fire

AP - 23 April 2001

By MELISSA EDDY, Associated Press Writer

UNITED NATIONS (AP) - In a letter to the Security Council, Iraq accused Iran of more than 60 violations of a cease-fire that the two neighbors agreed to in 1988. The letter, signed by Iraqi Ambassador Mohammad Al-Douri and released Monday, documents 61 incidents Iraq says occurred between Jan. 1 and March 8 that went against the 1988 U.N.-brokered cease-fire that ended eight years of fighting.

The allegations from Baghdad come less than a week after Iran acknowledged that its armed forces had attacked

Iraqi bases of the rebel Mujahedeen Khalq. The attack killed three people and wounded 23 others, Iraqi official media and the Mujahedeen Khalq said. All but one of those casualties were Iraqis.

The Iranian missile attacks were followed by Iraqi reports of two Iranian reconnaissance drone planes being shot down on the Iraqi side of the border. Although this attack was not included in the Iraqi letter, it detailed dozens of other instances described as "continued violations" of the cease-fire resolution committed by Iran in the first three months of this year.

The list included movements of Iranian soldiers near the Iraqi border, gunfire and mortar attacks, the establishment of new observation posts and the killing of an unarmed civilian in a fishing boat.

Iraq has warned Iran that continued attacks risked reviving the 1980-88 war, which claimed more than a million lives in battles along the border and missiles exploding in towns and cities. Iran and Iraq host rebels opposed to each other's government. Iraq has previously accused Iran of firing missiles at its territory, sometimes exploding in Baghdad, to retaliate for attacks of the Mujahedeen. Iran has often urged Baghdad not to allow cross-border attacks by guerrillas.

* * * * *

Hunger-striking Kurd granted permission to remain in Japan

The Japan Times - 29 Apr 2001

By TAKUYA ASAKURA

The Justice Ministry has granted special residential permission to a Kurdish asylum-seeker who had been waging a weeklong hunger strike with four fellow Kurds from Turkey at an immigration center in Ibaraki Prefecture, it was learned Saturday.

Hassan Chikan, who was released from the Higashi-Nihon Immigration Center in Ushiku on Friday, is believed to be the first Kurdish asylum-seeker from Turkey to be granted resident status by the Japanese government, according to lawyers supporting immigrants. The ministry does not disclose information on individual cases. A group of five Kurdish asylum-seekers, including Chikan, have refused all food and drink except water at the detention center from the morning of April 20 to protest the decision to deport them to Turkey.

The remaining four Kurds were continuing their hunger strike as of Friday afternoon, when lawyer Takeshi Ohashi met three of them.

"They were not in such a serious condition that they were unable to walk, but they appear to have lost a considerable amount of weight," he told The Japan Times. Their applications for refugee status were all dismissed by the ministry by Friday, he added. A Justice Ministry spokesman refused to discuss the hunger strike and the health of the men, repeating, "We cannot say anything about this case." Journalists are customarily refused access to detainees at such facilities.

Judging by its past record, Japan has not been tolerant toward Kurds from Turkey who are seeking asylum. Kurds started to settle in Japan, especially in Saitama Prefecture, in 1994 after European countries tightened their immigration policies, experts say.

More than 60 Kurds from Turkey have applied for refugee status in Japan since 1996 but lawyers supporting them said none have so far been recognized as refugees. Chikan, who first arrived in Japan in the late 1990s, was deported to Turkey in 1999 after the ministry dismissed his application for refugee status. He was then arrested and detained by Turkish authorities and was singled out for harsh treatment, said Ohashi, who visited the country to track down deported refugees he had assisted while in Japan.

Chikan was persecuted by Turkish authorities on the grounds that he supports the Kurdish Workers' Party, known as the PKK, because he appeared in a photograph with a poster of the party's leader, Abdullah Ocalan, in the background, Ohashi said.

Articles in Turkish newspapers claim that Turkish authorities are conducting surveillance operations on Kurdish residents of Saitama Prefecture who are considered to be active PKK members.

Chikan again fled to Japan in February after Turkish soldiers raided his home town of Tekirsin. However, he was detained at the immigration facility in Narita Airport when he again applied for refugee status upon his arrival, according to the lawyer. It is believed that Chikan was granted special residential status, usually granted to foreigners who marry Japanese, instead of refugee status out of diplomatic consideration toward Turkey, which denies it is persecuting its Kurdish minority.

The remaining four Kurds at the immigration center also claim they face persecution by Turkish authorities if they are deported. Kurds, who comprise about a quarter of the population of Turkey, have long been in conflict with the Turkish government.

* * * * *

PKK captives continue their hunger strike

Kurdish Observer - 29 Apr 2001

8 thousand PKK captives stated that they had been continuing their rotating hunger strike they started on 14 April. Calling attention to the deadlock of oligarchic system, PKK captives said that they would continue hunger strike until the dying on death fast was put to an end.

A statement by Cetin Arkac and Serdar Erdogan in the name of all PKK captives in Turkey and Kurdistan said that classical repressive mentality was an obstacle before democratic rights and freedoms.

Stressing that there was no improvement on "inhuman and discriminating" isolation PKK General Chairman Abdullah Ocalan experienced, the statement attracted attention that the government had not found a solution to prison problems.

PKK captives added, "We, all PKK captives in all prisons, continue our rotating hunger strike. We show respect to the captives and their closed ones who have resisted to the conditions on F-Type (isolation cells) Prisons and died. We will continue our political resistance until a reasonable solution is found and dying is put an end."

* * * * *

MKO claim clashes in Kermanshah

AFP -- 29 April 2001

The Iraqi based armed MKO said it killed or wounded dozens of Iranian forces in clashes in the western province of Kermanshah that began Saturday morning and were continuing into the night.

In a statement faxed to AFP in Nicosia, the Mujahedeen said extensive clashes broke out Saturday morning between its units and combined intelligence ministry and Revolutionary Guards forces in the Gilan e-Gharb region. It said the clashes spread rapidly to large areas of the province and were still continuing at 8:00 pm (1430 GMT).

Government forces received a "severe blow ... in the first hour of the clashes and left behind several dead and wounded," the statement said.

They then called in reinforcements and, at 5:00 pm, forces of the 4th Brigade of the 81st Division were sent in, along with army helicopters from Kermanshah.

The group regularly claims to have carried out military operations inside Iran.

* * * * *

Ebrahim Yazdi summoned by courts

AFP - 29 April 2001

TEHRAN, April 29 (AFP) - Ibrahim Yazdi, head of the opposition Iran Freedom Movement and currently in the United States, was formally summoned by the courts Sunday for acting against national security, state radio reported. "Ibrahim Yazdi is accused of action against the internal security of the state and arms possession, and must present himself to the revolutionary tribunal in Tehran," the court said in a statement cited by the radio.

The court said it would move to have Yazdi arrested "in line with international laws" if the opposition leader did not present himself to the court in due course.

The news of charges against Yazdi came yesterday (Saturday) from the Judiciary:

The judiciary said Saturday the head of the liberal opposition Ibrahim Yazdi, who is currently in the United States, stands accused of "links with counter-revolutionary elements and illegal possession of weapons."

"During a search of the home of the leader of the Iran Freedom Movement, we found two revolvers, one automatic weapon, illegal tapping equipment and important documents proving links with counter-revolutionary elements and Western embassies in Tehran," said a statement from Tehran's revolutionary court.

According to the statement, broadcast on radio and television, several arrested opposition members "confessed" and said they "had links with certain Western embassies in Tehran, close to the United States."

"Two of the people arrested admitted they had spoken with an ambassador and charge d'affaires of a foreign embassy in the presence of the leader of the Iran Freedom Movement," the statement added, without naming Yazdi, who is currently in the US state of Texas for medical treatment.

Yazdi, 70, is a former companion of the late revolutionary leader Ayatollah Ruhollah Khomeini, and was head of Iranian diplomacy under the provisional government of Mehdi Bazargan, which was set up after the Islamic revolution of 1979. He is a US citizen by marriage.

The revolutionary court added that other conversations had taken place between "members of the opposition and other embassies, in particular with the consul of a diplomatic mission from a Western country."

The court's statement talks of "confessions" by members of the liberal opposition recently arrested as part of a crackdown on liberal and progressive circles.

The text said that the opposition had been aiming "to topple the Islamic regime with help from overseas and through force of arms, and in particular questioning religion and infiltrating universities."

* * * * *

Turkish PM Vows War of 'Economic Liberation'

Reuters - 29 April 2001

By Hidir Goktas

ANKARA (Reuters) - Prime Minister Bulent Ecevit pledged Sunday to wage a "war of economic liberation" to rescue Turkey from a devastating financial crisis.

"Turkey is waging a war of liberation for its economy and this war will be fought to the end and will be won," Ecevit told a congress of his Democratic Left Party (DSP) at which he comfortably won re-election as party leader.

Now 75, Ecevit has dominated the DSP since its founding in 1985 and led it to power in a narrow victory in 1999 elections. But the three-party coalition government he heads faces the task of using \$10 billion in newly-won IMF (news - web sites) and World Bank (news - web sites) loans to pull the country out of an economic crisis he triggered in February by quarrelling in public with the president.

"Turkey is under the burden of a heavy debt accumulated over years...It is sufficient for us to use our resources well and not give in. That is what this government is trying to do, to return us to health," Ecevit told party members.

His reference to a "war of liberation" harks back to Turkish national founder Mustafa Kemal Ataturk and his conflict against Greek forces in Anatolia as the Ottoman empire fell. Ecevit, wearing his trademark blue shirt, walked slowly and deliberately, accompanied by his wife Rahsan, to the podium at a sports hall in Ankara to deliver a speech outlining his achievements in government.

He stressed victories such as the capture of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, the fight against corruption and the attainment of European Union candidate status for Turkey, an event he described as Europe "knocking on Turkey's door." His main leadership challenge came from Sema Piskinsut, a deputy who made her name with uncompromising investigations of allegations of police torture during her time as chairwoman of the parliament's human rights commission. But Ecevit's power is deeply entrenched in the DSP and reinforced by Turkish laws that give sitting party leaders great influence and control of party administrative bodies. Piskinsut asked to address the congress before the voting but her request was voted down in a show of hands by delegates. "Despite being a candidate for leader, I was not allowed to speak. My right to speak, democracy itself, was put to a vote. You can't vote on democracy," Piskinsut told reporters. Ecevit won 963 votes compared to Piskinsut's 86.

The Inflation Lobby

Ecevit laid the blame for Turkey's economic crisis on chronic high inflation that benefits some banks and firms who profit from high lending rates.

"There are many reasons (for the crisis) and top of them is the sickness of high inflation that shook Turkey for years and the inflation lobby that emerged from the sickness," he said. Ecevit's government has resisted calls for his resignation over its handling of the crisis. It says Turkey needs a stable government to recover from the turmoil that has slashed some 40 percent off the value of the lira currency and led analysts to predict a painful recession in 2001. "There is no government formula that can produce a government as effective, harmonious and trustworthy," he said.

He also vowed that Turkey's economic weakness would not prevent it from defending the interests of a breakaway Turkish Cypriot administration on the Mediterranean island of Cyprus.

* * * * *

Turkey Jail Strike Takes 20th Victim

AP - 28 Apr 2001

ISTANBUL, Turkey (AP) - A 32-year-old woman starved to death early Saturday in a hospital in Ankara, becoming the 20th person to die in a hunger strike to protest their transfer to isolated cells in new prisons.

Fatma Hulya Tumgan, a member of the banned Revolutionary People's Liberation Party-Front, died in hospital after refusing solid food for 187 days, said prisoners' solidarity group Ozgur Tayad. Some 250 inmates and relatives have been taking sugared or salted water and vitamins to extend their monthslong fast against one- to three-person cells, which they say leave them vulnerable to beatings from guards.

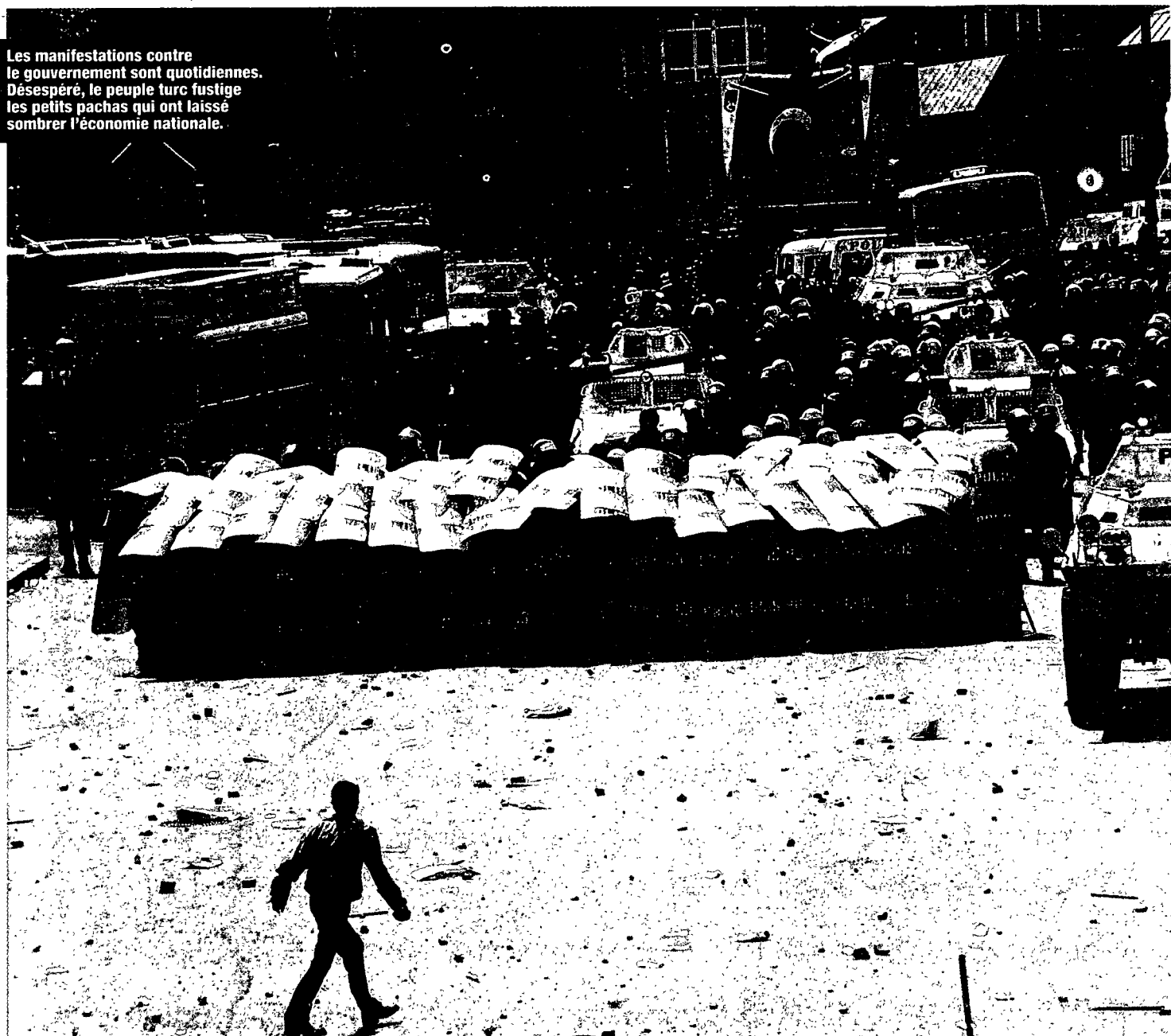
In December, the government moved to break up the old prison system, where leftist, Kurdish and Islamic inmates often ran their wards like indoctrination centers. The transfer sparked clashes that left 30 inmates and two soldiers dead. Tumgan had been in Ankara's Ulucanlar prison, where some of the worst clashes were seen, and was moved to the hospital soon after the transfer, Ozgur Tayad said.

Amid mounting domestic and international pressure to end the strike, Turkey's government submitted two draft laws to parliament this week, opening prisons to outside observers and allowing inmates to take part in some collective sporting, cultural and educational activities. Most hunger strikers are continuing their protest, saying the government's promises don't go far enough.

* * * * *

ÉVÉNEMENT

Les manifestations contre le gouvernement sont quotidiennes. Désespéré, le peuple turc fustige les petits pachas qui ont laissé sombrer l'économie nationale.



LA TURQUIE EN EN REVOLUTION

Marianne / 23 au 29 avril 2001

ÉVÉNEMENT

La corruption les affame, le pouvoir les trompe. Les Turcs veulent que tout change. Vite. Mais le régime s'entête dans une forme de pouvoir périmée. Et l'Europe, elle, s'inquiète. Par Martine Gozlan

Que des grévistes de la faim y meurent jour après jour ; que des dizaines de milliers de manifestants y fustigent, désespérés, la nuée de petits pachas qui ont laissé sombrer l'économie nationale ; que l'armée y incarne l'ultime bunker étatique face à une coalition gouvernementale cousue et recousue de fil blanc : tout cela ne constituerait au fond qu'une photographie des malheurs habituels aux latitudes excentrées et régimes déjantés. Seulement, il s'agit de la Turquie, pays officiellement candidat à l'Union européenne. Autrement dit, d'une nation dont chaque turbulence est examinée à la loupe et dont les lointains pourraient nous devenir de plus en plus proches. Il s'agit de la Turquie, Etat pivot, pilier sud de l'Otan, seul pays à majorité musulmane doté d'une constitution laïque, frappant avec véhémence aux portes d'une Europe qui ne l'accueillera que si elle répudie l'Orient dans lequel elle baigne. En conséquence, les catastrophes qui assombrissent ce printemps les rives du Bosphore nous concernent. Toutes reflètent les paradoxes délirants d'un pays qui prétend souscrire – message officiel – aux impératifs moraux et démocratiques européens... mais perpétue sans état d'âme le déni du droit qui caractérise les régimes de la région. Bref, nous voyons s'affronter en Turquie, sous des formes diverses et pathétiques, les forces d'attraction et de répulsion de l'Occident.

La citoyenneté contre la sujétion

Le conflit aura traversé le XX^e siècle, qui ne commence vraiment à Istanbul que le 3 mars 1924 avec l'abolition du califat. S'il s'exaspère en cette aube du XXI^e, c'est que le tournant capital de l'adhésion à l'Europe ne pourra être franchi sans que soient pulvérisées les structures du sérail politique – elles conditionnent la vie économique – autant que les mœurs brutales des janissaires pour qui tout opposant demeure un homme à pendre. La raison contre l'instinct, la citoyenneté contre la sujétion, la rigueur de la loi contre la mollesse de la corruption : c'est la bataille qui se joue aujourd'hui en Turquie. Via la fureur des petits commerçants acculés à la faillite par l'appétit gargantuesque de modernes vizirs qui ont distribué à leurs séides l'argent de l'Etat. Via les protestations des défenseurs des droits humains, les sans-droits fussent-ils des gauchistes fous. Via, enfin, tous ceux qui réclament la transparence de la vie politique et la fin de la mainmise de l'armée sur le destin national. Mais tout cela, cette condensation de rêves européens, cette houle à l'assaut de mille bastilles, sur la toile de fond d'un pays confronté au terrorisme, à l'intégrisme, à la misère. Terreau oriental sur

lequel poussent comme herbes noires et folles les utopies de la colère, refertilisées sans cesse par toujours plus de totalitarisme. « L'ampleur de la crise économique est aussi due au budget militaire investi dans la lutte contre le PKK, rappelle Semi Vaner, chercheur au Centre d'études et de relations internationales. Ces quinze dernières années, il a atteint 100 milliards de dollars. Et le séisme de 1999 a touché la région la plus industrielle du pays... Quant à l'islamisme, il touche des couches de plus en plus larges. » Or l'option européenne n'est pas acceptée de grand cœur par les partisans d'un retour à la charia. Ceux-là préfèrent se tourner vers les espaces asiatiques turcophones. « Notre devoir est d'être le porte-étendard de l'islam », déclarait en 1995 un responsable islamiste. Dans ce contexte, le célèbre « Adieu l'Orient » imprimé en une des journaux turcs le jour même de l'abolition du califat par Mustafa Kemal résonne non plus comme un cri de victoire mais comme une nostalgie ardente, une fièvre résolu-

Les catastrophes qui assombrissent ce printemps les rives du Bosphore nous concernent.

ment anti-occidentale. La Turquie donne donc le vertige. A l'inverse des pays qui subissent les mêmes chocs au Proche-Orient, elle ne constitue pas un lieu clos et immobile mais un monde que l'Europe met en mouvement. Exceptionnel et fascinant laboratoire : on ne s'étonnera pas que les alambics y soient en fusion. La tragédie des prisons – que l'opinion turque entérine dans l'apathie mais que l'opinion européenne observe avec indignation – constitue une sorte de pic dans le paradoxe. On sait que les détenus y jeûnent à mort parce qu'ils refusent les nouveaux pénitenciers organisés en cellules et non en dortoirs collectifs. L'administration argue du fait que les cellules constituent une véritable révolution pour la bonne raison qu'elles créent une vie carcérale mise « aux normes européennes ». C'est exact. Les prisonniers font valoir que leur nouvel isolement les livre à l'impunité de leurs gardiens, à des tortures sans témoins. Il se pourrait aussi que ce soit exact. Sur ce point précis, la Turquie décide donc de se conformer aux normes européennes dans la forme. Mais elle le transgresse sur le fond : le droit des détenus reste aligné sur les normes orientales du non-droit.

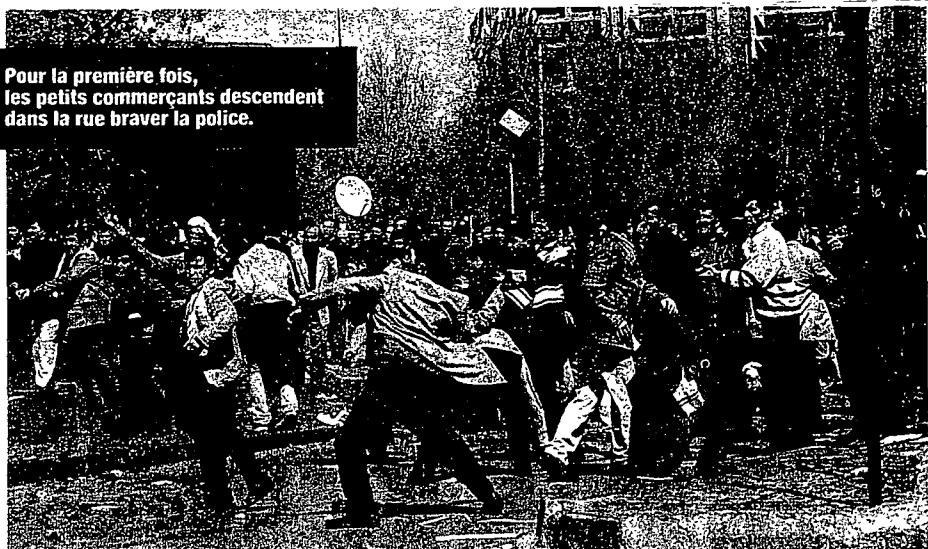
Des pratiques d'un autre âge

Un pas en avant, deux pas en arrière. Et les grévistes de la faim meurent comme des mouches. Certains parmi eux sont des terroristes, d'autres ont été incarcérés pour avoir simplement collé une affiche. Les dor-



ÉVÈNEMENT

Pour la première fois, les petits commerçants descendent dans la rue braver la police.



toirs collectifs constituait par ailleurs des empires au sein des prisons. L'horreur de décembre 2000, lorsque les détenus s'étaient immolés par le feu lors de l'assaut donné par la gendarmerie à une vingtaine de centrales, a démontré que deux totalitarismes – l'un carcéral, l'autre policier – s'affrontaient sans issue. Prisonniers kamikazes shootés à la propagande et à la drogue, contre assaillants tueurs: rien, dans une telle situation, ne répond «aux normes européennes»! Dans cette affaire, le gou-

d'un autre âge. L'opacité qui préside à l'attribution des marchés publics, à la nomination pléthorique des fonctionnaires, la spéculation frénétique, la corruption-réflexe sont des survivances d'une société archaïque, acharnée à ne durer que pour défendre les privilèges des nouveaux beys. D'un autisme absolu, ils n'ont pas hésité à piétiner par leurs manœuvres financières l'idée de nation turque tout en s'en faisant souvent les hérauts les plus revanchards en matière politique. Aucun parti

Ceux qui se battent, aujourd'hui, pour que leur pays devienne un Etat de droit comptent sur l'Europe.

vernement turc étale sa contradiction mortifère. S'il est clair qu'aux dortoirs fous doivent succéder des cellules normales, il est fou de refuser une certaine normalité à la détention. Fou de refuser toute entremise des avocats, tout dialogue avec les grévistes de la faim. Or, à quoi peut bien tenir l'entêtement du régime, sinon à son enlèvement dans une forme de pouvoir périmée et tyrannique, sourde à la raison du droit et captive de l'instinct du plus fort? Résultat: l'hécatombe actuelle plombe un peu plus le dossier de l'adhésion à l'Union. Les adversaires irréductibles de l'entrée de la Turquie dans le club européen démocratique – et chrétien – pavoisent déjà: à la transparence requise, les héritiers de la Sublime Porte opposent toujours la nuit gémissante des basses-fosses! Remontons maintenant au grand jour de la rue soubouliote ou anatolienne: la dépression qui s'y lit sur tous les visages est elle aussi une conséquence de pratiques

n'échappe aujourd'hui à la vindicte populaire. Pas plus les caciques de la coalition gouvernementale – dont les fameux Loups gris de la droite extrême – que l'opposition islamiste. Le parti de la Vertu, le Fasilet, a voulu jouer sur la crise: mais son leader s'est fait huer au grand bazar d'Istanbul, ville pourtant aux mains des islamistes comme 16 autres municipalités du pays, dont Ankara, la capitale, et Izmir, vers laquelle convergent chaque année des dizaines de milliers de touristes français. Dans un sursaut désespéré, le nouveau ministre de l'Economie vient de proposer un plan de réformes qui préconise une obligation de transparence économique. Une loi sur les partis est en préparation. Elle réintroduirait une aube de démocratie et permettrait de redynamiser un Parlement inerte, tétanisé par les consignes des leaders politiques. Mais la coalition au pouvoir va-t-elle avaliser ce qui risque de l'emporter? Une chose est sûre: en Turquie, ceux qui se battent aujourd'hui pour que leur pays devienne un Etat de citoyens comptent sur l'Europe. Nous aurions tort de les repousser en Orient ■ M.G.

Dollarisation C'EST LA FAUTE AUX BANQUES!

Depuis quelques années, les pays émergents pratiquent le jeu de la chaise musicale. A intervalles réguliers l'un d'entre eux est touché par la crise: le Mexique en 1995, l'Asie en 1997, la Russie en 1998, le Brésil en 1999. Cette crise tourmente point à présent à la fois en Turquie, qui vient de dévaluer, et en Argentine, épuisée par une politique accrochant sa monnaie au dollar, qui s'appête à faire défaut sur sa dette. Pour ces deux derniers pays, l'avenir s'annonce sombre. Autant les soubresauts précédents avaient été surmontés grâce à la vigueur de l'économie américaine, autant la récession déjà présente outre-Atlantique risque de rendre la situation plus compliquée. Plombée par une parité insoutenable avec le dollar, l'Argentine s'engue dans une récession qui dure déjà depuis trois ans. En décembre, le FMI a eu beau jouer une nouvelle fois les pompiers, avec un prêt de 39,7 milliards de dollars, rien n'y fait. Or, c'est la dette Argentine qui donne le la en matière de marché des capitaux des pays émergents. Qu'elle s'avoue incapable de tenir ses échéances, et c'est tous les pays émergents qui trinqueront en subissant par ricochet une défiance des investisseurs et une augmentation des taux d'intérêt entraînant un renchérissement de leur dette. Pour le Brésil, son principal partenaire économique, cela ne va pas sans quelques problèmes. Mais c'est la question de la monnaie, le réel, qui inquiète. Entraînée dans une spirale de baisse, celle-ci accroît la charge de l'énorme dette du pays, et prive du même coup le Brésil des capitaux indispensables à son développement économique. La Turquie souffre, elle aussi, d'une économie fortement dollarisée, avec le système du *crawling peg* (un système de lente dévaluation de la livre turque face au billet vert). C'est ce qui lui a été fatal. Les multiples plans de maîtrise de l'inflation, élaborés sous l'égide du FMI, n'ont jamais donné les résultats escomptés. C'est justement ce qui a fini par faire chuter la Turquie. Il aura suffi d'une rumeur annonçant le lancement d'enquêtes publiques sur les relations incestueuses entre les banques et les politiques pour que l'équilibre instable se défasse. Le cours de la livre a brusquement décroché, laissant les banques dans l'incapacité de rembourser leurs prêts en dollars ■ Emmanuel Lévy

Le traitement par l'Ofpra des demandes d'asile est contesté par les associations humanitaires

En 2000, le nombre de dossiers déposés a augmenté mais le taux d'admission a diminué

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides a rendu public, jeudi 26 avril, son rapport d'activité 2000. Le taux d'obtention du sta-

tut de réfugié est passé de 19,4 % en 1999 à 17,1 % en 2000. Cette baisse intervient alors que le nombre de demandeurs d'asile ne cesse d'aug-

menter. Les associations s'inquiètent de la chute du taux d'admission et de la dégradation du traitement des dossiers.

L'ASILE semble de plus en plus difficile à obtenir en France. Alors que les demandeurs d'asile sont toujours plus nombreux à venir en France, le taux d'obtention du statut de réfugiés ne cesse de baisser. Selon le rapport d'activité 2000 de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), rendu public jeudi 26 avril par son directeur, Michel Raimbaud, 5 185 certificats de réfugiés ont été délivrés contre 4 659 en 1999. Mais le taux d'admission est, lui, passé à 17,1 % en 2000 contre 19,4 % en 1999. Cette baisse intervient alors que le nombre de demandes a augmenté pour la quatrième année consécutive, atteignant 38 777 dossiers déposés en 2000 contre 30 907 en 1999, soit une hausse de 25,4 %.

Ce piètre bilan s'inscrit dans un contexte de forte sensibilisation de l'opinion sur la question de l'asile. En février, plus de 900 Kurdes venus d'Irak et de Syrie par bateau s'étaient échoués sur la côte varoise après une périlleuse traversée. Leur arrivée inopinée est venue rappeler au gouvernement une réalité à laquelle certains voisins européens sont régulièrement confrontés : des milliers d'habitants des pays du Sud tentent chaque jour leur chance pour trouver asile dans un des riches pays de l'Union européenne. La France n'est pas l'Etat le plus touché par cette vague : selon Amnesty International, l'Hexagone se situe seulement au dixième rang des quinze en 2000, si l'on rapporte le nombre de

demandeurs d'asile à la population du pays.

Pourtant, le gouvernement français compte chichement sa politique d'asile et l'Ofpra, malgré ses tentatives de transparence, ne parvient pas à convaincre de la pertinence de sa méthode de traitement des demandes. Ainsi, l'Office avoue quelque 21 000 dossiers en stock, attendant leur traitement depuis plus de quatre mois (délai légal). Le taux d'entretien demeure encore ridiculement bas : 40 % en 2000 contre 37 % en 1999. Cet entretien est pourtant le seul moment où le demandeur d'asile est entendu par un agent de l'Ofpra sur ses motivations.

DE LONGS DÉLAIS D'ATTENTE

Enfin, les délais de réponse sont toujours aussi longs et ont même augmenté depuis 1999 : l'Office évalue aujourd'hui à 169 jours le délai d'instruction moyen contre 128 en 1999. La plupart des associations assurent que l'attente moyenne entre le dépôt de la demande et la réponse de l'Office oscille entre neuf et dix-huit mois. Cette dégradation du traitement des demandes d'asile est d'autant plus surprenante que depuis le mois de janvier, l'Ofpra a bénéficié de la création de 80 postes supplémentaires pour faire face à l'afflux des demandes.

Un récent rapport du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR)

critiquait vertement les autorités françaises, estimant que la qualité d'évaluation des dossiers était sou-vent d'un « bas niveau » (*Le Monde* du 15 mars).

Le bilan de la Commission de recours des réfugiés (CRR), édité à la mi-janvier, semble conforter ce constat. L'instance d'appel des demandeurs d'asile déboutés par l'Ofpra a ainsi annulé 9,95 % des décisions de l'Office et distribué 1 800 titres reconnaissant le statut de réfugiés.

Certains spécialistes vont même plus loin : ils estiment que l'Ofpra fausse ses statistiques en intégrant les titres accordés aux enfants de réfugiés qui, devenus majeurs, se voient presque automatiquement reconnaître le statut. Michel Raimbaud admet qu'ils représentent un tiers des titres délivrés en 2000, Ofpra et CRR confondus. Soit un peu moins de 6 % sur les 17,1 % annoncés : en chiffres nets, ce sont donc quelque 1 750 cartes de réfugiés accordées par l'Office qui l'ont été à des « plein droit ». « Pour la première fois de son histoire, l'Office a délivré moins de cartes de réfugiés que la commission de recours, dénonce Gilles Piquois, avocat spécialiste du droit d'asile. Le système ne fonctionne plus ! » « Nous sommes inquiets de la chute du taux d'admission », renchérit Patrick Delouvain, d'Amnesty International.

Le rapport 2000 de l'Ofpra réserve peu de surprises quant à l'origine des demandeurs d'asile. Les ressortissants chinois sont toujours les plus nombreux à solliciter l'asile (4 961 demandes), suivis des Turcs (3 597) ; puis viennent les populations de l'ex-URSS (avec une nette augmentation de la proportion des Moldaves). Autre flux « conséquent », selon l'Ofpra, les Algériens, qui ont pourtant un des plus bas taux d'admission. Enfin, plusieurs nationalités ont connu une nette hausse : le Sri-Lanka, Haïti, le Mali, et les originaires d'Afrique de l'Ouest venus de la République démocratique du Congo, du Congo-Brazzaville et de Mauritanie.

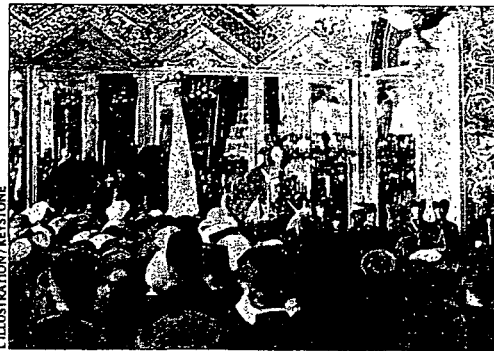
La France au quinzième rang des donateurs du HCR

Le haut-commissaire pour les réfugiés, Ruud Lubbers, a exhorté, jeudi 26 avril, les autorités françaises à augmenter leur contribution à l'organisation des Nations unies. La France verse, chaque année, 55 millions de francs au Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), soit un tiers de ce que dépense l'organisation pour ses activités sur le territoire. Le gouvernement français arrive ainsi au quinzième rang des donateurs, loin derrière le Japon, les Pays-Bas, l'Allemagne ou... la Finlande. « Un franc par habitant, c'est trop maigre ! », s'est exclamé M. Lubbers, estimant qu'une contribution « acceptable » se situait au moins à 6 francs par habitant. En visite en France pour deux jours, M. Lubbers a rappelé jeudi cette exigence au président de la République et, la veille, au premier ministre. Jacques Chirac a jugé cette augmentation « souhaitable » tandis que Lionel Jospin a promis « d'étudier » la question.

Sylvia Zappi

L'autocouronnement de Reza Khan

Il y a soixante-quinze ans, le père du dernier chah d'Iran s'intronisait roi des rois et se lançait dans une politique brutale de centralisation et de modernisation



Le 25 avril 1926, Reza Khan se coiffe de la couronne des Pahlavi : « D'inspiration sassanide, elle pèse 440 meshgals, c'est-à-dire 2 200 grammes... Le roi la saisit et se la pose lentement sur la tête »... (ci-dessus). Quatre mois plus tôt, le 12 décembre 1925 (ci-contre), Reza Khan s'était vu offrir le trône impérial par les 280 membres d'une Assemblée constituante, inaugurant ainsi la dynastie des Pahlavi.

mes enfants », expliquera plus tard Mohammad Reza, Pahlavi (dans *Réponse à l'Histoire*, éditions Albin Michel). Chaque Iranien devant se choisir un patronyme pour s'inscrire à l'état civil et recevoir une carte d'identité, Reza Khan se donne le nom de Pahlavi, qui évoque à la fois la dynastie iranienne des Parthes, et l'idée d'héroïsme (*pahlavani*), soulignent pour leur part Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, dans leur ouvrage, *L'Iran au XX^e siècle*. Reza Khan a choisi ce patronyme avant son accession au trône, alors qu'il était premier ministre, mais d'après les auteurs, cette sollicitation de l'histoire antique et préislamique traduisait déjà une volonté de « faire contrepoids à la puissante hiérarchie chiite et (de) se forger une légitimité nationale ».

Qui est le nouveau maître de l'Iran ? Un officier, descendant d'une famille d'officiers, mais on sait bien peu de chose de cette ascendance, singulièrement de son père, décédé en 1878, alors que Reza était âgé de quelques semaines seulement. Originaire du Mazandaran, dans le nord de l'Iran, Reza Khan grandit à Téhéran, où sa mère est revenue dans sa propre famille, de condition très modeste. Très tôt, il choisit la carrière militaire. Fort d'une carrure impression-

nante, il réussit à se faire enrôler, adolescent, dans un régiment de cosaques, alors commandé par des officiers tsaristes. Il en prendra le commandement quelques années plus tard.

Nationaliste convaincu, Reza Khan est le témoin des turbulences d'une rare complexité, dont son pays est le théâtre, miné par l'incurie endémique de la couronne, tiraillé par les conflits locaux, les rivalités et les convoitises internationales, singulièrement le « jeu d'échecs » - l'expression est de sa fille Achraf - auquel se livrent les empires russe et britannique, entre lesquels il est coincé et par une agitation interne qui coïncide avec de profondes mutations politiques, sociales et économiques.

L'une des dates-clés est la révolution constitutionnaliste, dont les premiers balbutiements remontent à la fin 1905, qui secoue les quatre

coins du pays, pour se conclure, en août de l'année suivante, par l'élection d'une assemblée constituante et, quatre mois plus tard, par l'adoption d'une Constitution. Le conflit à couteaux tirés qui s'ensuit entre constitutionnalistes et traditionalistes se solde par la victoire des premiers, non sans qu'ils aient auparavant essayé un sérieux revers qui vit se rétablir l'ordre absolutiste.

La prise de Téhéran force Mohammad Ali Chah, monté sur le trône en janvier 1907, à se réfugier à la légation russe. Le prince héritier, Ahmad Chah, encore dans la petite adolescence, est hissé sur le trône, coiffé d'un régent. Ils s'avèrent tout aussi incapables de gouverner l'un que l'autre.

Dans l'intervalle, Anglais et Russes, inquiets pour leurs empires respectifs des conséquences possibles de ce conflit - dont ils n'ont néanmoins pas hésité à attiser la flamme - ont conclu un accord de partage de la Perse en deux zones d'influen-

REZA KHAN fait son entrée, le 25 avril 1926, dans la salle du trône du palais de Golestan à Téhéran. Il est entouré de tous les officiels. Le prince héritier, Mohammad Reza, âgé de moins de sept ans, le suit en uniforme. « Un peu en retrait vient le premier ministre. (...) Il porte la couronne de Kian, le fondateur et maître de l'empire légendaire décrit dans *Le Châh-Nâmé* [Le Livre des rois, du grand poète Firdowsi (930-1020)]. (...) Une file de dignitaires suivent, avec le sabre, la couronne et les joyaux. (...) Reza [est vêtu] de la longue cape de perles et coiffé de la couronne de Nader [chah 1736-1747], qu'il va quitter pour celle des Pahlavi. D'inspiration sassanide, elle pèse 440 meshgals, c'est-à-dire 2 200 grammes... Le roi

la saisit et se la pose lentement sur la tête » (dans *Chronique de l'Histoire*, éditions Chronique). Le généralissime (*sardar sepah*) Reza Khan, premier ministre depuis 1923, qui rêvait de fonder une République, vient de s'introniser roi des rois - l'un des titres ronflants des maîtres de l'Iran. Quatre mois plus tôt, le 12 décembre 1925, Reza Khan s'était vu offrir le trône impérial par l'écrasante majorité des deux cent quatre-vingts membres d'une Assemblée constituante, inaugurant ainsi la dynastie des Pahlavi. Quarante et une années plus tard, son fils rééditera pour son propre compte, et dans un faste désormais légendaire, la cérémonie de l'autocouronnement.

Pahlavi : « Ce mot désigne la langue et l'écriture officielles de l'empire d'Iran à l'époque des Sassanides (226-651). C'est le nom patronymique qu'il [Reza Chah] m'a légué pour le transmettre à mon tour à

ce, russe au nord et britannique au sud, séparées par une zone neutre. Plus tard, dans un Iran toujours agité par les conflits internes, dans lesquels les religieux jouent - déjà - un rôle-clé, les Russes, hostiles aux constitutionnalistes, obtiendront la dissolution du Parlement et occuperont militairement le nord de l'Iran, où ils exerceront une dure répression pour mettre fin à l'anarchie. Russes et Anglais imposeront ultérieurement à Téhéran l'adhésion à leur accord bilatéral comme condition pour l'octroi d'un prêt destiné à financer les réformes. La découverte de pétrole, en avril 1908, apporte à l'Iran une valeur ajoutée.

C'EST un Iran extrêmement vulnérable qui proclame sa neutralité lorsque éclate la première guerre mondiale, neutralité illusoire dont il n'a pas les moyens et qui ne fit qu'« accentuer la décomposition et l'impuissance des gouvernements, poussés par l'opinion du côté des puissances centrales, mais fermement retenus par les finances et la force militaire du côté des Alliés. Certaines révoltes locales, comme le mouvement Jangal au

Gilan, devinrent le paradigme de l'aspiration nationale et démocratique face à un Etat réputé vendu à l'étranger. L'accord de 1919, qui tentait d'établir un protectorat britannique (...) suscita un sursaut patriotique dont profitèrent les instigateurs d'un coup d'Etat en 1921, Reza Khan et Seyyed Ziya », écrivent les auteurs de L'Iran au XX^e siècle.

Au sortir de la guerre, le pays est considérablement affaibli par les combats d'armées étrangères - ottomane, allemande, russe et britannique -, qui se sont déroulés sur son sol. Economiquement il est exsangue. Le gouvernement ne contrôle réellement que Téhéran. Le dépérissement « contraste avec l'aspiration croissante des élites à une reconnaissance internationale, leur ouverture aux grands courants idéologiques et aux mouvements politiques profonds [qui] traversèrent la région après la guerre : la révolution bolchévique en Russie (...), la montée des nationalismes sur les ruines de l'empire ottoman (...), ainsi que l'agitation islamique et nationaliste en Inde ».

C'est dans ce contexte que Reza Khan, à la tête d'un régiment de

Cosaques, marche le 21 février 1921 sur Téhéran, qu'il occupe pratiquement sans rencontrer de résistance. Le coup a été préparé avec Seyyed Ziya, un journaliste constitutionnaliste réputé probritannique. Ahmad Chah nomme Ziya premier ministre. Le 26 février, un traité est signé avec les bolcheviks, qui, entre autres, efface les créances du régime tsariste et annule toutes les clauses des traités antérieurs défavorables aux Persans - le traité de Torkamantchâi (1828) en particulier établissait un système de capitulation en faveur des Russes. L'accord anglo-iranien de 1919 est dénoncé. Mais trois mois plus tard, Zia démissionne, après s'être heurté à la détermination sans faille de Reza d'« iraniser » les cadres de la troupe. Un nouveau premier ministre est nommé, Reza Khan continuant de s'employer, avec succès, à rétablir l'ordre dans le pays et à réprimer les multiples révoltes.

D'avantage porté sur les voyages et les plaisirs que sur les affaires de l'Etat, Ahmad Chah se prépare en 1923 à effectuer un séjour en Europe. Sur le conseil des Britanniques, plutôt séduits par l'efficacité du

ministre de la guerre, après l'avoir craint dans un premier temps, Ahmad Chah confie le royaume à Reza, qu'il nomme premier ministre. Ce dernier, grand admirateur de Mustapha Kemal, caresse l'idée d'instaurer une République, mais il se heurte à la vive opposition du clergé et des traditionalistes. Octobre 1925 : Ahmad Chah annonce son retour, puis se récusé. S'étant assuré de la neutralité des Britanniques, Reza Khan le fait déposer par l'Assemblée. C'est la fin de l'ère des Qadjar, une dynastie turque d'origine nomade, qui aura régné sur l'Iran pendant cent trente ans.

Désormais roi, Reza Khan engage à marche forcée une politique de centralisation et de modernisation tous azimuts, aussi efficace qu'autoritaire et brutale, qui lui vaudra beaucoup d'ennemis. Son règne prendra fin en 1941, lorsque, hésitant à entrer en guerre aux côtés des Alliés, il sera forcé d'abdiquer en faveur de son fils. Il sera exilé en Afrique du Sud, où il décèdera en 1944.

Mouna Naim

De l'empire à la République islamique

TRENTE-HUIT ans après l'abdication de Reza Chah, son fils et successeur Mohammad Reza Pahlavi doit, lui aussi, renoncer au trône, balayé par la révolte de forces hétéroclites et néanmoins déterminées à en finir avec le despotisme, les inégalités et leur exclusion du champ politique. Ironie de l'Histoire et revanche des clercs, c'est une République islamique qui voit le jour en lieu et place de l'Etat laïque que la dynastie des Pahlavi avait voulu mettre en place.

Reza Chah et son fils s'étaient efforcés de réduire le pouvoir des religieux à sa plus simple dimension. Ce sont les religieux qui, depuis vingt-deux ans, tiennent les rouages de la vie publique. L'Iran a littéralement changé de visage. Symbole éminent visuel, quoique caricatural de cette mue, le vêtement, qui donne des êtres et des lieux l'expression la plus immédiate : Reza Chah avait imposé aux hommes le costume à l'euro-péenne et interdit aux femmes le port du voile. La République islamique mit à l'index la cravate et fit pousser les barbes ; les femmes, elles, disparurent sous le tchador.

L'Iran n'en doit pas moins à Reza Khan le début d'une moderni-

sation, « par le haut » certes, c'est-à-dire de manière autocratique et brutale, mais qui allait amorcer une remise en ordre et l'avènement d'un Etat centralisé fort, dans un pays jusqu'alors livré à l'anarchie : construction de routes, encouragement de l'industrie, réformes fiscale et financière, création d'une banque nationale, adoption d'un code civil et d'une législation pénale, création d'une

armée nationale et institution d'un service militaire obligatoire, établissement des registres d'état civil et recensement de la population, refonte de l'administration, amélioration du système de santé public, uniformisation de l'enseignement public et alphabétisation des adultes, mise en valeur de l'histoire de la Perse ancienne et création de l'université de Téhéran.

le fossé se creuse lentement entre les sphères du pouvoir et une population avide d'ouverture

Bref, un nombre important de chantiers, qui coïncidaient cependant avec une poigne de fer politi-

que contre les opposants et les récalcitrants, dont le « clergé ». Le fossé entre le pouvoir d'une part - le monarque et les personnalités et couches sociales satellites de la couronne -, le clergé, les intellectuels, les forces politiques d'autre part va se creusant sous le règne de son fils, surtout depuis la réforme agraire ou « révolution blanche » de 1962, qui a totalement déstructuré la société.

Où en est l'Iran aujourd'hui ? Vingt et une années après l'effondrement de l'empire, l'Iran est doté des institutions d'une République laïque, mais qui sont doublées d'autres tenant à l'auto-identification islamique, et qui entravent le fonctionnement des premières voires, dans bien des cas, les court-circuitent. Après les premières années, plombées par des règlements de comptes internes impitoyables et la guerre de huit ans contre l'Irak, l'Iran, depuis la

fin des années 1980, est mis à l'épreuve de la « normalisation » et des contradictions du système, la répression et l'autoritarisme, au nom de l'islam cette fois-ci, tenant lieu, pour les dirigeants, d'instruments au service du maintien de la cohésion interne et de la défense de leurs propres intérêts.

Les tentatives de réformer les choses de l'intérieur conduites par certains acteurs de la révolution, et dont la figure de proue est l'actuel président Mohammad Khatami, butent à ce jour sur des structures figées, accaparées par les tenants de l'immobilisme. Par voie de conséquence, le fossé se creuse lentement entre les sphères du pouvoir et une population avide d'ouverture.

Le fait que la République islamique soit le seul Etat où les religieux sont au pouvoir suscite cependant, en particulier au sein de la hiérarchie religieuse, un débat sur l'islam qui fait de ce pays l'un des plus intéressants centres de réflexion sur les liens entre le temporel et le religieux, l'islam et la démocratie, l'islam et la modernité, l'islam et l'ouverture au monde.

M. Na.

Europe: appel pour la reconnaissance du génocide arménien



24 avril 2001

STRASBOURG (Reuters) - Un groupe de 63 membres (sur 301) de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a publié un appel en faveur de la reconnaissance du génocide arménien perpétré par la Turquie à partir d'avril 1915.

Les signataires, dont l'appel n'engage pas l'assemblée parlementaire elle-même, demandent à leurs collègues "de prendre les mesures nécessaires en vue de la reconnaissance du génocide perpétré par l'Empire ottoman au début du 20e siècle".

Ils estiment que "la reconnaissance par la communauté internationale du génocide arménien finira par entraîner une reconnaissance analogue de la part des autorités turques, ce qui aboutira à de meilleures relations entre l'Arménie et la Turquie".

Les signataires appartiennent à tous les groupes politiques et à divers pays de l'Est et de l'Ouest. On ne compte parmi eux ni Turcs, ni Français, bien que le parlement français ait lui-même récemment reconnu par un vote le génocide arménien.

Turquie: plan de soutien d'environ 10 milliards de dollars du FMI



27 avril 2001,

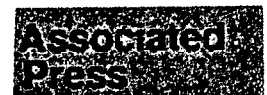
WASHINGTON, 27 avr (AFP) - Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Koehler, a indiqué vendredi que cette organisation était prête à accorder un soutien financier supplémentaire d'environ 10 milliards de dollars à la Turquie.

Lors d'une conférence de presse donnée à l'ouverture des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, M. Koehler a ajouté que les "détails" du plan financier devaient encore être finalisés.

Il a précisé que le FMI "soutenait pleinement" le programme de réformes économique présenté par le gouvernement turc

Raid américain dans le nord de l'Irak

BAGDAD (AP) -- Des avions américains ont bombardé des cibles situées dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, sans faire de blessés, a rapporté l'agence de presse officielle irakienne.



30 avril 2001,

Le commandement américain en Europe, basé en Allemagne, a expliqué dans un communiqué que ses appareils effectuaient des patrouilles avaient tiré sur des systèmes de défense aérienne irakiens après avoir été la cible de tirs de l'artillerie irakienne, au nord-ouest de Mosul, à 400km au nord de Bagdad.

Tous les avions ont quitté la zone sans dommage, selon le communiqué.

Un porte-parole non-identifié de l'armée irakienne a déclaré à l'agence INA que les appareils "avaient visé (...) nos installations civiles dans la province de Mosul". "Nos héroïques unités antimissiles ont affronté les appareils de l'ennemi, les forçant à quitter notre espace aérien pour rejoindre la Turquie".

Les avions américains et britanniques patrouillent quotidiennement dans les zones d'exclusion nord et sud mises en place pour protéger les minorités kurde et chiite depuis la guerre du Golfe en 1991. Le régime de Saddam Hussein ne reconnaît pas ces zones et considère ces vols comme des violations de son territoire. Depuis décembre 1998, les accrochages sont quasi-quotidiens.

Losers In the Language Gap

Failure to learn German is hurting young Turkish immigrants

By **URSULA SAUTTER BONN**

FOR DENIZ YIGITOGU, MARK TWAIN'S story *The Awful German Language* would be of painful significance. Although the pretty 16-year-old daughter of Turkish migrants has spent most of her life in Germany—her parents moved to the industrial city of Duisburg when she was three—she speaks heavily accented German, which she admits is “quite faulty.”

Yigitoglu is one of many young migrants for whom the Teuton tongue is a truly foreign language. “Most third-generation Turks in Germany do not have a sufficient knowledge of German even though most of them have been born and raised here,” says Ali Ucar, a professor of pedagogy at Berlin's Technical University. In a study of 273 preschool children from immigrant families in Berlin's Kreuzberg district, most of whom were of Turkish origin, Ucar found that 63% of the children spoke little or no German and thus “didn't meet the linguistic requirements for primary school.” Similar research from other regions and for other age groups, Ucar adds, confirm his finding: “The situation is not good.”

Contrary to the common stereotype among Germans, the cause of the young migrants' poor German skills isn't laziness or indifference or an unwillingness to learn the language of their host nation. They simply have little reason to speak German outside work or school. Almost three-quarters of Germany's 2 million Turkish residents, the largest ethnic group in the country by far, live in urban enclaves with extensive Turkish networks of shops, restaurants, mosques

and professional services. They can even watch Turkish TV on more than a dozen channels available via cable or satellite. “You just don't need to know any German to get along,” says Hanim Han, 15, who lives in Duisburg's district of Marxloh, known locally as Little Istanbul.

At home, too, Turkish is usually the language of choice. “Many second-generation Turks in Germany, particularly the men, choose spouses from among their relations back home rather than partners who have been raised here, often because



LEARNING CURVE: Headmaster Maroner with Hanim Han, left, and classmate Yigitoglu

they consider them too progressive,” explains Ucar. Because the new immigrants have no command of German, conversations among family members—including the children—are necessarily held in the mother tongue.

For many young Turks, inability to communicate effectively in the language of their adopted country is a real handicap, not just an inconvenience. It often means poor scholastic achievement and inferior educational qualifications. In 1998, only 14% of Turkish secondary school students qualified

LITTLE ISTANBUL: Duisburg is a center of Turkish life in Germany

for university admission, compared to more than 30% of their German counterparts. “They come to school with incredible linguistic deficits,” says Friedrich Maroner, the principal of Marxloh Comprehensive, where 65% of the 600 pupils are of Turkish descent. “It's impossible for us to ever work off those deficits with the staff resources we have.”

Almost 40% of Turks ages 20 to 29 have no vocational qualification, compared to a mere 8% of their German peers. With unskilled jobs becoming ever

scarcer, unemployment among those untrained Turkish youths is more than twice the national average of 9.6%. This leads to growing frustration among the youngsters and makes many of them susceptible to political and religious extremism. In recent years, they have boosted the popularity of both fundamentalist Islamic organizations like Milli Görüs—New World Perspective—and nationalist Turkish associations.

Many Turkish parents blame the German school system, which they say does not offer enough language training. School officials in turn blame parental indifference. “This is an empty debate and one that is conducted on the backs of the children,” says Cem Ozdemir, 34, a Turkish-German member of the Bundestag. Ozdemir believes parents should realize “how important it is for them to promote their kids' language skills” at home. Educational authorities, he says, should draw up “intercultural curricula,” organize more German and integration courses down to the kindergarten level and better prepare teachers to work with foreign-born pupils.

Some important steps are being taken. The federal government is currently developing a “holistic language program” with German courses for both new and third-generation immigrants. Several states are in the process of offering German and Turkish language classes in Islam, and more and more kindergartens and pre-schools are teaching both Turkish and German. Turkish immigrants are fond of quoting the traditional saying, “He who is patient will always reach his goal.” But their children's prospects will be brighter if they recite it to them in German. ■

GEODOCUMENT

N° 266 Avril 2001

Le 17 février dernier, quelque neuf cents réfugiés kurdes, entassés à bord de l'«East sea», s'échouaient sur une plage du Var. A cette occasion, la France redécouvrait brutalement toute la détresse d'un peuple fuyant les persécutions et la misère. Forts de vingt-cinq millions de personnes, écartelés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie, les Kurdes



subissent en effet depuis des décennies oppressions, massacres et

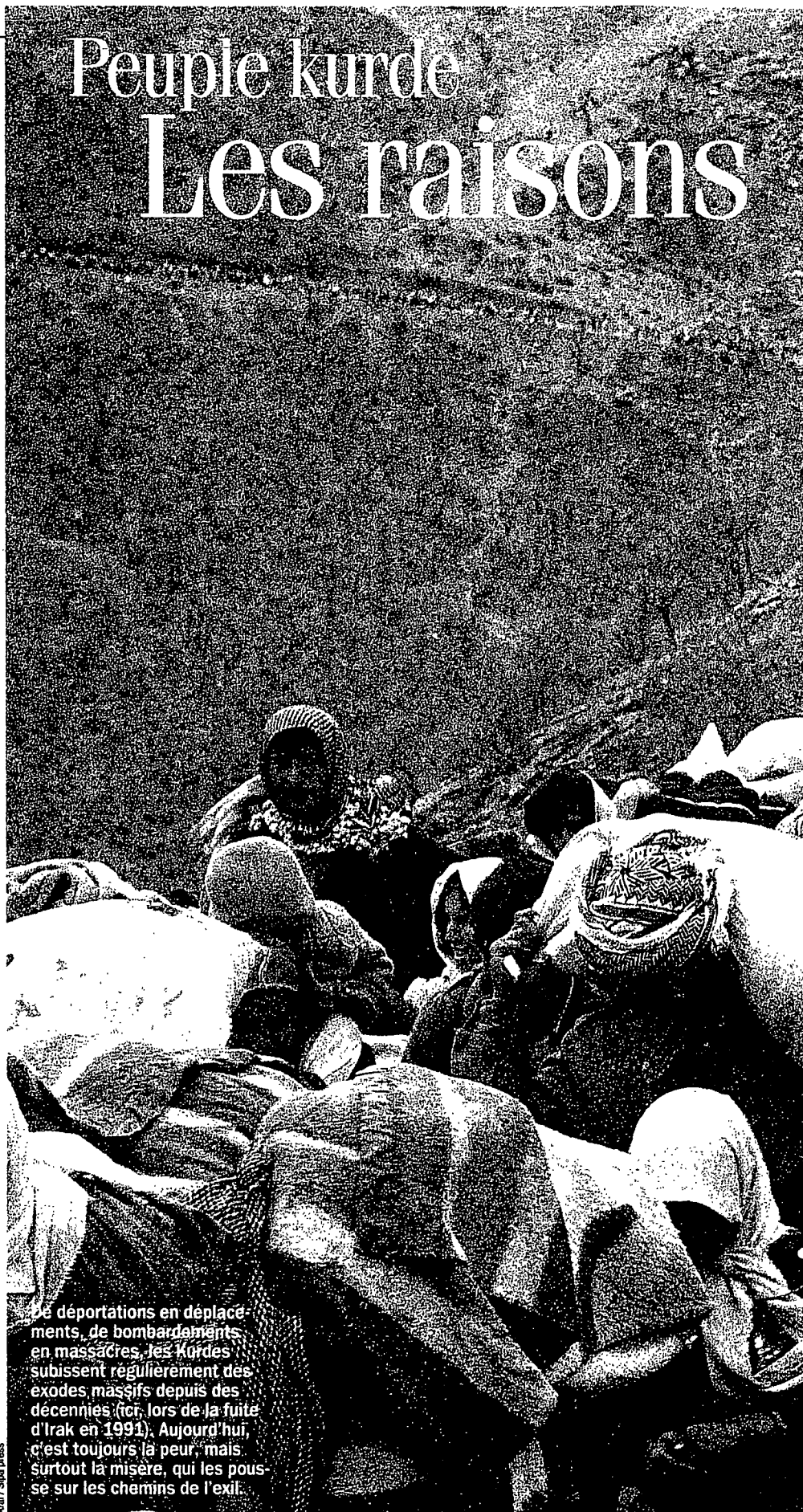
guerres fratricides. Sans jamais parvenir à créer, au cœur de ce Moyen-Orient si stratégique, le Kurdistan qu'ils appellent de leurs vœux. GEO explore les raisons de la tragique épopée d'un peuple malmené par l'Histoire, qui refuse cependant de se soumettre.

PAR MARC SEMO

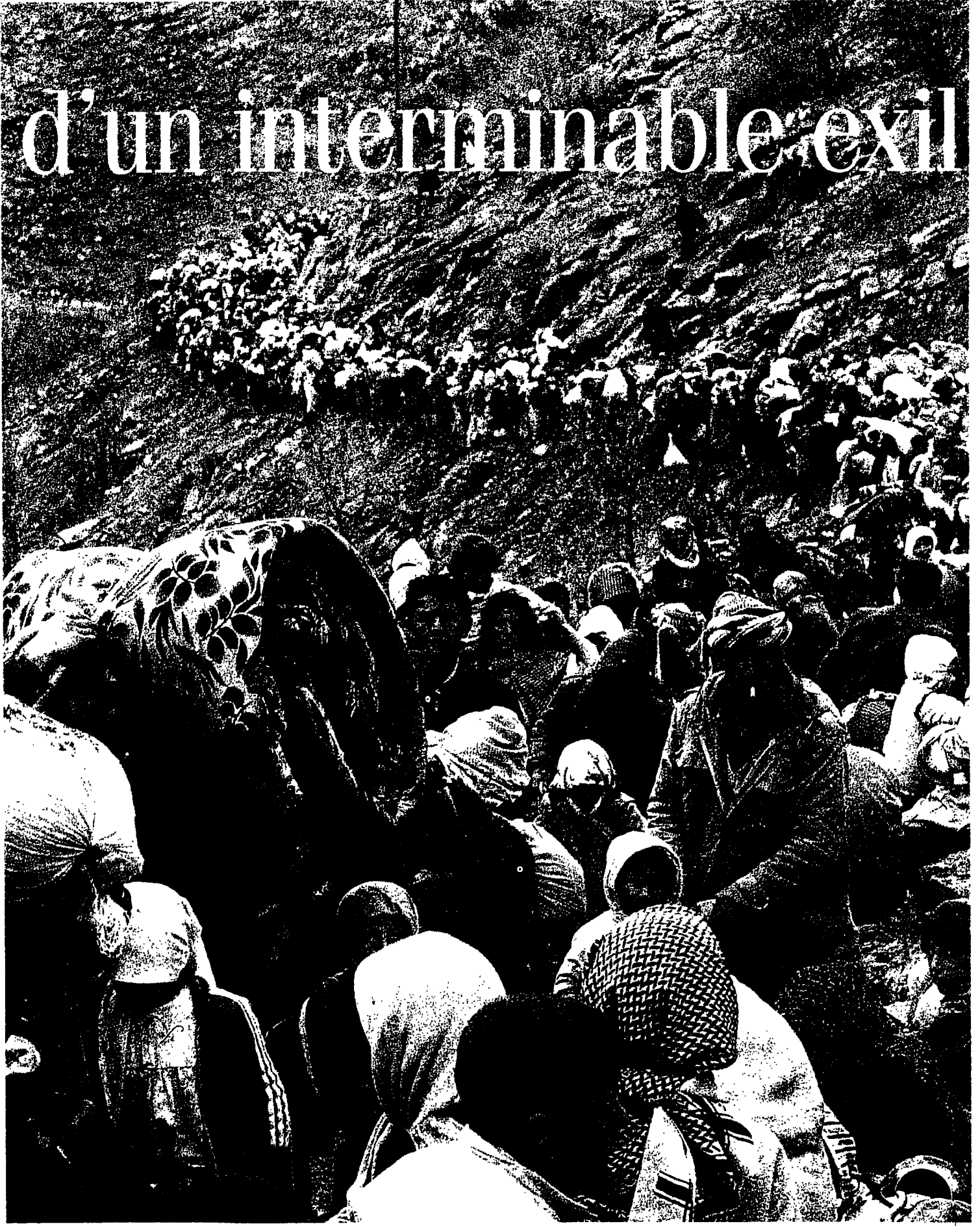
Peuple kurde Les raisons

De déportations en déplacements, de bombardements en massacres, les Kurdes subissent régulièrement des exodes massifs depuis des décennies (ici, lors de la fuite d'Irak en 1991). Aujourd'hui, c'est toujours la peur, mais surtout la misère, qui les pousse sur les chemins de l'exil.

Anat / Sipa press



d'un interminable exil



Depuis l'Antiquité, les Kurdes sont décrits comme un peuple à part au Moyen-Orient, suscitant l'hostilité de leurs voisins perses, arabes ou turcs. Longtemps isolés par les montagnes, ils ont toujours su préserver leurs traditions.



1 Qui sont les Kurdes ?

Éleveurs nomades, ce sont aussi des guerriers, divisés en tribus. Leur vie est liée aux montagnes qui les entourent.

L'histoire a été cruelle pour les Kurdes. Le plus souvent, c'est en tant que victimes de massacres, ou comme réfugiés, qu'ils ont surgi à la une de l'actualité. Au nombre de vingt-cinq millions, ils vivent pour la plupart écartelés entre quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Près de quatre cent mille d'entre eux habitent aussi dans les républiques caucasiennes issues de l'ex-URSS. Tous ont en commun de vivre sur une zone géographique montagneuse homogène, de partager une culture spécifique et de parler la même langue (le kurde). Pourtant, aujourd'hui, ce peuple poursuit toujours sa quête d'indépendance ou, pour le moins, d'autonomie. Car jamais le rêve d'un Etat kurde n'a pu, jusqu'alors, devenir réalité.

Même si les Kurdes l'ont dessiné sur les cartes, célébré dans leurs chants, ou sont morts par centaines de milliers pour défendre cette cause.

Ce peuple descendrait des Mèdes, des Indo-Européens cousins des Perses, selon certains historiens. D'autres assurent que les Carduques, dont parle l'historien grec Xénophon, seraient leurs ancêtres. Quoi qu'il en soit, ils sont, depuis toujours, décrits comme différents de leurs voisins perses, arabes ou turcs. Un géographe écrivait au XI^e siècle : «Ce sont effectivement des gens qui habitent nos contrées, mais ils sortent de la catégorie de l'espèce humaine.» «Ils véhiculent avec eux le mythe d'un peuple de parias ou de proscrits», confirme Chris Kutschera, l'un des spécialistes

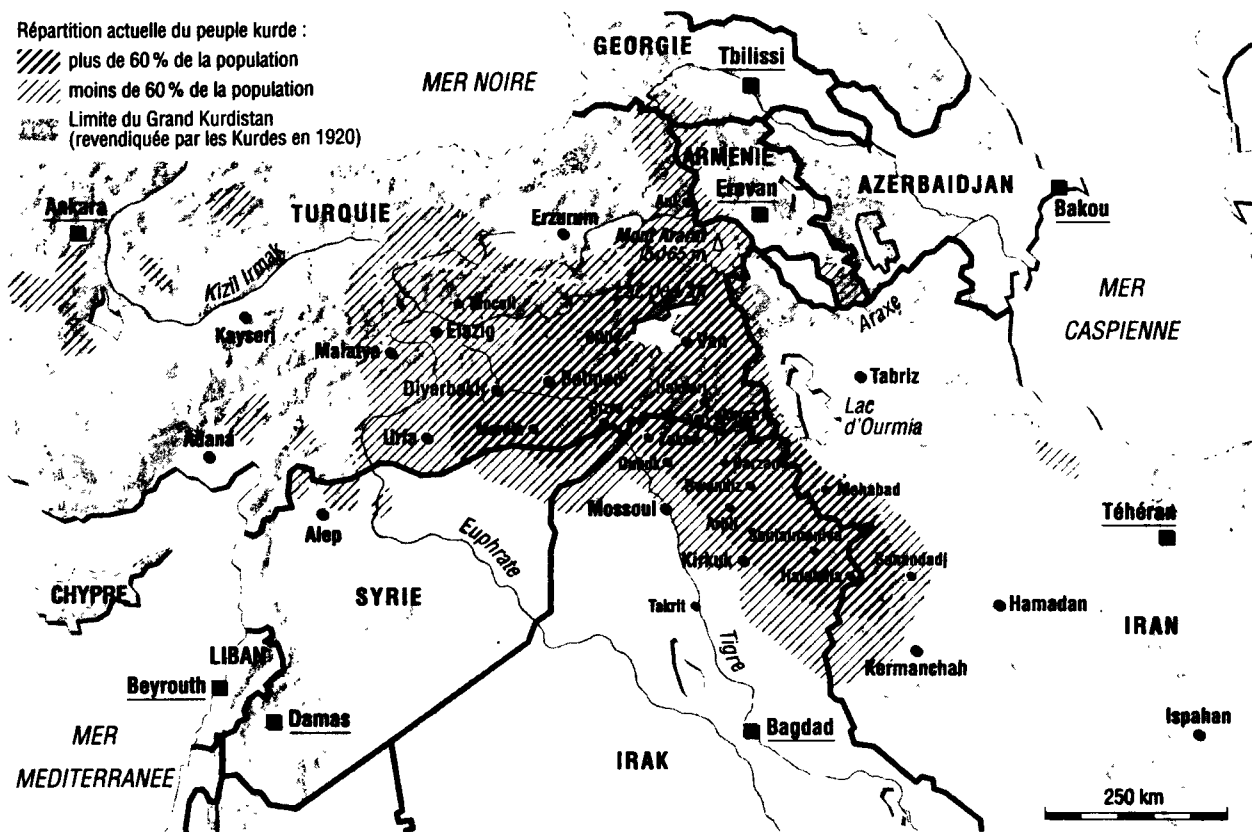
contemporains de la question kurde. Et tous les chroniqueurs s'accordent sur un constat, toujours valable aujourd'hui : la vie et les mœurs des Kurdes sont étroitement liées à leurs hautes montagnes qui culminent à plus de 3 000 mètres d'altitude. Celles-ci ont trempé leur âme et leur caractère ; elles leur ont aussi permis de ne pas être exterminés ou noyés par les multiples envahisseurs (arabes, turcs, mongols, etc.) qui ont déferlé sur ce territoire.

Car les Kurdes sont de farouches guerriers. En témoignent les tueries de villageois chrétiens pendant l'épopée de l'émir kurde Bedir Khan, dont l'éphémère royaume s'étendit entre 1844 et 1845 de la Perse au Tigre. Ou encore les massacres d'Arméniens, effectués à la fin du XIX^e siècle par des bandes kurdes (les Hamidiye), recrutées par le sultan Abdülhamid II.

C'est la langue kurde qui cimente la communauté

Ces épisodes ont effrayé l'Occident et ancré pour longtemps le stéréotype négatif du Kurde sanguinaire. Le géographe français Elisée Reclus, évoquant leur «physionomie d'animal carnassier», affirmait en 1884 que «ni les Bédouins, ni les

Répartition actuelle du peuple kurde :
 // plus de 60 % de la population
 / moins de 60 % de la population
 - - - Limite du Grand Kurdistan (revendiquée par les Kurdes en 1920)



LE KURDISTAN.
 Ce territoire, qui ne figure sur aucune carte, s'étend sur 1 000 kilomètres de long d'est en ouest et sur 700 kilomètres du nord au sud. L'importance démographique des Kurdes varie d'un pays à l'autre. Irak : entre 4 et 5 millions (25 % de la population). Turquie : entre 13 et 15 millions (20 %). Iran : 7 millions (13 %). Syrie : 1 million (7 %).

Apaches ne dépassent les Kourdes (sic) par les instincts de pillage et l'art de les satisfaire». Mais les Kurdes sont également longtemps restés des éleveurs nomades ou semi-nomades, vivant au rythme de la transhumance de leurs troupeaux. Il y a un siècle, les voyageurs européens décrivaient encore des seigneurs d'antiques lignées régnant sur des paysans misérables. Et c'est ce monde, resté presque inchangé jusqu'aux années 1950, que décrit le grand romancier contemporain kurde turc Yachar Kemal.

Leur sédentarisation n'a véritablement commencé qu'au milieu du XIX^e siècle : les Kurdes s'installent alors peu à peu dans les villes, jusque-là peuplées de Turcs, de Juifs et d'Arméniens. Et s'ils ont pu, jusqu'à aujourd'hui, préserver leur identité, malgré les brassages de populations et les pressions exercées, ils le doivent en grande partie à l'usage de leur langue commune. Considéré par certains linguistes comme un patois du persan, le kurde appartient à la famille des langues iraniennes et se divise en plusieurs dialectes. Une grande majorité de Kurdes parlent le «kurmandji» (Turquie, Caucase, Irak du Nord, Syrie). Le «sorani» est pratiqué au sud des régions kurdes de l'Irak et de l'Iran et, en Anatolie centrale, autour

de Tunceli et Elazig, quelques Kurdes parlent le «zaza». Tous les Kurdes parviennent donc à se comprendre. Mais ils ne peuvent pas se lire : leur langue a été victime, elle aussi, des frontières découpées dans la nation kurde. Elle s'écrit en caractères latins en Turquie, en cyrillique dans les républiques de l'ex-URSS et en caractères arabes en Iran, en Syrie ou en Irak. A condition, bien sûr, de pouvoir être imprimée librement, ce qui est encore loin d'être le cas dans tous les pays concernés.

UNE MAJORITE MUSULMANE

Les Kurdes sont aujourd'hui dans leur majorité musulmans sunnites (80 %). Mazdéens puis zoroastriens comme les autres peuples de l'espace iranien, ils ont été islamisés à partir du VI^e siècle, à la suite des conquêtes arabes. Une forte minorité d'entre eux sont alévis, une secte proche du chiisme, pré-

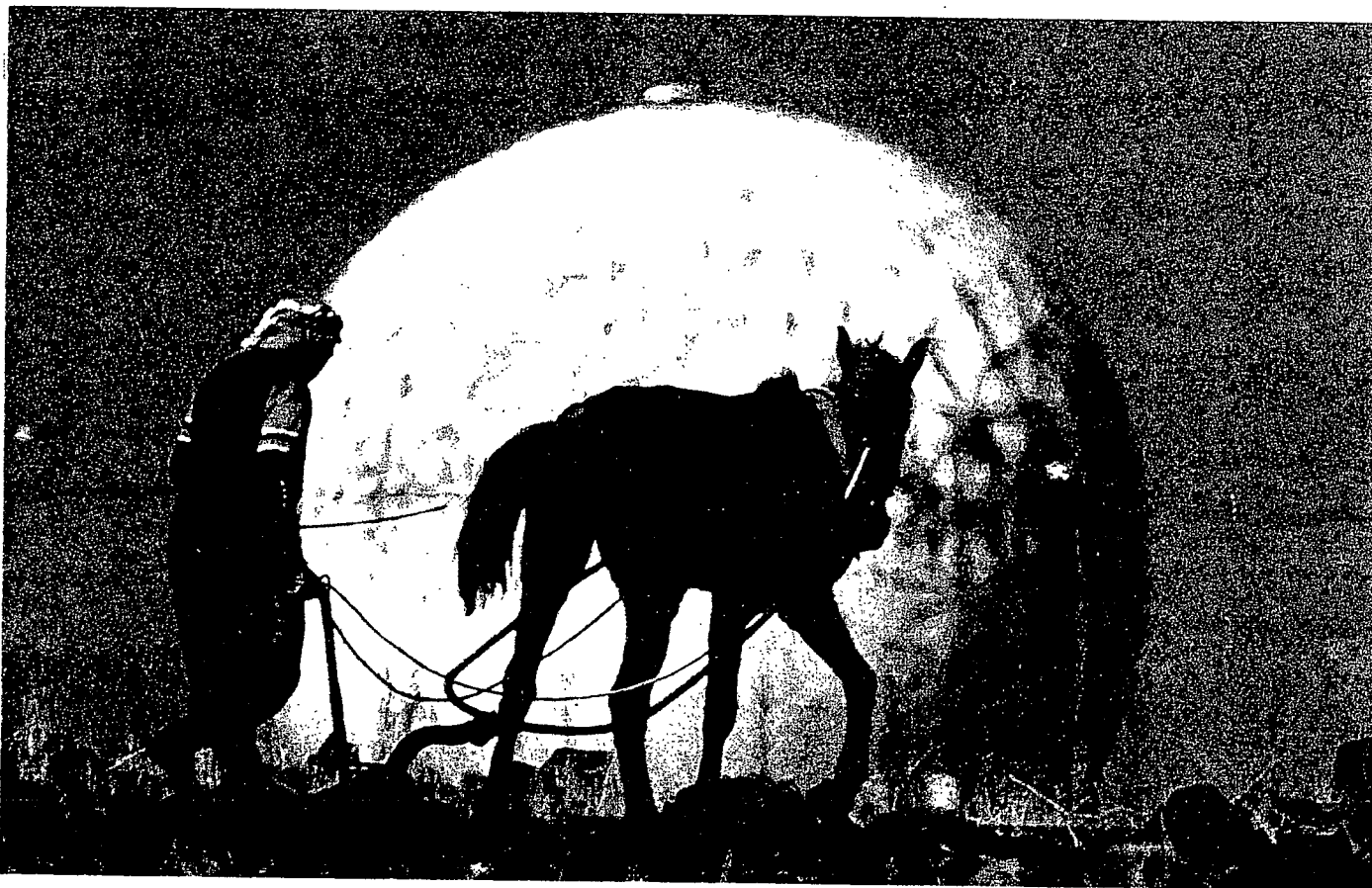
sente aussi parmi les Turcs. Plutôt libéraux, régulièrement accusés d'athéisme et, de ce fait, longtemps persécutés par les sultans ottomans, les alévis refusent beaucoup des rituels de l'islam, dont les cinq prières quotidiennes. Leurs cérémonies, les «cem», où hommes et femmes dansent ensemble, alimentent cette hostilité à leur encontre. Un certain nombre de Kurdes, notamment au nord de l'Irak, se revendiquent du yézidisme. Cette hérésie, codifiée au XI^e siècle, mêle l'islam à des croyances chrétiennes et zoroastriennes, l'antique religion de l'Iran, et repose sur une théologie dualiste avec un Dieu du bien et un Dieu du mal. Il existe aussi des Kurdes chrétiens et une petite minorité de juifs kurdes émigrés en Israël dans les années 1950.



En Turquie, l'enseignement du kurde est interdit. Il est toléré uniquement à l'école coranique. Pour de nombreux enfants, la religion reste donc le seul biais pour apprendre leur langue.

Pourquoi n'ont-ils jamais eu d'Etat ?

Les Kurdes n'ont pu surmonter leurs rivalités ni empêcher la mainmise des pays voisins sur leur pétrole et leur eau.



Reza / Sygma

Au carrefour des ex-républiques soviétiques et du Moyen-Orient, le Kurdistan est une zone stratégique. Les puissances occidentales veulent le garder sous contrôle. Ici, près de Diyarbakir (Turquie), les Etats-Unis ont installé une station d'écoute.

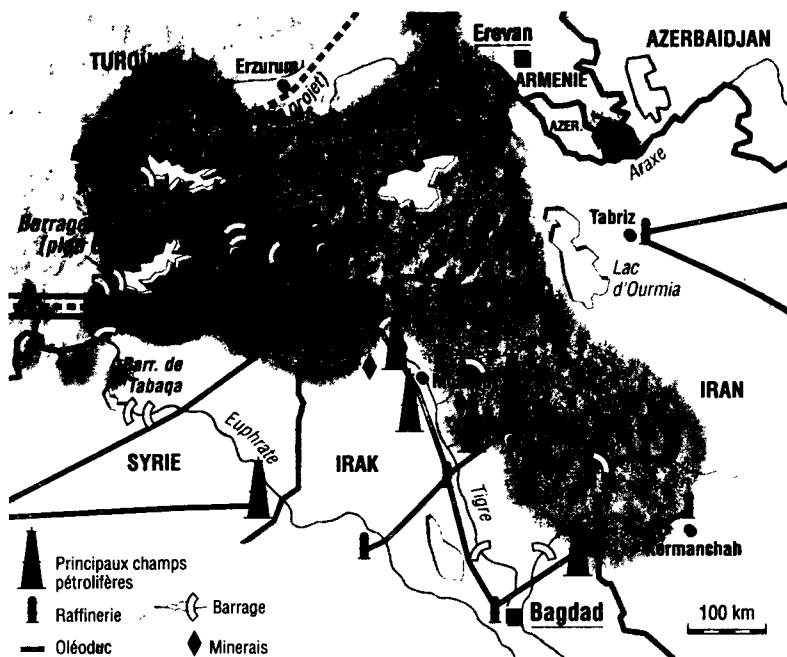
Unis par une langue et une culture communes, les Kurdes n'ont jamais réussi à dépasser leurs rivalités tribales pour se constituer en nation. Rachid al-Din, l'historien des Mongols qui envahirent les terres kurdes au XIII^e siècle, remarquait déjà que leurs féodaux n'avaient aucune stratégie, vivant isolés dans leur vallée, «chacun se prenant pour l'empereur du monde». Au début du XIX^e siècle, l'Anglais Claudius James Rich déplorait «la rivalité des tribus kurdes et de leurs chefs qui les affaiblit et les porte à rechercher l'appui du pacha de Bagdad ou des gouverneurs des provinces perses». Il y eut, certes, dans l'Histoire quelques chefs hors du commun comme Saladin (1138-

1193), kurde par son père. En 1187, il reprit Jérusalem aux croisés. Pourtant, jamais son empire n'eut un caractère kurde. Car, au sein de l'umma, la communauté des croyants, il n'y a jamais eu de nations : dans l'Empire ottoman, les Kurdes se considéraient d'abord comme des musulmans, même si des féodaux tentaient des révoltes pour élargir leurs domaines.

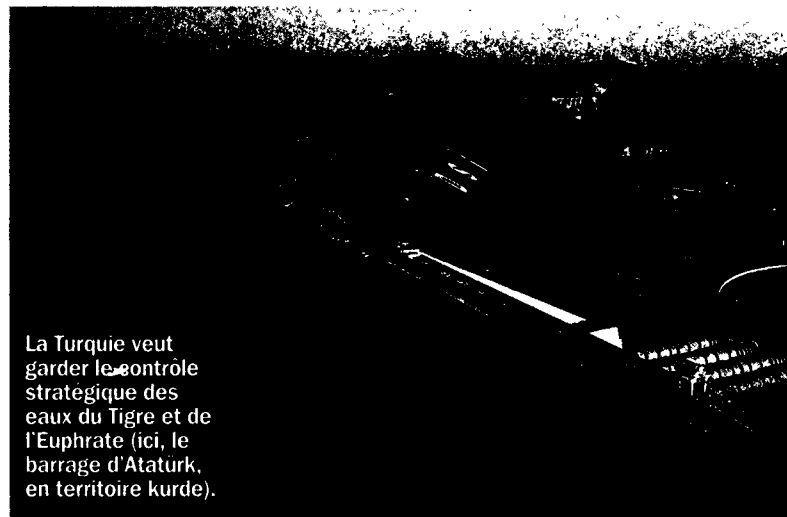
Plusieurs fois, l'indépendance a été à portée de main

La situation du «pays kurde», sur la ligne de fracture entre les mondes turc, perse et arabe, a placé le mouvement national kurde dans une situation impossible. Ce mouvement a

d'ailleurs surgi très tard. Le premier programme véritablement autonome, revendiquant pour les Kurdes «le droit de prendre leur vie en main», n'est apparu qu'en 1880, lors de la révolte du cheikh Nehri. Cette longue quête est, depuis, jalonnée de félonies, de promesses non tenues, d'alliances suicidaires. L'effondrement de l'Empire ottoman, vaincu lors de la Première Guerre mondiale, a pourtant offert une occasion en or pour créer un Etat kurde. Les Alliés, notamment les Américains, affirmaient que «les minorités non turques de l'empire devraient avoir le droit d'opter pour un développement autonome». En 1920, le traité de Sèvres, entre l'Empire ottoman et les Alliés, a



LE PETROLE, NERF DE LA GUERRE. Les Kurdes revendiquent les villes de Kirkuk et Mossoul (Irak). Mais Saddam Hussein, comme les Britanniques avant lui et comme l'Iran pour d'autres sites, ne cédera jamais ces territoires qui recèlent des gisements pétroliers parmi les plus importants du Moyen-Orient.



La Turquie veut garder le contrôle stratégique des eaux du Tigre et de l'Euphrate (ici, le barrage d'Ataturk, en territoire kurde).

reconnu une ébauche d'indépendance pour les régions peuplées en majorité de Kurdes, notamment celle de Mossoul. Il n'a jamais été ratifié.

Les raisons de cet échec sont multiples : les victoires des troupes de Mustafa Kemal, surnommé «le père des Turcs» (Atatürk), bloquèrent un démantèlement de la Turquie qui aurait pu profiter aux Kurdes. De leur côté, les Britanniques tenaient à maintenir les riches terrains pétroliers de Mossoul et de Kirkuk au sein d'un Irak sous leur contrôle. En 1923, le traité de Lausanne, entre la toute nouvelle Turquie et les Alliés, entérina cette nouvelle donne : le rêve kurde s'était fracassé, écartelé entre Turquie, Irak, Iran et Syrie. «Les Kurdes

qui faisaient partie de la majorité musulmane se retrouvent désormais en situation de minorité dans des Etats nations unitaires», écrit l'historien Hamit Bozarslan.

Malgré leurs conflits, ces Etats ont, depuis, toujours été d'accord pour empêcher la naissance d'un Kurdistan. Et ils le seront sans doute toujours : ils muselleront leurs Kurdes, tout en épaulant, à l'occasion, ceux de leurs ennemis. Quitte à les lâcher, le moment venu. Les grandes puissances, aujourd'hui comme hier, sont, en outre, hostiles à la naissance d'un Etat kurde : toutes sont hantées par la peur du chaos qu'entraînerait, dans tout le Moyen-Orient, une modification des frontières.

DEUX FIGURES EMBLEMATIQUES

La longue quête du peuple kurde est jalonnée de figures historiques qui ont cristallisé autour d'elles les espoirs de voir naître une patrie commune. La plus ancienne est, sans conteste, le célèbre Saladin (1138-1193). Fondateur de la dynastie ayyubide, le sultan était d'origine kurde par son père. Son héroïsme et son esprit chevaleresque en ont fait un symbole de la fierté et du courage kurdes. Chef légendaire, né dans une grande famille kurde irakienne, Mustafa Barzani (1904-1979) fait également partie de ces hommes d'exception. A la tête de ses peshmergas («ceux qui regardent la mort en face»), celui qui affirmait que «les Kurdes n'ont pas d'amis» fut, entre 1962 et 1975, le «roi non couronné» du Kurdistan d'Irak, régnant sans partage sur un territoire montagneux de 35 000 kilomètres carrés adossé aux frontières iraniennes et turques. Il avait été contraint à l'exil en



Le sultan Saladin (1138-1193), kurde par son père, fait figure de héros légendaire.

URSS après l'écrasement de la République kurde de Mahabad, en 1946, et ce passé le rendait suspect : Américains et Britanniques le prenaient pour un agent soviétique. Il lui faudra dix ans de combats contre des régimes soutenus par Moscou pour se débarrasser de cette étiquette. Toujours revêtu de l'habit kurde, il ne voulait qu'une chose : la liberté kurde. Il est mort en exil, aux Etats-Unis, sans avoir atteint son rêve.



Mustafa Barzani, mort en 1979, a symbolisé, pendant un demi-siècle, la volonté des Kurdes de prendre enfin leur destin en main.

En ville, comme en montagne, la résistance kurde s'est remarquablement bien organisée. Connaissant parfaitement son territoire, menant une guerre d'usure, elle n'a jamais été totalement réduite par les pouvoirs centraux (ici, un partisan kurde irakien).



COZA / SYGMA

Comment ont-ils organisé leur résistance ?

3

Révoltes, guérillas, massacres : au XX^e siècle, les Kurdes ont lutté pour défendre leur identité. Au prix, parfois, d'alliances contre nature.

Tout au long du XX^e siècle, l'histoire du peuple kurde a été jalonnée de révoltes et de répressions. Différente dans sa forme selon les pays, cette «guerre» a toujours poursuivi le même but : résister coûte que coûte aux pouvoirs centraux. Au prix de massacres effrayants et, souvent, d'alliances contre nature au service de rivalités internes.

Turquie : Inspirée du modèle jacobin, laïque et autoritaire, la République turque a toujours refusé tout particularisme aux Kurdes. Dotés des mêmes droits que les autres citoyens turcs, ils n'ont jamais pu revendiquer collectivement leur identité, ni recevoir un enseignement dans leur langue. Leurs révoltes, sous la bannière de la tradition et de l'islam (celle de Cheikh Saïd en 1925, de la région du mont Ararat en 1931 ou de la ville de

Dersim en 1937), ont été impitoyablement réprimées. Avec le début du mouvement de guérilla conduit par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en 1984, la «question kurde» a été brutalement remise sur le devant de la scène. La «sale guerre» (1984-1999) du pouvoir contre les rebelles d'Abdullah Öcalan, surnommé Apo, a fait cinquante mille morts et déplacé plus de trois millions de personnes.

Pendant ces années terribles, des milliers de militants de la cause kurde sont tombés sous les balles des «escadrons de la mort» mis en place par le régime. Des intellectuels ont été emprisonnés pour «propagande séparatiste». Mais de nombreux Kurdes, restés loyaux au régime turc, et de nombreux Turcs ont également été victimes des représailles du PKK. Et Ankara a fini par l'emporter. Chassé

de Syrie, où il avait trouvé refuge, Öcalan a été enlevé par un commando turc, au Kenya, en février 1999, puis condamné à mort. Mais la sentence n'a pas été exécutée. De sa prison, Öcalan a demandé à ses partisans de déposer les armes. Et la frange la plus libérale des élites turques plaide aujourd'hui pour une solution politique de la question kurde, passant par la reconnaissance de leurs droits culturels et une certaine autonomie. Mais, pour l'heure, en Turquie, la situation reste bloquée.

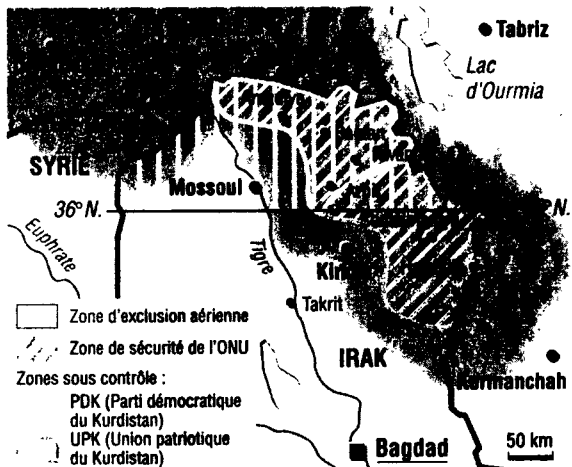
Irak-Iran : Les Britanniques ont noyé dans le sang plusieurs soulèvements kurdes en Irak du Nord, dont la grande révolte de 1943 dirigée par Mustafa Barzani. Ses partisans refluèrent alors en Iran, où ils prêtèrent main forte à l'éphémère République kurde de Mahabad, créée en janvier 1946 avec l'aide des Soviétiques. Elle sera écrasée en décembre de la même année, mais reste un symbole. Le principal foyer du mouvement national kurde sera dès lors l'Irak, où Mustafa Barzani avait fondé le PDK (Parti démocratique du Kurdistan).

Bilan : 250 000 morts en quarante ans

Reza / Sygma



Les Kurdes, résistants et civils, ont payé un lourd tribut à la lutte armée. Les enfants n'ont pas été épargnés par ces combats souvent fratricides.



UNE PAIX

FRAGILE.

Depuis 1991, une zone de sécurité décrétée par l'ONU protège les Kurdes des exactions de l'Irak. A l'intérieur, après des années de guerre civile, les deux mouvements kurdes (UPK, PDK) se partagent le territoire. Mais la zone est perméable et le statu quo fragile. En Turquie, le PKK est en perte de vitesse.

Réfugié en URSS à la chute de la République de Mahabad, il revient à Bagdad en 1958, après le renversement de la monarchie irakienne.

Le nouveau pouvoir offre alors une autonomie aux Kurdes. Mais, deux ans plus tard, les combats reprennent, jusqu'en 1966, où un nouvel accord avec le régime du parti Baas reconnaît «les droits nationaux des Kurdes». La Constitution stipule désormais que l'Irak est composé de deux peuples : arabe et kurde. Le sort des districts de Mossoul et Kirkouk reste en suspens. La guerre reprend dès 1974 : aidés par l'Iran et à l'occasion par Israël, les combattants kurdes tiennent le terrain. Mais les accords d'Alger, signés en 1975 entre le chah d'Iran et Saddam Hussein, entraînent l'effondrement de la rébellion. Une politique de guérilla s'installe dès lors et un nouveau parti kurde voit le jour

en 1975 : l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani dont les milices combattent parfois, avec l'appui des forces irakiennes, contre le PDK. A la faveur de la révolution islamique d'Iran (1979) et de la guerre Iran-Irak (1980-1988), les révoltes kurdes reprennent. Les Irakiens aident les Kurdes d'Iran et Téhéran soutient ceux d'Irak. Saddam Hussein réplique par la terreur en bombardant, en 1988, la ville kurde d'Halabja avec des armes chimiques, tuant plusieurs milliers de civils.

A la fin de la guerre du Golfe, en 1991, le soulèvement kurde est encouragé par Washington. Il se termine par une tragédie. Les Alliés, qui ne veulent pas d'un démantèlement de l'Irak, finissent par abandonner les révoltés à leur sort. Deux millions de Kurdes fuient la répression et se réfugient en Turquie. L'ONU décide finalement de créer une «zone de sécurité» au nord de l'Irak, en 1991. Depuis, la situation reste bloquée.

En Syrie, ce sont des parias dans leur propre pays

Syrie : Trois cent mille Kurdes, déçus de leur nationalité et privés de papiers lors d'expulsions dans la zone frontière avec la Turquie en 1963-1964, vivent encore aujourd'hui comme des parias dans leur pays. Après 1972, le régime d'Hafiz al-Asad, lui-même minoritaire en tant qu'alaouite, a ménagé les Kurdes qui ont été utilisés plusieurs fois dans la répression contre les Frères musulmans.

DEUX CENTS ANS DE REPRESSION

- 1806 : L'Empire ottoman met en œuvre une politique de centralisation et tente de réduire l'autonomie des Kurdes. Les premiers soulèvements sont écrasés.
- 1920 : Signature du traité de Sèvres entre l'Empire ottoman, vaincu, et les Alliés. Il préconise la création d'un Etat kurde.
- 1923 : Le traité de Lausanne, signé entre la Turquie et les Alliés, met fin au rêve d'un Etat kurde. Il reconnaît la souveraineté de la Turquie sur la plus grande partie du «Kurdistan».
- Janvier-décembre 1946 : A l'initiative de l'URSS, une éphémère République kurde est constituée dans la région de Mahabad, en Iran. Le rapide retrait des troupes soviétiques met fin à son existence.
- 1975 : Accords d'Alger entre le chah d'Iran et Saddam Hussein, en Irak : l'Iran retire son soutien aux Kurdes. En Irak, scission entre le PDK et l'UPK.



Ozark / Sipa press

- 1988 : L'Irak attaque des villages kurdes, notamment Halabja, à l'arme chimique. Exode massif des Kurdes vers l'Iran et la Turquie.
- 1991 : A la fin de la guerre du Golfe, l'Irak écrase la rébellion kurde. Plus de deux millions de Kurdes fuient vers l'Iran et la Turquie.
- 1999 : Arrestation par les Turcs d'Öcalan, leader kurde du PKK.

4 Pourquoi s'exilent-ils ?

Fuyant l'oppression et surtout la misère, des milliers de Kurdes n'ont désormais qu'un espoir : tenter de rejoindre l'Europe, où ils viennent grossir une diaspora déjà importante.



Victimes de déplacements forcés ou d'exactions, souvent sans emploi ou vivant sur des terres trop pauvres, beaucoup de Kurdes ne voient plus d'avenir au Kurdistan. Ils sont chaque année plus nombreux à immigrer (ici, à la frontière turquo-iranienne).

Les Kurdes fuient l'oppression, la misère, l'absence d'avenir. Pendant ces quarante ans, deux cent cinquante mille personnes sont tombées au cours des guérillas, des soulèvements, des massacres ou des luttes fratricides. Des millions de civils ont été déplacés. Pour autant, la situation des Kurdes varie d'un pays à l'autre.

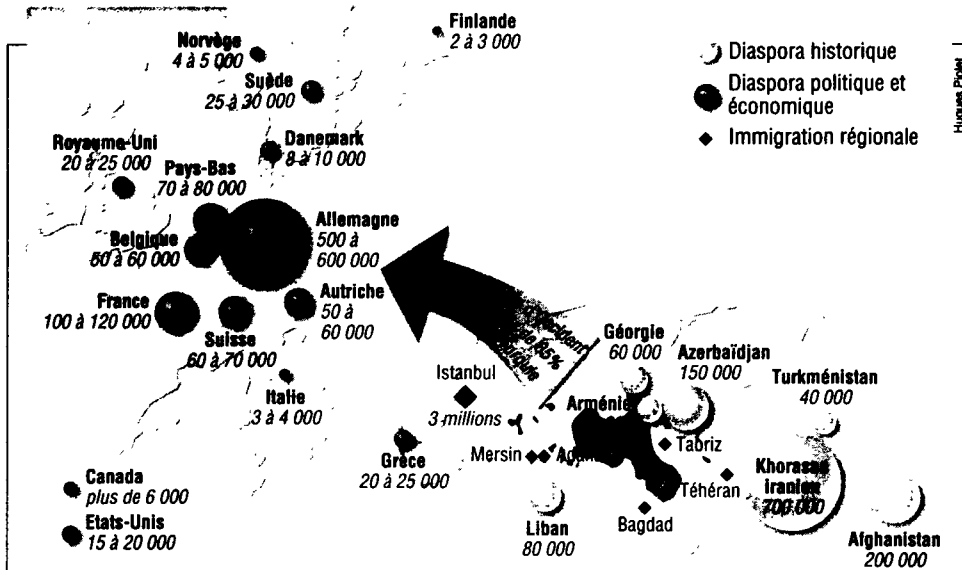
Irak : La zone de sécurité, instaurée en 1991 au nord du 36^e parallèle et placée sous la protection des Nations unies, garantit une quasi-indépendance de fait à trois millions de Kurdes irakiens : ils y disposent d'un gouvernement, d'un parlement, d'une police, d'une armée. Le sort des Kurdes vivant dans cette zone s'est amélioré. Depuis l'accord signé

entre le PDK et l'UPK à Washington, en 1998, les deux partis vivent chacun dans son territoire. Cette «paix» a permis une certaine renaissance économique : la zone de sécurité reçoit en effet 13 % des recettes de la vente du pétrole irakien autorisées dans le cadre du programme international «pétrole contre nourriture». Soit 4 milliards de dollars depuis 1997.

En Irak, les Kurdes se sentent de moins en moins en sécurité

Les habitants de l'entité kurde n'en restent pas moins inquiets. Les services de Bagdad y ont éliminé des opposants et l'armée turque y mène depuis dix ans de fréquentes incursions

pour traquer les derniers maquis des rebelles kurdes turcs du PKK. En revanche, la zone de sécurité exclut les villes de Mossoul et de Kirkuk, d'où sont originaires la plupart des neuf cent huit réfugiés kurdes arrivés à la mi-février sur les côtes françaises. «Près de deux millions de Kurdes vivent en dehors de cette zone protégée et sont quotidiennement les victimes de la politique d'arabisation que mène Bagdad», affirme Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Contraints à l'exode par le régime, «ils ne peuvent ni faire appel contre ces déplacements forcés, ni être compensés pour la perte de leurs biens», comme le soulignait, il y a deux ans, la commission des droits de l'hom-►



UNE DIASPORA EN EXPANSION. Au cours de leur histoire mouvementée, les Kurdes ont connu des déportations. Beaucoup ont rejoint les villes, notamment Istanbul. L'immigration massive vers l'Europe est un phénomène récent : l'Allemagne est la destination privilégiée.

Peu à peu, l'exode économique vide le Kurdistan



Les neuf cent huit naufragés échoués à Saint-Raphaël en février 2001 ont fui le nord de l'Irak. Ils auraient bénéficié de filières syriennes, irakiennes et turques.

me de l'ONU. Les intimidations, les disparitions et les exécutions sommaires se sont, en outre, multipliées.

Syrie : Les Kurdes syriens ne bénéficient d'aucun droit culturel et leur langue n'est pas enseignée. Eux aussi sont des candidats réguliers au départ.

Iran : Le sort des Kurdes s'est un peu amélioré depuis l'élection, en 1997, du président réformiste Khatami, qui a reçu un soutien massif de la population kurde et des autres minorités ethniques du pays. Présents dans trois provinces du nord du pays, les Kurdes sont majoritaires dans celle de Sanandadj, la véritable capitale du Kurdistan iranien. Depuis deux ans, des livres et des journaux commencent à y être publiés en langue kurde.

Mais l'enseignement de cette langue à l'école primaire, pourtant prévu par l'article 15 de la Constitution, reste encore lettre morte.

Turquie : Deux ans après la capture du chef rebelle kurde Öcalan, le problème kurde reste entier. Son appel à déposer les armes a été écouté, mais l'état d'urgence reste toujours en vigueur dans certains départements du Sud-Est. Longtemps tabou, l'octroi des droits culturels aux Kurdes figure parmi les demandes de l'Union européenne à la Turquie. Cette question est désormais débattue dans l'opinion, mais les autorités restent divisées, notamment sur la diffusion d'émissions kurdes ou l'enseignement en langue kurde.

Aujourd'hui, nul ne souhaite une reprise de la lutte armée. «La plupart des Turcs et des Kurdes reconnaissent qu'il n'y a pas de solution militaire au problème», souligne Tarik Ziya Ekingi, médecin et ancien député de Diyarbakir qui, comme nombre d'intellectuels kurdes opposés à la violence, a vécu pendant une décennie sous la double menace de l'Etat et du PKK. Les Kurdes rêvent d'intégration dans l'Europe qu'ils voient comme la meilleure garantie pour leurs droits. Mais la reprise des tensions dans le Sud-Est inquiète : deux dirigeants du parti pro-kurde Hadep ont disparu depuis le 25 janvier, après avoir été convoqués à la gendarmerie. La pleine démocratisation de la Turquie sera sans doute longue, d'où le choix de beaucoup de Kurdes, mais aussi de Turcs, de tenter dès maintenant leur chance en Occident. ■

PAROLES DE KURDES

Avec ses vingt-six romans, Yachar Kemal, 75 ans, est considéré comme le plus grand écrivain turc vivant. Mais cet auteur populaire (publié en français chez Gallimard) est kurde. Il le revendique, ce qui lui a déjà valu plusieurs procès. Jamais, pourtant, il n'a réussi à écrire en kurde. «Même si c'est ma langue maternelle, j'y suis comme illettré», reconnaît le romancier. Salim Barakat, Kurde de Syrie, écrit, lui, en arabe («Les Seigneurs de la nuit», Actes Sud). Seul Mehmed Uzun («La Poursuite de l'ombre», Phébus), exilé en Suède, écrit en kurde, avec la gaure de devoir inventer une langue littéraire : «nos intellectuels parlent mal le kurde, qu'ils mélangent souvent à un pâteux jargon politique». Le cinéaste Yilmaz Güney, metteur en scène de «Yol» (La Route), drame de la prison et de l'exil, travaillait en turc. Hiner Saleem, Kurde d'Irak vivant en France et auteur du très grinçant «Vive la mariée et la libération du Kurdistan», réussit, lui, à faire vivre sa langue. En fait, ce sont les musiciens et les chanteurs qui véhiculent le mieux la culture kurde : Sivan Perwer, dont les concerts font toujours le plein, et Issa, Kurde du Liban.



Yachar Kemal, le plus grand écrivain turc vivant, nobélisable, est un Kurde.

لسنا أبناء أربيل وزاخو... نحن أبناء حلب ودمشق وعفرين

خلقتها الإدارات السابقة بسبب ضيق في التوجه القومي آنذاك، جاء كنتيجة لحالات استثنائية أفرزتها أسباب زمانية ومكانية كقانون الإحصاء رقم ٩٢/، والذي جرد بموجبه أكثر من ١٢٠ ألف كردي في محافظة الحسكة، عام ١٩٦٢، من هويتهم. ولعل المتابع للتشان الكردي وما يحمله من معطيات وطنية

وثقافية وسياسية يرى أن الأكراد يعتبرون أنفسهم جزءاً لا يتجزأ من التكوين الثقافي والتاريخي والجغرافي الوطني. والامل ما زال يحدوهم في ان تلجأ الدولة الى إلغاء المشاريع الاستثنائية، ومنها ما صدر عن السيد وزير الداخلية السوري تميم في ٢٠٠٠/١٢/٣٠، جاء فيه: «على أمانات السجل المدني الا تقوم بتسليم أي بطاقة شخصية صنعت بدلاً عن ضائع لمواطن من أصل كردي إلا بعد الحصول على موافقة من شعبة الأمن السياسي وشعبة المخابرات العسكرية وإدارة المخابرات العامة، تحت طائلة المسؤولية».

وقد رجحت بعض المصادر المطلعة ان التعميم المذكور هو إجراء احتياطي للحد من دخول عناصر حزب العمال الكردستاني الى سورية، بعد المعارك الأخيرة بينه وبين حزب الاتحاد الوطني الكردستاني العراقي وهروب بعض مقاتليه من المعارك، وخاصة من الأكراد السوريين الذين انضموا في وقت سابق الى صفوف الـPKK، ونحن قد نكون متعاطفين مع أخواننا الأكراد في الدول المجاورة. وهذا حق طبيعي؛ وأظن أن الدولة السورية كانت نفسها متعاطفة معهم. لكننا لسنا أبناء أربيل أو زاخو، نحن أبناء حلب ودمشق وعفرين السورية.

حلب - إبراهيم إبراهيم (صحافي سوري).

في الوقت الذي يتطلع أبناء الشعب السوري عامة والأكراد منهم بشكل خاص، بتفاؤل الى المستقبل وما سوف تشهد أوضاعهم الاجتماعية والإنسانية من تغيير نحو الأفضل، في ظل ما تنشده القيادة الجديدة المتمثلة بالرئيس بشار الأسد من تغيير وتحديث وانفراج في التعامل مع القضايا الداخلية، تصر بعض الأوساط ان تقف في وجه تيار التحديث والتطوير ومن ثم إيقافه، وتجعل من الشأن الكردي السوري شأناً إقليمياً بإبعاد خارجية. وكثرت هذه التأويلات غير المنطقية في الآونة الأخيرة، عندما بدأ المثقفون الأكراد يطرحون الموضوع الكردي السوري كجزء من القضايا الوطنية الداخلية.

وكلما تم طرح الموضوع الكردي في سورية كجزء من القضايا المطروحة معالجتها على أساس من العدل والمساواة، تخرج تلك الأوساط الأنفة الذكر بمبررات وحجج للتصلل من الحل بربطه بقضايا إقليمية أخرى، واعتبار القضية جزءاً من تفرعات وتشعبات في الدول المجاورة لسورية.

إن الأكراد السوريين على مختلف انتماءاتهم الاجتماعية وتياراتهم السياسية يؤكدون، عبر خطابهم الوطني والقومي، أن القضية الكردية قضية وطنية دستورية بحق وتدخل في صلب السياسة الداخلية. والمسألة أبسط من أن تأخذ هذه التأويلات والتعقيدات السياسية غير الواقعية، وهي بالنتيجة وفي حدهما الأقصى إشكالية إدارية دستورية

Nous ne sommes pas les enfants d'Erbil ou de Zakho nous sommes les enfants d'Alep, de Damas et d'Afrine

Au moment où notre peuple syrien en général et le peuple kurde en particulier aspirent à un avenir meilleur, se tournent pleins d'espoir vers le nouveau régime représenté par le président Bachar Al-Assad qui annonce un changement dans les relations et la normalisation des affaires intérieures, certains milieux radicaux s'opposent à tout changement et modernisation. Ces derniers veulent transformer la question kurde en Syrie en une question régionale avec des ramifications extérieures. Dernièrement, cette question a pris une nouvelle dimension lorsque les intellectuels kurdes ont recentré le problème. Ils considèrent la question kurde en Syrie comme un problème de politique intérieure indissociable des autres affaires du pays.

Et à chaque fois que le problème kurde en Syrie revient au devant la scène en tant que problème interne qui nécessite une solution juste et équitable, ces mêmes milieux continuent de dire que la question kurde est une affaire régionale liée à d'autres questions qui ont des ramifications dans les pays voisins.

Les différentes composantes kurdes de Syrie sont unanimes à affirmer dans leurs discours que la question kurde en Syrie est une affaire purement nationale et constitutionnelle au cœur de la politique intérieure du pays. Le problème kurde en Syrie est né d'une vision politique étroite des régimes successifs qui a abouti à la Loi N° 93 sur le recensement qui, en 1962, a déchu de leur nationalité 120.000 Kurdes de la province de HASSAKA.

Ceux qui suivent la question kurde savent que les Kurdes en Syrie se considèrent partie intégrante de l'édifice culturel, historique et géographique du pays.

Les Kurdes espèrent que l'Etat interviendra énergiquement pour annuler toutes les mesures exceptionnelles et en particulier la circulaire prise par le Ministre de l'Intérieur le 30/12/2000 qui demande : "A tous les services de l'Etat civil de ne délivrer de carte d'identité à un citoyen d'origine kurde qui demande son renouvellement en remplacement d'une carte perdue qu'après l'accord de la Section de la Sécurité politique, de la Section des Renseignements militaires et de la Direction des Renseignements généraux, à leur risque et péril".

Certaines sources bien renseignées pensent que c'est une mesure provisoire pour empêcher l'entrée en Syrie des membres du PKK fuyant les combats avec l'UPK, surtout les Kurdes de Syrie qui avaient rejoints les rangs du PKK... Il est possible que nos sentiments aillent vers nos frères kurdes des pays voisins. C'est un droit légitime. Je crois que la Syrie elle-même avait sympathisé avec le PKK. Mais nous ne sommes pas les enfants d'Erbil ou de Zakho, nous sommes les enfants d'Alep, de Damas et d'Afrine.

Alep - Ibrahim Ibrahim (journaliste syrien)
dans Al-Hayat, du 4 Avril 2001.

الوحيد يقيمون في غرفة واحدة كبيرة في هذه الثكنة السابقة، تشبه الكهف لأنها من دون أي منفذ على الخارج. وعند مدخلها بنيت زاوية من الحجارة والخشب لتكون مطبخا. تعيش العائلة منذ العام ١٩٩٦ بفضل المواد الغذائية التي توزع وراتب الزوج البالغ ٦٠٠ دينار. البنات لا يذهبن الى المدرسة بل يساعدن أمهن في المنزل. وبالقرب منهم يعيش لطيف عبد الله (٢٢ عاما) وزوجته كردستان وابناؤهما الاربعة الصغار في غرفة صغيرة مغلقة ايضا، كانت بلا شك تستخدم محجرا صحيا للثكنة. وقد طرد الجيش العراقي لطيفا المتحدر من كركوك من منزله في العام ١٩٩١ اثر الانتفاضة الكردية. وعندما انخرط في صفوف مقاتلي الحزب الديمقراطي صار يتقاضى راتبا من ٦٠٠ دينار ويعيش هو ايضا بفضل المساعدات الغذائية التي توزعها الامم المتحدة على النازحين. ولا تذهب الابنتان الكبيرتان جيهان (١٥ عاما) وريزان (١٢ عاما) الى المدرسة لان الاب لا يملك مالا لشراء ملابس لهما. اما شقيقهما شروان (تسع سنوات) فيذهب الى المدرسة قبل الظهر ويبيع السكاكر في الشارع بعد الظهر فيكسب ما بين سبعة وثمانية دنائير في اليوم. ولا يبلغ الطفل الرابع من العمر سوى بضعة اشهر.

ومثل كل العائلات التي تعيش في مخيم «المكتب السياسي» يعتقد لطيف ان العالم كله تخلى عنه، «عندما يكون الرجل فقيرا لا احد يهتم به». وعندما نسأله اي مستقبل يعد لابنائيه يجيب بكلمات مفزعة: «لا شيء.. لا يستطيع ان اقدم لهم اي شيء». وعما اذا كان ينوي التوجه الى اوروبا للعمل يقول «لو كنت غنيا لحاولت ذلك ربما، فالاغنياء لا يعيشون هنا».

ساحة ميتران

وفي كل يوم يعبر خبراء الامم المتحدة والمسؤولون السياسيون ورجال الاعمال الاكراد بسياراتهم الرباعية الدفع او الرسيدس بسرعة كبيرة امام المخيم، لان الطريق الى اربيل وعين كاوة، الهي المسيحي في المدينة حيث تقيم الامم المتحدة والمنظمات غير الحكومية، تمر من هناك. لكن احدا لا يتوقف ليستمع الى شكاوى هؤلاء البائسين. انهم في كل مكان، في وسط اربيل وفي ساحة فرنسوا ميتران وكذلك على بعد بضعة كيلومترات من المدينة، في مخيم بن عسلاوة، وهو تجمع هائل من الاكواخ يعيش فيه اناس بلا عمل ولا امل. وكذلك في وسط السليمانية حيث تبدو عليهم معالم الشقاء من دون ان يكتث احد لامرهم. اكثر من ١٥٠ الفا من النازحين اخرجتهم من بيوتهم المعارك بين الحزبين الكرديين، ماساتهم يمكن حلها باتفاق بين الجانبين. لكن بعد ثلاث سنوات ونصف السنة على توقف القتال وبعد اكثر من خمسين اجتماعا للجنة العليا للسلام لا يزال التوصل الى اتفاق امرا بعيد النال ■



مخيم النازحين الأكراد من ايران في دهوك.

واراضيها ولجات الى «الجانب الآخر»، سواء تلقائيا بدافع الخوف او بعد تلقيها تهديدات واعتقال بعض افرادها وتعرضهم لسوء المعاملة. ويبلغ عدد هؤلاء في الاجمال ١٥٠ الفا يعيشون في مخيمات عشوائية وفي ظروف توصف عادة بانها مخزية منذ العام ١٩٩٦ او ١٩٩٧ عندما نشبت المواجهات الكبيرة بين الحزبين الديمقراطي والاتحاد الوطني. وهناك نازحون آخرون هم عائلات كردية كانت تقيم اصلا في مناطق استراتيجية تسيطر عليها بغداد خصوصا في كركوك وخانقين وقرب جمجمال، لكن النظام العراقي طردها من بيوتها في اطار حملة «تعريب». وقد احتجت الامم المتحدة التي اربكها وصول هؤلاء النازحين (٦٠ الفا في غضون سنتين) لدى بغداد مؤخرا على تكثيف حملة التهجير هذه.

اما الفئة الاخيرة فتضم الاف عائلات النازحين الاكراد من ايران التي تنتظر في مخيمات موقنة في ظروف سيئة للغاية: فمخيم «المكتب السياسي» في اربيل اقيم في المقر السابق للمكتب السياسي للاتحاد الوطني الديمقراطي الذي نهبه انصار الحزب الديمقراطي الكردستاني في اب (اغسطس) ١٩٩٦ عندما ساعدهم الجيش العراقي في طرد مقاتلي الاتحاد من عاصمة كردستان. وكانت هذه المباني اصلا مقرا للجيش العراقي. وبعد نهبها مرتين باتت اليوم في وضع رث لا يوصف لكن ١٤٠٠ عائلة تقيم فيها بعد نزوحها من السليمانية وكركوك.

علياء وزوجها المقاتل وبناتهما السبع وابنتهما

الصفقات يبرم من دون عمولة. حتى في الجامعة لا يمكن تسجيل طالب في قسم الكفاءات ما لم يكن عضوا في الحزب المسيطر على قطاع تخصصه.

مقاتلون على الورق

ويروى في السليمانية ان مسؤولا عسكريا كان يدفع رواتب الى ستين مقاتلا لم يكونوا موجودين سوى على الورق. وفي اربيل يحكى عن وزير اشترى لوزارته سيارة رباعية الدفع ثم باعها، لكي يشتريها «مستعملة» لنفسه ثم يوجرها لاحدى المنظمات غير الحكومية بسعر عال. وفساد المسؤولين الحزبيين واعضاء البرلمان الكردي مستشر الى درجة انه يثير استياء شعبيا من الاحزاب الكردية الكبيرة. وقال موظف كردي لا ينتمي الى المعارضة: «بعض قياديينا يعيشون في منازل ضخمة ولديهم خدم كثيرون ويركبون سيارات كبيرة وينفقون الكثير من المال. ثم ان لديهم جوازات سفر اجنبية فاذا عاد صدام حسين يستطيعون المغادرة الى الخارج. لكن الناس يعرفون ذلك ولن يقاوتوا من اجلهم».

نازحون من التعريب

وفي كردستان ثلاث فئات من «النازحين» على الاقل. فالبعض كان ضحية «تطهير عرقي» في مناطق سيطرة الحزب الديمقراطي او الاتحاد الوطني حيث اضطرت عائلات يشتبه في تعاملها مع «العدو» الى النزوح مخلفة وراءها منازلها



درس في كلية زاخو الحربية.

يخرق معظم الناس في البؤس. الى ما قبل هذه السنوات الاخيرة كان زعماء القبائل بالتأكيد اكثر غنى بكثير من فلاحي قبائلهم لكنهم كانوا يعيشون مثلهم ويستخدمون ثروتهم لتلبية الاحتياجات الاساسية لافراد القبيلة. وقد اختفى هذا التضامن اليوم وبات «حديثو النعمة» في كردستان يعرضون ثروتهم بتباه يقارب الوقاحة. ففي زاخو ودهوك خصوصا، وفي اربيل ايضا، يتبختر هؤلاء بسياراتهم المرسيديس الجديدة ويبنون قصورا صغيرة فاخرة مزينة بالرخام المستورد من تركيا او مناطق اخرى. وتصدم هذه القصور البنية على طول جادة العمادية الكثير من انصار مسعود بارزاني الذي يعترف احد المقربين منه بان «الوقت قد لا يكون مناسباً لبناء مثل هذه البيوت».

وقال مسؤول كبير في الحزب الديمقراطي الكردستاني متسائلا: «قد يظن الناس اني اكسب الكثير من المال، لكني لا امتلك البيت الذي اسكنه والسيارة التي اقودها ملك للحزب، لكن كيف يستطيع هؤلاء الناس شراء سيارات مرتفعة الاثمان وبناء منازل بهذه الفخامة؟».

يبدو الفساد، وهو موضوع مناقشته شبه محرمة، مستشرها. يقفز نيشيرفان احمد محافظ دهوك الذي عينه في منصبه نيشيرفان بارزاني لاعادة بعض النظام الى «البيت» لدى سماعه هذه الكلمة، «لا اقول انه ليس هناك فساد بالرة، لكني اتدخل عندما اكتشف وجوده». وفي الواقع يصعب العمل مع وكالات الامم المتحدة او المنظمات غير الحكومية من دون «موافقة» الوزير المسؤول عن القطاع، والقليل من

تتسع كل منها لنحو عشرة ملايين سيجارة. وقد اعتقل في 1996 بسبب عمله في تهريب النفط العراقي الذي كان يشتريه بسعر 20 دولارا للطن من الموصل ثم يعيد بيعه في تركيا بسعر 22 دولارا، وقال انه باع 25 الف طن، اي حقق ربحا بقيمة 50 الف دولار لان كلفة النقل كانت على حساب الزبون التركي. وهو يفكر اليوم في الدخول في مجال العقود من الباطن في اطار القرار 981.

ولازغين الثري رب عائلة «مثالي»، وهو سيزوج قريبا ابنه ميتين (28 عاما) المقيم في المانيا حيث يعمل «تحريرا» في سوبرماركت، اي مراقب. وما الذي يفعله ابن زعيم قبيلة كبيرة في مثل ذلك المكان؟ انه يؤمن مستقبل العائلة كما يوضح لازغين آغا، «فهو سيحصل قريبا على الجنسية الالمانية. نحن لسنا واثقين من مستقبلنا لاننا محصورون بين اربعة جدران. فاذا اغلق اعداؤنا مركز الجمارك في ابراهيم الخليل ماذا سنأكل؟ واذا قرر الجيش العراقي احتلال دهوك فسيكون هناك خلال ساعتين.. من المهم لنا ان يكون لدينا احد في اوربا اذا حصل لنا شيء. الحياة اغلى من كل اموال الدنيا».

مقاولون ووسطاء

وبعدما كانت المساواة تسود المجتمع الكردي العراقي، هزه بعنف ظهور طبقة جديدة من رجال الاعمال -مقاولون ووسطاء وحتى مهربون- يحققون في وقت قصير ثروات كبيرة، في حين

قادة اكراد آخرين، وبينهم سامي عبد الرحمن، يعارضون هذا الاقتراح مؤكدين ان كردستان يجب تنجز استقلالها في مجال الطاقة الحيوي، وهو استقلال يتطلب تحقيقه ست او سبع سنوات اخرى.

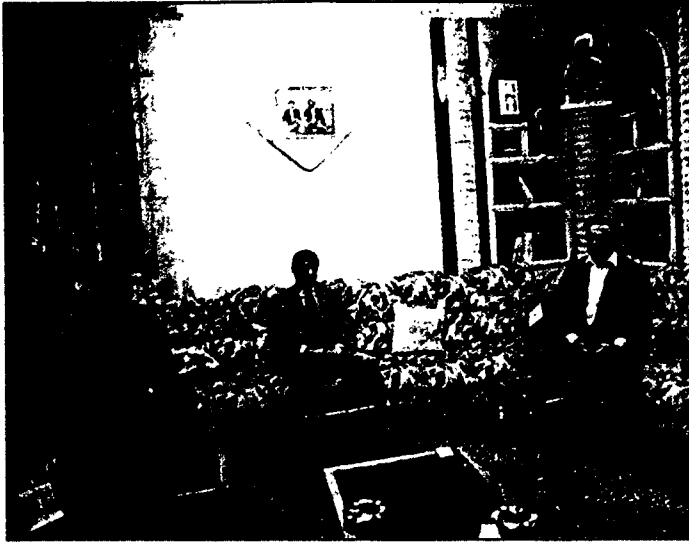
وقد تأثرت المصانع القليلة الموجودة في كردستان بتقسيم المنطقة الكردية بين الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني (بقيادة جلال طالباني). وقال «وزير» الصناعة في حكومة السليمانية عماد احمد (الاتحاد الوطني) «لدينا اربعة او خمسة مصانع كبيرة على اراضيها، لكن منتجاتنا محظورة في مناطق الحزب الديمقراطي وفي سائر المناطق العراقية. لذا نستخدم الاسمنت الذي ننتجه في مشاريعنا المحلية، اما بالنسبة الى السجائر والمنتجات النسيجية فتكس في الخازن او تعرض على وسطاء» يطرحونها في اسواق التهريب. واتهم احمد الحزب الديمقراطي ايضا بمنع مرور قطع الغيار اللازمة لصيانة المصانع عبر اراضيها.

وباستثناء محترفي «البشمركة» - هناك عشرات الالاف من الرجال المسلحين موزعين على ميليشيات الاحزاب السياسية الكردية المختلفة- ليس هناك عمليا في كردستان من مهنة سوى التهريب، سواء على نطاق ضيق، مثل مهربي السجاد والسجائر عند الحدود مع ايران، او على نطاق واسع. وبعض المهربين من الفتية الذين لم يتجاوزوا العاشرة من العمر.

ففي منطقة الحاج عمران يعبرون الحدود على بعد مئات الامتار من مركز رسمي وهم يتسلقون الجبال على متن البغال المحملة بالسجاد وبعض صنابير السجائر. ويصل ربحهم الى 25 الف دينار في اليوم (12 دولارا تقريبا)، وهو مبلغ لا بأس به في كردستان، لكنه لن يحولهم الى اغنياء، كما قال احد سكان القرية، لانه غالبا ما تعترضهم دوريات الجيش الايراني وتصادر كل ما بحوزتهم.

مهنة محترمة!

اما لازغين آغا فقد تردد انه كون ثروة من التهريب على نطاق واسع، وهي مهنة محترمة في كردستان. وزعيم قبيلة دوسكي الكبيرة هذا كان عضوا في البرلمان العراقي في الثمانينات: اي كان «متعاوناً». وقد التحق في وقت متأخر بالقاومة الكردية وتم تعويضه بتعيينه في منصب «مستشار للشؤون القبلية» لدى مسعود بارزاني. وبحصوله على جزء من عائدات سوق السجائر الجزية. وكان لازغين آغا يشتري سجائر بريطانية من نوع روثمانز من المنطقة الحرة في مرسين التركية وينقلها الى كردستان حيث يوزعها على تجار اصغر يعيدون بيعها في ايران والعراق واحيانا في تركيا نفسها. وكان يشتري كميات كبيرة تصل الى عشر حاويات في الشهر،



لازغبين آغا باللباس التقليدي.



رجل الأعمال الكردي حاجي مسعود صاحب اكبر سوپرماركت في كردستان العراق.

سيطرة بغداد. وكانت النتيجة المباشرة لهذه السياسة ان انتاج الفلاحين الاكراد لم يعد يجد من يشتريه محليا واضطروا الى عرضه باسعار بخسة، مما الحق بهم خسائر ودفع بمعظمهم الى التفتيش عن مجالات عمل اخرى.

واثر الجفاف ايضا على انتاج الطاقة الكهربائية، بعدما فرغت تقريبا خزانات السدود في دوكان ودرينديخان، ولم يعد يعمل سوى مولد واحد من بين تسعة. ولا تزود مدن كبرى مثل السليمانية ودهوك بالتيار سوى لمدة ساعتين او ثلاث ساعات في الليلة، اما في النهار فتؤمن الطاقة من المولدات الخاصة. وفي السليمانية مثلا ٢٨٠ مولدا كبيرا يمكنها تزويد حي باكملة بالكهرباء من دون احتساب الاف المولدات المنزلية الصغيرة. اما اربيل فتعتمد تماما على المولدات الخاصة. ويلاحظ «وزير» الصناعة والطاقة في حكومة اربيل يعقوب يوسف قنة (اشوري) بمرارة ان هناك اكثر من ١٥٠٠ مؤسسة صغيرة خاصة محكوم عليها بالتوقف بسبب نقص الكهرباء «اما تلك التي تعمل فقد لجأت الى المولدات. ولذا فان منتجاتنا اعلى كلفة من تلك المصنعة في ايران او تركيا في حين ان الاجور عندنا ادنى بكثير. انها كلفة الكهرباء المرتفعة التي تجعل منتجاتنا غير قادرة على المنافسة».

استقلال كهربائي

ويقترح بعض المسؤولين لحل مشكلة النقص في الكهرباء ربط الشبكة الكردية بالشبكة العراقية، خصوصا ربط اربيل بشبكة الموصل عبر اعادة وصل خطوط التوتر العالي التي دمرت اثناء الانتفاضة الكردية في ١٩٩١ (بعض قادة القبائل الكردية باعوا الكابلات في ايران). لكن



في حلبجة.

وقد تعرضت الزراعة التي تشكل النشاط الاقتصادي التقليدي في كردستان لجفاف خطير يضرب الشرق الاوسط بكامله منذ ثلاث سنوات. كما انها تعرضت للتأثيرات السلبية للقرار ٤٨٦، اذ على رغم كل المساعي التي قام بها القيادة الاكراد لدى مسؤولي الأمم المتحدة لم توافق المنظمة الدولية على ان تشتري من السوق المحلية المنتجات الغذائية التي يوزعها شهريا برنامج الاغذية العالمي على ٢,٢ مليون كردي يعيشون في المنطقة الكردية الخارجة عن

عويسي ورفاقه السابقون في حزب العمال فنون التمويه والتخفي وجميع تقنيات حرب العصابات التي مهروا فيها. وتتألف هذه القوة الخاصة التي تضم فقط متطوعين يدرسون لفترة ثلاث سنوات ونصف السنة بضع كتائب يتراوح عديدها بين ٥٠٠ و ٦٠٠ رجل تخرجوا جميعا من مدرسة زاويتا.

وفي موازاة هذه المدرسة العسكرية الخاصة انشأت «حكومة» اربيل في ١٩٩٧ في زاخو مدرسة كلاسيكية بقيادة اللواء شهاب احمد، وهو ايضا ضابط سابق في الجيش العراقي وبعثي سابق. وتخرج هذه «الكلية الحربية» التي تعمل على نسق المدارس العسكرية التقليدية دفعات من مئة ضابط يحصلون في غضون سنتين على رتبة ملازم، في تقليد امين لبرامج المدارس الحربية العراقية. اما جامعة اربيل فيديرها سعدي برزانجي، الجامعي الذي شغل عضوية الهيئات العليا في حزب البعث. ويعكس كل ذلك قدرة نيشيرفان بارزاني على الاستفادة من معرفة ومواهب الذين كانوا قبل فترة وجيزة في صفوف الاعداء، في عملية بناء على مراحل لمؤسسات «الدولة الكردية».

عاطلون وجفاف

لكن لهذه الاندفاع غير المسبوقة في كردستان العراقية تكساتها ايضا : فالاعمار الذي يتم بفضل اموال القرار الرقم ٩٨٦ ليس موازيا للتنمية، «ليس بعد على اي حال» مثلما يوضح كريم احمد الامين العام الجديد للحزب الشيوعي الكردستاني المنبثق من انشقاق عن الحزب الشيوعي العراقي، مضيفا انه «ليس هناك في كردستان نشاط اقتصادي، و٩٠ في المئة من السكان القادرين على العمل عاطلون».

وكالات الامم المتحدة في كردستان العراقية «اذا كنا نعمل بهذا الشكل الجيد فبسبب حرص السلطات المحلية على الاستفادة الى اقصى حد من هذا البرنامج»..

وفي موازاة البناء المادي في كردستان، تلاحظ عملية بناء ادارية تعكس رغبة المسؤولين الاكراد في اقامة ادارة حقيقية عبر اللجوء الى التقنيات والاساليب الاكثر حداثة. ففي اربيل كما في السليمانية شكل الحكام الاكراد خلايا خاصة لادارة المشاريع. ويؤكد سامي عبد الرحمن نائب «الوزير» في حكومة اربيل: «انه عملي الرئيسي»، منتقدا ببطء «الماكينة الادارية» للامم المتحدة، حيث يلقي برنامج الامم المتحدة للتنمية واليونسكو انتقادات الاكراد في حين يجمع هؤلاء على امتداح عمل الفاو معتبرين انها الاكثر فاعلية وتعاوناً.

وبانت المعلوماتية موجودة في جميع الادارات الكردية التي تستفيد من طاقاتها: فحكومتا اربيل والسليمانية تقومان حالياً بانشاء قاعدة معطيات ادارية مدنية بالتعاون مع جامعة درهام البريطانية، كما قامت حكومة اربيل بأتمتة ادارة مقاتليها (البشمركة) وبات بإمكان مسؤولي الحزب الديمقراطي الكردستاني ان يعرفوا في دقائق كم رجلا لديهم في كل وحدة، كما يمكنهم الاطلاع في كل وقت على المعدات (اسلحة وذخائر وملابس عسكرية) الخاصة بكل مقاتل. وتسمح هذه المعطيات التي تشمل ايضا صورة لكل مجند بمنع اي فرد من تسجيل نفسه باسماء مختلفة في وحدات متعددة وقبض اكثر من راتب.

مدرسة عسكرية

وتشكل مدرسة القوات الخاصة في زاويتنا قرب دهوك التي انشأها قبل ثلاث سنوات نيشيرفان بارزاني، ابن شقيق مسعود بارزاني و«رئيس حكومة» اربيل، مؤسسة فريدة تجمع بين برامج المدارس العسكرية التقليدية للجيش العراقي وبين الخبرة التي اكتسبها ميدانيا مقاتلو حزب العمال الكردستاني. وكان قائدها عزيز عويسي عضواً في اللجنة المركزية لـ«حزب تحرير كردستان» الذي شكله عبد الله اوجلان في بداية التسعينات ليحل مكان الحزب الديموقراطي الكردستاني على ارضه. وبعض قادة الكتائب في هذه القوات الخاصة هم من المقاتلين السابقين في حزب العمال الكردستاني، مثل ارارات قائد كتيبة عطروش الذي امضى سبع سنوات مع مقاتلي حزب العمال. اما اللواءان حسن وعبد الرحمن والعقيد حسين، الضباط الكبار السابقون في الجيش العراقي، اي الاعضاء في حزب البعث، فقد شاركوا في الحرب ضد ايران ثم في غزو الكويت. واليوم يدرسون الجنديين في مدرسة زاويتنا فنون التكتيك والاستطلاع الجغرافي والمعارك الليلية وتصويب اطلاق المدفعية واساليب الحماية من الاسلحة الكيماوية والجرثومية. ويعلم عزيز

منها بفك العزلة عن العمادية ووسط بادينان. وسيتم بناء مستشفيات تتسع لمئة سرير (المشروع الاصلي كان يشمل ٢٥٠ سريراً) في اكرا ودهوك وزاخو.

كما ان العمل جار حالياً في مشاريع كبيرة لاعادة التشجير وتواصل الفاو برامج الري واعادة تربية الاسماك في بحيرات كردستان، كذلك اقيمت محطات كهربائية طاقتها ٢٩ ميغاوات (بكلفة ٢٥ مليون دولار لكل منها) تعمل بالبتترول في السليمانية واربيل ودهوك. وستبدأ قريباً اقامة مجاري الصرف الصحي في السليمانية واربيل (بكلفة ١٥٠ مليون دولار). وهناك في كل مكان برامج للتأهيل المهني، وتقوم منظمات الامم المتحدة (خصوصاً الفاو) بشراء مكثف للمركبات الرباعية الدفع التي تحتاجها كردستان. وتحولت قرية ديانا الكبيرة على الطريق بين اربيل ورواندوز الى مدينة مع بناء مئات المنازل للنازحين الاكراد القادمين من ايران او المطرودين من كركوك.

وتتم جميع هذه المشاريع تحت اشراف الامم المتحدة بالتعاون مع «حكومتي» اربيل والسليمانية الكرديتين، وبشكل هذا المجال الوحيد عملياً الذي يتعاون فيه الخصمان الكرديان في اطار اجتماعات عمل شهرية مع وكالات الامم المتحدة يرأسها دورياً ممثلون عن الجانبين. وتتولى الامم المتحدة مسؤولية المشاريع وتقييم النصفقات، لكن الحكام الاكراد هم الذين يقدمون اليها اقتراحات المشاريع التي تتولى مؤسسات كردية تنفيذها. ويوضح مسؤول في احدى

خبراتها طالبا عدم ذكر اسمه لانه ممنوع عليه نظرياً التحدث الى صحافي دخل شمال العراق بصورة «غير مشروعة» انه «في المرحلة الاولى كان لدينا مليون دولار لكردستان كلها، اليوم سنحصل على موازنة من ٤٧٥ مليون دولار. هذا يفوق التصور».

وكانت النتيجة تحول كردستان الى ورشة عمل هائلة، حيث يتم ليس فقط بناء المدارس والعيادات بل ايضا قرى جديدة بدلا من تلك التي اجتنتها قوات صدام حسين.

بنية تحتية

يشير نيشيرفان احمد، حاكم بادينان النشط، بفخر في مكتبه في دهوك الى مخططات القرى الجديدة التي ستبنيها شركة «آبيتا» والتي سيكون في كل منها عيادة بيطرية ومحطة زراعية ومدرستان ابتدائية وثانوية. وتكلف كل من هذه القرى التي تتسع لمئتي عائلة ٢,٥ مليون دولار، ويوضح ان «الامم المتحدة اعطت الضوء الاخضر للبدء ببناء عشر من هذه القرى»، معددا المشاريع الاخرى التي سيبدأ العمل فيها خلال الاشهر المقبلة: مشروع لجر مياه نهر الخابور الى دهوك مع بناء قناة بطول خمسين كيلومتراً عبر الجبل بكلفة خمسين مليون دولار، وشق طريق تصل بين العمادية وكانى-مازي عبر سلسلة جبال ماتين التي يصل ارتفاعها الى حوالي ثلاثة الاف متر والتي يوشك العمل فيها على الانتهاء. وستسمح هذه الطريق التي انجز القسم الثاني



مهربون في مدينة حاج عمران.



قلعة اربيل.



سوبرماركت مازي.

الكبيرين الاخرين اللذين يزمع تشييدهما في اربيل وزاخو.

وحاجي مسعود ليس رجل الاعمال الكردي الوحيد الذي يستثمر في كردستان العراقية، هذا للكيان الذي ليس له اي وضع قانوني دولي، ففي دهوك نفسها هناك نجيب ياقيرير وعبد الله اصغر، وهما من اكراد تركيا، استثمرا مليون دولار في فندق «جيجان» الكبير كذلك بالمشراكة مع «حكومة» اربيل الكردية.

وفي اربيل استثمر اكراد مهاجرون الى السويد سبعة ملايين دولار في فندق «شوار شيرا» الضخم، ويفكر اكراد مهاجرون يعيشون في الولايات المتحدة او في اسبانيا بالاستثمار ايضا بمبالغ كبيرة في مزارع الدواجن والغنادر او مصانع الاحذية او الابواب والنوافذ. ولا يتردد احدهم بعد سهرة طويلة في حانة فندق «جيجان» بالاقرار بان الامر يشبه القامرة «لكني مقتنع بان صدام حسين سيفكر عشرين مرة قبل ان يغزو كردستان مجددا».

وتشكل هذه الاستثمارات، والتفاؤل بالمستقبل الذي توحى به، ظاهرة جديدة في كردستان العراقية. لكنها استثمارات لا تمثل شيئا الى جانب الاستثمارات العامة الكثيفة التي جرت تطبيقا لقرار مجلس الامن الدولي رقم ٩٨٦، فمنذ ان سمحت الامم المتحدة لبغداد بضح وتصدير النفط بمقدار ما تسمح به منشاتها النفطية وتحويل عائداته الى حسابات تشرف عليها المنظمة الدولية لشراء المون والادوية والمعدات التي تسمح بها لجنة العقوبات، حققت حصة «المنطقة الكردية» (١٢ في المئة في الاجمال) قفزات كبيرة، جزئيا بسبب ارتفاع اسعار الخام، من ٢٦٠ مليون دولار خلال الاشهر الستة الاولى من ١٩٩٧ (المرحلة الاولى) الى ١,٢ مليار دولار في المرحلة السابعة (من كانون الاول/ديسمبر ١٩٩٩ الى حزيران/يونيو ٢٠٠٠) وقد ترتفع الى ١,٢ مليار دولار للمرحلة التاسعة (تنتهي في حزيران/يونيو ٢٠٠١) التي وافقت عليها حكومة بغداد للتو.

أموال كثيرة

وإذا استثنينا المبالغ المخصصة للمون والادوية يبقى هناك حوالي ٩٠٠ مليون دولار لبرامج اعادة اعمار وتاهيل المدارس والمستشفيات والعيادات وخزانات المياه وشق الطرقات وبناء مساكن للنازحين، وهو مبلغ كبير لفترة ستة اشهر لسكان يبلغ عددهم ٢,٢ مليون نسمة. ويعترف «وزير» الشؤون الانسانية في «حكومة» اربيل الدكتور شفيق قزاز ان المنطقة «تشهد ارتفاعا كبيرا في المبالغ المخصصة لها في اطار القرار ٩٨٦، لكن بعد الاجتياحات التي تعرضت لها كردستان منذ ١٩٧٤ (انهيار المقاومة الكردية بقيادة بارزاني) نحن بحاجة الى مبالغ كبيرة لاعادة اعمار منطقتنا».

وقال «وزير» الشؤون الانسانية بالوكالة في

وتنشط جميع منظمات الامم المتحدة (اليونيسيف واليونيسكو وبرنامج الاغذية العالمي وبرنامج التنمية) لانجاز ما اعتبره قزاز «اكبر برنامج انساني في تاريخ المنظمة الدولية». ولا يصدق خبراء منظمات مثل الفاو التي تعاني من نقص مالي مزمن ما يجري، ويقول احد

حكومة السليمانية المتنافسة خسرو مصطفى انه «في البداية اعتبر هذا البرنامج طارئا، ولم يكن احد يتصور انه سيستمر. ان حضور الامم المتحدة مهم جدا ماديا ونفسيا. انها المرة الاولى التي ننفق فيها الكثير من الاموال من اجل رفاه الشعب الكردي».

العراق

كردستان العراق: نهضة اقتصادية في ظل حصارين والفساد يستشري وأزمة اللاجئين بلا حلول

تحقيق من اربيل بقلم كريس كوتشيرا

بعد عشر سنوات على اقامة الدول الكبرى «منطقة أمنة» للاكراد في شمال العراق، تشهد «المنطقة الكردية» نهوضاً اقتصادياً لا سابق له، لكن تشوبه بعض الظلال: فالجفاف يضرب والفساد يزدهر والقادة الاكراد لم يحلوا مشكلات الذين نزحوا بسبب نزاعاتهم الداخلية. غير ان المنطقة الكردية الخارجة عن سلطة صدام حسين تقدم مشهداً مختلفاً تماماً عن باقي العراق: لا سكان جائعين ولا اطفال يموتون في المستشفيات.

اما زبائنه من موظفي الامم المتحدة والمنظمات غير الحكومية، وكذلك الكثير من الاكراد، فياتون من بعيد، من بغداد والموصل وحتى من تركيا، ويمكن مقارنته بالتاجر الكبرى في تركيا او بسوبرماركت في احدى مدن الريف الاوروبي الكبيرة.

وفي الاجمال فان حاجي مسعود وشركاءه استثمروا ٢,٦ مليون دولار فيه. وجاء نصف هذا المبلغ من خزينة «حكومة» اربيل الكردية التي رغبت بذلك في تشجيع المستثمرين الخاصين الاكراد. ويمضي حاجي مسعود ايامه وليلاليه في متجره -ولا يعرف كيف يجد الوقت ليرى زوجاته الثلاث- لكنه يفكر ايضا في اقامة حديقة ملاه ينوي بناءها خلف السوبرماركت، وفي التجارين

حاجي مسعود رجل اعمال كردي سعيد ومرفه. مكتبه القائم في الطبقة الاولى من سوبرماركت «مازي» في دهوك يشكل جزيرة عصرية وفاخرة في كردستان التي يتاكلها البؤس. ففي هذا البلد الخاضع لحصار مزدوج -واحد فرضته الامم المتحدة على العراق بعد غزوه الكويت، وآخر يفرضه نظام بغداد على المنطقة الكردية الخارجة عن سيطرته- يثير سوبرماركت «مازي» الريبة والاعجاب في آن: فاقسامه البالغة مساحتها ١٨ الف متر مربع تعرض كل ما يمكن شراؤه من المنتجات الغذائية والثياب والالعاب والمجوهرات واجهزة التلفزة والموسيقى، وهو اكبر سوبرماركت في كل العراق، وبالتاكيد الافضل تموينا بالسلع.



صراف في الشارع.



تدريب مقاتلين في مدرسة زاويتا العسكرية.



مقاتلون من الاتحاد الوطني الكردستاني.